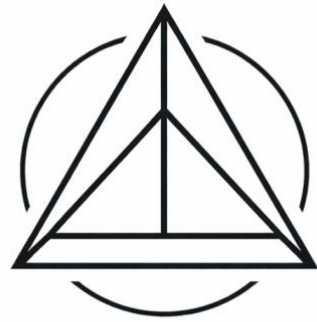




PRATM

Agence de Notation Politique
POLITICAL RATING AGENCY

L'État politique du monde et son avenir

Auteur: Edmond Saint Samoht saintsamohht@politicalrating.org
© 2026 PRATM — Political Rating Agency

Table des matières

1 INTRODUCTION GÉNÉRALE	4
1.1 PRINCIPAUX POINTS D'ANCRAGE DE L'OUVRAGE	4
1.2 PREMIER POINT D'ANCRAGE — LE PROBLÈME	4
1.3 DEUXIÈME POINT D'ANCRAGE — L'INSTRUMENT	5
1.4 TROISIÈME POINT D'ANCRAGE — LES TRAJECTOIRES	5
1.5 CE QUE L'OUVRAGE PERMET AU LECTEUR	6
1.6 COMMENT LIRE CET OUVRAGE ?	6
1.6.1 Trois chemins possibles	6
1.6.2 Premier chemin — lecture continue et analytique	6
1.6.3 Deuxième chemin — lecture prospective	6
1.6.4 Troisième chemin — lecture opérationnelle	6
1.6.5 Une même architecture, plusieurs usages	6
2 PARTIE I — LE PROBLÈME	7
2.1 LE DIAGNOSTIC FONDATEUR	10
2.1.1 Une puissance devenue planétaire, une sagesse encore fragmentée	10
2.2 LE CHANGEMENT D'ÉCHELLE	19
2.2.1 L'élargissement historique du cercle de coopération	19
2.2.2 Les potentialités humaines et leur amplification collective	27
2.2.3 1945 : premier changement d'échelle institutionnel mondial	38
2.2.4 Guerre froide : paix relative, dissuasion et retenue	42
2.3 LA FRAGMENTATION CONTEMPORAINE	48
2.3.1 De l'intermède unipolaire au retour de la fragmentation	48
2.4 LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DES ACTEURS	54
2.4.1 Une nouvelle géographie de la puissance	54
2.4.2 Les forces profondes qui orientent les acteurs	61
2.5 DE L'ANALYSE À LA MÉTHODE	68
2.5.1 De l'hypothèse théorique à la typologie factuelle	68
3 PARTIE II — L'INSTRUMENT PRA	77
3.1 LE LABORATOIRE DE MESURE DES ÉTATS	78
3.1.1 Séquence II-A — Mesurer la puissance politique des États	79
3.1.2 Conclusion de la séquence de mesure des États	92
3.1.3 Annexes techniques de la mesure des États	94
3.2 DE LA MESURE À LA PROSPECTIVE	100
3.2.1 Séquence II-B — La méthode prospective PRA	100
3.2.2 Variables, critères et notations	106
3.2.3 ACP, classification et sept clusters	112
3.2.4 Questionnaire et Matrice_Impact_Hypothèses	120
3.2.5 Scénario-zéro : continuité tendancielle	125
4 PARTIE III — TROIS SCÉNARIOS D'AUTEUR	132
4.1 LA TRAJECTOIRE DE RETENUE	133
4.1.1 Raisonnable 2030-2035: L'équilibre instable, ou la coopération par peur du pire	133
4.2 LA TRAJECTOIRE D'ÉLEVATION	142
4.2.1 Sagesse 2035-2050	142
4.3 LA TRAJECTOIRE DE DÉRÈGLEMENT	152
4.3.1 Chaos 2030-2035	152
5 PARTIE IV — COMPARAISON ET ENSEIGNEMENTS	164
5.1 COMPARER LES TRAJECTOIRES	164
5.1.1 Comparaison des trois scénarios	164

5.2 GUERRE MONDIALE ET ALLIANCES	170
5.2.1 <i>Guerre mondiale : événement ou état du système ?</i>	170
5.2.2 <i>Grandes alliances : peur, prudence ou convergence</i>	175
5.3 MONDIALISER LA SAGESSE	181
5.3.1 <i>Conclusion générale : mondialiser la sagesse</i>	181
6 ANNEXES MÉTHODOLOGIQUES ET TECHNIQUES	189
6.1 FONCTION DES ANNEXES MÉTHODOLOGIQUES ET TECHNIQUES	189
6.2 ANNEXE II-1 — VARIABLES DE RÉFÉRENCE	189
6.3 ANNEXE II-2 — RÉSULTATS ACP DU RUN 1 BIS	189
6.3.1 <i>Variance expliquée et cumulée</i>	189
6.3.2 <i>Contributions / coordonnées des variables sur les composantes principales</i>	190
6.4 ANNEXE II-3 — CLUSTERS TECHNIQUES DU RUN 1 BIS	190
6.4.1 <i>Lecture qualitative des sept clusters techniques</i>	190
6.4.2 <i>Profil moyen des clusters sur les variables</i>	190
6.5 ANNEXE II-4 — CONCORDANCE ENTRE CLUSTERS NARRATIFS ET CLUSTERS TECHNIQUES	191
6.6 ANNEXE II-5 — LISTE COMPLÈTE DES ACTEURS PAR CLUSTER NARRATIF	191
6.7 ANNEXE II-6 — FEUILLET DE NOTATION DES ACTEURS	192
6.8 ANNEXE II-7 — GRAPHIQUES DU RUN 1 BIS	196
6.9 FIGURE II-7-A — DASHBOARD RUN 1 BIS : CONTOURS ET CENTROÏDES DES CLUSTERS	197
6.10 FIGURE II-7-B — DASHBOARD RUN 1 BIS : CARTE DES CENTROÏDES	198
6.11 FIGURE II-7-C — PROFILS MOYENS DES CLUSTERS	199
6.12 ANNEXE II-8 — QUESTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE ET SCÉNARIO-ZÉRO	199
6.13 ANNEXE II-9 — MATRICE_IMPACT_HYPOTHÈSES	201
6.14 ANNEXE II-10 — EFFETS ET DÉPLACEMENTS DU SCÉNARIO-ZÉRO	202
6.14.1 <i>Effets globaux sur les variables — scénario-zéro</i>	202
6.14.2 <i>Déplacements des clusters — scénario-zéro</i>	202
6.15 ANNEXE II-11 — NARRATIF TECHNIQUE DU SCÉNARIO-ZÉRO	203
6.16 ANNEXE II-12 — CHAÎNE DE REVERSE ENGINEERING DU SCÉNARIO PRA	204
6.17 ANNEXE II-13 — TRAITEMENT DES IDÉOLOGIES ET PHÉNOMÈNES TRANSVERSAUX	204
6.18 ANNEXE II-14 — RÉSERVES TECHNIQUES ET LIMITES DU RUN 1	205
6.19 ANNEXE II-15 — GRILLE DE L'AGENT CONTRÔLE	205
6.20 ANNEXE II-16 — RÔLE DE L'AUTEUR ET DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	206

1 Introduction générale

1.1 Principaux points d'ancrage de l'ouvrage

Le présent ouvrage est né d'une interrogation méthodologique et a progressivement conduit à une question plus vaste. Au départ, il s'agissait de savoir s'il était possible de mesurer avec assez de rigueur l'état politique d'un pays : maturité institutionnelle, tensions internes, stabilité globale, puissance de projection. Mais à mesure que cette mesure se construisait, une autre question est apparue avec plus de force : que devient une humanité dont la puissance est devenue planétaire, lorsque les institutions capables de l'orienter demeurent fragmentées ?

Cette évolution du projet est importante. Elle explique la nature particulière de l'ouvrage. Il peut être lu comme un essai sur l'état politique du monde et son avenir. Il peut aussi être utilisé comme un instrument de prospective : le lecteur peut suivre les scénarios proposés par l'auteur, ou s'appuyer sur les variables, les clusters, le questionnaire et la Matrice_Impact_Hypothèses pour construire son propre scénario.

L'ouvrage repose donc sur trois points d'ancrage : le problème, l'instrument et les trajectoires.

1.2 Premier point d'ancrage — le problème

Le problème peut se formuler simplement : l'humanité a mondialisé sa puissance avant d'avoir mondialisé sa sagesse. Cette formule n'est pas une image littéraire. Elle désigne un déséquilibre historique. Les technologies, les marchés, les armes, les plateformes, les données, les chaînes d'approvisionnement, les infrastructures critiques, les pandémies, les récits, les flux financiers et désormais l'intelligence artificielle agissent à une échelle mondiale. Les institutions, les responsabilités, les solidarités et les formes de prudence politique restent, elles, largement fragmentées.

La Partie I expose ce problème. Elle part du constat que la puissance humaine a changé d'échelle. Elle montre que la sagesse politique ne s'est pas organisée au même rythme. Elle revient ensuite sur l'histoire longue de l'élargissement du cercle de coopération : familles, clans, cités, empires, États, alliances, institutions internationales. Cette histoire n'est ni linéaire ni paisible. Les changements d'échelle apparaissent souvent après des bouleversements, lorsque les formes anciennes ne suffisent plus à contenir les risques nouveaux.

L'année 1945 constitue à cet égard un précédent décisif. Elle ne réalisa pas la sagesse mondiale, mais elle rendit possible un changement d'échelle institutionnel : ONU, droits humains, coopération économique, justice internationale naissante, construction européenne. La guerre froide montra ensuite une autre forme de retenue : non la paix véritable, mais la prudence imposée par la dissuasion. Puis l'intermède unipolaire de l'après-1991 donna l'illusion d'une convergence libérale automatique, avant que le monde ne retrouve la fragmentation, les humiliations historiques, les dépendances stratégiques, les plateformes, les ressources critiques et les rivalités de puissance.

La Partie I établit ainsi la nouvelle géographie de la puissance. Les États restent centraux, mais ils ne sont plus seuls. Les entreprises technologiques, plateformes, fonds financiers,

infrastructures logistiques, ressources critiques, mouvements idéologiques, groupes armés, diasporas et acteurs privés systémiques participent eux aussi à la formation de l'ordre mondial. Leur puissance n'est pas toujours souveraine, mais elle peut être mondiale par ses effets.

Enfin, la Partie I identifie les forces profondes qui orientent les acteurs : peur, humiliation, nostalgie de grandeur, intérêts économiques, idéologies, personnalisation du pouvoir, dépendances, accélération technologique et orientation coopérative. C'est à partir de ces forces que l'ouvrage passe de la réflexion générale à la méthode.

1.3 Deuxième point d'ancrage — l'instrument

La Partie II présente l'instrument PRA. Elle montre d'abord comment une notation politique peut être construite à partir d'indicateurs explicites : maturité, tensions internes, stabilité, puissance géopolitique, indicateurs composites, tableaux de résultats et validation par analyse en composantes principales. Cette première séquence constitue le laboratoire initial de la méthode.

La même logique est ensuite élargie à la prospective mondiale. L'ouvrage ne se limite plus aux États. Il retient un périmètre d'environ cent acteurs, décrits par des variables communes : propension hégémonique, imaginaire de restauration, ressources critiques, coercition, autonomie stratégique, dépendance asymétrique, personnalisation de la décision, puissance informationnelle, pression idéologique et orientation coopérative. L'ACP et la classification permettent de faire apparaître sept familles d'acteurs, ou clusters. Ces clusters ne sont pas des camps politiques, ni des jugements moraux. Ils sont des regroupements analytiques fondés sur des proximités de profil. Le questionnaire et la Matrice_Impact_Hypothèses permettent ensuite de transformer des hypothèses d'avenir en déplacements de variables, d'acteurs et de clusters. Les scénarios ne sont donc pas des récits libres ; ils sont des trajectoires conditionnelles construites à partir d'une carte. Cette méthode n'abolit pas la subjectivité. Elle la rend visible, contrôlable et révisable. Elle ne remplace pas le jugement politique. Elle l'oblige à déclarer ses hypothèses.

1.4 Troisième point d'ancrage — les trajectoires

La Partie III propose trois scénarios d'auteur. La raisonnablement décrit un monde qui ne devient pas sage, mais qui contient certaines dérives par prudence, fatigue des crises et peur du pire. La sagesse décrit une trajectoire plus haute : l'humanité accepte de construire des institutions à la hauteur des risques qu'elle a produits. Le chaos décrit l'échec : la puissance continue de croître sans principe commun d'orientation, et le monde devient de moins en moins gouvernable sans nécessairement s'effondrer.

La Partie IV compare ces scénarios et en tire les enseignements principaux. Elle interroge notamment la guerre mondiale : faut-il encore la penser comme un événement comparable à 1914 ou 1939, ou comme un état possible du système, fait de guerres régionales, cyberattaques, dépendances transformées en armes, manipulations informationnelles, ruptures d'infrastructures et crises connectées ? Elle interroge aussi les alliances : seront-elles alliances de peur, de prudence ou de convergence ?

La conclusion générale revient à la question centrale : comment mondialiser la sagesse sans abolir la pluralité politique ? L'objectif n'est pas de rêver un monde parfait. Il est

d'empêcher que l'imperfection humaine, amplifiée par des instruments planétaires, ne devienne irréversible.

1.5 Ce que l'ouvrage permet au lecteur

Le lecteur peut donc lire cet ouvrage de plusieurs manières. Il peut le lire comme un essai sur l'état politique du monde. Il peut le lire comme une méthode de notation et de prospective. Il peut enfin l'utiliser comme un outil : à partir du questionnaire, des variables et de la matrice, il peut discuter les scénarios proposés ou produire son propre scénario, en quelques minutes, à partir d'une charpente déjà documentée.

Cette dimension opérationnelle est l'un des apports particuliers de PRA. Le livre ne demande pas seulement au lecteur d'adhérer ou de refuser. Il lui donne les moyens de remonter du récit aux hypothèses, des hypothèses aux variables, des variables aux clusters et des clusters aux acteurs.

1.6 Comment lire cet ouvrage ?

1.6.1 Trois chemins possibles

La structure de l'ouvrage permet plusieurs entrées. Le lecteur peut suivre l'ordre complet, commencer par les scénarios, ou utiliser directement l'instrument méthodologique. Ces chemins ne s'excluent pas ; ils répondent à des attentes différentes.

1.6.2 Premier chemin — lecture continue et analytique

Le lecteur qui souhaite suivre toute la démonstration lira l'ouvrage dans son ordre naturel : le problème, l'instrument, les scénarios, puis les enseignements. Ce chemin convient au lecteur qui veut comprendre la genèse complète de la démarche, depuis le diagnostic jusqu'à la conclusion prospective.

1.6.3 Deuxième chemin — lecture prospective

Le lecteur attiré d'abord par l'avenir peut commencer par la Partie III, consacrée aux trois scénarios d'auteur, puis revenir vers la Partie II pour comprendre la méthode qui les soutient, et vers la Partie I pour retrouver les fondements historiques et conceptuels. Cette lecture inversée répond à l'impatience légitime du lecteur contemporain, sans abandonner la rigueur de la démarche.

1.6.4 Troisième chemin — lecture opérationnelle

Le lecteur qui veut utiliser PRA comme instrument peut commencer par les variables, les clusters, le questionnaire, la Matrice_Impact_Hypothèses et le scénario-zéro. Il pourra ensuite comparer son propre scénario avec les scénarios d'auteur et vérifier les déplacements produits. Ce chemin s'adresse particulièrement aux analystes, journalistes, commentateurs géopolitiques, enseignants, décideurs ou étudiants qui souhaitent produire rapidement une lecture prospective structurée.

1.6.5 Une même architecture, plusieurs usages

Ces trois chemins rappellent que l'ouvrage n'est pas seulement un texte à parcourir de manière linéaire. Il est aussi une architecture de compréhension. La Partie I donne le sens du problème. La Partie II donne l'instrument. La Partie III donne les trajectoires. La Partie IV donne les enseignements. Le lecteur peut entrer par l'une ou l'autre de ces

portes, à condition de garder en mémoire la formule directrice : l'humanité a mondialisé sa puissance avant d'avoir mondialisé sa sagesse.

2 Partie I — Le problème

L'humanité face à sa propre puissance

La première partie entre directement dans la question qui donne son titre à l'ouvrage : quel est l'état politique du monde, et vers quels futurs cet état peut-il conduire ?

Elle ne commence pas par les tableaux, ni par les instruments de mesure. Elle commence par le problème lui-même : la puissance humaine a changé d'échelle. Elle agit désormais à travers les technologies, les marchés, les armes, les données, les plateformes, les ressources critiques, les flux financiers, les infrastructures et l'intelligence artificielle.

Mais les formes politiques capables d'orienter cette puissance demeurent fragmentées.

Le fil directeur de cette partie peut être formulé simplement : l'humanité a mondialisé sa puissance avant d'avoir mondialisé sa sagesse. Cette phrase donne son unité aux chapitres qui suivent.

L'objectif n'est pas de proposer une méditation abstraite. Il est de préparer la méthode prospective. Avant de classer les acteurs, de construire les clusters ou de formuler les scénarios, il faut comprendre pourquoi le monde ne peut plus être lu seulement comme un système d'États, ni comme une simple compétition de puissances classiques.

Cette partie retrace donc l'élargissement historique du cercle de coopération, le bouleversement de 1945, la retenue paradoxale de la guerre froide, la fin de l'intermède unipolaire, la nouvelle géographie de la puissance et les forces profondes qui orientent les acteurs. Elle constitue la porte d'entrée intellectuelle de l'ouvrage.

La méthode viendra ensuite. Les scénarios viendront plus tard. Mais ils ne seraient pas intelligibles sans ce premier diagnostic : la puissance disponible excède désormais les formes ordinaires de sagesse politique qui devraient la contenir.

2.1 Le diagnostic fondateur

2.1.1 Une puissance devenue planétaire, une sagesse encore fragmentée

Le point de départ de l'ouvrage est un déséquilibre observable entre deux dimensions que l'analyse politique confond parfois : la stabilité interne d'un acteur et sa capacité de projection. Un État peut être puissant sans être pleinement solide. Il peut disposer d'une armée, d'une économie, d'une technologie, d'une influence diplomatique ou informationnelle considérables, tout en étant traversé par des tensions internes, des fragilités institutionnelles, des rigidités idéologiques ou des vulnérabilités sociales. À l'inverse, un État peut être stable, mature, relativement pacifié, sans disposer d'une puissance mondiale équivalente.

Cette dissociation invite à poser une question plus vaste : si la puissance peut excéder la stabilité qui la porte, peut-elle également excéder la sagesse capable de l'orienter ?

La question n'est pas seulement morale. Elle est politique, institutionnelle et civilisationnelle. Une puissance non orientée, ou insuffisamment contenue, ne devient pas automatiquement destructrice. Mais elle devient disponible pour des usages contradictoires : protection ou domination, coopération ou chantage, progrès ou surveillance, autonomie ou dépendance, libération ou contrôle.

La puissance n'est donc jamais seulement une capacité. Elle est aussi une épreuve.

Elle oblige celui qui la détient à répondre à une question que les instruments eux-mêmes ne peuvent résoudre : au service de quoi cette puissance sera-t-elle employée ?

La puissance a changé d'échelle

Pendant longtemps, la puissance humaine est demeurée limitée par les distances, les ressources disponibles, la lenteur des communications, la faiblesse des moyens techniques et l'étendue restreinte des organisations politiques. Les décisions d'un pouvoir pouvaient être violentes, injustes ou destructrices, mais leurs conséquences demeuraient le plus souvent inscrites dans un espace géographique limité, même lorsqu'elles affectaient durablement des régions entières.

Cette situation a progressivement changé.

La révolution agricole a permis la sédentarisation, la constitution de surplus, la spécialisation des fonctions et la formation de sociétés plus nombreuses. L'écriture, la monnaie, le droit, les administrations, les routes, les armées et les empires ont ensuite permis d'organiser des ensembles humains plus vastes. La révolution industrielle a transformé le rapport à l'énergie, au temps, à la production, à la distance et à la guerre. Les sciences modernes ont accru la capacité d'agir sur la nature, sur les corps, sur les matières, sur les communications et sur la vie elle-même.

Mais les deux derniers siècles, et plus encore les dernières décennies, ont introduit une rupture plus profonde encore : la puissance humaine est devenue, dans plusieurs domaines essentiels, planétaire.

Les armes peuvent menacer l'existence de sociétés entières.

Les émissions produites dans un espace donné affectent le climat commun.

Une crise sanitaire locale peut devenir mondiale.

Une rupture financière peut se propager en quelques heures.

Une décision prise dans une chaîne d'approvisionnement peut fragiliser des économies éloignées.

Une plateforme numérique peut modifier simultanément les perceptions, les comportements et les conflits de millions ou de milliards d'individus.

Une innovation dans l'intelligence artificielle peut transformer le travail, l'éducation, la guerre, l'administration, la recherche, la création et l'espace public.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une augmentation quantitative de la puissance. Il s'agit d'un changement d'échelle et de nature.

La puissance n'est plus seulement territoriale.

Elle est technologique, financière, cognitive, informationnelle, énergétique, biologique, logistique, algorithmique.

Elle circule par les câbles, les satellites, les plateformes, les normes, les monnaies, les sanctions, les brevets, les modèles d'IA, les infrastructures et les récits.

Un monde où la puissance circule ainsi ne peut plus être compris uniquement à partir des frontières politiques classiques.

Les États demeurent essentiels. Ils gardent la souveraineté juridique, la capacité militaire, l'impôt, la police, la diplomatie, la décision de guerre et de paix. Mais une part croissante de la puissance réelle se situe dans des espaces hybrides : entreprises technologiques, systèmes de paiement, réseaux énergétiques, infrastructures portuaires, plateformes d'attention, fonds financiers, chaînes de semi-conducteurs, laboratoires d'intelligence artificielle, producteurs de données, acteurs cyber, groupes idéologiques transnationaux.

La puissance contemporaine ne s'est pas seulement accrue. Elle s'est distribuée autrement.

La sagesse n'a pas suivi le même rythme

Face à cette croissance de la puissance, la sagesse politique n'a pas progressé au même rythme.

Il faut préciser ce que l'on entend ici par sagesse.

La sagesse n'est pas seulement une vertu individuelle. Elle ne se réduit pas à la prudence d'un dirigeant, à la modération d'un gouvernement, à la clairvoyance d'un expert ou à la générosité d'une opinion publique. Dans le cadre de PRA, la sagesse désigne une capacité collective et institutionnelle : celle de mesurer les conséquences de la puissance, d'en contenir les excès, d'en limiter les usages destructeurs et de l'orienter vers des finalités soutenables.

La sagesse politique suppose donc plusieurs éléments :

- la capacité de penser le temps long ;
- la capacité d'accepter des limites ;
- la capacité de reconnaître l'existence de biens communs ;
- la capacité de protéger les générations futures ;
- la capacité de préférer la coopération à la domination lorsque les risques deviennent communs ;
- la capacité de construire des institutions proportionnées à l'échelle des dangers.

Cette sagesse existe déjà par fragments.

Elle apparaît dans certaines constitutions, dans les contre-pouvoirs, dans l'État de droit, dans les mécanismes de délibération démocratique, dans les institutions internationales, dans les normes sanitaires, dans les conventions climatiques, dans les régulations financières, dans les juridictions supranationales, dans les dispositifs de non-prolifération, dans certaines alliances défensives, dans les accords scientifiques, dans les initiatives de coopération et dans les efforts de régulation technologique.

Mais elle demeure fragmentée.

Elle est fragmentée entre les États.
Fragmentée entre les intérêts économiques.
Fragmentée entre les horizons électoraux et les temps longs.
Fragmentée entre les générations.
Fragmentée entre les cultures politiques.
Fragmentée entre les institutions publiques et les puissances privées.
Fragmentée entre les capacités techniques et les responsabilités démocratiques.

Le monde a produit des outils mondiaux, mais il ne dispose pas encore d'un niveau équivalent d'orientation commune.

Cette contradiction peut être formulée simplement :

l'humanité a mondialisé sa puissance avant d'avoir mondialisé sa sagesse.

Cette phrase ne signifie pas que l'humanité serait dépourvue de sagesse. Elle signifie que la sagesse disponible n'est pas encore organisée à l'échelle des puissances disponibles.

L'écart n'est donc pas entre des hommes entièrement déraisonnables et une puissance extérieure à eux. Il est entre la vitesse de croissance des moyens et la lenteur de construction des finalités, des règles et des institutions.

La puissance sans sagesse ne disparaît pas : elle se dérègle

Une puissance insuffisamment gouvernée ne conduit pas toujours immédiatement au désastre. Elle peut même produire des progrès considérables. C'est l'une des difficultés de l'analyse.

La puissance technologique soigne, nourrit, transporte, instruit, protège, relie et libère. Elle a permis des avancées extraordinaires dans la médecine, la communication, l'éducation, l'agriculture, la productivité, la connaissance scientifique et la réduction de certaines souffrances.

Il ne s'agit donc pas d'opposer la puissance au bien.

La puissance est ambivalente. Elle devient dangereuse lorsqu'elle se détache des finalités qui devraient l'orienter.

L'atome peut produire de l'énergie ou menacer l'anéantissement.

L'intelligence artificielle peut aider à soigner, découvrir, organiser, traduire et instruire ; elle peut aussi surveiller, manipuler, remplacer, désinformer ou automatiser des décisions vitales.

La finance peut allouer le capital et soutenir le développement ; elle peut aussi propager des crises systémiques.

Les plateformes peuvent relier les individus ; elles peuvent aussi enfermer les sociétés dans des bulles de colère, de soupçon et de fragmentation cognitive.

Les infrastructures mondialisées peuvent favoriser l'échange ; elles peuvent devenir des instruments de dépendance, de sanction ou de chantage.

Les biotechnologies peuvent sauver des vies ; elles peuvent ouvrir des risques que les institutions n'ont pas encore appris à penser.

Le problème n'est donc pas la puissance en soi. Le problème est la puissance sans orientation suffisante, sans responsabilité proportionnée, sans contrôle démocratique adéquat, sans institutions capables d'en prévenir les usages destructeurs.

À mesure que la puissance augmente, l'erreur change de statut.

Une erreur locale peut devenir systémique.

Une décision privée peut produire des effets publics.

Une crise régionale peut modifier l'équilibre mondial.

Une manipulation cognitive peut affecter une démocratie entière.

Un conflit périphérique peut entraîner des alliances.

Une technologie conçue pour un usage limité peut devenir une infrastructure de domination.

C'est pourquoi le gouvernement de la puissance devient l'une des grandes questions politiques du siècle.

Le décalage entre institutions nationales et risques planétaires

Les institutions politiques modernes se sont principalement construites autour de l'État-nation. Celui-ci demeure une invention décisive. Il permet de produire la loi, d'organiser la souveraineté, de lever l'impôt, de protéger les frontières, de représenter une population, de garantir des droits et de structurer l'appartenance politique.

Il serait donc absurde d'annoncer sa disparition.

Mais il serait tout aussi insuffisant de croire qu'il peut, seul, gouverner les principales puissances et vulnérabilités du siècle.

Aucun État ne peut gouverner seul le climat.

Aucun État ne peut gouverner seul les pandémies.

Aucun État ne peut gouverner seul les flux financiers mondiaux.

Aucun État ne peut gouverner seul l'espace numérique.

Aucun État ne peut gouverner seul les risques d'une intelligence artificielle avancée.

Aucun État ne peut gouverner seul les chaînes critiques de ressources, d'énergie, de semi-conducteurs ou de données.

Aucun État ne peut gouverner seul le risque nucléaire global.

Pourtant, les institutions internationales restent limitées. Elles dépendent des États qui les composent. Elles sont traversées par les rivalités de puissance. Elles affirment souvent des principes plus larges que les moyens dont elles disposent pour les faire respecter.

Le monde contemporain est donc pris entre deux insuffisances :

l'État demeure indispensable, mais il ne suffit plus ;
la gouvernance mondiale est nécessaire dans certains domaines, mais elle reste incomplète, contestée ou fragile.

C'est dans cet entre-deux que se joue l'avenir politique du monde.

La tentation du repli national répond à une inquiétude réelle : les peuples veulent reprendre la maîtrise de leur destin. Mais cette reprise de maîtrise devient illusoire si elle ignore que les risques principaux dépassent les frontières. À l'inverse, l'appel abstrait à une gouvernance mondiale peut inquiéter s'il semble nier les souverainetés, les cultures, les libertés et les responsabilités démocratiques.

La question n'est pas de choisir entre l'État et le monde. Elle est d'inventer des institutions capables d'articuler les niveaux.

Ce qui peut être décidé localement doit l'être localement.
Ce qui relève de la nation doit demeurer au niveau national.
Ce qui exige une coordination régionale doit être traité à cette échelle.
Mais ce qui menace l'humanité entière ne peut plus être abandonné à la seule concurrence des souverainetés.

La sagesse politique contemporaine commence peut-être ici : reconnaître que la souveraineté n'est pas diminuée lorsqu'elle accepte de coopérer sur les risques qu'elle ne peut maîtriser seule. Elle est au contraire rendue plus réelle, parce qu'elle cesse de confondre indépendance et impuissance.

Les puissances privées et le déficit de légitimité mondiale

Le décalage entre puissance et sagesse apparaît avec une intensité particulière dans le rôle croissant des acteurs privés.

Certaines entreprises contrôlent désormais des infrastructures dont dépendent des États, des armées, des économies ou des sociétés entières. Elles organisent l'accès à l'information, au cloud, aux données, aux paiements, aux satellites, aux communications, aux modèles d'intelligence artificielle, aux réseaux logistiques, aux semi-conducteurs ou aux ressources critiques.

Elles ne sont pas simplement des acteurs économiques. Elles deviennent des acteurs d'ordre.

Leur puissance n'est pas illégitime par nature. Elle peut produire de l'innovation, de l'efficacité, des solutions techniques, de la croissance et des capacités que les États ne possèdent pas toujours. Mais elle soulève une question politique fondamentale : quelle responsabilité doit accompagner une portée mondiale ?

Un acteur privé peut avoir une influence mondiale sans mandat mondial.
Il peut prendre des décisions systémiques sans délibération publique équivalente.
Il peut contrôler une infrastructure vitale sans être soumis aux mêmes obligations qu'un pouvoir souverain.
Il peut modifier l'espace cognitif d'une société sans être responsable devant cette société.
Il peut agir à l'échelle du monde tout en poursuivant des intérêts particuliers.

Le problème n'est pas seulement juridique. Il est politique.

La démocratie moderne a construit, parfois difficilement, des mécanismes de responsabilité pour les pouvoirs publics : élections, contrôle parlementaire, séparation des pouvoirs, justice, presse, opinion publique, alternance. Ces mécanismes demeurent imparfaits, mais ils existent.

Rien d'équivalent n'encadre encore pleinement les puissances privées mondialisées.

La question devient alors : comment gouverner des acteurs qui ne sont pas souverains, mais dont les décisions peuvent avoir des effets quasi souverains ?

Cette question sera centrale dans les scénarios de l'ouvrage. Dans le chaos, ces puissances peuvent accélérer la fragmentation ou être captées par des blocs. Dans la raisonnable, elles acceptent une gouvernance partagée par intérêt ou par contrainte. Dans la sagesse, elles sont intégrées à des institutions de convergence proportionnées à leur influence.

Ici encore, l'enjeu n'est pas de supprimer la puissance. Il est de la rendre responsable.

L'intelligence artificielle comme révélateur ultime

L'intelligence artificielle concentre, plus que toute autre technologie contemporaine, la tension entre puissance et sagesse.

Elle n'est pas seulement un outil. Elle devient progressivement une infrastructure de décision, de production, de langage, de connaissance, de surveillance, de guerre, de création et d'organisation sociale.

Elle peut aider à diagnostiquer, enseigner, traduire, rechercher, concevoir, administrer, simuler, prévoir et assister. Mais elle peut aussi manipuler, remplacer, contrôler, discriminer, désinformer, accélérer les conflits, automatiser la coercition ou rendre opaques des décisions qui devraient demeurer humaines.

Plus profondément encore, l'IA pose une question nouvelle : que devient l'humanité lorsqu'elle produit des systèmes capables d'exécuter, de combiner, de prévoir ou peut-être un jour de dépasser certaines de ses capacités cognitives ?

La question n'est plus seulement celle de l'emploi ou de la productivité. Elle devient celle du statut de l'humain dans un monde où une part croissante des décisions pourrait être confiée à des systèmes non humains.

Qui décide ?

Qui comprend ?

Qui contrôle ?

Qui répond ?

Qui limite ?

Qui garde la finalité humaine des systèmes ?

La sagesse politique se mesure ici à la capacité de ne pas se laisser hypnotiser par l'efficacité.

Un système peut être plus rapide sans être plus juste.

Plus prédictif sans être plus libre.

Plus optimisé sans être plus humain.

Plus puissant sans être plus sage.

L'IA révèle donc avec une intensité particulière la question centrale de l'ouvrage : la puissance peut-elle croître indéfiniment sans que les institutions chargées de l'orienter changent d'échelle et de nature ?

Dans le scénario de raisonabilité, l'IA est régulée par prudence.

Dans le scénario de sagesse, elle devient le déclencheur d'une gouvernance mondiale des risques existentiels.

Dans le scénario de chaos, elle accélère la fragmentation cognitive, la coercition et la perte de contrôle.

Ainsi, l'IA n'est pas seulement un thème parmi d'autres. Elle est le miroir dans lequel l'humanité découvre l'écart entre ce qu'elle peut produire et ce qu'elle sait gouverner.

La sagesse comme infrastructure politique

Si la puissance est devenue planétaire, la sagesse ne peut plus être seulement individuelle, morale ou contemplative. Elle doit devenir institutionnelle.

Cela ne signifie pas que les sages, les philosophes ou les poètes doivent se substituer aux gouvernements. Cela signifie que les institutions doivent retrouver le sens des fins, des limites et du temps long.

Une politique sans sagesse devient administration du court terme.

Une technologie sans sagesse devient accumulation de moyens.

Une économie sans sagesse devient maximisation sans finalité.

Une puissance militaire sans sagesse devient tentation permanente de coercition.

Une information sans sagesse devient bruit, manipulation ou guerre cognitive.

La sagesse politique consiste à inscrire dans les institutions la capacité de se demander non seulement ce qui est possible, mais ce qui est souhaitable ; non seulement ce qui est efficace, mais ce qui est humainement habitable ; non seulement ce qui renforce un acteur, mais ce qui préserve les conditions communes de la vie collective.

Elle exige donc des règles, mais aussi des finalités.

Des contrôles, mais aussi une vision.

Des limites, mais aussi une hiérarchie des biens.

Des contre-pouvoirs, mais aussi une mémoire des catastrophes.

Des experts, mais aussi des citoyens.

Des calculs, mais aussi de la philosophie.

Des institutions, mais aussi une culture de la responsabilité.

Cette sagesse ne saurait abolir les conflits, les intérêts, les différences de civilisation ou les ambitions nationales. Elle ne promet pas un monde parfait. Elle cherche seulement à empêcher que la puissance disponible ne soit livrée aux seules forces de la domination, de la peur, du profit immédiat, de la revanche ou de la fuite en avant technologique.

Elle ne supprime pas la politique.

Elle la rend proportionnée à l'époque.

La bifurcation

L'écart entre puissance planétaire et sagesse fragmentée ne conduit pas à une seule issue. Il ouvre une bifurcation.

La première trajectoire est celle de la raisonnable. Le monde ne devient pas sage, mais il apprend à contenir certaines dérives parce que le coût du chaos devient trop élevé. Les puissances demeurent rivales, les institutions restent imparfaites, les démocraties demeurent fragiles, les plateformes restent puissantes, mais des mécanismes de retenue se reconstituent. C'est une sagesse minimale, souvent contrainte, parfois cynique, mais suffisante pour éviter l'emballement.

La deuxième trajectoire est celle de la sagesse. Elle suppose un saut qualitatif plus profond. L'humanité comprend qu'elle doit construire des institutions de convergence à la hauteur de ses risques communs. Elle ne supprime pas les États, mais elle les inscrit dans une gouvernance plus large des biens vitaux : IA, climat, ressources, santé, information, paix, dignité humaine. C'est une utopie régulatrice, non une prophétie.

La troisième trajectoire est celle du chaos. La puissance continue de croître, mais les institutions échouent à l'orienter. Les blocs se durcissent, les ressources deviennent des armes, les plateformes fragmentent l'espace cognitif, les idéologies radicales prospèrent, les États exposés deviennent des théâtres de confrontation et la guerre mondiale se transforme peut-être moins en événement unique qu'en état diffus du système.

Ces trois trajectoires ne sont pas écrites. Elles coexistent déjà comme possibilités.

Le rôle de PRA n'est pas de dire laquelle adviendra. Il est de rendre visibles les conditions qui peuvent les favoriser.

Le présent chapitre a posé le diagnostic central : la puissance humaine est devenue planétaire, tandis que la sagesse politique demeure fragmentée. Le chapitre suivant examinera l'une des raisons pour lesquelles une autre issue reste néanmoins pensable : l'histoire humaine montre une capacité récurrente, quoique irrégulière, à élargir le cercle de la coopération. C'est cette capacité, et ses limites, qu'il faut maintenant interroger.

2.2 Le changement d'échelle

2.2.1 L'élargissement historique du cercle de coopération

Le chapitre précédent a posé le diagnostic central : la puissance humaine est devenue planétaire, tandis que la sagesse politique demeure fragmentée. Cette situation pourrait conduire au chaos si l'humanité restait enfermée dans des institutions incapables de gouverner les puissances qu'elle a produites. Mais elle pourrait aussi conduire à un nouveau changement d'échelle de l'organisation politique.

Une telle hypothèse ne naît pas de rien. L'histoire humaine montre que les groupes humains ont déjà connu plusieurs élargissements majeurs du cercle de coopération. L'être humain a appris, progressivement et de manière irrégulière, à vivre, échanger, produire, combattre, administrer et décider au sein d'ensembles de plus en plus vastes.

Mais cette évolution ne doit pas être présentée comme une marche paisible vers la sagesse. Elle n'a jamais été linéaire. Elle n'a jamais été garantie. Elle a souvent été brutale, discontinue, provoquée par des bouleversements qui remettaient en cause les formes antérieures de l'existence collective.

L'humanité ne change pas d'échelle seulement parce qu'elle devient plus raisonnable. Elle change souvent d'échelle parce que les structures anciennes ne suffisent plus à contenir les crises nouvelles.

Des communautés proches aux ensembles organisés

Pendant l'immense majorité de son histoire, l'être humain a vécu dans des groupes de taille limitée. Ces groupes n'étaient pas nécessairement isolés. Ils pouvaient entretenir des relations d'échange, d'alliance, de parenté, de rivalité ou de conflit avec d'autres groupes. Mais la coopération quotidienne reposait largement sur la proximité, l'interconnaissance, la mémoire partagée, les liens familiaux, les obligations réciproques et les règles communes d'un monde encore relativement restreint.

Dans de tels groupes, la confiance ne provenait pas d'institutions abstraites. Elle naissait de la relation directe, de la réputation, de la coutume, du regard des autres, de la dépendance mutuelle et de la nécessité de survivre ensemble.

La première grande transformation intervient avec la sédentarisation, l'agriculture, l'élevage, le stockage, la spécialisation des tâches et l'accroissement des populations. Les groupes humains ne se contentent plus d'occuper temporairement un espace ; ils s'y installent, l'organisent, le défendent, l'administrent. Le rapport au temps change. Le rapport à la terre change. Le rapport à la propriété, au surplus, à la transmission et à la hiérarchie change également.

Ce changement n'est pas seulement technique. Il est politique.

Dès lors que les populations se concentrent, que les ressources sont stockées, que les fonctions se spécialisent et que les conflits internes deviennent plus complexes, de nouvelles formes de règles, d'autorité et d'organisation deviennent nécessaires.

La taille du groupe augmente, mais elle ne suffit pas à expliquer la transformation. Ce qui change, c'est les bouleversements comme moteurs du changement d'échelle

Les grandes évolutions politiques ne résultent pas seulement d'une progression tranquille de la raison. Elles répondent souvent à des bouleversements qui rendent l'ordre ancien insuffisant.

Un mode de vie devient trop fragile.

Un territoire devient trop disputé.

Une population devient trop nombreuse pour être régulée par les seules coutumes.

Une guerre révèle l'insuffisance des structures existantes.

Une innovation technique modifie les rapports de force.

Une crise économique, climatique, militaire ou spirituelle oblige à inventer d'autres règles.

Une catastrophe détruit l'illusion que les institutions anciennes suffiront.

L'histoire politique peut ainsi être lue comme une succession de réponses, plus ou moins réussies, à des insuffisances révélées par des chocs.

Les villages apparaissent lorsque la vie mobile ne suffit plus à organiser certaines formes de production et de stockage.

Les cités se développent lorsque la concentration humaine exige des règles, des autorités, des espaces communs et des formes plus complexes de décision.

Les royaumes et empires se constituent lorsque la guerre, la fiscalité, les routes, les ressources et l'administration imposent une coordination plus large.

Les États modernes se renforcent lorsque les guerres, les impôts, les armées permanentes, les échanges et les identités politiques nécessitent des structures plus intégrées.

Les institutions internationales naissent lorsque les catastrophes mondiales montrent que l'équilibre traditionnel des puissances ne suffit plus à empêcher le retour du désastre.

Le bouleversement ne produit pas toujours le progrès. Il peut produire la régression, la domination, la violence, la fermeture ou l'effondrement. Mais il crée souvent le moment où ce qui paraissait impossible devient nécessaire.

C'est pourquoi l'idée d'une gouvernance mondiale plus réelle ne doit pas être pensée comme l'aboutissement automatique d'une histoire ascendante. Elle doit plutôt être comprise comme une possibilité qui pourrait devenir acceptable si un bouleversement majeur révélait l'insuffisance définitive des structures actuelles.

Coopérer avec des inconnus

L'élargissement du cercle de coopération suppose une transformation mentale et institutionnelle considérable : apprendre à coopérer avec des inconnus.

Dans un petit groupe, la coopération repose sur des relations personnelles. Dans une cité, un royaume, un empire, un État ou une organisation internationale, elle doit reposer sur autre chose : des règles, des symboles, des institutions, des récits, des monnaies, des droits, des administrations, des croyances ou des intérêts partagés.

La monnaie permet d'échanger avec celui que l'on ne connaît pas.

Le droit permet de régler un différend sans recourir immédiatement à la vengeance.

L'administration permet d'organiser des populations éloignées.

L'impôt permet de financer une action commune au-delà du cercle familial ou local.

La représentation politique permet, au moins en principe, d'associer des millions d'individus à une décision collective.

Les institutions internationales permettent à des États rivaux de se parler dans un langage commun, même lorsqu'ils ne se font pas confiance.

Chaque changement d'échelle exige donc une abstraction supplémentaire.

Il faut accepter que l'autre, que l'on ne connaît pas, appartienne néanmoins à un même ordre. Il faut accepter qu'une règle commune s'applique à des individus, groupes ou États qui ne partagent pas toujours la même langue, la même religion, la même histoire ou les mêmes intérêts immédiats.

Cette capacité est l'une des grandes inventions politiques de l'humanité.

Elle ne supprime pas la violence. Elle ne supprime pas l'injustice. Elle ne supprime pas la domination. Mais elle rend possible une coopération qui dépasse la proximité immédiate.

L'histoire humaine peut ainsi être lue comme l'apprentissage difficile d'une coopération élargie entre inconnus.

La taille ne garantit ni paix ni sagesse

Il serait toutefois dangereux de confondre élargissement et progrès moral.

Une société plus vaste n'est pas nécessairement plus juste. Un empire peut réunir des peuples nombreux tout en reposant sur la conquête, l'exploitation et la soumission. Une alliance peut protéger ses membres tout en excluant brutalement ceux qui n'en font pas

partie. Une institution mondiale peut affirmer des principes universels tout en demeurant paralysée par les intérêts de ses membres les plus puissants.

La taille répond à une question : combien d'humains sommes-nous capables d'organiser ensemble ?

Elle ne répond pas à une autre question, plus décisive : dans quel but et selon quelles valeurs les organisons-nous ?

Un petit groupe peut être pacifique ou belliqueux.

Une cité peut être démocratique pour ses citoyens et violente pour ses esclaves ou ses voisins.

Un empire peut imposer une paix intérieure tout en étant fondé sur la conquête.

Un État moderne peut protéger les droits à l'intérieur et pratiquer la domination à l'extérieur.

Une organisation internationale peut exprimer une aspiration universelle sans disposer de la force politique nécessaire à son accomplissement.

Il faut donc distinguer deux évolutions.

La première concerne l'élargissement du périmètre de coopération. Elle est historiquement observable.

La seconde concerne l'élévation de la qualité politique, morale et institutionnelle de cette coopération. Elle est incertaine, réversible et toujours disputée.

L'intelligence organisatrice permet d'agréger la puissance.

La sagesse politique consiste à orienter cette puissance vers des finalités qui ne détruisent pas l'humain.

C'est précisément l'écart entre ces deux dimensions qui traverse l'histoire.

Les empires : organisation et domination

Les empires constituent un exemple particulièrement instructif.

Ils montrent que l'humanité est capable d'organiser de très vastes ensembles. Ils développent des routes, des administrations, des systèmes fiscaux, des armées, des langues de pouvoir, des monnaies, des codes juridiques, des formes d'intégration économique et parfois des périodes de stabilité relative.

Mais ils montrent aussi que l'élargissement du groupe peut se faire par la contrainte.

L'empire pacifie parfois l'intérieur parce qu'il a vaincu l'extérieur. Il crée un ordre, mais cet ordre peut reposer sur l'inégalité, la hiérarchie, l'exploitation ou la négation de l'autonomie des peuples soumis.

L'empire est donc ambivalent. Il élargit l'échelle de l'organisation, mais il ne réalise pas nécessairement l'élargissement de la sagesse. Il peut même accroître la puissance disponible sans accroître la responsabilité morale ou politique correspondante.

Cette ambivalence reste actuelle.

Les formes contemporaines de domination ne sont plus toujours territoriales. Elles peuvent être financières, technologiques, énergétiques, informationnelles, logistiques ou normatives. Un acteur n'a plus besoin d'annexer un territoire pour rendre d'autres acteurs dépendants de ses infrastructures, de ses technologies, de ses ressources ou de ses plateformes.

L'histoire des empires permet donc de comprendre une permanence : la capacité d'organiser plus grand peut servir la coopération comme la domination.

La question n'est jamais seulement : quelle est la taille de l'ensemble organisé ? Elle est : quel type d'ordre cette taille rend-elle possible ?

L'État-nation : puissance, souveraineté et limites

L'État-nation a constitué une autre étape décisive.

Il a permis de réunir une population, un territoire, une administration, un droit, une fiscalité, une armée, une représentation politique et un récit national dans une forme relativement stable. Il a donné aux peuples modernes un cadre puissant d'appartenance, de protection, de mobilisation et de souveraineté.

Il a également permis des conquêtes politiques majeures : citoyenneté, droits, représentation, protection sociale, éducation publique, infrastructures, développement économique, justice, sécurité.

Mais l'État-nation a lui aussi son ambivalence.

Il peut devenir le cadre de la liberté ou celui de la mobilisation totale.

Il peut protéger la dignité des citoyens ou organiser leur embrigadement.

Il peut porter la démocratie ou le nationalisme agressif.

Il peut incarner la souveraineté populaire ou la captation du pouvoir par un appareil autoritaire.

Le XXe siècle a montré à la fois la grandeur et le danger de cette forme politique.

L'État-nation a été l'instrument de l'émancipation de nombreux peuples. Il a aussi été l'instrument des guerres totales, des idéologies de masse, des bureaucraties meurtrières et des rivalités de puissance poussées jusqu'à la catastrophe.

Ici encore, l'élargissement de l'organisation ne suffit pas. La puissance politique de l'État doit être contenue par le droit, les contre-pouvoirs, la culture démocratique, la mémoire historique et les institutions internationales.

Lorsque l'État concentre la puissance sans limites, il peut devenir l'acteur le plus dangereux du système. Lorsqu'il accepte d'inscrire sa souveraineté dans des règles, des alliances, des normes et des responsabilités, il devient au contraire l'un des instruments possibles d'une sagesse collective.

le bouleversement qui rend possible l'ébauche mondiale

La Seconde Guerre mondiale constitue l'un des exemples les plus puissants de changement d'échelle provoqué par un bouleversement.

Avant 1945, il existait déjà des alliances, des traités, des organisations, des systèmes d'équilibre et des tentatives de coopération internationale. Mais les deux guerres mondiales ont révélé avec une intensité nouvelle l'insuffisance des mécanismes anciens.

L'équilibre des puissances n'avait pas empêché la catastrophe.
La diplomatie classique n'avait pas empêché les guerres totales.
La souveraineté absolue n'avait pas empêché les crimes de masse.
La puissance industrielle n'avait pas produit la sagesse.
La modernité technique avait même rendu la destruction plus efficace.

Le bouleversement de 1939-1945 a donc rendu pensable et nécessaire un nouvel étage institutionnel : l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les institutions internationales, la construction européenne, les dispositifs de coopération économique et, plus largement, l'idée qu'une part des problèmes humains devait être traitée au-delà de la seule souveraineté nationale.

L'humanité n'est pas devenue sage en 1945.

Mais elle a compris que certaines catastrophes ne pouvaient plus être laissées au seul jeu des puissances.

Le changement d'échelle ne fut donc pas le fruit d'une maturation paisible. Il fut la conséquence d'un traumatisme.

Ce point est essentiel pour la suite de l'ouvrage. Si une gouvernance mondiale plus réelle doit émerger au XXI^e siècle, il est probable qu'elle ne naîtra pas seulement d'une amélioration progressive des consciences. Elle pourrait naître d'un nouveau bouleversement, d'une crise majeure ou d'une série de chocs révélant que les institutions actuelles ne suffisent plus à gouverner la puissance planétaire.

C'est l'une des hypothèses du scénario de sagesse.
C'est aussi l'un des risques du scénario de chaos.

Vers une gouvernance mondiale : possibilité, nécessité, danger

L'histoire de l'élargissement des groupes humains pourrait sembler conduire naturellement à l'idée d'une gouvernance mondiale. Ce serait une conclusion trop rapide.

La gouvernance mondiale n'est pas une fatalité. Elle n'est pas inscrite mécaniquement dans l'histoire. Elle n'est pas non plus nécessairement désirable sous n'importe quelle forme.

Un gouvernement mondial unique pourrait inquiéter à juste titre : concentration excessive du pouvoir, bureaucratie sans contrepoids, effacement des cultures, éloignement démocratique, risque de domination planétaire, impossibilité de sortir d'un pouvoir devenu universel.

Il faut donc distinguer gouvernement mondial et gouvernance mondiale.

Le gouvernement mondial évoque un pouvoir central unique.

La gouvernance mondiale désigne plutôt un ensemble d'institutions, de règles et de mécanismes capables de traiter les problèmes qui dépassent la capacité des États pris séparément.

La première idée peut être dangereuse si elle signifie concentration absolue.

La seconde devient nécessaire lorsque les risques sont réellement planétaires.

Il ne s'agit pas de supprimer les nations.

Il ne s'agit pas d'uniformiser les cultures.

Il ne s'agit pas d'effacer les souverainetés.

Il s'agit de reconnaître que certains domaines exigent un niveau d'organisation supérieur : climat, IA, pandémies, ressources critiques, flux financiers systémiques, espace informationnel, risques nucléaires, migrations, infrastructures vitales, océans, espace, biodiversité.

La sagesse politique consisterait alors à organiser les niveaux.

Ce qui peut être traité localement doit le rester.

Ce qui relève de la nation doit demeurer national.

Ce qui relève d'une région doit être gouverné régionalement.

Mais ce qui menace l'humanité entière doit pouvoir être traité par des institutions communes.

Cette articulation n'est pas une faiblesse de la souveraineté. Elle peut en être la condition moderne.

Un État qui coopère sur les risques qu'il ne peut maîtriser seul ne renonce pas nécessairement à sa souveraineté. Il la rend plus effective.

La prochaine remise en cause de l'existant

Le XXI^e siècle pourrait être confronté à un seuil comparable, non par sa nature, mais par sa portée, aux grands bouleversements qui ont déjà transformé les formes politiques.

La combinaison de l'IA avancée, des dérèglements climatiques, des ressources critiques, des migrations, des pandémies, de la fragmentation cognitive, des armes de haute précision, de la guerre cybernétique, des risques nucléaires et des puissances privées mondialisées pourrait rendre insuffisant l'ordre institutionnel hérité.

L'humanité pourrait alors se trouver devant une alternative.

Soit elle subit ces bouleversements sans parvenir à construire des institutions proportionnées. Les crises s'accumulent, les blocs se durcissent, les puissances se protègent, les États exposés deviennent des théâtres de confrontation, les plateformes fragmentent l'espace public, les ressources deviennent des armes et le chaos s'installe comme état du système.

Soit elle transforme la peur en institution, le risque en coopération, la vulnérabilité commune en responsabilité partagée. Elle ne devient pas parfaite. Elle ne supprime pas les intérêts. Mais elle accepte de reconnaître que certaines puissances doivent être gouvernées au niveau où elles produisent leurs effets.

Dans cette hypothèse, le bouleversement ne serait pas seulement destructeur. Il deviendrait fondateur.

L'histoire ne garantit pas cette issue. Mais elle montre que l'humanité a déjà su, après des catastrophes, inventer des formes d'organisation qu'elle n'aurait probablement pas acceptées auparavant.

Le problème du XXI^e siècle est que le prochain bouleversement pourrait être plus rapide, plus systémique et moins pardonnable que les précédents.

La sagesse consisterait donc à ne pas attendre que la catastrophe ait entièrement produit sa preuve.

Ce que montre l'élargissement du cercle de coopération

L'histoire longue des groupes humains permet donc de tirer plusieurs enseignements.

Premièrement, l'humanité est capable d'élargir le cercle de la coopération. Elle a déjà inventé des formes d'organisation dépassant la famille, le clan, la cité, le royaume, l'empire et l'État isolé.

Deuxièmement, cet élargissement n'est ni linéaire ni garanti. Il connaît des ruptures, des retours en arrière, des effondrements, des dominations et des violences.

Troisièmement, la taille des organisations ne garantit pas leur sagesse. Les grands ensembles peuvent produire de la paix relative, mais aussi de la domination. Les petites communautés peuvent être solidaires, mais aussi violentes. La question n'est pas seulement celle de l'échelle, mais celle des finalités et des limites.

Quatrièmement, les grands changements d'échelle sont souvent provoqués par des bouleversements qui révèlent l'insuffisance des structures existantes. La crise n'est pas toujours créatrice ; mais sans crise, les structures anciennes conservent souvent leur inertie.

Cinquièmement, la gouvernance mondiale ne doit pas être pensée comme la négation des États, mais comme l'organisation des domaines dans lesquels aucun État ne peut agir seul.

Ces enseignements préparent la suite de l'analyse.

Si l'humanité porte en elle une capacité d'élargissement de la coopération, elle porte aussi des potentialités contraires : domination, peur, appropriation, humiliation, vengeance, exclusion, fanatisme, volonté de puissance.

L'histoire ne se décide pas seulement par la taille des groupes. Elle dépend des dispositions humaines que les institutions amplifient ou contiennent.

C'est pourquoi le chapitre suivant doit examiner plus directement cette ambivalence : les potentialités humaines et leur amplification collective.

2.2.2 Les potentialités humaines et leur amplification collective

Le chapitre précédent a montré que l'histoire humaine peut être lue comme un élargissement progressif, irrégulier et souvent douloureux du cercle de coopération. Les êtres humains ont appris à coopérer au-delà du groupe proche, du clan, de la cité, du royaume, de l'empire et de l'État isolé. Mais cet élargissement n'a jamais été purement pacifique, ni automatiquement vertueux. Il a souvent été provoqué par des bouleversements, des guerres, des crises, des effondrements ou des remises en cause radicales de l'existant.

Cette observation appelle une question plus profonde.

Si l'humanité est capable d'élargir la coopération, pourquoi ne le fait-elle pas plus vite, plus lucidement et plus pacifiquement ? Pourquoi la même espèce qui invente le droit, la science, l'art, les institutions, la compassion et les solidarités organise-t-elle aussi la guerre, la domination, l'humiliation, l'exclusion, la propagande et la destruction ?

La réponse ne peut être simple.

L'être humain ne se réduit ni à la sagesse ni à la violence. Il porte des potentialités multiples, parfois contradictoires. Il peut coopérer, protéger, transmettre, créer, soigner, comprendre, pardonner et admirer. Il peut aussi dominer, envier, haïr, humilier, conquérir, exclure, détruire et se laisser fasciner par la puissance.

Le problème politique n'est donc pas de supposer une humanité naturellement bonne ou naturellement mauvaise. Il est de comprendre quelles dispositions humaines sont amplifiées par les institutions, les récits, les technologies, les crises et les formes collectives d'organisation.

Les sociétés humaines ne créent pas l'homme à partir de rien. Elles sélectionnent, renforcent, contiennent ou libèrent certaines de ses potentialités.

C'est pourquoi la question de la sagesse politique ne consiste pas à espérer une transformation miraculeuse de la nature humaine. Elle consiste à construire des institutions capables de favoriser les dispositions coopératives, de contenir les dispositions prédatrices et d'empêcher leur amplification destructrice.

L'être humain comme être de potentialités

L'être humain est un être inachevé par nature. Il ne naît pas avec une forme politique définitive. Il reçoit une langue, une culture, des règles, des interdits, des récits, des exemples, des peurs, des loyautés, des blessures et des espérances. Il devient humain dans un monde humain déjà constitué.

Cette plasticité est l'une de ses forces. Elle permet l'éducation, la transmission, l'invention, l'adaptation, la conversion morale, la création institutionnelle et le progrès politique.

Mais elle est aussi l'une de ses fragilités. Elle rend l'être humain disponible aux récits de peur, de haine, de grandeur, d'humiliation, de revanche, de pureté, de domination ou de salut absolu.

Il peut apprendre la coopération.
Il peut apprendre l'obéissance aveugle.
Il peut apprendre la liberté.
Il peut apprendre la soumission.
Il peut apprendre le respect de l'autre.
Il peut apprendre sa déshumanisation.

La politique commence dans cette ambivalence.

Elle ne travaille pas sur des êtres entièrement rationnels, transparents à eux-mêmes, spontanément orientés vers le bien commun. Elle travaille sur des êtres traversés par des intérêts, des passions, des attachements, des croyances, des blessures, des appartenances, des peurs et des désirs de reconnaissance.

Toute institution est donc aussi une anthropologie pratique. Elle suppose une certaine idée de l'homme, même lorsqu'elle ne l'énonce pas.

Une institution démocratique suppose que les individus peuvent délibérer, accepter l'alternance, reconnaître une opposition légitime et respecter des règles communes.

Une institution autoritaire suppose qu'un pouvoir central doit contenir la société parce que celle-ci serait trop divisée, trop dangereuse ou trop immature pour se gouverner.

Une institution totalitaire suppose que l'individu doit être absorbé par une vérité collective supérieure.

Une institution libérale suppose que la liberté individuelle peut produire un ordre acceptable si elle est encadrée par le droit.

Une institution impériale suppose qu'un centre peut organiser des périphéries au nom de l'ordre, de la mission, de la sécurité ou de la grandeur.

Ainsi, les formes politiques ne sont pas seulement des techniques de gouvernement. Elles expriment une manière d'amplifier certaines dispositions humaines et d'en contenir d'autres.

Les dispositions coopératives

La coopération n'est pas une invention artificielle. Elle appartient profondément à l'expérience humaine.

Les individus coopèrent parce qu'ils ont besoin les uns des autres. Ils élèvent des enfants, transmettent des savoirs, partagent des risques, échangent des biens, organisent des protections, construisent des mémoires communes, instituent des règles et cherchent à rendre la vie moins précaire.

La coopération repose sur plusieurs dispositions fondamentales : la confiance, la réciprocité, la loyauté, la capacité d'empathie, le sens de la promesse, le besoin de reconnaissance, l'attachement à un groupe, la faculté d'anticiper les conséquences et la capacité de se projeter dans un avenir commun.

Ces dispositions peuvent rester limitées au cercle proche. L'être humain coopère d'abord plus facilement avec ceux qu'il connaît, ceux qui lui ressemblent, ceux dont il partage la langue, la mémoire, la religion, la nation ou le destin.

L'élargissement politique consiste précisément à rendre possible la coopération au-delà de ce cercle immédiat.

Le droit permet de faire confiance à une règle plutôt qu'à une personne.

La monnaie permet l'échange entre inconnus.

Le contrat permet de stabiliser une promesse.

La citoyenneté permet d'appartenir à une communauté politique plus vaste que la famille ou le clan.

La représentation permet de transformer des millions d'individus en corps politique.

Les institutions internationales permettent à des États rivaux de maintenir un espace de parole, même lorsque la confiance fait défaut.

La coopération élargie n'abolit pas les intérêts. Elle les organise.

Elle ne suppose pas que les hommes deviennent parfaitement altruistes. Elle suppose que les institutions parviennent à rendre la coopération préférable, possible ou moins coûteuse que la confrontation permanente.

C'est là une dimension centrale de la sagesse politique : elle ne demande pas aux hommes de devenir des anges ; elle cherche à construire des cadres dans lesquels leurs intérêts, leurs peurs et leurs ambitions peuvent être orientés vers une forme minimale d'ordre commun.

Les dispositions prédatrices

Mais l'être humain porte aussi des dispositions prédatrices.

Il peut vouloir posséder ce que l'autre possède. Il peut chercher à dominer pour ne pas être dominé. Il peut transformer la peur en agressivité. Il peut humilier pour se rassurer. Il peut préférer l'obéissance d'autrui à la liberté partagée. Il peut désirer la grandeur de son groupe au prix de l'écrasement d'un autre.

Ces dispositions ne relèvent pas seulement de la criminalité individuelle ou de la pathologie personnelle. Elles peuvent être collectivement organisées, idéologiquement justifiées et institutionnellement amplifiées.

La conquête peut devenir mission.

La domination peut devenir ordre.

La vengeance peut devenir justice historique.

L'exclusion peut devenir purification.

La violence peut devenir défense de la vérité.

La soumission peut devenir paix.

L'écrasement d'un adversaire peut devenir salut du peuple.

Le danger politique apparaît lorsque ces dispositions trouvent des formes collectives efficaces.

Un individu violent peut faire des victimes.

Un appareil d'État violent peut faire basculer un peuple.

Une idéologie violente peut traverser des générations.

Une technologie violente peut étendre la portée de la coercition.

Une propagande efficace peut transformer la peur diffuse en haine organisée.

Une puissance militaire, économique ou informationnelle peut donner à une pulsion de domination les moyens de devenir système.

La puissance collective agit alors comme multiplicateur.

Ce que l'individu ne pourrait accomplir seul, l'organisation le rend possible. Ce que la passion ne pourrait maintenir durablement, l'institution le stabilise. Ce que la haine ne pourrait atteindre localement, la technologie le diffuse.

C'est pourquoi la question politique n'est jamais seulement celle des intentions. Elle est celle des dispositifs qui permettent aux intentions de produire des effets.

L'amplification collective

Toute société amplifie.

Elle amplifie la confiance lorsqu'elle construit du droit, des contre-pouvoirs, des procédures justes et des espaces de délibération.

Elle amplifie la peur lorsqu'elle organise la surveillance, la suspicion, l'ennemi intérieur et la propagande.

Elle amplifie la coopération lorsqu'elle récompense l'échange, la responsabilité et la réciprocité.

Elle amplifie la prédation lorsqu'elle valorise la conquête, la domination ou l'impunité.

Elle amplifie la sagesse lorsqu'elle protège le temps long, la mémoire et la limite.

Elle amplifie la déraison lorsqu'elle abandonne l'espace public à l'excitation permanente, à la colère, à l'humiliation et au mensonge.

L'amplification collective dépend de plusieurs instruments : les institutions, les récits, l'éducation, les médias, les technologies, les religions, les idéologies, les marchés, les armées, les plateformes et les crises.

Aucun de ces instruments n'est univoque.

L'éducation peut libérer ou endoctriner.

La religion peut ouvrir à l'universel ou enfermer dans le fanatisme.

Le marché peut favoriser l'échange ou déchaîner la prédation.

L'État peut protéger ou opprimer.

La technologie peut relier ou surveiller.

Les médias peuvent informer ou manipuler.

Les plateformes peuvent donner la parole ou fragmenter l'espace commun.

Les alliances peuvent contenir la guerre ou préparer des blocs hostiles.

La même disposition humaine peut donc changer de portée selon l'instrument qui l'amplifie.

La colère d'un groupe isolé reste limitée. Amplifiée par un récit de persécution, relayée par des plateformes, exploitée par des entrepreneurs politiques, encouragée par des puissances étrangères ou tolérée par des institutions faibles, elle peut devenir force historique.

À l'inverse, la compassion individuelle peut rester impuissante. Amplifiée par le droit, les institutions sociales, les normes internationales, les organisations humanitaires, les protections constitutionnelles et la culture démocratique, elle peut devenir politique publique.

La civilisation n'est donc pas l'abolition des potentialités destructrices. Elle est l'effort toujours recommencé pour empêcher qu'elles ne disposent seules des meilleurs instruments d'amplification.

Les récits de grandeur, de peur et d'humiliation

Parmi les forces d'amplification, les récits occupent une place particulière.

Les êtres humains n'agissent pas seulement en fonction d'intérêts matériels. Ils agissent aussi à partir d'histoires qu'ils se racontent sur eux-mêmes, sur leurs blessures, sur leurs ennemis, sur leur passé, sur leur destin et sur leur grandeur.

Un peuple peut supporter des sacrifices immenses s'il croit défendre son existence, retrouver sa dignité, réparer une humiliation, accomplir une mission ou empêcher une menace. Un dirigeant peut mobiliser une société en transformant la complexité du réel en récit simple : nous avons été trahis, encerclés, humiliés, dépossédés ; il faut restaurer notre grandeur, purifier notre communauté, reprendre ce qui nous revient, vaincre ceux qui nous empêchent d'être nous-mêmes.

Ces récits ne sont pas toujours mensongers dans leur origine. Les humiliations existent. Les injustices existent. Les peurs ne sont pas toujours inventées. Les peuples peuvent réellement avoir été dominés, colonisés, attaqués, méprisés ou menacés.

Mais le danger commence lorsque la mémoire de la blessure devient autorisation permanente de dominer à son tour.

La souffrance peut ouvrir à la compassion.
Elle peut aussi devenir justification de la revanche.
La mémoire peut protéger de la répétition.
Elle peut aussi enfermer dans la répétition.
La fierté collective peut soutenir la dignité.
Elle peut aussi devenir volonté d'écrasement.

Les récits de grandeur sont parmi les plus puissants. Ils peuvent soutenir l'effort collectif, l'indépendance, la résistance ou la reconstruction. Mais ils peuvent aussi alimenter les nostalgies impériales, les nationalismes restaurateurs, les messianismes politiques et les aventures de puissance.

Lorsqu'un récit de grandeur rencontre une puissance militaire, économique, technologique ou informationnelle, il peut transformer une fragilité identitaire en politique de domination.

C'est pourquoi la prospective de l'ouvrage accordera une attention particulière aux acteurs animés par des récits de revanche, de restauration ou d'expansion. Non parce que ces récits expliquent tout, mais parce qu'ils orientent la manière dont la puissance disponible peut être utilisée.

Rigidité convictionnelle et fermeture du monde

Une autre disposition humaine joue un rôle central dans les trajectoires politiques : le besoin de certitude.

Face à l'incertitude, à la complexité, au changement et à la peur, les sociétés peuvent rechercher des réponses simples, fermées, totalisantes. La rigidité convictionnelle apparaît lorsque la conviction cesse d'être une orientation discutable pour devenir une identité intouchable.

Elle transforme le désaccord en menace.
Elle transforme l'adversaire en ennemi.
Elle transforme le doute en trahison.
Elle transforme la nuance en faiblesse.
Elle transforme la complexité en complot.
Elle transforme la politique en combat existentiel.

Cette rigidité peut prendre des formes diverses : idéologies révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, fanatismes religieux, nationalismes fermés, suprémacismes, antisémitisme, complotismes, radicalités identitaires, visions totalisantes du salut ou de la pureté.

Il faut ici éviter deux erreurs.

La première serait de réduire ces phénomènes à des opinions excessives. Ils sont plus que cela : ils sont des mécanismes de fermeture cognitive et morale.

La seconde serait de les confondre tous. Chaque idéologie a son histoire, ses textes, ses acteurs, ses contextes et ses modalités propres. Mais toutes partagent, à des degrés différents, une difficulté commune : elles réduisent la capacité d'un système politique à reconnaître la légitimité de l'autre, à accepter la complexité du réel et à organiser le compromis.

La rigidité convictionnelle est donc un facteur de fragilisation de la sagesse politique.

Une société sage n'est pas une société sans convictions. Ce serait une société vide. Elle est une société capable de tenir ensemble des convictions fortes et la reconnaissance des limites de ces convictions.

Elle sait que la vérité politique n'appartient jamais entièrement à un camp.
Elle sait que l'adversaire n'est pas nécessairement un traître.

Elle sait que la pluralité n'est pas toujours une menace.
Elle sait que le compromis n'est pas toujours une capitulation.
Elle sait que la force d'une institution se mesure aussi à sa capacité de protéger ceux qui ne pensent pas comme la majorité du moment.

À l'inverse, lorsque la rigidité convictionnelle s'installe, la puissance devient plus dangereuse. Elle ne sert plus seulement des intérêts ; elle sert une certitude fermée.

Technologies d'amplification et accélération de la déraison

Les potentialités humaines ont toujours été amplifiées par des instruments. Mais les instruments contemporains leur donnent une vitesse, une échelle et une intensité nouvelles.

La colère circulait autrefois par la rumeur, le discours, le pamphlet, la presse, le meeting ou la radio. Elle circule désormais par des réseaux instantanés, des images virales, des algorithmes de recommandation, des communautés fermées, des campagnes coordonnées, des deepfakes, des bots et des plateformes mondiales.

La propagande n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est sa granularité, sa vitesse, sa personnalisation et sa capacité à fragmenter simultanément plusieurs espaces publics.

La surveillance n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est sa finesse, son automatisation et sa possible intégration à des systèmes prédictifs.

La guerre psychologique n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est son articulation avec les réseaux sociaux, les données, l'IA et les vulnérabilités cognitives des sociétés ouvertes.

La manipulation n'est pas nouvelle. Ce qui change, c'est sa capacité à devenir infrastructure.

Les technologies contemporaines n'inventent donc pas la déraison. Elles peuvent l'accélérer.

Elles n'inventent pas la sagesse non plus. Mais elles peuvent l'aider, si elles sont orientées vers la connaissance, l'éducation, la coopération scientifique, l'alerte précoce, la prévention des crises, la santé, la transparence, la participation civique ou la protection des biens communs.

L'enjeu n'est donc pas d'opposer l'humain à la technique. Il est de savoir quelles dispositions humaines la technique amplifie.

Une plateforme qui maximise l'attention peut amplifier l'indignation.

Un système éducatif bien conçu peut amplifier la compréhension.

Une IA utilisée sans contrôle peut amplifier la manipulation ou la dépendance.

Une IA gouvernée par des règles exigeantes peut amplifier la recherche, la médecine, la prévention et la coordination.

Un marché sans limite peut amplifier la prédation.
Un marché encadré peut amplifier l'innovation utile.

La technologie est un multiplicateur.
La question décisive est celle de l'orientation du multiplicateur.

L'échelle transforme la nature du risque

Lorsque les potentialités humaines sont amplifiées à grande échelle, les risques changent de nature.

La rivalité entre deux individus peut produire un conflit local.
La rivalité entre deux groupes peut produire une vendetta ou une guerre tribale.
La rivalité entre deux États modernes peut produire une guerre régionale.
La rivalité entre puissances nucléaires, technologiques, économiques et informationnelles peut produire une crise mondiale.

L'échelle ne se contente pas d'augmenter les effets. Elle transforme le type de responsabilité requis.

Dans un monde de faible puissance, certaines erreurs restent absorbables. Dans un monde de puissance planétaire, certaines erreurs peuvent devenir irréversibles.

L'humanité entre ainsi dans une époque où les instruments disponibles excèdent parfois la capacité des institutions à en maîtriser les conséquences.

Ce décalage explique la centralité des risques systémiques.

Un risque systémique n'est pas seulement un risque plus grand qu'un autre. C'est un risque qui se propage à travers les interdépendances du système. Il peut partir d'un point limité et produire des effets en cascade : financiers, sanitaires, énergétiques, alimentaires, militaires, informationnels ou technologiques.

Les crises contemporaines ne respectent pas les frontières administratives. Elles traversent les niveaux. Elles combinent le local et le mondial, le public et le privé, le matériel et l'immatériel, le militaire et l'économique, le technique et le psychologique.

Cette transformation oblige à repenser la sagesse.

Dans un monde peu interconnecté, la sagesse pouvait principalement consister à bien gouverner sa cité, son royaume ou son État. Dans un monde interdépendant, elle doit aussi consister à comprendre les effets systémiques de ses propres décisions.

La responsabilité politique devient plus large que le territoire.
Elle devient responsabilité d'interdépendance.

Institutions : sélectionner ce que l'humanité amplifie

Les institutions ont donc une fonction décisive : elles sélectionnent les potentialités humaines qui seront encouragées, récompensées, contenues ou découragées.

Elles ne rendent pas les hommes parfaits. Elles rendent certaines conduites plus probables que d'autres.

Une institution peut rendre la corruption facile ou difficile.

Elle peut rendre le compromis honorable ou honteux.

Elle peut rendre la violence coûteuse ou profitable.

Elle peut rendre la vérité utile ou inutile.

Elle peut rendre le mensonge risqué ou récompensé.

Elle peut rendre la coopération rationnelle ou naïve.

Elle peut rendre la responsabilité visible ou dissoute.

C'est pourquoi la qualité des institutions importe autant que la qualité des intentions.

Une bonne intention placée dans un mauvais système peut devenir impuissante.

Une mauvaise intention contenue par un bon système peut être limitée.

Une société ne peut pas compter seulement sur la vertu de ses dirigeants. Elle doit organiser les conditions dans lesquelles la vertu devient utile et l'abus devient difficile.

La sagesse politique consiste donc moins à rechercher des gouvernants parfaits qu'à construire des institutions qui réduisent les effets des imperfections humaines.

Elle suppose une anthropologie lucide : les êtres humains peuvent être admirables, mais ils peuvent aussi abuser du pouvoir, mentir, se tromper, se venger, se laisser séduire par la grandeur ou céder à la peur.

La démocratie, lorsqu'elle fonctionne, repose précisément sur cette lucidité. Elle ne suppose pas que le peuple ou les dirigeants soient naturellement sages. Elle suppose que le pouvoir doit être limité, contrôlé, alterné, discuté, rendu responsable et exposé à la critique.

La sagesse démocratique n'est pas la croyance naïve dans la bonté spontanée. Elle est l'organisation institutionnelle de la méfiance raisonnable et de la confiance possible.

Cette logique vaut aussi à l'échelle mondiale.

Il ne s'agit pas de croire qu'une gouvernance mondiale serait nécessairement sage. Elle pourrait être technocratique, oppressive, inefficace ou capturée par les plus puissants. Il s'agit de comprendre que l'absence de toute gouvernance mondiale dans les domaines systémiques laisse les potentialités destructrices sans contrepoids suffisant.

La question devient alors : comment construire des institutions communes qui amplifient la coopération sans concentrer dangereusement la domination ?

C'est l'un des enjeux fondamentaux du scénario de sagesse.

De l'anthropologie politique à la prospective

Ce chapitre ne prétend pas proposer une théorie complète de la nature humaine. Il cherche à dégager une idée utile pour la prospective : les trajectoires du monde dépendront largement des dispositions humaines que les institutions, les technologies et les crises amplifieront.

Si les récits de peur, d'humiliation, de revanche et de grandeur sont amplifiés par des États puissants, des plateformes incontrôlées, des technologies de manipulation et des institutions faibles, le monde se rapprochera du chaos.

Si les intérêts bien compris, la crainte de l'effondrement, la fatigue des conflits et la conscience des interdépendances conduisent les acteurs à restaurer des mécanismes de retenue, le monde pourra entrer dans une raisonnable imparfaite.

Si les risques existentiels conduisent l'humanité à construire des institutions nouvelles, capables d'orienter l'IA, le climat, les ressources, l'information, les conflits et les biens communs, alors la sagesse pourra devenir autre chose qu'une vertu individuelle : une fonction politique organisée.

Les scénarios de l'ouvrage ne supposent donc pas trois humanités différentes.

Ils supposent trois formes d'amplification des potentialités humaines.

Dans le chaos, les dispositions prédatrices, paranoïaques, narcissiques, hégémoniques ou fanatiques prennent l'avantage.

Dans la raisonnable, les dispositions prudentes, intéressées et coopératives par nécessité parviennent à contenir partiellement les dérives.

Dans la sagesse, les dispositions les plus réflexives, responsables et orientées vers le temps long trouvent une traduction institutionnelle.

Le destin politique du monde ne dépend pas seulement de ce que l'homme est. Il dépend de ce que ses institutions l'encouragent à devenir.

Le chapitre suivant examinera un moment historique où l'humanité, confrontée à une catastrophe majeure, a tenté de changer d'échelle institutionnelle : 1945. Ce moment ne réalisa pas la sagesse mondiale. Mais il montra qu'un bouleversement pouvait rendre pensable une organisation nouvelle des rapports entre puissance, droit et responsabilité.

2.2.3 1945 : premier changement d'échelle institutionnel mondial

Les chapitres précédents ont montré que l'humanité avait déjà connu plusieurs élargissements du cercle de coopération, mais que ces élargissements avaient rarement été paisibles. Ils sont souvent apparus après des bouleversements majeurs, lorsque les formes anciennes d'organisation ne suffisaient plus à contenir les problèmes nouveaux.

L'année 1945 constitue, à cet égard, un moment décisif.

Elle ne marque pas l'avènement de la sagesse mondiale. Elle ne supprime ni les rivalités de puissance, ni les intérêts nationaux, ni les idéologies, ni la violence. Mais elle représente un changement d'échelle institutionnel : pour la première fois, l'humanité tente de répondre à une catastrophe mondiale par une organisation politique, juridique et morale se voulant elle-même mondiale.

Le désastre n'a pas seulement été militaire. Il a été civilisationnel.

Deux guerres mondiales en moins d'un demi-siècle avaient montré que la modernité technique pouvait accroître la destruction autant que le progrès. L'industrie, la science, les administrations, les transports, la propagande, les bureaucraties et les armes modernes avaient été mobilisés au service de la guerre totale, de l'extermination, de la conquête et de l'anéantissement.

La puissance moderne avait révélé son envers.

Elle n'était pas seulement capacité de produire, de soigner, de transporter, d'instruire ou de relier. Elle pouvait aussi organiser la destruction de masse avec une efficacité inconnue jusque-là.

Ce constat est central pour PRA : la puissance ne porte pas en elle-même son principe d'orientation. Elle peut être mise au service de la civilisation ou de la barbarie. Plus elle augmente, plus la question de son gouvernement devient essentielle.

Le traumatisme comme fondateur institutionnel

L'ordre né après 1945 ne peut être compris sans le traumatisme qui le précède.

La Seconde Guerre mondiale révèle simultanément plusieurs échecs :

- l'échec de l'équilibre classique des puissances ;
- l'échec d'une souveraineté nationale conçue comme pouvoir sans limite ;
- l'échec des institutions internationales incapables d'empêcher la guerre ;
- l'échec des sociétés modernes à protéger l'humain contre leur propre puissance technique ;
- l'échec d'une civilisation qui croyait parfois que le progrès matériel entraînerait mécaniquement le progrès moral.

Face à cet effondrement, l'humanité ne devient pas soudainement unie. Mais une évidence nouvelle s'impose : certaines catastrophes ne peuvent plus être traitées comme de simples accidents diplomatiques ou militaires. Elles exigent des principes, des institutions, des interdits et des mécanismes de coopération au-delà du seul jeu des souverainetés.

L'Organisation des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les institutions issues de Bretton Woods, les conventions internationales, la justice pénale internationale naissante, les dispositifs de coopération économique et les premiers jalons de la construction européenne participent de ce changement d'échelle.

Ces institutions ne forment pas un gouvernement mondial. Elles ne suppriment pas les États. Elles ne mettent pas fin aux rapports de force. Mais elles introduisent une idée nouvelle dans l'ordre politique : la souveraineté ne peut plus être pensée comme indifférente à la responsabilité envers l'humanité.

Ce déplacement est immense.

Il ne signifie pas que les États acceptent de se dissoudre dans un ordre supérieur. Il signifie qu'ils reconnaissent, au moins formellement, que certains crimes, certains droits, certains risques et certains principes dépassent la compétence morale d'un seul État.

Après 1945, un État ne peut plus aussi facilement prétendre que ce qu'il fait à ses propres populations ou au monde extérieur ne regarde que lui.

La reconnaissance demeure imparfaite. L'application demeure inégale. Les grandes puissances conservent des privilèges. Mais un seuil a été franchi : l'humanité commence à se penser comme sujet politique minimal, non seulement comme addition de peuples ou d'États.

La naissance d'un langage universel

L'un des apports majeurs de l'après-1945 réside dans la constitution d'un langage universel des droits, de la dignité et de la responsabilité.

Avant 1945, de nombreux principes existaient déjà : droits de l'homme, droit des peuples, traditions constitutionnelles, doctrines humanitaires, règles de guerre, principes religieux ou philosophiques de dignité humaine. Mais l'après-guerre leur donne une portée nouvelle.

La Déclaration universelle des droits de l'homme affirme que certains droits appartiennent à tout être humain, non en raison de sa nationalité, de sa religion, de son appartenance politique, de sa race, de sa classe ou de son utilité sociale, mais du seul fait de son humanité.

Cette affirmation n'abolit pas les contradictions du monde. Elle n'empêche ni les dictatures, ni les guerres, ni les persécutions, ni les doubles standards. Mais elle fournit un langage dans lequel l'injustice peut être nommée au-delà des frontières.

C'est une transformation profonde.

Lorsqu'une violation est dénoncée au nom des droits humains, elle n'est plus seulement l'affaire d'un groupe lésé ou d'un État particulier. Elle devient, au moins en principe, une question relevant de la conscience universelle.

Ce langage peut être instrumentalisé. Il peut servir des intérêts politiques. Il peut être appliqué de manière sélective. Mais son existence change l'espace moral de la politique mondiale.

Même ceux qui le violent se sentent souvent obligés de le justifier, de le contourner ou de prétendre le respecter. C'est le signe que le principe, même faible, a acquis une autorité.

La sagesse politique ne réside donc pas seulement dans la création d'institutions puissantes. Elle réside aussi dans la formation d'un vocabulaire commun permettant de juger la puissance.

L'Europe comme laboratoire de transformation

La construction européenne constitue l'une des réponses les plus originales au traumatisme de la guerre.

Elle repose sur une intuition simple et profonde : pour empêcher le retour de la guerre entre puissances européennes, il ne suffit pas d'appeler à la paix ; il faut transformer les conditions matérielles, économiques, juridiques et institutionnelles de la rivalité.

L'Europe d'après-guerre ne supprime pas les nations. Elle tente de les lier.

Elle fait le pari que l'interdépendance organisée peut devenir un instrument de pacification. Le charbon, l'acier, le commerce, le droit, les normes, les juridictions, les politiques communes et les institutions partagées deviennent progressivement des moyens de transformer d'anciens adversaires en partenaires structurels.

Ce projet n'est pas exempt de limites. Il peut être technocratique, lent, éloigné des citoyens, vulnérable aux crises, aux divisions internes et aux rivalités entre États membres. Il ne supprime pas les intérêts nationaux. Il ne produit pas automatiquement une puissance géopolitique unifiée.

Mais il représente une expérience majeure : celle d'une souveraineté partiellement partagée pour rendre la guerre moins pensable entre anciens ennemis.

L'Europe montre ainsi que la sagesse politique ne consiste pas seulement à proclamer des valeurs. Elle consiste à créer des interdépendances, des règles et des institutions qui modifient les incitations des acteurs.

Elle illustre l'une des idées centrales de l'ouvrage : la paix ne repose pas seulement sur les intentions. Elle repose sur des architectures.

Les limites immédiates de l'ordre de 1945

Il serait pourtant naïf de présenter 1945 comme un basculement pur vers la sagesse.

L'ordre nouveau porte en lui ses propres contradictions.

L'ONU affirme l'égalité souveraine des États, mais le Conseil de sécurité consacre un privilège particulier aux grandes puissances victorieuses. Les droits humains sont proclamés comme universels, mais leur application dépend largement des rapports de force. La décolonisation n'est pas immédiate. Les rivalités idéologiques se durcissent rapidement. La guerre froide s'installe. Les conflits ne disparaissent pas ; ils se déplacent, se transforment, se régionalisent ou deviennent indirects.

L'humanité n'a donc pas dépassé la logique de puissance. Elle l'a encadrée partiellement.

L'après-1945 ne réalise pas l'harmonie. Il crée des instruments de retenue, de dialogue, de norme et de coopération. Il ne met pas fin à l'histoire tragique. Il introduit dans cette histoire des freins, des forums, des références et des institutions capables, parfois, de limiter l'emballement.

La sagesse mondiale naissante est donc incomplète, fragile et souvent impuissante. Mais elle existe.

Elle existe dans l'interdit du génocide.

Elle existe dans la référence aux droits humains.

Elle existe dans l'idée de crime contre l'humanité.

Elle existe dans les institutions de coopération.

Elle existe dans la mémoire des catastrophes.

Elle existe dans la conviction que la puissance doit être jugée.

Le monde d'après 1945 n'est pas sage. Mais il sait désormais que l'absence de sagesse peut conduire au gouffre.

1945 comme précédent pour le XXI^e siècle

Pourquoi revenir sur 1945 dans une prospective du XXI^e siècle ?

Non parce que la situation contemporaine reproduirait celle de 1945. Les analogies historiques doivent être maniées avec prudence. Le monde actuel n'est pas celui de

l'après-guerre. Les acteurs, les technologies, les interdépendances, les risques, les institutions et les sociétés ont changé.

Mais 1945 fournit un précédent méthodologique.

Il montre qu'un bouleversement majeur peut rendre acceptable un changement institutionnel auparavant jugé impossible. Il montre que les sociétés et les États acceptent parfois de nouveaux niveaux de coopération lorsqu'ils comprennent que les anciens mécanismes ont échoué. Il montre aussi que la peur du pire peut devenir, sinon une sagesse, du moins une source de raisonnabilité institutionnelle.

Cette leçon éclaire les scénarios de l'ouvrage.

Dans le scénario de raisonnabilité, les acteurs ne deviennent pas sages, mais ils reconstituent des mécanismes de retenue parce que le coût du chaos devient trop élevé.

Dans le scénario de sagesse, un bouleversement plus profond conduit l'humanité à construire des institutions nouvelles à la hauteur des risques systémiques : intelligence artificielle, climat, ressources critiques, information, pandémies, infrastructures vitales, guerre nucléaire ou quasi nucléaire.

Dans le scénario de chaos, au contraire, les bouleversements se multiplient sans produire d'institutions proportionnées. Le monde connaît alors les chocs sans la refondation.

L'enjeu du XXI^e siècle peut ainsi être formulé en termes simples : l'humanité devra-t-elle attendre une catastrophe majeure pour changer d'échelle, ou saura-t-elle anticiper suffisamment pour éviter que le bouleversement ne devienne irréversible ?

1945 fut une réponse après le désastre.

Le défi contemporain est peut-être de construire une réponse avant que le désastre ne soit complet.

2.2.4 Guerre froide : paix relative, dissuasion et retenue

L'ordre né après 1945 porte rapidement une contradiction fondamentale. D'un côté, l'humanité se dote d'institutions universelles, proclame des droits fondamentaux, construit des mécanismes de coopération et affirme la nécessité d'éviter le retour de la guerre mondiale. De l'autre, elle se divise en deux blocs idéologiques, militaires, économiques et stratégiques antagonistes.

La guerre froide n'est donc pas une parenthèse extérieure à l'ordre de 1945. Elle en est l'une des formes centrales.

Elle montre que la sagesse institutionnelle naissante ne supprime pas la rivalité de puissance. Elle la contient partiellement, sous la pression d'un risque nouveau : la possibilité d'une destruction nucléaire mutuelle.

Le paradoxe de la guerre froide tient dans cette formule :

la paix relative n'est pas née de la confiance, mais de la peur partagée de l'anéantissement.

Cette paix fut très imparfaite. Elle ne fut pas pacifique pour les nombreux territoires traversés par des guerres indirectes, des interventions, des coups d'État, des dictatures soutenues de l'extérieur, des conflits idéologiques ou des affrontements régionaux. Mais elle évita l'affrontement militaire direct et total entre les deux superpuissances.

La guerre froide montre ainsi une forme particulière de raisonnabilité : non la sagesse morale, mais la retenue imposée par la conscience du pire.

La dissuasion comme discipline de la puissance

L'arme nucléaire transforme radicalement le statut de la guerre entre grandes puissances.

La guerre classique permettait encore d'imaginer une victoire. La guerre nucléaire généralisée rend la victoire incertaine, peut-être impossible, en tout cas inséparable d'un coût existentiel.

La puissance militaire atteint alors un seuil paradoxal : plus elle devient absolue, plus son usage devient politiquement irrationnel.

La dissuasion repose sur cette contradiction. Elle ne supprime pas la violence. Elle ne rend pas les acteurs vertueux. Elle ne désarme pas les ambitions. Mais elle introduit une limite : certains moyens sont trop destructeurs pour être employés sans mettre en péril celui qui les utiliserait.

La puissance se contient donc par la peur de ses propres conséquences.

Cette logique n'est pas la sagesse au sens plein. Elle ne repose pas sur une reconnaissance profonde de l'humanité commune. Elle repose sur le calcul, la survie, la prudence stratégique, la connaissance du coût et la crainte de l'irréversible.

Mais cette prudence compte.

Elle rappelle qu'une politique raisonnable peut naître non seulement de valeurs partagées, mais aussi de la compréhension lucide des risques communs.

La guerre froide ne réalisa pas la paix ; elle organisa la retenue entre ceux qui avaient acquis la capacité de se détruire mutuellement.

La bipolarité comme structure de lisibilité

La guerre froide fut dangereuse, mais elle possédait une caractéristique que le monde contemporain a en partie perdue : une certaine lisibilité.

Deux pôles principaux structuraient le système. Les alliances étaient relativement identifiables. Les lignes rouges, même mouvantes, étaient connues. Les doctrines stratégiques, les sphères d'influence, les rapports militaires et les canaux diplomatiques formaient un cadre d'interprétation.

Cette lisibilité ne rendait pas le monde juste. Elle ne protégeait pas les peuples pris dans les zones de confrontation indirecte. Elle n'empêchait pas les crises graves. Mais elle permettait aux principaux acteurs de connaître partiellement les limites à ne pas franchir.

La bipolarité imposait une discipline.

Chaque camp surveillait l'autre. Chaque crise majeure était interprétée à travers le risque d'escalade. Chaque avancée devait être évaluée non seulement selon son intérêt immédiat, mais selon la réaction possible de l'adversaire.

Dans ce cadre, la prudence devenait une nécessité stratégique.

L'un des enseignements de la guerre froide est donc que la retenue n'exige pas toujours l'amitié. Elle peut naître d'une rivalité suffisamment structurée pour rendre l'escalade calculable.

Le danger contemporain est différent : un monde fragmenté, multipolaire, technologiquement accéléré et traversé par des acteurs non étatiques peut devenir moins lisible, donc moins maîtrisable.

Les guerres périphériques et la fausse paix

Il faut toutefois éviter une idéalisation rétrospective.

La guerre froide ne fut pas une paix mondiale. Elle fut une absence de guerre directe entre les superpuissances, accompagnée de nombreux conflits périphériques, de guerres civiles internationalisées, d'interventions, de répressions, de courses aux armements et de violences idéologiques.

Pour une grande partie de l'humanité, la guerre froide ne fut pas froide.

Les conflits en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et ailleurs montrèrent que la retenue centrale pouvait coexister avec la violence périphérique. Les grandes puissances évitaient l'affrontement direct, mais leurs rivalités se déployaient dans des territoires tiers.

Cette structure produit un enseignement important pour PRA : un système mondial peut être relativement stable à son centre et profondément violent à ses marges.

La stabilité globale ne doit donc jamais être confondue avec la paix universelle.

Une architecture internationale peut contenir l'escalade entre puissances majeures tout en laissant se développer des tragédies régionales. Elle peut protéger le système sans protéger équitablement toutes les populations. Elle peut empêcher le pire sans garantir le juste.

Dans la raisonnable, le monde peut éviter l'emballement généralisé tout en restant marqué par des conflits régionaux. Dans le chaos, les conflits périphériques peuvent se connecter entre eux jusqu'à transformer la guerre mondiale en état diffus du système. Dans la sagesse, la retenue centrale doit être complétée par une responsabilité accrue envers les zones exposées.

Les institutions sous tension

Pendant la guerre froide, les institutions internationales ne disparaissent pas. Elles fonctionnent souvent difficilement, partiellement, sous contrainte. L'ONU est fréquemment paralysée par les rivalités des grandes puissances, mais elle demeure un lieu de parole, de légitimation, d'affrontement diplomatique et parfois de médiation.

Une institution peut être faible sans être inutile.
Elle peut échouer à résoudre les conflits tout en maintenant un espace de contact.
Elle peut être instrumentalisée tout en conservant une valeur normative.
Elle peut être contournée tout en rappelant l'existence de principes communs.

Dans un monde de rivalité extrême, le simple maintien de forums communs constitue déjà un élément de retenue.

La guerre froide montre ainsi que les institutions internationales n'ont pas besoin d'être omnipotentes pour jouer un rôle. Elles peuvent servir de canaux, de scènes, de mémoires, de cadres procéduraux et de références. Elles peuvent empêcher que la rivalité ne devienne purement sauvage.

Mais leur efficacité dépend toujours de la volonté minimale des acteurs de ne pas rompre le cadre commun.

Lorsque cette volonté disparaît, les institutions deviennent décoratives. Lorsque cette volonté subsiste, même faiblement, elles peuvent contribuer à contenir l'escalade.

La raisonnable internationale naît parfois de cette mince couche institutionnelle qui demeure lorsque la confiance a disparu.

La compétition idéologique

La guerre froide fut aussi une compétition de récits.

Chaque camp prétendait incarner un avenir de l'humanité. Chaque camp mobilisait des valeurs universelles : liberté, égalité, justice, progrès, émancipation, paix, souveraineté des peuples, lutte contre l'impérialisme, défense du monde libre.

La puissance ne se réduisait pas aux arsenaux. Elle incluait la capacité à produire un récit global.

Un ordre mondial ne tient jamais seulement par la force. Il tient aussi par les récits qui justifient la force, organisent les loyautés, mobilisent les sociétés et donnent sens aux sacrifices.

La guerre froide opposa donc des puissances matérielles, mais aussi des visions du monde. Elle montra que la conflictualité idéologique peut structurer durablement le système international.

Le XXI^e siècle connaît une situation différente. Les grands récits idéologiques universels du XX^e siècle se sont transformés, affaiblis ou fragmentés. Mais les récits de grandeur, de civilisation, d'humiliation, de souveraineté, de revanche, de pureté, de résistance ou de salut n'ont pas disparu. Ils reviennent sous d'autres formes, parfois moins systématiques, mais plus diffuses.

Cette fragmentation narrative peut être plus instable qu'une opposition idéologique structurée.

Lorsque plusieurs récits incompatibles se superposent — nationalistes, religieux, identitaires, technologiques, complotistes, civilisationnels, anti-impériaux, messianiques ou restaurateurs — la lisibilité du système diminue. Les conflits deviennent plus difficiles à hiérarchiser et à contenir.

La guerre froide avait deux grands récits concurrents. Le monde contemporain en porte une multitude.

La retenue comme acquis fragile

Le principal enseignement de la guerre froide n'est donc pas que la peur suffit à produire la paix. La peur peut aussi produire l'escalade, la paranoïa, la course aux armements et les erreurs de calcul.

L'enseignement est plus précis : lorsque la peur du pire est reconnue par des acteurs capables de calcul, elle peut produire des mécanismes de retenue.

Ces mécanismes prennent plusieurs formes :

canaux diplomatiques ;
doctrines de dissuasion ;
accords de limitation ;
reconnaissance de lignes rouges ;
acceptation implicite de certaines zones de prudence ;
conscience partagée de l'irréversibilité nucléaire ;
rituels de négociation même entre ennemis.

La retenue n'est donc pas une émotion. Elle est une architecture.

Elle suppose que les acteurs comprennent qu'ils peuvent perdre ensemble. Elle suppose que la victoire absolue devient moins désirable que l'évitement du désastre. Elle suppose que l'adversaire reste un adversaire, non un pur objet d'anéantissement.

C'est là l'une des leçons les plus importantes pour le XXI^e siècle.

Si les acteurs cessent de reconnaître le risque commun, la puissance redevient tentation d'usage. Si les technologies rendent l'escalade plus rapide que la décision humaine, la retenue devient plus difficile. Si les récits transforment l'adversaire en ennemi absolu, le compromis devient trahison. Si les institutions communes disparaissent, la peur n'a plus de cadre pour se transformer en prudence.

La guerre froide montre donc une sagesse minimale : la capacité de ne pas faire ce que l'on pourrait faire, parce que l'on comprend que la puissance disponible peut se retourner contre tous.

Une transition vers l'après-1991

Lorsque la guerre froide prend fin, une partie du monde croit sortir de l'histoire tragique. La disparition de la bipolarité semble ouvrir la voie à une extension du modèle libéral, à la mondialisation économique, à la démocratisation progressive, à l'intégration des marchés, à la réduction des conflits idéologiques et à l'affirmation d'un ordre international dominé par les règles.

Cette espérance n'était pas entièrement illusoire. Elle reposait sur des évolutions réelles : effondrement d'un empire idéologique, expansion du commerce, élargissement de certaines institutions, progrès technologiques, montée des interdépendances, diffusion de normes démocratiques.

Mais elle sous-estimait plusieurs forces profondes : la persistance des humiliations, le retour des puissances, les effets sociaux de la mondialisation, les fragilités des démocraties, les ambitions des régimes autoritaires, la puissance des identités, les ressources critiques, les dépendances technologiques et l'incapacité des institutions mondiales à transformer l'unipolarité en gouvernance légitime.

L'après-guerre froide ouvre ainsi un moment étrange : un monde moins structuré par la peur nucléaire immédiate, mais aussi moins discipliné par la bipolarité.

Le chapitre suivant examine cet intermède : l'espoir d'un ordre unipolaire et libéral, puis le retour progressif de la fragmentation.

2.3 La fragmentation contemporaine

2.3.1 De l'intermède unipolaire au retour de la fragmentation

La fin de la guerre froide a pu donner l'impression que l'histoire entrait dans une phase nouvelle. L'affrontement structurant entre les deux blocs disparaissait. L'Union soviétique s'effondrait. Les États-Unis devenaient la puissance dominante. L'économie de marché semblait s'imposer comme horizon mondial. Les démocraties libérales paraissaient bénéficier d'un prestige inédit. La mondialisation promettait l'interdépendance, la croissance, l'ouverture et, peut-être, la pacification progressive des relations internationales.

Ce moment peut être qualifié d'intermède unipolaire.

Il ne signifie pas que les États-Unis contrôlaient le monde. Il ne signifie pas que les conflits avaient disparu. Il ne signifie pas que toutes les régions partageaient la même trajectoire. Mais il désigne une période où une puissance disposait d'une supériorité militaire, économique, technologique, financière, diplomatique et culturelle sans équivalent immédiat.

L'intermède unipolaire fut aussi un moment intellectuel. Il porta l'idée que la convergence libérale pouvait devenir le destin normal des sociétés modernes. Les marchés, les technologies, le droit, les échanges, les institutions internationales et l'ouverture économique devaient progressivement rapprocher les régimes, atténuer les conflits et rendre la guerre moins rationnelle.

Cette hypothèse contenait une part de vérité.

L'interdépendance peut pacifier. Le commerce peut créer des intérêts communs. Les institutions peuvent stabiliser les attentes. La démocratie peut limiter certaines formes de violence. L'État de droit peut protéger les libertés. La mondialisation peut sortir des populations de la pauvreté et favoriser la circulation des connaissances.

Mais cette hypothèse contenait aussi une illusion : croire que l'interdépendance économique suffirait à produire une convergence politique et une sagesse institutionnelle.

L'unipolarité n'est pas la gouvernance mondiale

La première limite de l'intermède unipolaire tient à une confusion possible entre domination d'une puissance et gouvernance du monde.

L'unipolarité concentre la puissance.

La gouvernance mondiale organise une autorité partagée et légitime.

Ce sont deux réalités différentes.

Une puissance dominante peut fournir des biens publics : sécurité maritime, stabilité financière, normes techniques, alliances, assistance, médiation, capacités militaires, protection de certains équilibres. Elle peut contribuer à contenir des crises et à structurer un ordre.

Mais elle reste une puissance particulière. Elle poursuit ses intérêts, interprète les règles à partir de sa propre position, bénéficie d'asymétries, peut commettre des erreurs, imposer des choix, susciter des résistances et être perçue comme juge et partie.

L'unipolarité peut donc produire de l'ordre sans produire toujours de la légitimité.

La gouvernance mondiale supposerait autre chose : des règles acceptées, des institutions capables de contraindre aussi les plus puissants, une représentation plus équilibrée des intérêts, une articulation entre souverainetés et biens communs, une capacité à traiter les risques systémiques au niveau de leurs effets.

L'après-1991 n'a pas réalisé cela. Il a principalement vu l'extension d'un ordre dominé par les puissances occidentales, avec les États-Unis au centre, dans un contexte où l'alternative idéologique soviétique avait disparu.

Cet ordre a pu apparaître naturel à ceux qui en bénéficiaient ou qui en partageaient les valeurs. Il pouvait apparaître inégal, intrusif ou humiliant à d'autres.

Cette divergence de perception deviendra progressivement l'un des moteurs du retour de la fragmentation.

L'illusion de la convergence automatique

L'un des paris majeurs de l'après-guerre froide fut que l'intégration économique favoriserait l'ouverture politique.

En reliant les économies, en développant le commerce, en intégrant les chaînes de production, en attirant les investissements, en diffusant les technologies et en multipliant les contacts, le monde devait rendre les régimes plus interdépendants, donc moins hostiles, peut-être plus libres.

Cette logique a produit des effets réels. Des économies se sont développées. Des sociétés se sont urbanisées. Des classes moyennes ont émergé. Des connaissances ont circulé. Des coopérations scientifiques, industrielles et commerciales se sont intensifiées.

Mais l'intégration économique n'a pas mécaniquement produit la convergence politique.

Certains régimes ont utilisé la mondialisation pour renforcer leur puissance sans libéraliser leur système. Ils ont capté les technologies, accumulé des réserves, développé leurs industries, consolidé leurs appareils de surveillance, accru leur autonomie stratégique et utilisé l'ouverture économique comme ressource de puissance.

La mondialisation n'a donc pas seulement diffusé l'interdépendance. Elle a aussi diffusé des vulnérabilités.

Les chaînes d'approvisionnement sont devenues des instruments de pression.

Les dépendances énergétiques sont devenues des leviers stratégiques.

Les technologies sont devenues des terrains de rivalité.

Les marchés sont devenus des espaces de sanction.

Les données sont devenues des ressources de pouvoir.

Les infrastructures sont devenues des points de fragilité.

L'interdépendance devait rendre la guerre irrationnelle. Elle a parfois rendu la coercition plus subtile.

La dépendance économique ne supprime pas la logique de puissance ; elle lui donne de nouveaux instruments.

Le retour des humiliations historiques

L'intermède unipolaire fut également traversé par des blessures de reconnaissance.

La fin d'un empire ou d'un bloc n'est jamais seulement un événement stratégique. Elle produit des récits, des humiliations, des nostalgies, des pertes de statut et des désirs de revanche.

Là où certains voyaient l'élargissement de la liberté, d'autres voyaient l'effacement d'une grandeur passée. Là où certains voyaient l'expansion d'un ordre fondé sur des règles, d'autres voyaient l'imposition des règles du vainqueur. Là où certains voyaient la mondialisation heureuse, d'autres voyaient la dissolution de protections, de souverainetés, d'identités et de dignités collectives.

Ces perceptions ne sont pas toujours justes. Elles peuvent être instrumentalisées par des dirigeants, des idéologues ou des appareils de propagande. Mais elles ont une puissance politique réelle.

Une humiliation, même reconstruite ou exagérée, peut devenir moteur d'action si elle est partagée par une société ou mobilisée par un pouvoir.

Les récits de restauration naissent souvent de ce sentiment : nous avons été abaissés ; notre grandeur a été niée ; notre place nous a été retirée ; l'ordre existant nous empêche de redevenir nous-mêmes.

Ces récits peuvent nourrir des politiques de puissance.

Ils ne concernent pas un seul pays ou une seule région. Ils peuvent apparaître dans des formes diverses : nostalgies impériales, nationalismes restaurateurs, revanches civilisationnelles, contestations anti-occidentales, ressentiments postcoloniaux, refus de déclassement, crispations identitaires, refus de la dépendance.

L'intermède unipolaire a donc produit un paradoxe : plus l'ordre dominant se percevait comme universel, plus certains acteurs le percevaient comme particulier, hiérarchique ou humiliant.

Cette divergence a contribué au retour des logiques de blocs, de souveraineté offensive et de contestation de l'ordre établi.

Les fragilités internes des démocraties libérales

Le retour de la fragmentation ne provient pas seulement des puissances autoritaires ou révisionnistes. Il provient aussi des fragilités internes des démocraties libérales.

Celles-ci ont longtemps bénéficié d'un avantage symbolique après la guerre froide. Elles semblaient incarner le modèle politique victorieux : libertés publiques, élections régulières, État de droit, économie ouverte, société civile, alternance, droits fondamentaux.

Mais plusieurs fragilités se sont progressivement manifestées : polarisation politique, défiance envers les institutions, inégalités ressenties, crise de représentation, fragmentation médiatique, affaiblissement des médiations, montée des populismes, fatigue démocratique, difficulté à penser le temps long, sentiment de dépossession lié à la mondialisation ou aux transformations technologiques.

Les démocraties libérales ne se sont pas effondrées. Mais leur autorité morale s'est trouvée contestée de l'intérieur comme de l'extérieur.

Une démocratie qui doute d'elle-même projette moins facilement un modèle.

Une démocratie polarisée peine à incarner la stabilité.

Une démocratie qui ne protège pas suffisamment ses classes moyennes nourrit ses propres adversaires.

Une démocratie dominée par l'immédiateté médiatique peine à gouverner les risques longs.

Une démocratie fragmentée cognitivement devient vulnérable aux manipulations informationnelles.

Lorsque les démocraties apparaissent divisées, incohérentes ou incapables de décider, les régimes autoritaires peuvent présenter leur propre modèle comme plus efficace, plus stable ou plus adapté aux crises.

La compétition mondiale redevient alors non seulement stratégique, mais politico-symbolique : quel type de régime semble capable de gouverner la complexité ?

Les crises comme accélérateurs

Plusieurs crises ont accéléré la fin de l'illusion unipolaire.

Les interventions militaires difficiles, les guerres longues, les crises financières, les pandémies, les tensions énergétiques, les migrations, les fractures sociales, les ruptures technologiques et les rivalités commerciales ont progressivement révélé les limites de l'ordre libéral mondialisé.

Chaque crise a produit un effet de dévoilement.

Elle a montré que les interdépendances pouvaient être dangereuses.

Elle a montré que les marchés ne remplaçaient pas les États.

Elle a montré que les chaînes mondiales pouvaient se rompre.

Elle a montré que les sociétés ouvertes pouvaient être vulnérables aux manipulations.

Elle a montré que les institutions internationales pouvaient être lentes, faibles ou divisées.

Elle a montré que la puissance militaire ne suffisait pas toujours à produire un ordre politique durable.

Elle a montré que les technologies pouvaient fragmenter autant qu'unifier.

Ainsi, le monde n'est pas simplement sorti de l'unipolarité par redistribution mécanique de la puissance. Il en est sorti par accumulation de désillusions.

L'ordre unipolaire promettait une convergence.

Le monde a découvert une interdépendance conflictuelle.

Multipolarité ou fragmentation ?

On présente souvent le monde contemporain comme multipolaire. Le terme est utile, mais insuffisant.

La multipolarité désigne la présence de plusieurs pôles de puissance. Elle suppose une certaine structure : des centres identifiables, des rapports de force, des alliances, des zones d'influence, des équilibres.

La fragmentation désigne autre chose : la multiplication des lignes de fracture, des acteurs, des arènes, des technologies, des récits, des dépendances et des vulnérabilités.

Le monde actuel n'est pas seulement multipolaire. Il est fragmenté.

Il existe des rivalités entre grandes puissances, mais aussi des puissances régionales autonomes, des entreprises systémiques, des plateformes cognitives, des réseaux transnationaux, des groupes armés, des États fragiles, des fonds financiers, des

infrastructures critiques, des dépendances numériques, des cartels, des diasporas, des mouvements idéologiques et des acteurs technologiques dont la portée dépasse parfois celle de nombreux États.

Cette fragmentation rend la gouvernance plus difficile.

Dans un monde bipolaire, la question principale était : comment éviter l'affrontement direct entre deux blocs ?

Dans un monde unipolaire, la question était : comment organiser l'ordre autour d'une puissance dominante ?

Dans un monde fragmenté, la question devient : comment gouverner des interactions systémiques entre acteurs hétérogènes, intérêts divergents et risques transnationaux ?

La réponse est beaucoup plus complexe.

Le retour du tragique

L'intermède unipolaire avait parfois laissé croire que la politique mondiale pouvait devenir principalement économique, juridique et technocratique. Les conflits n'avaient pas disparu, mais ils semblaient contenus dans un horizon général de mondialisation.

Le retour de la fragmentation réintroduit le tragique.

Les puissances veulent être reconnues. Les peuples veulent être protégés. Les États veulent maîtriser leurs dépendances. Les régimes veulent survivre. Les plateformes veulent croître. Les entreprises veulent sécuriser leurs chaînes. Les idéologies veulent convaincre ou conquérir. Les groupes humiliés veulent réparation. Les acteurs exposés cherchent des protecteurs. Les alliances se reforment. Les frontières redeviennent des lignes de peur. Les ressources redeviennent stratégiques. L'information redevient un champ de bataille.

Le monde ne devient pas vide. Il devient trop plein.

Trop plein d'acteurs.

Trop plein de récits concurrents.

Trop plein de dépendances.

Trop plein d'armes.

Trop plein de technologies non gouvernées.

Trop plein d'humiliations mobilisables.

Trop plein d'intérêts systémiques sans arbitre suffisamment légitime.

Le problème n'est pas seulement le retour de la puissance. C'est le retour de la puissance dans un monde où les instruments de puissance sont plus nombreux, plus rapides, plus distribués et plus difficiles à contenir qu'au temps des rivalités classiques.

Vers la nouvelle géographie de la puissance

La fin de l'intermède unipolaire oblige donc à changer de regard.

Il ne suffit plus d'opposer démocraties et régimes autoritaires, Occident et non-Occident, Nord et Sud, États forts et États faibles. Ces distinctions restent utiles, mais elles ne décrivent pas toute la structure du système.

Il faut identifier les lieux réels où se forme la puissance : États, alliances, plateformes, infrastructures, ressources, technologies, réseaux financiers, chaînes industrielles, récits idéologiques, systèmes d'information, groupes coercitifs, opinions publiques, dépendances critiques.

La puissance ne se situe plus seulement dans les capitales. Elle circule dans les réseaux. Elle se stocke dans les données. Elle se cristallise dans les semi-conducteurs. Elle se projette dans les satellites. Elle se diffuse dans les plateformes. Elle s'exerce par les sanctions. Elle se manifeste dans les ports, les câbles, les minerais, les modèles d'IA, les normes, les monnaies et les récits.

Sans cette cartographie élargie, la prospective resterait prisonnière d'un monde qui n'existe plus tout à fait.

2.4 La nouvelle géographie des acteurs

2.4.1 Une nouvelle géographie de la puissance

La puissance politique a longtemps été pensée principalement à partir des États : territoire, population, armée, économie, diplomatie, souveraineté, administration, capacité fiscale, alliances. Ces dimensions demeurent essentielles. Aucun acteur contemporain ne remplace entièrement l'État. Celui-ci conserve la capacité de faire la loi, de décider de la guerre, d'organiser la sécurité, de prélever l'impôt, de reconnaître juridiquement les autres acteurs et de représenter une communauté politique.

Mais la puissance mondiale ne se laisse plus enfermer dans cette seule forme.

Le monde contemporain est structuré par une géographie plus complexe, où les États coexistent avec des acteurs, des infrastructures, des technologies et des réseaux capables d'infléchir l'ordre mondial.

Cette nouvelle géographie ne supprime pas l'ancienne. Elle la traverse.

Les frontières demeurent. Mais les flux les dépassent.

Les souverainetés demeurent. Mais les interdépendances les contraignent.

Les armées demeurent. Mais les plateformes, les données, les semi-conducteurs, les câbles, les sanctions et l'IA deviennent aussi des instruments de puissance.

Les diplomaties demeurent. Mais les entreprises, les diasporas, les groupes armés, les

fonds financiers, les ONG, les médias et les réseaux sociaux participent eux aussi à la formation des rapports de force.

La puissance contemporaine est donc composite.

Elle ne réside plus seulement dans la capacité de contrôler un territoire. Elle réside aussi dans la capacité de contrôler des dépendances.

Les États demeurent centraux

Il faut d'abord maintenir un point d'équilibre : l'État reste l'acteur central du système international.

Il est le seul à disposer d'une souveraineté juridiquement reconnue. Il peut lever des armées, conclure des traités, contrôler des frontières, définir une politique étrangère, emprisonner, taxer, réglementer, nationaliser, sanctionner, autoriser, interdire, protéger et déclarer la guerre.

Même les entreprises les plus puissantes dépendent d'un cadre juridique, fiscal, monétaire, sécuritaire et diplomatique fourni par les États. Même les plateformes mondiales doivent composer avec des régulateurs, des juridictions, des marchés publics, des infrastructures nationales, des contraintes géopolitiques et parfois des injonctions de sécurité nationale.

L'État n'est donc pas dépassé. Il est concurrencé, contourné, prolongé et parfois capturé par d'autres formes de puissance.

Le problème contemporain n'est pas la disparition de l'État. C'est son insuffisance relative face à des puissances qu'il ne maîtrise plus seul.

Les États les plus puissants cherchent alors à reprendre le contrôle : politiques industrielles, sanctions, contrôle des exportations, souveraineté numérique, relocalisations stratégiques, sécurisation des minerais, maîtrise des chaînes critiques, régulation des plateformes, contrôle des investissements, protection des données, militarisation de l'espace et du cyber.

Cette réaction montre que la souveraineté n'a pas disparu. Elle se redéfinit autour des dépendances.

Être souverain ne signifie plus seulement contrôler un territoire. Cela signifie aussi ne pas être vulnérable à une coupure de semi-conducteurs, d'énergie, de données, de paiements, de satellites, de médicaments, de câbles, de logiciels, de ports ou de ressources critiques.

La souveraineté devient capacité de continuité dans un monde d'interdépendances.

Les puissances privées systémiques

La nouveauté la plus visible tient au rôle des puissances privées systémiques.

Certaines entreprises disposent d'une capacité d'action supérieure à celle de nombreux États. Elles contrôlent des infrastructures numériques, des plateformes d'information, des réseaux logistiques, des modèles d'intelligence artificielle, des systèmes de paiement, des ressources énergétiques, des flottes, des satellites, des données ou des chaînes industrielles essentielles.

Elles peuvent accélérer l'innovation, résoudre des problèmes, connecter des populations, fournir des capacités dont les États ont besoin. Mais elles peuvent aussi créer des dépendances, imposer des normes privées, modifier l'espace public, influencer les comportements, orienter l'accès à l'information ou peser sur des décisions de souveraineté.

Leur puissance est particulière : elle est mondiale par ses effets, mais privée par sa finalité.

Un État, au moins en principe, doit répondre d'une communauté politique. Une entreprise répond d'abord à sa mission, à ses dirigeants, à ses actionnaires, à ses marchés, à sa stratégie de croissance et aux régulations auxquelles elle est soumise.

Lorsque la portée d'une entreprise devient systémique, cette différence devient politiquement décisive.

Une plateforme peut modifier les conditions du débat public.

Un fournisseur de cloud peut devenir indispensable à des administrations.

Un opérateur satellitaire peut affecter une guerre.

Un producteur de semi-conducteurs peut conditionner des industries entières.

Un laboratoire d'IA peut transformer l'accès au savoir, au travail et à la décision.

Un acteur financier peut peser sur les conditions de financement des États et des entreprises.

Ces acteurs ont acquis une portée mondiale sans disposer d'une légitimité mondiale.

C'est l'un des grands déséquilibres de l'époque.

Infrastructures critiques et pouvoir silencieux

La puissance contemporaine réside également dans les infrastructures.

Certaines infrastructures sont visibles : ports, routes, gazoducs, réseaux électriques, satellites, centres de données, usines de semi-conducteurs, câbles sous-marins, terminaux énergétiques, corridors ferroviaires, plateformes logistiques.

D'autres sont moins visibles : protocoles numériques, systèmes de paiement, standards techniques, places financières, assurances maritimes, logiciels industriels, dépendances cloud, chaînes de certification, normes comptables, systèmes d'identification, bases de données.

Ces infrastructures organisent le fonctionnement quotidien du monde. Elles ne font pas toujours la une des événements politiques, mais elles déterminent ce qui peut circuler, être financé, assuré, produit, transporté, connecté, surveillé ou interrompu.

Le pouvoir infrastructurel est souvent silencieux jusqu'au moment où il est retiré.

Lorsqu'un port est bloqué, qu'un câble est coupé, qu'un logiciel cesse de fonctionner, qu'une monnaie devient inaccessible, qu'un composant manque, qu'une assurance maritime disparaît, qu'un cloud est suspendu ou qu'une route énergétique est menacée, la dépendance devient visible.

La puissance consiste alors moins à posséder qu'à rendre dépendant.
Moins à conquérir qu'à pouvoir interrompre.
Moins à occuper qu'à contrôler le passage.

Les détroits, les minerais, les semi-conducteurs, les satellites, les câbles, les données, les normes et les plateformes deviennent des lieux de puissance au même titre que les frontières et les bases militaires.

La carte du monde ne se lit plus seulement en surfaces. Elle se lit en nœuds, en flux, en vulnérabilités et en points de coupure.

La puissance informationnelle

La puissance informationnelle est l'une des dimensions les plus déterminantes de la nouvelle géographie.

Elle ne consiste pas seulement à diffuser de la propagande. Elle consiste à influencer la manière dont les sociétés perçoivent la réalité, hiérarchisent les problèmes, identifient les ennemis, font confiance aux institutions ou doutent de toute vérité commune.

L'information n'est plus seulement un contenu. Elle est devenue un environnement.

Les plateformes numériques, les algorithmes, les médias globaux, les influenceurs, les réseaux de désinformation, les services de renseignement, les campagnes coordonnées, les communautés idéologiques et les technologies d'IA transforment l'espace cognitif en champ stratégique.

Une société peut être affaiblie sans être envahie.
Elle peut être divisée sans qu'un coup de feu soit tiré.
Elle peut perdre confiance dans ses institutions, ses médias, ses élections, sa science, sa

justice ou son histoire commune.

Elle peut devenir ingouvernable parce qu'elle ne partage plus assez de réalité pour délibérer.

La puissance informationnelle agit donc en amont de la décision politique. Elle affecte les conditions mêmes dans lesquelles une société peut comprendre, vouloir et décider.

Cette puissance est d'autant plus difficile à gouverner qu'elle traverse les frontières et se mêle à la liberté d'expression, aux intérêts économiques des plateformes, aux stratégies d'influence étrangères, aux colères sociales authentiques, aux récits identitaires et aux vulnérabilités psychologiques des individus.

La manipulation n'a pas besoin de tout inventer. Elle amplifie ce qui existe déjà : peur, humiliation, ressentiment, défiance, colère, solitude, besoin d'appartenance, rigidité convictionnelle.

La puissance informationnelle relie ainsi la géopolitique à l'anthropologie politique.

Ressources critiques et dépendances stratégiques

Les ressources critiques constituent un autre lieu majeur de puissance.

L'énergie, les minerais, l'eau, les terres rares, les composants, les capacités industrielles, les médicaments, les denrées alimentaires, les semi-conducteurs, les batteries, les réseaux électriques et les infrastructures de transport déterminent la capacité des sociétés à fonctionner.

Dans un monde de transition énergétique, de numérisation, d'armement sophistiqué et de compétition industrielle, certaines ressources deviennent stratégiques non seulement par leur rareté, mais par leur rôle dans les chaînes de dépendance.

La puissance ne consiste plus seulement à posséder la ressource. Elle consiste à contrôler son extraction, son raffinage, son transport, son financement, sa transformation, sa certification, son usage industriel ou son remplacement technologique.

Une ressource critique peut donc devenir un instrument de coercition.

Elle permet de retarder un adversaire, d'attirer un allié, de négocier une dépendance, de contourner une sanction, d'imposer une norme, de créer une rente ou de sécuriser une autonomie.

La transition énergétique, souvent présentée comme un mouvement écologique, est aussi une recomposition géopolitique. Elle réduit certaines dépendances et en crée d'autres. Elle déplace les vulnérabilités. Elle transforme les alliances industrielles. Elle revalorise certains territoires. Elle donne une importance nouvelle à des acteurs qui contrôlent les

minerais, les batteries, les technologies de stockage, les réseaux ou les capacités de raffinage.

La sagesse politique consisterait ici à organiser les ressources critiques comme des biens stratégiques communs, ou au moins comme des dépendances à gouverner. Le chaos les transformerait en armes de blocs.

Les acteurs coercitifs non étatiques

La nouvelle géographie de la puissance inclut également des acteurs coercitifs non étatiques : groupes armés, milices, organisations terroristes, cartels, réseaux criminels, cybergroupes, mercenaires, proxies, mouvements idéologiques violents.

Ces acteurs ne disposent pas toujours d'une souveraineté, d'un territoire stable ou d'une économie complète. Mais ils peuvent modifier des équilibres régionaux, affaiblir des États, contrôler des routes, perturber des chaînes logistiques, mener des attaques informationnelles ou cybernétiques, imposer une économie criminelle, influencer des diasporas, déclencher des crises ou servir de relais à des puissances étatiques.

Ils prospèrent souvent dans les zones grises : États faibles, frontières poreuses, conflits prolongés, économies illicites, frustrations identitaires, rivalités de puissances, vides institutionnels.

Leur importance tient à leur capacité d'asymétrie.

Ils n'ont pas besoin d'être aussi puissants qu'un État pour le fragiliser. Ils peuvent exploiter une vulnérabilité, saturer une frontière, viser une infrastructure, prendre en otage une population, provoquer une réaction disproportionnée, internationaliser un conflit local ou rendre une région ingouvernable.

Dans un monde fragmenté, ces acteurs deviennent des multiplicateurs de désordre.

Ils sont particulièrement importants pour le scénario de chaos, où la puissance ne disparaît pas mais se disperse dans des acteurs capables de nuire, de bloquer, de détourner ou d'enflammer.

Les alliances comme géographie mouvante

Les alliances demeurent l'un des instruments majeurs de la puissance. Mais elles changent de nature.

Les alliances militaires classiques subsistent, en particulier lorsqu'une menace territoriale ou stratégique est perçue comme directe. Mais d'autres formes d'alliances se développent : technologiques, industrielles, énergétiques, financières, informationnelles, normatives, idéologiques, transactionnelles.

Un État peut être militairement allié à un acteur, économiquement dépendant d'un autre, technologiquement lié à un troisième, énergétiquement vulnérable à un quatrième et informationnellement exposé à plusieurs.

Les alliances deviennent moins totales et plus modulaires.

Cette modularité peut stabiliser, parce qu'elle évite la formation de blocs entièrement fermés. Mais elle peut aussi rendre les positions illisibles, opportunistes et instables.

Certains acteurs deviennent pivots : ils ne dominent pas le système, mais leur position leur permet de négocier avec plusieurs pôles, d'arbitrer des dépendances, de capter des rentes, de jouer des rivalités ou de devenir indispensables dans une chaîne critique.

Ces acteurs pivots seront essentiels dans les scénarios. Ils peuvent favoriser la raisonnabilité en maintenant des ponts. Ils peuvent contribuer à la sagesse en participant à des coalitions de biens communs. Ils peuvent accélérer le chaos s'ils exploitent les rivalités sans principe de retenue.

Une puissance sans centre unique

La nouvelle géographie de la puissance peut ainsi être résumée par une idée : la puissance n'a plus un centre unique.

Elle est distribuée entre souverainetés, infrastructures, technologies, ressources, plateformes, capitaux, récits, alliances, normes, réseaux et acteurs coercitifs.

Cette distribution ne rend pas le monde plus égal. Au contraire, elle peut produire de nouvelles concentrations. Mais ces concentrations ne coïncident plus toujours avec les frontières politiques classiques.

Un État peut être militairement faible mais contrôler une ressource critique.

Une entreprise peut ne posséder aucun territoire mais structurer l'espace informationnel mondial.

Une puissance moyenne peut devenir indispensable par sa position géographique ou industrielle.

Un groupe armé peut déstabiliser une région stratégique.

Une plateforme peut modifier la perception d'une guerre.

Une norme technique peut devenir instrument de domination.

Une dépendance logistique peut valoir autant qu'une base militaire.

Cette complexité impose une méthode.

La prospective ne peut plus se contenter d'additionner des États. Elle doit identifier des familles d'acteurs selon leurs fonctions dans le système : puissance hégémonique, pivot, infrastructure critique, puissance informationnelle, acteur coercitif, État exposé,

puissance coopérative, puissance privée, réseau idéologique, détenteur de ressources, alliance structurante.

C'est précisément l'objet de la typologie qui sera développée dans la Partie II.

Mais avant de passer à la méthode, il faut identifier les forces profondes qui orientent ces acteurs. Car la puissance n'agit jamais seule. Elle est dirigée par des intérêts, des peurs, des récits, des dépendances, des idéologies, des dirigeants et des perceptions du monde.

C'est l'objet du chapitre suivant.

2.4.2 Les forces profondes qui orientent les acteurs

La nouvelle géographie de la puissance montre que le monde contemporain ne peut plus être analysé seulement comme un système d'États. Mais identifier les acteurs ne suffit pas. Il faut comprendre ce qui les oriente.

Un acteur puissant n'agit pas mécaniquement en fonction de sa puissance. Il agit selon des intérêts, des vulnérabilités, des récits, des peurs, des ambitions, des contraintes, des dépendances, des doctrines, des dirigeants, des institutions et des perceptions.

La prospective politique ne peut donc pas partir seulement de la question : qui est puissant ?

Elle doit aussi demander : vers quoi cette puissance est-elle orientée ?

Deux acteurs disposant de capacités comparables peuvent les employer différemment selon leur culture stratégique, leur régime politique, leur exposition géopolitique, leur mémoire historique, leur dépendance économique, leur degré de personnalisation du pouvoir ou leur vision de l'ordre international.

La puissance est une capacité.

L'orientation de la puissance est une décision, une culture ou une dynamique.

La sagesse politique consiste à comprendre l'écart possible entre les deux.

La peur

La peur est l'une des forces les plus constantes de l'histoire politique.

Les acteurs craignent l'invasion, le déclassement, l'encerclement, la dépendance, la révolte interne, la perte de ressources, l'effondrement économique, le chaos social, l'humiliation, la disparition identitaire ou la trahison d'alliés.

La peur peut être réaliste. Elle peut aussi être amplifiée, instrumentalisée ou entretenue.

Un acteur qui a peur ne devient pas nécessairement agressif. Il peut chercher des garanties, des alliances, des institutions, des compromis, des protections juridiques ou économiques. Mais il peut aussi adopter une posture offensive, convaincu que la meilleure défense consiste à frapper, à contrôler, à annexer, à intimider ou à verrouiller.

La peur est donc ambivalente.

Elle peut produire la prudence.
Elle peut produire la paranoïa.
Elle peut pousser à la coopération.
Elle peut justifier la coercition.
Elle peut conduire à la retenue.
Elle peut déclencher l'escalade.

Dans la guerre froide, la peur de l'anéantissement a contribué à la retenue. Dans d'autres contextes, la peur de l'encerclement ou du déclassement peut alimenter la violence préventive.

La prospective doit donc distinguer la peur lucide de la peur idéologisée. La première peut devenir un principe de raisonnable. La seconde peut devenir moteur du chaos.

L'humiliation et la revanche

L'humiliation est une force politique majeure.

Elle naît du sentiment d'avoir été abaissé, méprisé, vaincu, dépossédé, trompé ou exclu de la place que l'on croit mériter. Elle peut concerner un individu, un groupe, un peuple, une civilisation, une classe sociale, une religion ou un État.

L'humiliation devient géopolitique lorsqu'elle est transformée en récit collectif.

Nous avons été trahis.
Nous avons été vaincus injustement.
Notre grandeur a été volée.
Notre souveraineté a été humiliée.
Notre identité a été méprisée.
Notre destin a été interrompu.
Il faut réparer.

Ce type de récit peut soutenir une reconstruction légitime lorsqu'il restaure la dignité sans nier celle des autres. Mais il peut aussi devenir un moteur de revanche, de domination ou de restauration impériale.

La revanche transforme le passé en programme politique.

Elle donne à la puissance une direction : retrouver, reprendre, corriger, punir, restaurer, purifier, venger. Elle peut rendre le compromis difficile, car tout compromis apparaît alors comme une nouvelle humiliation.

Cette logique est particulièrement dangereuse lorsqu'elle rencontre une capacité militaire, énergétique, informationnelle ou technologique importante.

Un acteur humilié mais faible peut nourrir un ressentiment.

Un acteur humilié et puissant peut chercher à remodeler l'ordre.

La prospective doit donc accorder une attention particulière aux récits de déclassement, de grandeur perdue et de réparation historique.

La nostalgie de grandeur

La nostalgie de grandeur est proche de l'humiliation, mais elle possède sa logique propre.

Elle ne se contente pas de dire : nous avons été blessés. Elle affirme : nous étions grands, et nous devons le redevenir.

Cette nostalgie peut prendre des formes impériales, nationales, religieuses, civilisationnelles ou idéologiques. Elle peut être portée par un État, un mouvement, un dirigeant, une société ou une diaspora.

Elle puise dans une mémoire sélective. Elle magnifie certains âges, oublie certaines violences, transforme des dominations passées en ordres harmonieux, présente la puissance ancienne comme une preuve de vocation future.

La nostalgie de grandeur peut soutenir l'effort, la cohésion, la résistance au déclassement. Elle peut aussi nourrir des politiques d'expansion, de révision des frontières, de restauration d'influence, de contrôle des voisins ou de contestation de l'ordre existant.

Elle est d'autant plus puissante qu'elle offre une compensation symbolique à des sociétés inquiètes.

Lorsque le présent est difficile, le passé glorifié devient refuge.

Lorsque l'avenir est incertain, la grandeur ancienne devient promesse.

Lorsque la société est divisée, l'appel à la restauration peut produire une unité artificielle.

Le danger apparaît lorsque la grandeur devient un droit contre les autres.

La sagesse politique ne demande pas aux peuples d'oublier leur histoire. Elle leur demande de ne pas transformer leur mémoire en autorisation de domination.

L'intérêt économique et les ressources

Tous les moteurs politiques ne sont pas symboliques. Les intérêts économiques et les ressources demeurent fondamentaux.

Les États, les entreprises et les groupes cherchent des marchés, des matières premières, de l'énergie, des technologies, des routes, des capitaux, de la main-d'œuvre, des brevets, des infrastructures, des données, des positions logistiques et des avantages industriels.

Ces intérêts peuvent favoriser la coopération. Le commerce, l'investissement, les chaînes de production et les infrastructures partagées peuvent créer des coûts à la rupture et des raisons de stabilité.

Mais les intérêts économiques peuvent aussi produire la rivalité.

Lorsque les ressources sont rares, concentrées, stratégiques ou difficiles à remplacer, elles deviennent des objets de puissance. Lorsque les dépendances sont asymétriques, elles deviennent des instruments de coercition. Lorsque les marchés sont liés à la sécurité nationale, ils deviennent des champs de confrontation.

La frontière entre économie et géopolitique s'efface.

Une décision commerciale peut avoir un effet stratégique.

Une norme technologique peut modifier un rapport de force.

Un investissement portuaire peut créer une dépendance.

Une sanction financière peut valoir autant qu'une opération militaire.

Un contrôle d'exportation peut ralentir une puissance rivale.

Un minerai peut devenir enjeu d'alliance.

La prospective doit donc intégrer l'économie non comme arrière-plan, mais comme forme centrale de puissance.

Les idéologies et les croyances totalisantes

Les idéologies orientent la puissance en lui donnant une justification.

Elles peuvent être émancipatrices lorsqu'elles rappellent des exigences de justice, de dignité, de liberté ou d'égalité. Mais elles deviennent dangereuses lorsqu'elles prétendent posséder une vérité totale sur l'homme, l'histoire, le peuple, la religion, la race, la classe, la nation ou la civilisation.

Une idéologie totalisante simplifie le monde. Elle désigne les coupables. Elle promet une sortie de la complexité. Elle transforme la politique en combat du bien contre le mal. Elle rend le compromis suspect et l'adversaire illégitime.

Cette logique peut prendre plusieurs formes : fanatisme religieux, messianisme politique, nationalisme radical, suprémacisme, révolution permanente, purification identitaire, antisémitisme, complotisme, idéologies de revanche ou de salut collectif.

Toutes ces formes ne sont pas identiques. Elles n'ont pas les mêmes histoires, les mêmes doctrines ni les mêmes acteurs. Mais elles partagent un trait commun : elles réduisent la capacité de reconnaître la pluralité du réel.

La puissance orientée par une idéologie fermée devient particulièrement dangereuse, car elle ne cherche plus seulement un avantage. Elle cherche une confirmation de sa vérité.

Elle peut alors accepter des coûts disproportionnés, refuser les compromis raisonnables, glorifier le sacrifice, justifier la violence et interpréter toute opposition comme preuve supplémentaire de la nécessité du combat.

Dans les scénarios de l'ouvrage, les idéologies joueront donc un rôle essentiel : contenues dans la raisonnable, partiellement dépassées dans la sagesse, amplifiées dans le chaos.

La personnalisation du pouvoir

Les dirigeants comptent.

Il serait excessif de réduire l'histoire à la psychologie des chefs. Les structures, les institutions, les intérêts et les sociétés pèsent lourdement. Mais il serait tout aussi faux de croire que les dirigeants sont interchangeables.

La personnalisation du pouvoir modifie l'usage de la puissance.

Lorsque les institutions sont fortes, un dirigeant est encadré par des règles, des contre-pouvoirs, une administration professionnelle, une presse libre, une justice indépendante, des élections, une société civile ou des alliés capables de limiter ses décisions.

Lorsque les institutions sont faibles ou capturées, la vision, les peurs, les obsessions, les humiliations, les ambitions et les calculs d'un individu peuvent infléchir tout un système.

La personnalisation peut produire de la rapidité, de la cohérence et de la décision. Elle peut aussi produire l'aveuglement, l'entêtement, la fuite en avant, la confusion entre l'intérêt du dirigeant et celui du pays, la dramatisation permanente, la recherche de prestige ou l'impossibilité de reconnaître une erreur.

La puissance devient alors plus instable, parce qu'elle dépend davantage d'un centre psychologique étroit.

Dans un monde d'armes puissantes, de marchés rapides, d'IA, de réseaux sociaux, de cyberattaques et de crises systémiques, la personnalisation du pouvoir accroît le risque d'erreur de calcul.

La sagesse politique suppose donc des institutions capables de ralentir, vérifier, contredire et contenir.

Les dépendances

La dépendance est l'une des forces profondes les plus importantes du monde contemporain.

Elle peut être militaire, énergétique, technologique, financière, alimentaire, industrielle, numérique, informationnelle ou diplomatique.

La dépendance n'est pas toujours négative. Toute coopération crée une forme de dépendance réciproque. L'interdépendance peut stabiliser lorsqu'elle est équilibrée, transparente et encadrée par des règles. Elle peut créer des intérêts communs et réduire l'incitation au conflit.

Mais la dépendance devient dangereuse lorsqu'elle est asymétrique, opaque, critique ou manipulable.

Dépendre d'un acteur pour une ressource vitale, une technologie centrale, une protection militaire, un marché indispensable, une infrastructure numérique ou un financement stratégique peut limiter la liberté de décision.

La dépendance devient alors pouvoir de contrainte.

La prospective doit donc observer non seulement les capacités propres des acteurs, mais les vulnérabilités qui les lient à d'autres.

Un acteur apparemment puissant peut être vulnérable s'il dépend d'une chaîne critique.
Un acteur apparemment secondaire peut devenir central s'il contrôle un point de passage.
Une alliance peut être solide militairement mais fragile technologiquement.
Une économie peut être prospère mais exposée à une rupture d'approvisionnement.

La puissance du XXI^e siècle se mesure autant par les dépendances que l'on impose que par celles auxquelles on échappe.

Les accélérateurs technologiques

Les technologies n'orientent pas seules les acteurs, mais elles modifient leur horizon d'action.

Elles créent des opportunités, des vulnérabilités, des asymétries et des tentations.

L'intelligence artificielle, le cyber, les drones, les satellites, les biotechnologies, les semi-conducteurs, les systèmes autonomes, les plateformes, la surveillance numérique, la

production automatisée et les technologies de désinformation transforment les coûts, les vitesses et les seuils d'action.

Elles peuvent rendre certains acteurs plus puissants sans leur donner plus de sagesse. Elles peuvent réduire le délai entre perception et réaction. Elles peuvent créer des effets de surprise. Elles peuvent rendre la frontière entre guerre et paix plus floue. Elles peuvent donner à des acteurs moyens des capacités autrefois réservées aux grandes puissances.

La technologie accélère donc la politique.

Or la sagesse a besoin de temps : temps de comprendre, de vérifier, de délibérer, de limiter, de corriger, d'assumer.

L'un des grands risques contemporains est que les technologies d'action deviennent plus rapides que les institutions de réflexion.

Cette accélération peut produire des décisions irréversibles avant même que leur signification politique soit comprise.

L'orientation coopérative

Toutes les forces profondes ne poussent pas vers le conflit. Les acteurs peuvent aussi être orientés par la coopération.

Cette orientation peut venir de valeurs, mais aussi d'intérêts bien compris.

Un acteur coopère parce qu'il croit au droit.

Il coopère parce qu'il dépend d'échanges stables.

Il coopère parce qu'il craint l'effondrement.

Il coopère parce qu'il a besoin d'alliés.

Il coopère parce qu'il sait qu'aucun acteur ne peut maîtriser seul certains risques.

Il coopère parce que la guerre coûterait plus cher que le compromis.

Il coopère parce que ses institutions internes favorisent la responsabilité et le débat.

La coopération n'est donc pas toujours pure. Elle est souvent mêlée d'intérêt, de prudence, de morale, de nécessité et de calcul.

La raisonnable se construit précisément dans cet espace : des acteurs imparfaits, parfois rivaux, parfois cyniques, mais capables de comprendre que certaines limites doivent être préservées.

La sagesse va plus loin : elle transforme cette coopération contrainte en institutions durables orientées vers les biens communs.

De forces profondes à variables prospectives

Ces forces profondes ne sont pas seulement des thèmes de commentaire. Elles doivent être traduites en variables observables.

La peur peut apparaître dans l'exposition géopolitique, la dépendance, la militarisation ou la rigidité stratégique.

L'humiliation peut apparaître dans la volonté de revanche, la nostalgie de grandeur ou la tendance hégémonique.

L'intérêt économique peut apparaître dans le contrôle des ressources, la puissance industrielle, les chaînes critiques ou la coercition financière.

L'idéologie peut apparaître dans la pression doctrinale, la rigidité convictionnelle ou l'hostilité à l'ordre existant.

La personnalisation peut apparaître dans la concentration du pouvoir décisionnel.

La dépendance peut apparaître comme vulnérabilité ou comme levier imposé aux autres.

La technologie peut apparaître dans la capacité informationnelle, cybernétique, algorithmique ou industrielle.

L'orientation coopérative peut apparaître dans les alliances, le respect des règles, la participation aux institutions et la capacité de compromis.

C'est ce passage qui prépare la méthode PRA.

La démarche prospective ne se contentera pas de décrire des forces générales. Il cherchera à les inscrire dans une typologie d'acteurs, puis dans des scénarios conditionnels.

Le chapitre suivant constitue la charnière entre cette réflexion théorique et la méthode factuelle : comment passer des forces profondes à une cartographie d'acteurs, de variables et de clusters ?

2.5 De l'analyse à la méthode

2.5.1 De l'hypothèse théorique à la typologie factuelle

Les chapitres précédents ont construit le cadre conceptuel de la Partie I.

La puissance est devenue planétaire.

La sagesse politique demeure fragmentée.

L'humanité a déjà su élargir son cercle de coopération, souvent sous la pression de bouleversements majeurs.

Les institutions amplifient certaines potentialités humaines plutôt que d'en créer de nouvelles.

L'ordre de 1945 a représenté un premier changement d'échelle institutionnel mondial.

La guerre froide a organisé une paix relative par la dissuasion et la retenue.

L'intermède unipolaire a laissé place à une fragmentation plus complexe.

La puissance contemporaine se distribue désormais entre États, alliances, plateformes, infrastructures, ressources, récits, technologies et acteurs non étatiques.

Les acteurs sont orientés par des forces profondes : peur, humiliation, intérêts, idéologies, dépendances, technologies, personnalisation du pouvoir et capacité de coopération.

Il faut maintenant transformer cette réflexion en méthode.

C'est l'objet de la Partie II. Mais avant d'y entrer, ce chapitre joue un rôle de charnière : il montre comment passer de l'hypothèse théorique à une typologie factuelle.

Une prospective qui resterait seulement philosophique risquerait de produire de beaux récits sans ancrage suffisant. Une prospective qui deviendrait seulement technique risquerait de produire des tableaux sans portée interprétative. PRA cherche à relier les deux : rendre le spectaculaire méthodologiquement traçable.

Pourquoi construire une typologie ?

Le monde contemporain est trop complexe pour être compris par une simple opposition entre quelques blocs.

Démocraties contre autoritarismes.

Occident contre non-Occident.

Nord contre Sud.

États contre marchés.

Public contre privé.

Puissance contre faiblesse.

Ces oppositions conservent une utilité partielle, mais elles ne suffisent plus.

Un pays démocratique peut être fragile.

Un régime autoritaire peut être efficace dans certains domaines et vulnérable dans d'autres.

Une entreprise privée peut exercer une influence géopolitique.

Une puissance moyenne peut contrôler une ressource critique.

Un État faible peut devenir le théâtre d'une rivalité mondiale.

Une plateforme peut peser sur la stabilité cognitive des sociétés.

Une alliance peut être militaire, mais dépendante technologiquement.

Un mouvement idéologique peut traverser les frontières et influencer plusieurs acteurs à la fois.

La typologie permet de dépasser les catégories trop générales.

Elle ne cherche pas à dire seulement qui est puissant et qui ne l'est pas. Elle cherche à identifier des profils d'acteurs : hégémoniques, coercitifs, coopératifs, exposés, pivots, infrastructurels, informationnels, idéologiques, dépendants, autonomes, révisionnistes, stabilisateurs ou hybrides.

L'objectif n'est pas d'enfermer les acteurs dans des cases définitives. Il est de comprendre quelles familles de comportements et de capacités structurent le système mondial.

Une typologie n'est pas une vérité absolue. C'est une carte.

Elle simplifie pour rendre lisible. Mais elle doit simplifier sans trahir.

Le choix d'un périmètre élargi

La séquence de mesure initiale portait sur un ensemble limité de pays. Cette restriction était nécessaire pour construire, tester et présenter la méthode de notation appliquée aux États.

La prospective doit ensuite élargir le périmètre.

La prospective mondiale ne peut pas se limiter aux États les plus visibles. Elle doit intégrer les acteurs qui participent réellement à la dynamique du système : grandes puissances, puissances régionales, États exposés, alliances, institutions internationales, entreprises technologiques, plateformes numériques, acteurs financiers, acteurs énergétiques, infrastructures critiques, groupes armés, mouvements idéologiques, réseaux criminels, diasporas, ONG, pôles industriels et puissances informationnelles.

Cet élargissement ne signifie pas que tous ces acteurs soient de même nature.

Un État dispose d'une souveraineté.

Une entreprise dispose d'une capacité économique et technologique.

Une alliance structure des engagements.

Une institution internationale produit des normes.

Un groupe armé exerce une coercition.

Une plateforme organise l'attention.

Un fonds financier oriente des capitaux.

Une diaspora transporte des mémoires, des ressources et des influences.

Une infrastructure crée des dépendances.

La méthode doit donc permettre de comparer sans confondre.

C'est pourquoi PRA ne cherche pas à réduire tous les acteurs à une seule mesure de puissance. Elle les décrit selon plusieurs variables, afin de faire apparaître des proximités fonctionnelles.

Deux acteurs très différents juridiquement peuvent produire des effets similaires sur le système. Une entreprise technologique et un État peuvent tous deux exercer une puissance informationnelle. Une alliance et une infrastructure peuvent toutes deux structurer des dépendances. Un mouvement idéologique et une puissance étatique peuvent tous deux amplifier la rigidité convictionnelle.

La typologie repose donc sur les fonctions exercées dans le système mondial autant que sur la nature juridique des acteurs.

Des acteurs aux variables

Le passage des acteurs aux variables constitue l'étape centrale.

Un acteur n'est pas décrit par une impression générale. Il est caractérisé par un ensemble de dimensions permettant d'évaluer sa position dans l'espace mondial.

Ces dimensions peuvent inclure :

- sa capacité de projection ;
- son autonomie stratégique ;
- ses dépendances critiques ;
- son influence informationnelle ;
- sa capacité de coercition ;
- son contrôle de ressources ou d'infrastructures ;
- sa vulnérabilité aux chocs ;
- son orientation coopérative ou conflictuelle ;
- sa volonté hégémonique ;
- sa rigidité idéologique ;
- sa personnalisation décisionnelle ;
- son insertion dans des alliances ;
- sa capacité à stabiliser ou déstabiliser le système.

Ces variables ne prétendent pas épuiser la réalité d'un acteur. Elles servent à construire un langage commun.

Elles permettent de passer d'une appréciation qualitative à une position relative. Elles rendent possible la comparaison, non parce que tous les acteurs seraient identiques, mais parce que certains traits peuvent être observés chez des acteurs différents.

Une puissance militaire et une plateforme numérique ne se ressemblent pas. Mais elles peuvent toutes deux avoir une capacité de projection. L'une projette des forces ; l'autre projette des récits, des contenus, des normes ou des dépendances cognitives.

Un État riche en ressources et une entreprise contrôlant une infrastructure critique ne se ressemblent pas. Mais tous deux peuvent créer des dépendances.

Un mouvement idéologique et un régime autoritaire ne se confondent pas. Mais tous deux peuvent amplifier une fermeture convictionnelle.

Cette traduction en variables est ce qui permet à la méthode PRA d'éviter la simple juxtaposition.

L'analyse factorielle comme cartographie

Une fois les acteurs décrits par des variables, il devient possible de rechercher la structure de l'espace ainsi constitué.

L'analyse factorielle permet de faire apparaître les grands axes de différenciation. Elle ne part pas d'une idéologie prédéfinie. Elle observe les proximités et les oppositions qui émergent des données.

Certains acteurs peuvent se rapprocher parce qu'ils combinent forte capacité coercitive, volonté hégémonique et faible orientation coopérative. D'autres peuvent se rapprocher parce qu'ils disposent d'une puissance infrastructurelle élevée. D'autres encore parce qu'ils sont exposés, dépendants ou vulnérables aux tensions du système. D'autres enfin parce qu'ils contribuent davantage à la coopération, à la stabilisation ou à la gouvernance.

L'ACP ne raconte pas encore un scénario. Elle construit la carte.

Elle permet de voir où se situent les acteurs les uns par rapport aux autres. Elle aide à comprendre quelles dimensions structurent réellement l'espace d'analyse. Elle révèle parfois des proximités inattendues ou confirme des intuitions.

Elle oblige surtout à expliciter les critères.

Sans cartographie, le scénario risque de devenir une opinion.

Sans critères, la cartographie risque de devenir arbitraire.

Sans interprétation, les résultats statistiques restent muets.

La méthode repose donc sur l'articulation des trois : critères, cartographie, interprétation.

La formation des clusters

À partir de la cartographie factorielle, la classification permet d'identifier des clusters.

Un cluster est une famille d'acteurs présentant des profils relativement proches selon les variables retenues. Il ne s'agit pas d'une alliance, ni d'un jugement moral, ni d'un bloc politique officiel. Il s'agit d'un regroupement analytique.

Deux acteurs peuvent appartenir à un même cluster sans être alliés. Ils peuvent même être rivaux. Leur proximité signifie qu'ils occupent des positions comparables dans l'espace des variables.

Un cluster ne dit pas : ces acteurs agissent ensemble.

Il dit : ces acteurs partagent certaines caractéristiques structurantes.

La typologie qui en résulte permet d'identifier des familles : pôles hégémoniques, acteurs coercitifs, puissances infrastructurelles, États exposés, acteurs pivots, puissances techno-informationnelles, acteurs coopératifs ou stabilisateurs, selon les résultats de l'analyse.

Les clusters ne remplacent pas l'analyse politique. Ils l'orientent.

Ils permettent de savoir quels groupes d'acteurs pourraient être renforcés par certaines hypothèses, affaiblis par d'autres, déplacés vers plus de coopération ou vers plus de conflictualité.

De la carte initiale aux déplacements prospectifs

La typologie n'est pas encore le scénario.

Elle décrit l'état initial du système, ou scénario-zéro : la position relative des acteurs avant introduction des hypothèses d'avenir.

La prospective commence lorsque l'on se demande comment cette carte pourrait se déformer.

Si la mondialisation économique ralentit, certains acteurs dépendants des chaînes ouvertes peuvent se fragiliser, tandis que des acteurs capables de contrôler des ressources ou des infrastructures peuvent se renforcer.

Si les blocs technologiques se durcissent, les puissances techno-industrielles et les acteurs de semi-conducteurs deviennent plus centraux.

Si l'IA échappe à la régulation, les acteurs disposant d'une capacité algorithmique, informationnelle ou de surveillance peuvent gagner en pouvoir.

Si le multilatéralisme se renforce, les acteurs coopératifs ou institutionnels peuvent gagner en poids.

Si les idéologies radicales progressent, les acteurs coercitifs, identitaires ou anti-système peuvent se rapprocher du centre des tensions.

C'est la fonction de la Matrice_Impact_Hypothèses.

Elle traduit les réponses au questionnaire en ajustements de variables. Ces ajustements affectent les acteurs, puis les clusters. Un scénario peut alors être interprété comme une modification conditionnelle de la cartographie initiale.

Les hypothèses ne flottent plus dans le récit. Elles déplacent des variables identifiées.

Le scénario devient ainsi traçable.

Le rôle du questionnaire

Le questionnaire n'a pas pour fonction de deviner l'avenir. Il sert à définir un ensemble d'hypothèses cohérentes.

Chaque réponse exprime une orientation possible du monde : ralentissement ou accélération de la mondialisation, durcissement ou coordination des blocs technologiques, intensification ou régulation de l'IA, progression ou recul des idéologies radicales, affaiblissement ou renforcement du multilatéralisme, montée ou stabilisation des conflictualités, durcissement ou coopération autour des ressources critiques.

Chaque hypothèse affecte certaines variables. Ces effets peuvent être positifs, négatifs, faibles, forts ou neutres. Ils peuvent renforcer la coopération, accroître la coercition, augmenter les dépendances, modifier l'influence informationnelle, accroître l'exposition géopolitique ou déplacer la centralité de certains acteurs.

Le questionnaire permet donc de passer d'un jugement global à une mécanique explicite.

Au lieu de dire simplement : le monde devient plus dangereux, il demande : quelles dimensions deviennent plus dangereuses ? Pour quels acteurs ? Selon quelles hypothèses ? Avec quels effets sur les familles d'acteurs ?

Le scénario comme récit contrôlé

Le résultat final n'est pourtant pas un tableau. C'est un scénario narratif.

Un scénario doit raconter. Il doit montrer des acteurs en mouvement, des tensions, des bifurcations, des décisions, des effets induits, des alliances, des risques, des surprises et des limites.

Mais ce récit doit rester contrôlé.

Le spectaculaire doit venir de la mise en récit des conséquences, non de l'exagération des hypothèses.

La méthode PRA cherche précisément cet équilibre : produire des scénarios suffisamment incarnés pour être lisibles, mais suffisamment traçables pour ne pas devenir de simples fictions.

Le scénario narratif doit pouvoir être interrogé :

Quelle hypothèse le soutient ?

Quelle variable est affectée ?

Quel type d'acteur est renforcé ou affaibli ?

Quel cluster se déplace ?

Quelle conséquence géopolitique en découle ?

Quel risque de guerre ou d'alliance apparaît ?

Quelle part relève de la raisonnable, de la sagesse ou du chaos ?

Cette traçabilité ne supprime pas la part d'interprétation. Elle la rend visible.

Trois scénarios comme trois déformations de l'espace

Les trois scénarios d'auteur peuvent être compris comme trois déformations possibles de la cartographie initiale.

Dans la raisonnable, la carte ne devient pas harmonieuse. Mais certaines variables de conflictualité sont contenues. La coopération progresse par prudence. Les acteurs les plus déstabilisateurs ne disparaissent pas, mais leur capacité d'entraînement est partiellement limitée. Les clusters coercitifs demeurent, mais ils ne dominent pas tout le système. Les acteurs pivots jouent un rôle de stabilisation. Les institutions faibles retrouvent une utilité minimale.

Dans la sagesse, la déformation est plus profonde. Les variables de coopération, de gouvernance, de responsabilité, de contrôle des risques et de biens communs gagnent en centralité. Les acteurs capables de contribuer à une gouvernance mondiale des risques deviennent plus structurants. Les puissances privées systémiques sont intégrées dans des cadres de responsabilité. Les ressources critiques, l'IA, le climat, l'information et les pandémies sont progressivement traités comme domaines communs.

Dans le chaos, les variables de coercition, de dépendance, de fragmentation informationnelle, de rigidité idéologique, de rivalité technologique et de conflictualité régionale se renforcent. Les clusters les plus déstabilisateurs gagnent en centralité. Les acteurs exposés deviennent des zones de projection. Les alliances se durcissent. Les plateformes, ressources, routes et technologies deviennent des armes. Le monde ne s'effondre pas nécessairement, mais il devient de moins en moins gouvernable.

Ces trois scénarios ne sont pas trois mondes imaginaires. Ils sont trois manières de faire évoluer les forces déjà présentes.

La fonction de la Partie II

La Partie II doit maintenant décrire la méthode prospective proprement dite.

Elle précisera le périmètre des acteurs, les variables retenues, les notations, l'ACP, la classification, les clusters, le questionnaire, la Matrice_Impact_Hypothèses et le scénario-zéro.

Sans elle, les scénarios risqueraient d'apparaître comme de simples essais d'auteur. Avec elle, ils deviennent des trajectoires conditionnelles fondées sur une cartographie explicite des acteurs et des forces.

La méthode ne supprime pas l'incertitude, ne prétend pas prévoir l'avenir et ne remplace pas le jugement politique.

Elle cherche à rendre ce jugement structuré, discutable et révisable.

C'est la condition de crédibilité de l'ouvrage.

Après avoir montré pourquoi le monde doit être pensé à partir de l'écart entre puissance planétaire et sagesse fragmentée, il faut maintenant montrer comment cet écart peut être observé, classé, déplacé et raconté.

La prospective commence lorsque la carte devient dynamique.

3 Partie II — L'instrument PRA

Mesurer, classer, projeter

3.1 Le laboratoire de mesure des États

3.1.1 Séquence II-A — Mesurer la puissance politique des États

Dans un contexte marqué par une complexité croissante des équilibres internationaux, l'analyse des systèmes politiques nationaux nécessite des outils permettant d'articuler de manière cohérente leurs dimensions internes et externes.

Les approches traditionnelles tendent à privilégier soit les facteurs institutionnels, soit les dimensions géopolitiques, sans toujours permettre une lecture intégrée des dynamiques à l'œuvre.

La présente séquence propose une méthodologie de notation politique globale visant à répondre à cette limite, en combinant :

- une analyse de la maturité des systèmes politiques
- une évaluation des tensions internes
- une mesure de la stabilité globale
- une appréciation de la capacité de projection géopolitique

L'objectif est double :

- proposer un cadre de lecture structuré et comparable
- mettre en évidence les équilibres et déséquilibres propres aux systèmes nationaux

Appliqué à un ensemble de pays représentatifs, ce modèle permet de dégager des enseignements relatifs :

- à la hiérarchie des systèmes politiques
- à leur dynamique d'évolution
- aux relations entre stabilité interne et puissance

Cette séquence est structurée en deux moments :

- une première partie consacrée aux résultats
- une seconde partie dédiée à la méthodologie

Des annexes viennent compléter l'analyse en détaillant les critères, les tableaux et des exemples de notation.

Préliminaire : Finalité et portée de la notation

La notation politique globale vise à fournir une lecture structurée des systèmes nationaux, en articulant deux dimensions fondamentales : la stabilité interne et la capacité de projection géopolitique.

Elle s'adresse à plusieurs publics :

- les **experts en géopolitique**, pour disposer d'un cadre de comparaison synthétique
- les **universitaires**, pour structurer des analyses ou travaux de recherche
- les **journalistes et analystes**, pour éclairer la lecture des événements
- les **décideurs**, pour intégrer une lecture structurée du risque politique

Son apport principal réside dans la combinaison de dimensions généralement analysées séparément, permettant une lecture cohérente et opérationnelle.

Résultats Chiffrés

Tableau central des résultats

Pays	M	T	TSI	G	CMP
USA	6.88	5.13	6.00	7.25	6.63
Suisse	8.25	7.63	7.94	5.25	6.60
Israël	6.88	4.63	5.75	7.25	6.50
Allemagne	7.38	6.25	6.81	6.17	6.49
Chine	3.75	5.25	4.50	7.92	6.21
France	6.63	4.88	5.75	6.17	5.96
Inde	6.13	4.88	5.50	6.33	5.92
Russie	3.88	3.88	3.88	7.75	5.82
Turquie	4.75	4.00	4.38	6.42	5.40
Iran	3.00	3.75	3.38	7.08	5.23

Signification des colonnes

- **M** : composante structurelle des systèmes nationaux
- **T** : niveau de tensions internes (dimension conjoncturelle)
- **TSI** : synthèse de la stabilité interne
- **G** : capacité de projection géopolitique
- **CMP** : synthèse de TSI et G

Ce tableau constitue la base de l'analyse.

Il met immédiatement en évidence une première dissociation :

- des pays très stables mais peu projetés géopolitiquement
- des puissances majeures mais structurellement plus contraintes

Les États-Unis apparaissent comme une puissance équilibrée, combinant un niveau élevé de projection (G) et une stabilité intermédiaire (TSI).

La Suisse se distingue par un niveau de stabilité interne très élevé, associé à une capacité de projection limitée.

À l'inverse, la Chine et la Russie présentent une puissance élevée mais une stabilité interne plus contrainte, traduisant un déséquilibre structurel.

Classements et hiérarchie des pays

Pays	TSI	CL
Suisse	7.94	1
Allemagne	6.81	2
USA	6.00	3
Israël	5.75	4
France	5.75	5
Inde	5.50	6
Chine	4.50	7
Turquie	4.38	8
Russie	3.88	9
Iran	3.38	10

Pays	G	CL
Chine	7.92	1
Russie	7.75	2
USA	7.25	3
Israël	7.25	4
Iran	7.08	5
Turquie	6.42	6
Inde	6.33	7
Allemagne	6.17	8
France	6.17	9
Suisse	5.25	10

Pays	CMP	CL
USA	6.63	1
Suisse	6.60	2
Israël	6.50	3
Allemagne	6.49	4
Chine	6.21	5
France	5.96	6
Inde	5.92	7
Russie	5.82	8
Turquie	5.40	9
Iran	5.23	10

La colonne CL correspond au classement des pays selon chacun des agrégats TSI, G ou CMP

Les classements permettent une lecture directe des hiérarchies.

Selon la stabilité interne (TSI) :

- la **Suisse** et l'**Allemagne** occupent les premières positions
- elles traduisent des structures solides et peu exposées aux tensions

Les **États-Unis** et **Israël** occupent une position intermédiaire, reflétant une stabilité réelle mais affectée par certaines tensions internes.

La **Russie**, l'**Iran** et dans une moindre mesure la **Chine** se situent à des niveaux plus faibles de stabilité.

En revanche, le classement par puissance géopolitique (G) inverse cette hiérarchie :

- la **Chine**, la **Russie** et les **États-Unis** dominent
- l'**Iran** présente une capacité de projection élevée au regard de sa stabilité
- la **Suisse** apparaît en retrait

Lecture clé :

Ainsi, la position d'un pays dépend fortement de l'indicateur retenu

Le classement composite (CMP) lisse ces écarts :

- les **États-Unis** apparaissent en tête
- la **Suisse** reste bien positionnée
- les écarts extrêmes sont atténués

Mais cette synthèse masque les déséquilibres sous-jacents.

Analyse des niveaux

L'analyse détaillée du tableau central permet de comprendre les écarts observés.

La maturité (M) est globalement élevée dans les démocraties occidentales, traduisant la solidité des institutions.

Les tensions internes (T) introduisent la différenciation :

- elles sont plus élevées dans certains pays comme les États-Unis ou Israël
- elles sont plus contenues dans des pays comme la Suisse

Le TSI reflète cet équilibre.

La puissance géopolitique (G) suit une logique distincte :

- elle repose sur des facteurs militaires, économiques et stratégiques
- elle n'est pas directement corrélée à la stabilité interne

Conclusion :

stabilité interne et puissance géopolitique relèvent de logiques différentes

Analyse temporelle

Pays	M_t2	Ecart à t1	Ecart à t0	T_t2	Ecart à t1	Ecar t à t0
Suisse	8.25	0	0	7.63	0	0
USA	6.88	0	0	5.13	0.13	0.38
Chine	3.75	0	0	5.25	0	0
Israël	6.88	0	0	4.63	0.13	0.38
France	6.63	0	0	4.88	-0.13	-0.13
Iran	3	0	0	3.75	0	0
Russie	3.88	0	0	3.88	0	0

Inde	6.13	0	0.13	4.88	0	-0.38
Allemagne	7.38	0	0	6.25	0	0
Turquie	4.75	0	0	4	-0.13	-0.25

Signification des colonnes :

- t2 : Mesures effectuées le 06/06/2026
- t1 : Mesures effectuées le 31/12/2025
- t0 : Mesures effectuées le 01/06/2025

L'analyse dynamique met en évidence une caractéristique essentielle :

- la maturité (M) est quasiment stable
- les variations proviennent presque exclusivement des tensions (T)

Concrètement :

- les **États-Unis** montrent une évolution des tensions, affectant leur stabilité
- la **France** et la **Turquie** présentent des ajustements conjoncturels
- certains pays comme la **Suisse** ou l'**Allemagne** restent très stables

Lecture forte :

la dynamique des systèmes politiques est principalement conjoncturelle

Cette analyse permet de dépasser une simple photographie :

elle introduit une lecture des trajectoires nationales

Analyse croisée de la stabilité interne et de la puissance géopolitique

Pays	TSI	G	G-TSI
Suisse	7.94	5.25	-2.69
USA	6	7.25	1.25
Chine	4.5	7.92	3.42
Israël	5.75	7.25	1.5
France	5.75	6.17	0.42
Iran	3.38	7.08	3.7
Russie	3.88	7.75	3.87
Inde	5.5	6.33	0.83
Allemagne	6.81	6.17	-0.64

Turquie	4.38	6.42	2.04
---------	------	------	------

La représentation croisée des indicateurs TSI et G met en évidence une structuration différenciée des systèmes nationaux.

La Chine, la Russie et l'Iran illustrent des configurations de forte projection associée à une stabilité plus contrainte. À l'inverse, la Suisse et l'Allemagne combinent stabilité élevée et projection plus limitée.

Les États-Unis et Israël occupent des positions intermédiaires, caractérisées par une forte capacité de projection reposant sur une base interne globalement solide.

Cette distribution confirme l'absence d'alignement systématique entre stabilité interne et puissance géopolitique.

L'indicateur de déséquilibre ($G - TSI$) permet de quantifier les écarts entre capacité de projection externe et stabilité interne.

Les déséquilibres les plus marqués concernent la Russie (+3.87), l'Iran (+3.70) et la Chine (+3.42), caractérisés par une forte capacité de projection reposant sur une base interne plus fragile.

À l'opposé, la Suisse (-2.69) et l'Allemagne (-0.64) présentent une stabilité interne élevée associée à une projection plus limitée.

Les États-Unis (+1.25) et Israël (+1.50) se situent dans une zone intermédiaire, traduisant une capacité de projection importante reposant sur une base interne globalement solide.

La Turquie (+2.04) illustre une situation de déséquilibre positif significatif à l'échelle régionale.

Complémentarité avec la représentation graphique

L'indicateur de déséquilibre constitue un prolongement analytique de la représentation bidimensionnelle présentée au chapitre précédent.

Alors que le graphique permet une lecture visuelle des positionnements relatifs, l'indicateur $G - TSI$ en fournit une traduction quantitative, facilitant la comparaison et la hiérarchisation des situations nationales.

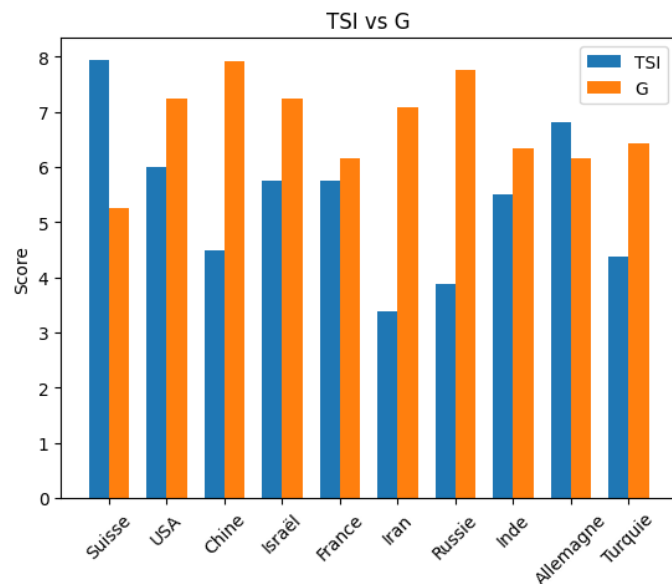
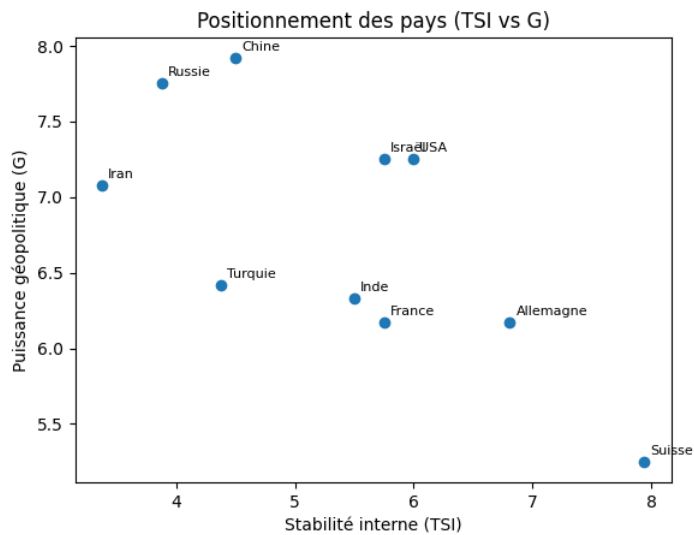
L'utilisation conjointe de ces deux outils permet ainsi de combiner perception visuelle et mesure analytique.

La représentation graphique joue un rôle déterminant dans l'interprétation du modèle.

Elle permet :

- de visualiser immédiatement les positionnements relatifs des pays
- de mettre en évidence les écarts significatifs
- de faciliter la comparaison entre situations nationales

En ce sens, le graphique ne constitue pas une simple illustration, mais un véritable outil d'analyse, complémentaire des tableaux et des indicateurs agrégés.



Synthèse des résultats

La lecture conjointe des indicateurs M, T, TSI et G permet de dégager les principales lignes de force des systèmes nationaux.

Les structures apparaissent globalement stables, tandis que les tensions traduisent des ajustements conjoncturels. L'absence d'alignement systématique entre stabilité interne et puissance géopolitique constitue un résultat central.

Les déséquilibres observés révèlent des configurations différenciées, reflétant des contraintes structurelles propres à chaque pays.

Afin d'illustrer concrètement la démarche de notation permettant de produire les indicateurs, deux exemples détaillés de construction des notations élémentaires sont présentés en annexe.

Ces exemples permettent de rendre explicites :

- les sources mobilisées
- les arbitrages opérés
- la traduction des informations qualitatives en notations quantitatives

Ils complètent la présente méthodologie en apportant un éclairage opérationnel sur sa mise en œuvre.

Validation statistique de la structure du modèle (Analyse en composantes principales)

Objet de l'analyse

Afin de vérifier la cohérence de la structure du modèle, une analyse en composantes principales (ACP) a été réalisée à partir des notations élémentaires.

Cette démarche vise à identifier les principales dimensions explicatives des données et à vérifier leur correspondance avec les axes construits dans le cadre du modèle, en particulier la distinction entre TSI et puissance géopolitique.

L'ACP constitue ainsi un outil de validation, permettant d'apprécier la robustesse de la structuration retenue.

Principe de la méthode

L'analyse en composantes principales consiste à transformer un ensemble de variables corrélées en un nombre réduit de dimensions indépendantes, appelées composantes principales, qui concentrent l'essentiel de la variance observée.

Appliquée aux notations élémentaires, cette méthode permet de faire apparaître les axes dominants structurant les données, sans imposer a priori une organisation particulière.

Les résultats sont notamment analysés à partir de la projection des critères dans le plan formé par les deux premières composantes, ainsi que du cercle des corrélations.

Résultats principaux

L'analyse met en évidence l'existence de deux dimensions principales, qui concentrent l'essentiel de l'information contenue dans les données.

La première composante regroupe majoritairement les critères liés à la TSI, traduisant la cohérence des dimensions associées à la maturité et aux tensions internes. Elle correspond ainsi à l'axe de TSI (TSI) construit dans le modèle.

La seconde composante est principalement structurée par les critères de nature géopolitique, reflétant la capacité de projection des États dans le système international. Elle correspond à l'axe de puissance géopolitique (G).

Les composantes suivantes apparaissent d'importance secondaire et ne remettent pas en cause cette structuration principale.

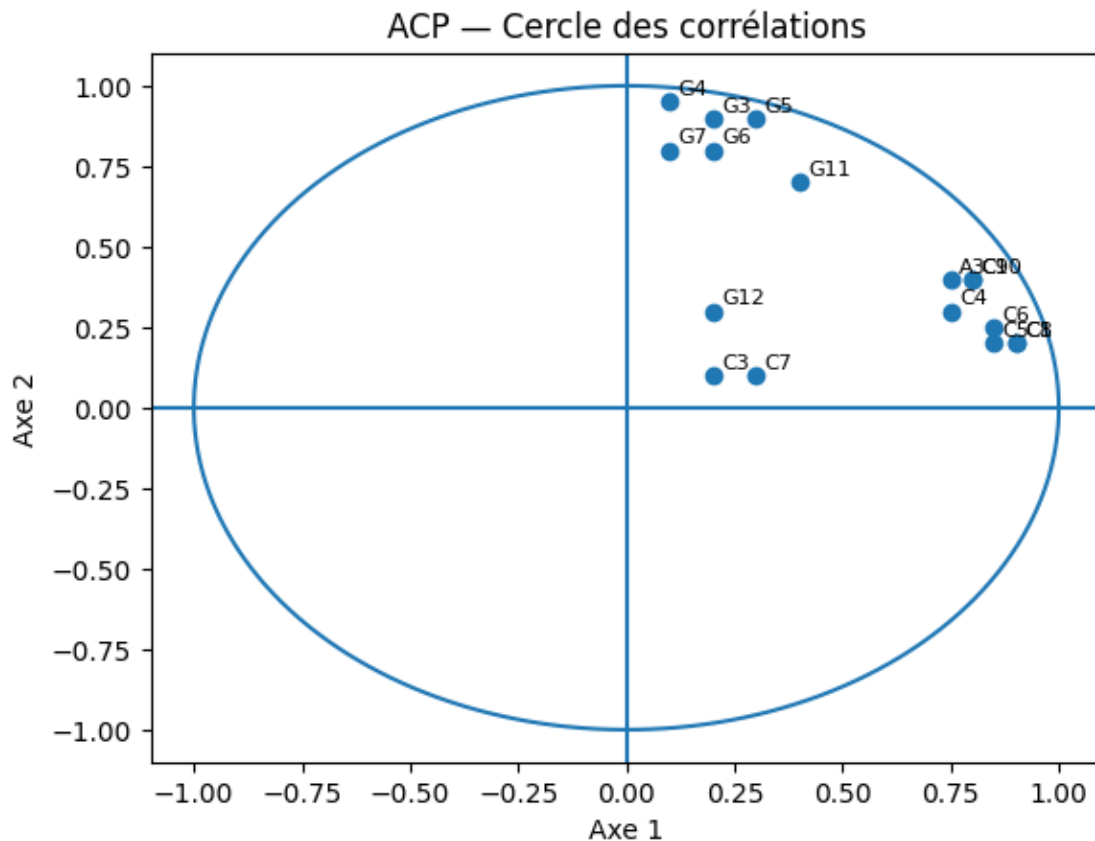
Interprétation des projections des critères

La projection des critères dans le plan des deux premières composantes met en évidence une séparation claire entre les variables associées aux dimensions internes et celles relevant de la sphère géopolitique.

Les critères liés à la maturité et aux tensions internes se regroupent dans une même zone de l'espace factoriel, traduisant leur cohérence. À l'inverse, les critères géopolitiques se situent dans une zone distincte, confirmant leur spécificité.

Cette structuration valide la pertinence de la distinction opérée entre les dimensions internes et externes dans la construction du modèle

Lecture du cercle des corrélations



Le cercle des corrélations confirme cette organisation en mettant en évidence la contribution respective des différents critères aux axes principaux.

Les variables associées à la TSI présentent des contributions élevées sur la première composante, tandis que les variables géopolitiques contribuent principalement à la seconde.

La dispersion limitée des autres variables confirme le caractère secondaire des dimensions complémentaires, qui ne remettent pas en cause la structuration globale.

Portée et limites de l'analyse

L'ACP confirme la cohérence de la structure du modèle, en validant empiriquement l'existence de deux dimensions principales correspondant aux axes définis en amont. Elle ne constitue toutefois pas une démonstration exhaustive, mais un outil de validation complémentaire, dont les résultats doivent être interprétés avec prudence.

En particulier, la méthode repose sur les données disponibles et ne saurait à elle seule capturer l'ensemble de la complexité des systèmes nationaux.

Conclusion de la validation

Les résultats de l'analyse en composantes principales confirment la pertinence de la structuration du modèle autour de deux axes principaux : la TSI et la puissance géopolitique.

Cette validation statistique renforce la robustesse de l'approche retenue et conforte l'utilisation des indicateurs agrégés dans l'analyse des systèmes nationaux.

Méthodologie de la notation politique des États

Constitution des notations élémentaires

La notation politique globale repose sur un ensemble de critères élémentaires visant à traduire des réalités complexes en indicateurs comparables.

Ces critères sont construits à partir d'une combinaison de sources :

- données quantitatives (indicateurs internationaux)
- analyses qualitatives (rapports spécialisés)
- appréciations expertes

L'intelligence artificielle intervient en appui pour :

- structurer les critères
- harmoniser leur définition
- arbitrer entre sources divergentes

À titre d'exemple, l'évaluation des tensions internes (T) combine des indicateurs objectivables (violence, instabilité) et des dimensions plus diffuses (clivages sociaux, polarisation). L'arbitrage consiste à croiser ces approches afin d'obtenir une mesure cohérente et comparable.

Les notations résultent ainsi d'un arbitrage structuré, et non d'un traitement mécanique.

Deux exemples détaillés de construction des notations sont présentés en annexe afin d'illustrer concrètement la démarche.

Structuration du modèle (PIPE)

Le modèle repose sur une logique en quatre niveaux :

- **Paramètres** : notations élémentaires
- **Indicateurs** : M (maturité) et T (tensions)
- **Produit** : TSI (stabilité interne)
- **Extension** : G (puissance géopolitique) et CMP (indicateur composite)

Cette structuration permet de relier directement les données de base aux indicateurs analysés en Partie 1, en assurant une continuité entre construction et interprétation.

Construction des indicateurs

Les indicateurs sont obtenus par agrégation :

- **M (maturité)** : moyenne des critères structurels
- **T (tensions)** : moyenne des critères conjoncturels
- **TSI (stabilité interne)** : moyenne de M et T
- **G (puissance géopolitique)** : moyenne des critères géopolitiques
- **CMP (indicateur composite)** : moyenne de TSI et G

Le recours à la moyenne simple vise à éviter toute pondération arbitraire et à garantir la lisibilité des résultats.

Construction et rôle des tableaux

Le tableau central (M, T, TSI, G, CMP) constitue le pivot du modèle.

À partir de ce tableau sont directement dérivés :

- les classements comparés
- les analyses temporelles (écarts)
- les analyses d'asymétrie ($G - TSI$)

L'ensemble des développements de la Partie 1 découle directement de cette structuration.

Analyse temporelle

La dynamique des systèmes nationaux est appréhendée à partir des écarts entre périodes.

Les écarts observés sur M (maturité) demeurent limités, confirmant la forte inertie des structures politiques.

En revanche, les écarts sur T (tensions) concentrent l'essentiel des variations, ce qui se répercute directement sur TSI (stabilité interne).

Cette dissociation entre structure et tensions constitue un résultat central du modèle.

Validation par analyse en composantes principales (ACP)

L'ACP est utilisée comme outil de validation du modèle.

Elle met en évidence deux axes principaux :

- un axe interne structuré par M et T (TSI)
- un axe externe structuré par G

Ces résultats recourent directement les observations empiriques de la Partie 1, en particulier la dissociation entre stabilité interne (TSI) et puissance géopolitique (G).

La structuration du modèle est ainsi confirmée empiriquement.

Choix du périmètre (10 pays)

Le modèle est appliqué à un échantillon volontairement restreint de dix pays.

Ce choix permet :

- de garantir la qualité des données
- de conserver la lisibilité des tableaux et graphiques
- de permettre une analyse comparative approfondie

Un périmètre limité privilégie la pertinence analytique à l'exhaustivité.

Limites du modèle

Le modèle comporte certaines limites :

- dépendance aux sources disponibles
- part d'appréciation dans certains critères
- simplification inhérente à toute agrégation

Ces limites n'affectent pas la cohérence interne du modèle, mais doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats.

Rôles respectifs de l'intelligence artificielle et de l'auteur

L'auteur est à l'origine :

- de la conception du projet
- de la définition de son architecture
- du choix des dimensions analytiques

L'intelligence artificielle intervient en appui pour :

- structurer les critères
- assurer la cohérence des données

- contribuer à la formalisation du modèle

L'intelligence artificielle constitue un outil d'assistance à la structuration et à la formalisation, sans se substituer à la conception intellectuelle du modèle.

Conclusion méthodologique

La méthodologie développée repose sur une articulation cohérente entre décomposition analytique et synthèse.

En structurant les systèmes nationaux autour de critères explicites et homogènes, elle permet de produire des indicateurs comparables tout en conservant la complexité des réalités étudiées.

La distinction entre composantes structurelles, conjoncturelles et géopolitiques constitue le fondement de l'approche, permettant une lecture multidimensionnelle des systèmes politiques.

La transparence des choix méthodologiques et la simplicité des règles d'agrégation contribuent à la robustesse et à la reproductibilité du modèle.

Les écarts mesurés ne sont pas marginaux : ils révèlent des déséquilibres structurels significatifs entre capacité de projection et TSI.

Ces déséquilibres constituent un élément central de lecture des trajectoires nationales.

Le modèle met ainsi en évidence une réalité essentielle :

la puissance d'un État ne garantit pas sa stabilité, pas plus que la stabilité n'implique l'influence.

3.1.2 Conclusion de la séquence de mesure des États

L'analyse conduite met en évidence la nécessité d'appréhender les systèmes politiques selon une approche multidimensionnelle, articulant structures internes, dynamiques conjoncturelles et capacité de projection.

Le modèle proposé permet de mettre en relation :

- la maturité et la solidité des institutions ;
- les tensions internes ;
- la stabilité globale ;
- la puissance géopolitique.

Les résultats montrent que ces dimensions obéissent à des logiques distinctes et que leur combinaison produit des configurations nationales contrastées. La puissance d'un État ne

garantit ni sa stabilité interne ni la maturité de ses institutions ; réciproquement, la stabilité ne produit pas mécaniquement de l'influence internationale.

Le modèle permet plus particulièrement de distinguer et de quantifier deux dimensions fondamentales de la situation d'un État : sa stabilité interne, mesurée par le TSI, et sa capacité de projection géopolitique, mesurée par G.

L'écart entre G et TSI rend lisible l'asymétrie qui peut exister entre la puissance disponible et la solidité interne qui la porte. Lorsque la puissance excède significativement la stabilité politico-institutionnelle, l'État présente une puissance en surplomb de ses propres fondations, susceptible d'accentuer ses tensions ou d'en favoriser des usages difficilement maîtrisables. Lorsque le TSI atteint ou dépasse G, la capacité de projection apparaît davantage en adéquation avec la faculté réelle du pays à l'assumer durablement.

Cette adéquation ne constitue pas, à elle seule, une mesure exhaustive de la sagesse politique. Elle en représente toutefois une condition observable : la capacité d'un État à proportionner sa puissance à la maturité de ses structures, à en contenir les usages destructeurs et à l'orienter vers des finalités soutenables, pour lui-même comme pour l'ordre international.

Cette séquence établit l'instrument initial d'analyse et en expose les premiers résultats. La démarche prospective en prolongera l'interprétation. Elle examinera les conséquences des écarts entre puissance, stabilité et maturité politique, ainsi que les conditions dans lesquelles les États — et, au-delà, l'humanité — pourraient transformer l'accumulation de puissance en chemin vers une véritable sagesse politique.

3.1.3 Annexes techniques de la mesure des États

Annexe 1 — Liste des critères de notation

Liste des critères de Notation par affectation heuristique du bloc			
Code	Nom du critère	Définition courte	Bloc
C1	Niveau démocratique	Degré de représentation politique et de participation électorale effective	Maturité
C5	Valeurs universelles	Adhésion aux principes universels (égalité, dignité, droits humains)	Maturité
C6	Libertés fondamentales	Niveau de protection des libertés individuelles (expression, presse, association)	Maturité
C7	Rigidité convictionnelle	Degré de fermeture idéologique et résistance au compromis	Maturité
C8	État de droit	Indépendance judiciaire et respect des règles juridiques	Maturité
C9b	Tolérance religieuse	Capacité de coexistence entre groupes religieux	Maturité
A1	Dynamique électorale	Vitalité, régularité et compétitivité des élections	Maturité
A2	Stabilité gouvernementale	Capacité à maintenir des gouvernements fonctionnels dans la durée	Maturité
C2	Idéologies extrêmes	Présence et influence d'idéologies radicales dans la société	Tension
C3	Transformation démographique	Impact des évolutions démographiques sur l'équilibre social et politique	Tension
C4	Clivages sociaux	Intensité des divisions économiques, culturelles ou identitaires	Tension
C10	Caractère belliqueux	Tendance à recourir à la confrontation ou à la violence politique	Tension
C9	Violence politique	Niveau de violence interne (émeutes, terrorisme, conflits civils)	Tension

A3	Crises internes	Fréquence et intensité des crises politiques ou institutionnelles	Tension
AL1	Antisémitisme	Niveau d'hostilité ou de discrimination envers les populations juives	Tension
AL2	Narco-structures	Influence des réseaux criminels ou mafieux sur l'État	Tension
G1	Souveraineté	Capacité à exercer un contrôle autonome sur son territoire et ses décisions	Géopolitique
G2	Autonomie stratégique	Indépendance vis-à-vis des puissances extérieures	Géopolitique
G10	Dépendance extérieure	Niveau de dépendance économique, énergétique ou stratégique	Géopolitique
G3	Puissance militaire	Capacité militaire conventionnelle et projection de force	Géopolitique
G4	Dissuasion nucléaire	Possession et crédibilité d'un arsenal nucléaire	Géopolitique
G5	Puissance économique	Poids économique global et capacité d'influence économique	Géopolitique
G6	Tendance hégémonique	Volonté d'étendre son influence ou de dominer d'autres acteurs	Géopolitique
G7	Accès aux ressources	Disponibilité et contrôle des ressources stratégiques	Géopolitique
G11	Alliances	Capacité à nouer et maintenir des alliances structurantes	Géopolitique
G12	Exposition géopolitique	Niveau d'exposition aux tensions ou conflits internationaux	Géopolitique
G13	Résilience	Capacité à absorber les chocs (économiques, politiques, militaires)	Géopolitique
G14	Influence informationnelle	Capacité à influencer les perceptions (médias, information, soft power)	Géopolitique

Annexe 2 — Tableaux de résultats

Cette annexe regroupe l'ensemble des tableaux utilisés dans l'analyse :

- Tableau central (M, T, TSI, G, CMP)
- Classements par indicateur
- Tableaux d'évolution (écarts)
- Tableaux d'asymétrie (G – TSI)
- Tableau composite (CMP)

Ces tableaux constituent le socle des analyses présentées en Partie 1.

T2 — 06/06/2026

Maturité

Pays	C1	C5	C6	C7	C8	C9b	A1	A2
Suisse	9	9	9	4	9	9	8	9
USA	7	7	7	7	7	7	7	6
Chine	2	3	2	9	3	3	1	7
Israël	7	7	7	7	7	6	8	6
France	7	7	7	6	7	7	6	5
Iran	1	2	1	9	2	2	1	6
Russie	2	3	2	8	3	4	2	7
Inde	6	6	6	6	6	6	7	6
Allemagne	8	8	8	5	8	8	7	7
Turquie	4	4	4	8	4	5	5	6

Tension

Pays	C2	C3	C4	C10	C9	A3	AL1	AL2
Suisse	8	3	7	8	8	8	8	9
USA	5	5	4	4	5	5	6	7
Chine	3	6	5	3	5	6	8	6
Israël	4	6	3	3	4	4	5	8
France	4	6	4	6	5	4	4	6
Iran	2	7	4	2	3	3	4	5
Russie	3	6	4	1	3	4	6	4
Inde	4	7	3	4	4	4	6	7
Allemagne	6	4	5	7	7	6	7	8

Pays	C2	C3	C4	C10	C9	A3	AL1	AL2
Turquie	3	7	4	2	3	3	5	5

Géopolitique

Pays	G1	G2	G10	G3	G4	G5	G6	G7	G11	G12	G13	G14
Suisse	9	8	7	3	0	8	1	1	9	2	9	6
USA	8	6	5	9	9	10	7	6	9	5	7	9
Chine	9	8	6	8	7	9	9	8	6	6	8	8
Israël	8	7	4	8	8	8	8	6	8	9	7	7
France	7	6	4	6	8	8	5	4	8	5	6	7
Iran	8	7	5	7	6	5	9	9	5	9	9	6
Russie	9	7	6	8	9	6	9	9	6	8	8	8
Inde	7	6	4	7	6	7	5	5	8	7	6	7
Allemagne	8	7	6	5	7	8	3	2	9	3	8	7
Turquie	7	6	5	7	5	6	7	7	7	8	7	7

T1 — 31/12/2025

Maturité (identique structure)

(Mêmes valeurs que T2 — inertie structurelle)

Tension

Pays	C2	C3	C4	C10	C9	A3	AL1	AL2
Suisse	8	3	7	8	8	8	8	9
USA	5	5	5	5	5	5	6	7
Chine	3	6	5	3	5	6	8	6
Israël	4	6	3	2	4	4	5	8
France	4	6	4	6	5	5	4	6
Iran	2	7	4	2	3	3	4	5
Russie	3	6	4	1	3	4	6	4
Inde	4	7	3	4	4	4	6	7
Allemagne	6	4	5	7	7	6	7	8
Turquie	3	7	4	2	3	4	5	5

Géopolitique

Identique T2

T0 — 01/06/2025

Maturité

(identique — cohérence structurelle)

Tension

Pays	C2	C3	C4	C10	C9	A3	AL1	AL2
Suisse	8	3	7	8	8	8	8	9
USA	6	5	6	5	5	6	6	7
Chine	3	6	5	3	5	6	8	6
Israël	4	6	3	1	4	4	5	8
France	4	6	5	6	5	5	4	6
Iran	2	7	4	2	3	3	4	5
Russie	3	6	4	1	3	4	6	4
Inde	5	7	4	4	4	5	6	7
Allemagne	6	4	5	7	7	6	7	8
Turquie	3	7	5	2	3	4	5	5

Annexe 3 — Exemples de construction des notations

Exemple 1 — Tensions internes (T)

L'évaluation des tensions internes repose sur plusieurs dimensions :

- niveau de violence politique
- intensité des clivages sociaux
- fréquence des crises institutionnelles

Les sources mobilisées incluent :

- données quantitatives (incidents, indices)
- analyses qualitatives (rapports pays)

L'arbitrage consiste à :

- croiser les informations
- pondérer implicitement leur importance

- produire une notation synthétique cohérente

Exemple 2 — Puissance géopolitique (G)

L'évaluation de la puissance géopolitique repose sur :

- capacité militaire
- poids économique
- alliances stratégiques
- influence internationale

Les sources utilisées incluent :

- indicateurs économiques
- classements militaires
- analyses géopolitiques

La notation résulte d'une synthèse visant à refléter la capacité réelle de projection.

3.2 De la mesure à la prospective

3.2.1 Séquence II-B — La méthode prospective PRA

La Partie I a posé le cadre général : l'humanité dispose désormais d'une puissance planétaire, mais la sagesse politique capable d'orienter cette puissance demeure fragmentée. Elle a montré que ce déséquilibre ne concerne plus seulement les États, mais l'ensemble des acteurs, infrastructures, technologies, ressources, récits et dépendances qui structurent l'ordre mondial.

La Partie II change de registre.

Elle ne cherche plus à établir le diagnostic philosophique, historique ou anthropologique de la puissance. Elle présente la méthode qui permet de transformer ce diagnostic en outil prospectif.

L'enjeu est simple : comment passer d'une intuition générale — le monde est traversé par un écart croissant entre puissance et sagesse — à une cartographie d'acteurs, de variables, de clusters et de scénarios ?

Cette étape est indispensable. Sans elle, les scénarios risqueraient d'apparaître comme des récits d'auteur, intéressants peut-être, mais insuffisamment contrôlables. Avec elle, ils deviennent des trajectoires conditionnelles : discutables, révisables, mais reliées à une méthode explicite.

La méthode prospective PRA repose sur une chaîne en six moments :

- identifier les acteurs ;
- décrire ces acteurs par des variables communes ;
- projeter ces variables dans un espace factoriel ;
- faire apparaître des clusters ;
- soumettre cet espace à des hypothèses d'évolution ;
- produire des scénarios narratifs à partir des déplacements observés.

Cette chaîne ne prétend pas supprimer l'incertitude. Elle ne transforme pas l'avenir en calcul. Elle ne remplace pas le jugement politique. Elle cherche à rendre ce jugement plus visible, plus structuré et plus critiquable.

La prospective commence lorsque la carte devient dynamique.

Acteurs et périmètre d'analyse

La première décision méthodologique de la prospective PRA concerne le périmètre des acteurs.

La séquence de mesure initiale portait sur un ensemble limité de pays. Ce choix était cohérent avec son objet : mesurer la stabilité interne, la maturité politique et la puissance géopolitique d'États clairement identifiables. La prospective poursuit une autre ambition. Il ne s'agit plus seulement de comparer des États, mais de comprendre les trajectoires possibles de l'ordre mondial.

Or l'ordre mondial contemporain n'est plus structuré uniquement par les États.

Les États demeurent centraux. Ils conservent la souveraineté, les frontières, le droit, la fiscalité, l'armée, la diplomatie, la police, les capacités de guerre et la responsabilité politique directe envers une population. Mais ils ne sont plus seuls à produire des effets systémiques.

Des entreprises technologiques peuvent transformer les conditions de l'information, du travail, de la surveillance, de la guerre ou de l'intelligence artificielle. Des plateformes peuvent modifier l'espace cognitif de sociétés entières. Des acteurs financiers peuvent orienter les flux de capitaux, la stabilité monétaire ou l'accès aux paiements. Des entreprises énergétiques et minières peuvent conditionner la sécurité matérielle de régions entières. Des infrastructures logistiques peuvent devenir des points de passage obligés ou des instruments de strangulation. Des mouvements idéologiques peuvent traverser les frontières et polariser plusieurs sociétés à la fois. Des groupes armés non étatiques peuvent fragiliser des États, internationaliser des conflits ou servir de relais à des puissances plus larges.

Un acteur n'est pas seulement un État

Dans le cadre de PRA, un acteur est défini par sa capacité à produire un effet significatif sur l'ordre mondial ou sur l'un de ses sous-systèmes.

Cette capacité peut être militaire, économique, technologique, financière, énergétique, informationnelle, normative, idéologique, logistique, institutionnelle ou coercitive.

Un acteur peut donc être :

- un État ;
- une alliance ;
- une organisation internationale ;
- un ensemble supranational ;
- une entreprise technologique ;
- une plateforme numérique ;
- un groupe industriel ;
- un acteur financier ;
- un acteur énergétique ;
- une infrastructure critique ;
- un groupe armé ;
- un réseau idéologique ;

un réseau criminel ;
une diaspora stratégique ;
une ONG ou un réseau normatif ;
un écosystème privé doté d'une capacité d'influence systémique.

Cette définition est fonctionnelle. Elle ne repose pas sur la nature juridique de l'acteur, mais sur son effet possible dans le système.

Un État et une entreprise ne sont pas comparables comme institutions. Mais ils peuvent l'être partiellement comme producteurs de puissance, de dépendance, d'influence ou de vulnérabilité. Une alliance et une plateforme ne relèvent pas du même ordre juridique. Mais l'une et l'autre peuvent structurer des comportements collectifs. Un groupe armé et un acteur financier n'ont rien de commun dans leur forme, mais chacun peut, selon les circonstances, provoquer une crise systémique.

La comparaison ne porte donc pas sur la totalité de leur nature. Elle porte sur certaines dimensions observables de leur action.

Comparer sans confondre

Le risque d'un tel élargissement serait de tout mettre sur le même plan.

Il faut l'éviter.

PRA ne dit pas qu'un État, une entreprise, une alliance, une plateforme, une ONG, un groupe armé ou une diaspora seraient équivalents. Ils ne le sont pas. Ils n'ont ni la même légitimité, ni les mêmes responsabilités, ni les mêmes moyens, ni les mêmes contraintes, ni la même profondeur historique.

Mais ils peuvent produire des effets qui se rencontrent dans un même espace mondial.

Une entreprise peut créer une dépendance stratégique.

Un État peut exercer une coercition militaire.

Une plateforme peut amplifier une polarisation idéologique.

Une alliance peut contenir une guerre.

Une organisation internationale peut maintenir un langage normatif.

Un groupe armé peut déclencher une crise régionale.

Une infrastructure peut devenir un point de blocage.

Une diaspora peut porter une mémoire, une influence, un réseau ou une ressource.

La méthode ne compare donc pas les acteurs dans leur essence. Elle compare certaines de leurs fonctions.

Cette distinction est centrale. Elle permet d'élargir le champ d'analyse sans dissoudre la différence entre les acteurs.

Le choix d'un périmètre de 100 acteurs

Le périmètre retenu pour la méthode prospective repose sur environ 100 acteurs.

Ce nombre n'a pas vocation à être définitif. Il constitue un compromis entre deux exigences contradictoires : l'exhaustivité et la lisibilité.

Un périmètre trop restreint aurait laissé de côté des acteurs essentiels : plateformes, infrastructures, puissances privées, groupes coercitifs, États exposés, ressources critiques, alliances et organisations transnationales.

Un périmètre trop large aurait rendu la méthode illisible et aurait dilué l'analyse dans une accumulation d'exemples.

Les 100 acteurs retenus doivent donc être compris comme un échantillon stratégique structurant. Ils ne représentent pas tous les acteurs du monde, mais ils permettent de saisir les principales familles de puissance qui participent à la formation de l'ordre mondial.

Le périmètre combine plusieurs catégories.

Les grandes puissances systémiques : États-Unis, Chine, Russie, Inde, puissances régionales capables de projection.

Les puissances régionales ou intermédiaires : Turquie, Iran, Arabie saoudite, Israël, Égypte, Brésil, Nigeria, Vietnam, Algérie, Azerbaïdjan et d'autres acteurs pivots.

Les alliances et institutions : Union européenne, OTAN, ONU, BRICS+ et autres cadres de coopération ou de contestation.

Les États exposés ou dépendants : Ukraine, Biélorussie, Philippines, Laos, Cambodge, Myanmar, Kazakhstan, Irak, Liban, Jordanie, Serbie, Éthiopie.

Les infrastructures critiques et acteurs du capital : entreprises technologiques, énergétiques, financières, logistiques, industrielles et de matières premières.

Les puissances techno-informationnelles : plateformes numériques, acteurs de l'IA, cloud, données, médias, satellites, systèmes cognitifs.

Les acteurs coercitifs non étatiques : groupes armés, réseaux idéologiques violents, proxies, cyber-acteurs, réseaux criminels.

Les acteurs coopératifs ou normatifs : institutions, États stabilisateurs, ONG, diasporas, réseaux de droits humains ou de climat.

Ce périmètre n'est pas neutre au sens d'une absence de choix. Il résulte au contraire d'un choix explicite : retenir les acteurs qui, par leur puissance, leur vulnérabilité, leur influence ou leur fonction, peuvent contribuer à l'un des trois scénarios étudiés.

Acteurs centraux, acteurs pivots, acteurs exposés

Tous les acteurs du périmètre ne jouent pas le même rôle.

Certains sont centraux parce qu'ils disposent d'une capacité de projection systémique. Leur action peut modifier l'ensemble de l'équilibre mondial. Les grandes puissances, certaines plateformes, certains acteurs de l'IA ou des infrastructures critiques appartiennent à cette catégorie.

D'autres sont pivots. Ils ne dominent pas le système, mais leur position leur permet de faire basculer certaines configurations. Ils peuvent servir de ponts, de relais, de contrepoids ou d'opportunités transactionnelles. Les puissances intermédiaires, certaines alliances, certains pays situés à la jonction de plusieurs zones, certains groupes industriels ou militaires relèvent de cette logique.

D'autres enfin sont exposés. Leur fragilité, leur localisation, leurs dépendances ou leurs tensions internes les rendent sensibles aux stratégies des autres. Ils ne sont pas nécessairement passifs. Mais leur trajectoire dépend fortement de contraintes externes : sécurité, dette, énergie, ressources, alliances, frontières, conflits ou pressions idéologiques.

Dans la raisonnable, les acteurs pivots peuvent contribuer à maintenir des ponts entre blocs.

Dans la sagesse, les acteurs coopératifs peuvent devenir plus structurants.

Dans le chaos, les acteurs exposés peuvent devenir les lieux où se matérialisent les rivalités systémiques.

Les acteurs privés systémiques

L'intégration des acteurs privés est l'un des choix les plus importants de la méthode.

Il ne s'agit pas de céder à une fascination pour la technologie ou les grandes entreprises. Il s'agit de constater que certains acteurs privés contrôlent désormais des fonctions dont dépendent les États eux-mêmes.

Cloud, satellites, semi-conducteurs, modèles d'IA, plateformes sociales, données, systèmes de paiement, transport maritime, infrastructures portuaires, énergie, minerais, chaînes industrielles, assurance, financement : ces domaines ne relèvent pas tous directement de l'autorité publique, mais ils conditionnent la capacité des sociétés à fonctionner.

La puissance privée devient systémique lorsqu'elle cesse d'être seulement économique pour devenir structurelle.

Cette puissance ne doit pas être diabolisée. Elle produit innovation, capacité d'investissement, rapidité, expertise, solutions techniques et parfois efficacité. Mais elle doit être pensée politiquement, car sa portée dépasse souvent le cadre de sa légitimité.

La question n'est pas : les acteurs privés sont-ils légitimes ou illégitimes ?
La question est : comment intégrer leur puissance dans une cartographie de l'ordre mondial ?

La prospective ne peut pas penser la guerre, l'IA, la fragmentation cognitive, les ressources critiques ou les dépendances stratégiques sans eux.

Les acteurs idéologico-coercitifs

Le périmètre inclut également des acteurs idéologico-coercitifs : mouvements radicaux, organisations armées, réseaux transnationaux, groupes conspirationnistes, courants suprémacistes ou structures politiques religieuses lorsqu'elles acquièrent une portée stratégique.

Leur présence ne signifie pas qu'ils soient comparables aux États en puissance matérielle. Elle signifie qu'ils peuvent produire des effets disproportionnés : violence, polarisation, radicalisation, déstabilisation, attentats, guerres de procuration, mobilisation identitaire, chantage symbolique ou fragmentation cognitive.

Ces acteurs révèlent une dimension essentielle de l'époque : la puissance ne se mesure pas seulement par la capacité de construire, mais aussi par la capacité de nuire, bloquer, déstabiliser, contaminer ou détourner.

Leur rôle sera particulièrement important dans l'analyse du chaos. Mais il ne faut pas les réduire à ce seul scénario. Dans la raisonnable, ils peuvent être contenus ou marginalisés. Dans la sagesse, leur influence peut être réduite par des institutions, des politiques éducatives, des cadres de coopération et une meilleure gouvernance de l'espace informationnel.

Le périmètre comme instrument, non comme vérité close

Le périmètre retenu n'est pas une photographie définitive du monde.

Il constitue un instrument de travail.

D'autres acteurs pourraient être ajoutés. Certains pourraient être retirés. Des regroupements pourraient être raffinés. Des acteurs aujourd'hui secondaires pourraient devenir centraux. Des acteurs aujourd'hui centraux pourraient se fragmenter ou perdre leur influence.

La méthode PRA doit donc rester révisable.

Cette révisabilité n'est pas une faiblesse. Elle est une condition de sérieux. Un modèle prospectif qui ne pourrait pas être corrigé deviendrait rapidement dogmatique. Or la prospective doit rester ouverte aux surprises, aux ruptures et aux modifications de l'environnement.

Il permet de passer à l'étape suivante : décrire ces acteurs selon des variables communes.

3.2.2 Variables, critères et notations

Une fois les acteurs identifiés, il faut les décrire.

La difficulté est évidente : comment appliquer un langage commun à des acteurs aussi différents qu'un État, une alliance, une entreprise technologique, un réseau idéologique, une infrastructure critique, une organisation internationale ou un groupe armé ?

La réponse PRA repose sur la distinction entre nature et variable.

Les acteurs ne sont pas de même nature. Mais certaines variables peuvent être observées chez tous, à des degrés différents : puissance, autonomie, dépendance, coercition, influence informationnelle, orientation coopérative, pression idéologique, personnalisation de la décision, contrôle de ressources, volonté hégémonique.

La variable n'efface pas la différence entre les acteurs. Elle permet de saisir ce qu'ils peuvent avoir de comparable dans le système mondial.

Variables illustratives et variables actives

La méthode distingue deux types de variables.

Les premières sont des variables illustratives : TSI* et G*.

TSI* reprend l'idée de solidité interne ou de maturité-stabilité développée dans la séquence de mesure des États, mais l'adapte à la prospective. Pour un État, cette notion peut renvoyer à la maturité institutionnelle, à la stabilité politique ou à la capacité d'absorption des crises. Pour une entreprise, une alliance ou une organisation, elle devient une mesure plus large de solidité organisationnelle, de cohérence interne et de résilience.

G* reprend l'idée de puissance ou capacité de projection. Pour un État, elle désigne la projection militaire, économique, diplomatique ou stratégique. Pour une entreprise, elle peut désigner la capacité d'influence, de contrôle d'infrastructures, d'accès à des marchés, de diffusion technologique ou de structuration d'une dépendance.

Ces deux variables sont dites illustratives parce qu'elles prolongent le travail de mesure initial et aident à interpréter les acteurs. Mais la dynamique principale de la prospective repose sur dix variables actives.

Ces dix variables actives sont les véritables moteurs de la typologie et des scénarios :

- H1 — Propension hégémonique ;
- H2 — Imaginaire de restauration ;

ER1 — Intérêt économique / ressources critiques ;
C1 — Coercition mobilisable ou utilisée ;
A1 — Autonomie stratégique ;
D1 — Dépendance asymétrique subie ;
P1 — Personnalisation de la décision ;
I1 — Puissance informationnelle / cognitive ;
I2 — Pression idéologique polarisante ;
M1 — Orientation coopérative / multilatérale.

Ces variables constituent le vocabulaire central de la prospective PRA.

H1 — Propension hégémonique

H1 mesure la volonté d'un acteur d'imposer ses normes, intérêts, récits, dépendances ou règles au-delà de son périmètre naturel.

La propension hégémonique ne concerne pas seulement la conquête territoriale. Elle peut prendre des formes multiples : domination militaire, influence normative, pression économique, extraterritorialité juridique, contrôle technologique, imposition de standards, captation de marchés, récit civilisationnel, dépendance informationnelle ou ambition de remodelage régional.

Un acteur peut être puissant sans être hégémonique. Il peut disposer de capacités élevées tout en les utilisant principalement pour se protéger, commercer, stabiliser ou coopérer. À l'inverse, un acteur de puissance moyenne peut avoir une propension hégémonique forte s'il cherche à dominer son environnement régional, religieux, idéologique, technologique ou économique.

H1 ne mesure donc pas seulement la puissance disponible. Elle mesure l'orientation expansive de cette puissance.

H2 — Imaginaire de restauration

H2 mesure la présence d'un imaginaire de restauration : nostalgie de grandeur, sentiment de déclassement, mission historique ou civilisationnelle, volonté de retrouver une place perdue.

Cette variable traduit une idée développée dans la Partie I : les acteurs ne sont pas orientés seulement par leurs intérêts matériels. Ils sont aussi orientés par les récits qu'ils se racontent sur eux-mêmes.

Un imaginaire de restauration peut être mobilisateur sans être nécessairement destructeur. Il peut soutenir une reconstruction nationale, une ambition culturelle, une dignité retrouvée ou un projet de développement. Mais il devient dangereux lorsqu'il transforme le passé glorifié en droit de domination sur les autres.

Elle indique que la puissance peut être orientée par une blessure, réelle ou reconstruite, par une grandeur perdue ou par une promesse de retour.

ER1 — Intérêt économique / ressources critiques

ER1 mesure l'intérêt d'un acteur à contrôler des ressources, marchés, flux, infrastructures critiques ou chaînes de dépendance.

Cette variable est essentielle dans un monde où l'économie est redevenue géopolitique. Ressources énergétiques, minerais, semi-conducteurs, ports, câbles, routes maritimes, systèmes de paiement, cloud, données, batteries, capacités industrielles ou infrastructures alimentaires peuvent devenir des instruments de puissance.

ER1 ne désigne pas seulement la richesse. Il désigne la position d'un acteur dans la matérialité du système mondial.

Un acteur peut avoir un ER1 élevé parce qu'il possède des ressources.
Il peut aussi l'avoir parce qu'il contrôle une infrastructure.
Ou parce qu'il dépend d'une chaîne critique qu'il cherche à sécuriser.
Ou parce qu'il a intérêt à transformer une ressource en levier stratégique.

C1 — Coercition mobilisable ou utilisée

C1 mesure la capacité ou la propension à mobiliser une contrainte militaire, économique, numérique, juridique ou informationnelle.

La coercition ne se réduit pas à la violence armée. Elle peut prendre la forme de sanctions, chantage énergétique, blocage logistique, cyberattaque, pression financière, instrumentalisation migratoire, désinformation, intimidation judiciaire, captation de données, monopole technologique ou menace de rupture d'approvisionnement.

Dans un monde interdépendant, il n'est pas nécessaire d'envahir un territoire pour exercer une pression majeure. Il suffit parfois de couper un accès, de bloquer une route, de retirer une assurance, de fermer une plateforme, de suspendre une technologie, d'agiter une menace ou d'amplifier une crise cognitive.

C1 mesure la puissance comme capacité de contrainte.

A1 — Autonomie stratégique

A1 mesure la capacité d'un acteur à agir sans dépendre excessivement d'un protecteur, fournisseur, marché, régulateur, technologie ou infrastructure contrôlée par autrui.

L'autonomie stratégique ne signifie pas autarcie. Aucun acteur contemporain ne peut être entièrement autonome. Elle signifie capacité relative à choisir, résister, absorber, substituer, diversifier et maintenir une liberté d'action suffisante.

Cette variable est décisive dans un monde où les dépendances se transforment en vulnérabilités.

Un acteur doté d'une forte autonomie peut résister aux sanctions, réorienter ses flux, développer ses capacités industrielles, sécuriser ses ressources, diversifier ses alliances ou maintenir sa stratégie malgré la pression extérieure.

Un acteur faible en autonomie peut être contraint sans être directement attaqué.

A1 mesure donc la capacité d'un acteur à ne pas subir entièrement l'ordre produit par les autres.

D1 — Dépendance asymétrique subie

D1 mesure la vulnérabilité d'un acteur envers un autre acteur pour sa sécurité, sa technologie, ses ressources, sa dette, ses infrastructures, ses marchés ou ses approvisionnements.

D1 est le complément d'A1, mais les deux variables ne sont pas simplement inverses. Un acteur peut disposer d'une certaine autonomie dans certains domaines et rester dépendant dans d'autres. Une grande puissance peut être vulnérable aux semi-conducteurs, une puissance financière aux infrastructures numériques, un État militaire à l'énergie ou à la dette, une entreprise mondiale à une régulation ou à un marché.

La dépendance asymétrique devient politiquement déterminante lorsqu'elle peut être activée comme contrainte.

Dépendre n'est pas toujours subir. L'interdépendance peut stabiliser lorsqu'elle est réciproque et encadrée. Mais la dépendance devient un risque lorsqu'elle est unilatérale, critique, opaque ou difficilement substituable.

P1 — Personnalisation de la décision

P1 mesure la concentration du pouvoir autour d'un dirigeant, fondateur, parti, famille, régime, chef religieux, appareil ou noyau restreint.

Cette variable ne concerne pas seulement les États autoritaires. Elle peut s'appliquer à des entreprises dominées par un fondateur, à des réseaux idéologiques structurés autour d'une figure, à des appareils politiques verrouillés, à des organisations armées hiérarchisées ou à des régimes dans lesquels la décision se confond avec la volonté d'un centre restreint.

La personnalisation peut produire de la rapidité et de la cohérence. Mais elle accroît aussi le risque d'aveuglement, d'entêtement, de confusion entre intérêt personnel et intérêt collectif, de fuite en avant ou d'erreur de calcul.

Dans la prospective, P1 est une variable de volatilité.

Plus la décision est concentrée, plus l'évolution d'un acteur peut dépendre d'une psychologie, d'une obsession, d'un calcul de survie ou d'une blessure de prestige.

I1 — Puissance informationnelle / cognitive

I1 mesure la capacité à modeler les perceptions, l'attention, les récits, les données, les algorithmes ou la diffusion informationnelle.

Cette variable est centrale dans un monde où l'espace cognitif est devenu stratégique.

La puissance informationnelle peut appartenir à un État, une plateforme, un média global, une entreprise d'IA, un réseau social, une organisation idéologique, une puissance de désinformation, un écosystème technologique ou une combinaison de ces acteurs.

Elle agit en amont de la décision. Elle ne détermine pas seulement ce que les individus pensent. Elle influence ce qu'ils voient, ce qu'ils craignent, ce qu'ils croient possible, ce qu'ils jugent prioritaire, ce qu'ils considèrent comme vrai ou faux, ami ou ennemi, légitime ou illégitime.

I2 — Pression idéologique polarisante

I2 mesure l'intensité d'idéologies réduisant le compromis, désignant un ennemi, absolutisant une cause ou renforçant la rigidité convictionnelle.

Cette variable ne vise pas les convictions en tant que telles. Une société sans convictions serait vide. Elle vise les formes de fermeture idéologique qui transforment le désaccord en menace, l'adversaire en traître, la nuance en faiblesse et le compromis en capitulation.

I2 peut être portée par des idéologies religieuses radicales, nationalistes, suprémacistes, conspirationnistes, révolutionnaires, contre-révolutionnaires, identitaires ou totalisantes.

Elle est l'une des variables les plus sensibles pour les scénarios, car elle indique la capacité d'un acteur à produire ou amplifier la polarisation.

Dans le chaos, I2 se renforce.

Dans la raisonnable, I2 est contenue.

Dans la sagesse, I2 doit être marginalisée par des institutions, une culture du compromis, une éducation à la complexité et une gouvernance de l'information.

M1 — Orientation coopérative / multilatérale

M1 mesure la propension d'un acteur à respecter les règles, coopérer, accepter l'interdépendance et contribuer aux biens communs.

Cette variable ne doit pas être comprise naïvement. Un acteur peut coopérer par vertu, mais aussi par intérêt, prudence, nécessité, dépendance ou calcul. La coopération

politique est rarement pure. Elle est souvent mêlée de valeurs, de contraintes et de bénéfices attendus.

M1 mesure donc l'orientation générale d'un acteur face à la possibilité d'un ordre commun.

Un M1 élevé signifie que l'acteur tend à préserver les règles, rechercher des compromis, maintenir des institutions, contribuer à des régulations, respecter certains principes ou accepter des formes d'interdépendance.

Un M1 faible indique une orientation plus unilatérale, coercitive, prédatrice, indifférente ou hostile aux biens communs.

M1 est la variable la plus directement liée à la question de la sagesse politique.

La notation comme appréciation structurée

Chaque variable est notée sur une échelle comparable.

La notation ne prétend pas mesurer une réalité physique. Elle traduit une appréciation structurée à partir d'informations disponibles, de données publiques, de connaissances géopolitiques, d'indices qualitatifs, de comparaisons et d'arbitrages.

Il faut donc éviter deux malentendus.

Le premier serait de croire que la note dit tout. Elle ne dit pas tout. Elle synthétise.

Le second serait de croire que la note ne dit rien parce qu'elle comporte une part d'appréciation. Ce serait confondre subjectivité assumée et arbitraire. Une notation peut être discutable sans être gratuite. Elle devient utile lorsqu'elle est explicite, comparable, révisable et reliée à des critères.

Le rôle de PRA est précisément de rendre visible ce passage : d'une analyse qualitative vers une structure comparable.

Bornes, prudence et révision

Les notations doivent rester bornées, prudentes et révisables.

Bornées, parce qu'une variable ne doit pas devenir absolue. Même un acteur très coercitif peut être limité. Même un acteur très coopératif peut avoir des intérêts. Même une puissance informationnelle majeure peut perdre de l'influence. La notation évite donc les extrêmes inutiles.

Prudentes, parce que certains acteurs sont hétérogènes ou opaques. Une entreprise peut avoir plusieurs lignes de décision. Une alliance peut réunir des membres divergents. Une

organisation internationale peut porter des principes élevés tout en disposant de moyens faibles. Un mouvement idéologique peut être diffus, fragmenté, sans commandement unique.

Révisables, parce que la prospective travaille sur un monde changeant. Une crise, une guerre, une innovation, une élection, une rupture de chaîne d'approvisionnement ou une réforme institutionnelle peut modifier le profil d'un acteur.

De la notation à la cartographie

Une fois les acteurs notés selon les variables, la méthode peut passer à l'étape suivante : la cartographie factorielle.

Les variables permettent de comparer.

L'ACP permet de structurer.

Les clusters permettent d'interpréter.

La Matrice_Impact_Hypothèses permettra ensuite de déplacer.

La méthode ne consiste donc pas à additionner des notes pour produire un classement unique. Elle consiste à utiliser les notes pour faire apparaître des proximités, des familles et des tensions dans l'espace mondial.

C'est l'objet du chapitre suivant.

3.2.3 ACP, classification et sept clusters

Les variables décrivent les acteurs. Mais une liste de notations ne suffit pas encore à comprendre le système.

Il faut savoir comment les acteurs se répartissent les uns par rapport aux autres. Il faut identifier les proximités, les distances, les oppositions, les familles et les zones de tension.

C'est la fonction de l'analyse en composantes principales et de la classification.

L'ACP construit la carte.

La classification identifie les familles.

Les clusters donnent une lecture politique de la carte.

L'ACP comme carte de référence

L'analyse en composantes principales permet de projeter les acteurs dans un espace factoriel construit à partir des variables actives.

Elle ne part pas d'un jugement préalable sur les blocs du monde. Elle ne dit pas d'avance : voici les bons, les mauvais, les démocraties, les autoritarismes, les puissances, les

victimes, les entreprises ou les idéologies. Elle observe les positions relatives produites par les variables.

Elle permet de voir quels acteurs se rapprochent parce qu'ils partagent certains traits : forte autonomie, forte coercition, orientation coopérative, dépendance élevée, puissance informationnelle, contrôle de ressources, pression idéologique ou propension hégémonique.

L'intérêt de la méthode est de ne pas réduire les acteurs à leur catégorie juridique. Une entreprise peut se rapprocher d'un État si elle produit des effets comparables sur certaines variables. Un réseau idéologique peut apparaître proche d'un acteur coercitif. Une puissance moyenne peut se rapprocher d'un acteur pivot. Une institution peut se rapprocher d'États stabilisateurs.

L'ACP ne raconte pas encore l'avenir. Elle organise l'état initial du système.

Elle constitue la carte de référence sur laquelle les scénarios viendront ensuite produire des déplacements.

Une ACP figée pour les scénarios

Un principe méthodologique important doit être posé : l'ACP de référence est figée.

Cela signifie que les scénarios ne recalculent pas une nouvelle ACP à chaque hypothèse. Ils partent de la même carte initiale. Les hypothèses ajustent les variables, puis les acteurs sont reprojétés dans l'espace de référence.

Si chaque scénario recalculait sa propre carte, il serait difficile de savoir si un déplacement provient réellement d'une hypothèse ou d'un changement de repère. En conservant l'espace factoriel fixe, PRA permet de comparer les déplacements relatifs : tel acteur se rapproche de tel cluster, tel cluster se déplace vers plus de coercition, telle famille perd en orientation coopérative, telle zone de la carte devient plus centrale.

La carte demeure stable.

Ce sont les acteurs et les clusters qui bougent.

Les composantes principales

Dans la configuration de référence, les premières composantes concentrent l'essentiel de l'information.

La première composante exprime la plus grande part de différenciation entre les acteurs. La deuxième ajoute une dimension structurante complémentaire. La troisième, puis les suivantes, affinent la lecture.

Il ne faut pas surinterpréter chaque axe comme s'il correspondait mécaniquement à une seule idée simple. Dans une ACP, un axe résulte d'une combinaison de variables. Il peut exprimer plusieurs tensions à la fois : autonomie contre dépendance, coercition contre coopération, puissance informationnelle contre faiblesse cognitive, orientation hégémonique contre stabilisation institutionnelle.

Les composantes ne sont pas des slogans. Elles sont des dimensions statistiques à traduire politiquement.

Cette traduction suppose de revenir aux variables qui contribuent aux positions observées. Un acteur n'est pas situé dans la carte par hasard. Il y est placé parce que ses notes sur H1, H2, ER1, C1, A1, D1, P1, I1, I2 et M1 produisent une configuration relative.

La classification

Une fois les acteurs projetés, la classification permet de regrouper ceux qui présentent des profils proches.

Ces regroupements sont les clusters.

Un cluster n'est pas une alliance.

Il n'est pas une famille morale.

Il n'est pas une prédiction.

Il n'est pas un bloc politique officiel.

Il est un regroupement analytique fondé sur la proximité des profils.

Deux acteurs d'un même cluster peuvent être adversaires. Ils peuvent ne jamais coopérer. Ils peuvent appartenir à des civilisations, régimes ou régions différentes. Leur proximité signifie seulement qu'ils partagent certaines propriétés structurantes dans l'espace des variables.

Par exemple, placer dans une même famille analytique plusieurs acteurs de projection hégémonique ne signifie pas qu'ils soient alliés. Cela signifie qu'ils ont en commun une capacité ou une volonté d'agir au-delà de leur périmètre immédiat. De même, regrouper des acteurs idéologico-coercitifs ne signifie pas qu'ils portent la même idéologie. Cela signifie qu'ils ont une capacité comparable à polariser, contraindre ou radicaliser.

Les clusters aident donc à lire la structure du système, non à simplifier le monde en camps figés.

Les sept clusters de référence

La classification retenue fait apparaître sept clusters de référence.

Ces clusters constituent l'état initial de la méthode prospective. Les scénarios ultérieurs ne les inventeront pas. Ils examineront comment ils se déplacent, se renforcent, se fragilisent ou changent d'influence relative.

Cluster 1 — Projection hégémonique autonome

Le premier cluster regroupe les acteurs dotés d'une forte capacité de projection, d'une autonomie stratégique élevée et d'une capacité significative à imposer des contraintes, récits, normes ou dépendances.

Il comprend : États-Unis, Chine, Russie, Inde, Turquie, Iran, Arabie saoudite, Israël et écosystème Musk.

Ce cluster est l'un des plus décisifs du système. Ses acteurs ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Certains sont rivaux, d'autres alliés, d'autres encore oscillent entre coopération et compétition. Mais tous disposent d'une capacité d'initiative qui oblige les autres acteurs à tenir compte de leurs choix.

Ce sont des producteurs de contraintes systémiques.

Les États-Unis conservent une capacité militaire, financière, technologique, diplomatique et informationnelle majeure. La Chine combine puissance industrielle, ambition stratégique, contrôle technologique et projet de centralité. La Russie dispose d'une capacité militaire, énergétique, nucléaire et de nuisance élevée. L'Inde devient un pôle démographique, technologique et stratégique. La Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël exercent chacun une influence régionale forte, avec des capacités de projection différentes. L'écosystème Musk illustre une forme nouvelle : une puissance privée, technologique, spatiale, informationnelle et industrielle capable d'affecter des systèmes publics.

Ce cluster n'est pas homogène politiquement. Il est homogène fonctionnellement : il rassemble des acteurs capables d'agir au-delà d'eux-mêmes.

Cluster 2 — Polarisation idéologico-coercitive

Le deuxième cluster regroupe des acteurs dont la force principale réside dans la polarisation idéologique, la coercition, la radicalité ou la capacité à rendre le compromis difficile.

Il comprend : Pakistan, Corée du Nord, Hezbollah, Houthis, Hamas / Jihad islamique palestinien, réseaux salafistes-djihadistes, Frères musulmans / islam politique, extrême droite suprémaciste transnationale, réseaux conspirationnistes / antisémites.

Ces acteurs sont très différents. Certains sont des États. D'autres sont des groupes armés, des réseaux idéologiques ou des mouvements transnationaux. Ils ne doivent pas être confondus. Mais ils partagent une capacité à produire de la tension, à réduire l'espace du

compromis, à mobiliser des récits de menace ou de salut, et parfois à transformer la violence en instrument politique.

Ce cluster n'est pas nécessairement le plus puissant matériellement. Mais il peut être disproportionné dans ses effets.

Il peut fragiliser les sociétés, alimenter des conflits régionaux, amplifier la défiance, produire de la violence asymétrique, détourner des crises, radicaliser des populations ou offrir des relais à des puissances plus larges.

Dans le scénario de chaos, ce cluster gagne en centralité. Dans la raisonnable, il reste actif mais contenu. Dans la sagesse, il devient l'un des objets principaux d'une politique mondiale de prévention de la radicalisation, de protection de l'espace cognitif et de reconstruction du compromis.

Cluster 3 — Dépendance / exposition stratégique

Le troisième cluster regroupe des acteurs exposés, dépendants ou fragilisés par leur position géographique, politique, sécuritaire ou économique.

Il comprend : Éthiopie, Ukraine, Biélorussie, Philippines, Laos, Cambodge, Myanmar, Kazakhstan, Irak, Liban, Jordanie et Serbie.

Ces acteurs ne sont pas simplement faibles. Certains disposent de ressources, de populations importantes, de positions géographiques majeures ou d'une profondeur historique considérable. Mais ils se situent dans des zones où les stratégies d'autres acteurs deviennent particulièrement visibles.

Ils sont exposés aux pressions de voisinage, aux dépendances militaires, aux ingérences, aux dettes, aux routes énergétiques, aux tensions internes, aux fractures confessionnelles, aux rivalités de blocs ou aux conflits gelés.

Leur importance prospective tient à leur rôle de révélateurs.

Dans ces espaces, les grands déséquilibres du système mondial se matérialisent : guerre, influence, dépendance, migration, dette, proxy, ressources, frontières, corridors, bases militaires, sanctions ou fragmentation institutionnelle.

Dans le chaos, ces acteurs deviennent des théâtres de confrontation.

Dans la raisonnable, ils peuvent être stabilisés partiellement par des arrangements régionaux.

Dans la sagesse, ils deviennent des priorités de prévention systémique.

Cluster 4 — Infrastructures critiques & capital

Le quatrième cluster regroupe les acteurs qui constituent l'ossature matérielle, industrielle, financière, énergétique, logistique et technologique de l'ordre mondial.

Il comprend notamment : Apple, Nvidia, BlackRock / Vanguard / State Street, Visa / Mastercard, BYD / CATL, SMIC, COSCO / State Grid, Tata Group, ASML, Airbus, Shell / BP / TotalEnergies, Saudi Aramco, PIF saoudien, ADNOC / Mubadala / ADIA, DP World, Samsung / SK Hynix, TSMC, Toyota / Mitsubishi / SoftBank, Maersk / MSC, Glencore / Trafigura / Vitol, Cargill / ADM.

Ce cluster rappelle une chose essentielle : la mondialisation n'est pas seulement une idée. Elle est une infrastructure.

Elle repose sur des ports, des câbles, des semi-conducteurs, des navires, des réseaux électriques, des systèmes de paiement, des matières premières, des clouds, des chaînes industrielles, des marchés financiers, des assurances, des batteries, des routes maritimes et des flux alimentaires.

Ces acteurs peuvent maintenir l'interdépendance ou devenir les points de strangulation du système.

Dans un monde raisonnable, ils restent des supports fonctionnels de résilience.

Dans un monde sage, ils sont progressivement intégrés à une gouvernance des biens critiques.

Dans le chaos, ils deviennent des armes : coupures, sanctions, contrôles d'exportation, dépendances, pénuries, chantages, blocs industriels.

Ce cluster montre que le pouvoir contemporain réside souvent dans la capacité de rendre possible ou impossible le fonctionnement quotidien du monde.

Cluster 5 — Coopération institutionnelle / multilatérale

Le cinquième cluster regroupe les acteurs dont l'orientation principale est institutionnelle, coopérative, normative ou stabilisatrice.

Il comprend : Union européenne, ONU, Allemagne, Japon, Indonésie, Corée du Sud, Taïwan, Australie, Canada, Mexique, Afrique du Sud, Kenya, Singapour, Pologne, Maroc, Grèce, ONG droits humains / climat, diasporas stratégiques transnationales.

Ces acteurs ne sont pas tous également puissants. Ils ne partagent pas les mêmes intérêts. Certains sont des États, d'autres des institutions, d'autres des réseaux. Mais ils participent à la préservation d'un langage commun : droit, coopération, développement, climat, médiation, normes, alliances défensives, biens communs, pluralisme, stabilité.

Il ne garantit pas la sagesse. Il peut être faible, divisé, lent, impuissant ou trop normatif. Mais il conserve les instruments par lesquels une société mondiale peut encore parler d'autre chose que de coercition et de domination.

Dans la raisonnable, ce cluster retrouve une utilité minimale.

Dans la sagesse, il devient central.

Dans le chaos, il devient défensif, débordé, parfois instrumentalisé.

Cluster 6 — Puissances intermédiaires / pivots

Le sixième cluster regroupe les acteurs qui ne dominent pas seuls le système, mais peuvent en modifier les équilibres.

Il comprend : OTAN, France, Royaume-Uni, Brésil, Égypte, Nigeria, Vietnam, Algérie, Azerbaïdjan, BRICS+, Lockheed / RTX / Northrop, Adani Group, Rosatom / Gazprom / Rosneft, Baykar, IAI / Rafael / Elbit, NSO / cyber offensif privé, cartels narcocriminels transnationaux.

Ce cluster est particulièrement hétérogène. C'est précisément ce qui le rend intéressant.

Il rassemble des puissances moyennes, des alliances, des acteurs militaires, industriels, énergétiques, technologiques ou criminels capables d'infléchir certaines zones du système.

Ces acteurs ne sont pas toujours centraux en eux-mêmes. Ils le deviennent par leur position.

Ils peuvent fournir des armes, contrôler une technologie, peser dans une région, arbitrer entre blocs, renforcer une alliance, exploiter une rivalité, sécuriser une route, détourner une sanction, déplacer une chaîne industrielle ou fragiliser une société.

Dans la raisonnable, ils peuvent maintenir des ponts.

Dans le chaos, ils peuvent rendre l'ordre plus transactionnel.

Dans la sagesse, ils peuvent être intégrés à des coalitions fonctionnelles autour de la sécurité, du climat, de l'IA, des ressources ou des infrastructures.

Ce cluster est celui de la bascule.

Cluster 7 — Techno-informationnels & plateformes

Le septième cluster regroupe les acteurs dont la puissance passe principalement par l'information, les données, les plateformes, le cloud, l'intelligence artificielle, les médias, les infrastructures numériques ou l'intermédiation cognitive.

Il comprend notamment : Émirats arabes unis, Qatar, Microsoft / OpenAI, Alphabet / YouTube / DeepMind, Amazon / AWS / Blue Origin, Meta, Palantir / Anduril,

ByteDance / TikTok, Huawei, Tencent / WeChat, Alibaba / Ant, Reliance / Jio, QatarEnergy / QIA / Al Jazeera, G42.

Ce cluster illustre la dimension la plus nouvelle de la puissance.

Il ne s'agit pas seulement de communiquer. Il s'agit d'organiser l'attention, de stocker les données, de fournir les modèles d'IA, d'héberger les infrastructures numériques, de produire les récits, d'analyser les comportements, de surveiller, prédire, recommander, filtrer, amplifier ou orienter.

Le pouvoir techno-informationnel agit sur les conditions mêmes de la perception.

Il peut soutenir la connaissance, la coopération scientifique, l'efficacité administrative, la médecine, l'éducation et la prévention des crises. Mais il peut aussi amplifier la manipulation, la polarisation, la surveillance, la dépendance et la fragmentation cognitive.

Dans le chaos, ce cluster devient un accélérateur de désordre ou un instrument des blocs. Dans la raisonnable, il est partiellement régulé par les États et les alliances.

Dans la sagesse, il doit devenir l'un des objets centraux d'une gouvernance mondiale des risques cognitifs et algorithmiques.

Les clusters comme structure de référence

Ces sept clusters ne sont pas des conclusions finales. Ils constituent une structure de référence.

Ils disent comment le système est organisé avant l'introduction des hypothèses prospectives. Ils permettent de comprendre où se trouvent les forces hégémoniques, coercitives, dépendantes, infrastructurelles, coopératives, pivots et techno-informationnelles.

Une fois les clusters identifiés, il devient possible de poser les questions décisives :

quel cluster se renforce si les blocs technologiques se durcissent ?

quel cluster s'affaiblit si le multilatéralisme recule ?

quel cluster devient central si les ressources critiques se militarisent ?

quel cluster stabilise le système si la coopération progresse ?

quel cluster accélère le chaos si les idéologies polarisantes gagnent en influence ?

quel cluster devient indispensable si l'IA impose un nouveau changement d'échelle institutionnel ?

Ces questions introduisent le chapitre suivant : le questionnaire et la Matrice_Impact_Hypothèses.

3.2.4 Questionnaire et Matrice_Impact_Hypothèses

La cartographie initiale ne suffit pas à produire un scénario.

Elle décrit une structure.

Elle ne dit pas encore comment cette structure peut évoluer.

Pour passer de la carte au scénario, PRA utilise un questionnaire d'hypothèses et une Matrice_Impact_Hypothèses.

Le questionnaire définit les orientations possibles du monde.

La matrice traduit ces orientations en effets sur les variables.

Les variables ajustées déplacent les acteurs et les clusters.

Les déplacements alimentent le narratif.

Le rôle du questionnaire

Le questionnaire n'a pas pour fonction de prédire l'avenir.

Il force une réflexion structurée sur les principales hypothèses qui peuvent orienter les trajectoires mondiales : mondialisation économique, blocs technologiques, ressources critiques, intelligence artificielle, plateformes privées, multilatéralisme, polarisation idéologique, radicalités, antisémitisme, complotisme, nationalismes restaurateurs, puissances privées, coercition économique ou juridique, climat, migrations, santé, démocraties libérales, régimes autoritaires et conflictualité militaire.

Chaque question propose un éventail de réponses allant généralement de -2 à +2.

Ces valeurs ne doivent pas être comprises comme des jugements moraux simples. Elles indiquent une orientation par rapport à une continuité de référence.

Une réponse peut signifier intensification, recul, stabilisation, fragmentation, coordination, durcissement, régulation ou basculement selon la question posée.

Le point important est que chaque réponse active produit ensuite des effets méthodologiques.

Elle ne reste pas une opinion isolée. Elle entre dans la Matrice_Impact_Hypothèses.

Les réponses 0 et la continuité

La réponse 0 occupe une place particulière.

Elle ne doit pas toujours être lue comme une réponse moyenne ou tiède. Dans le cadre méthodologique retenu, elle correspond principalement à l'absence d'inflexion additionnelle par rapport à la situation de référence.

Autrement dit : 0 ne signifie pas que rien ne se passe dans le monde. Il signifie que l'on ne modifie pas la trajectoire tendancielle déjà contenue dans le scénario-zéro.

Le scénario-zéro n'est pas un monde immobile. Il contient déjà les tensions, dépendances, fragilités, puissances et mouvements observables dans la situation initiale. Répondre 0 signifie donc que l'on maintient cette base sans lui ajouter d'accélération ou de correction spécifique.

Les codes NSP, NP et PO

Le questionnaire doit également permettre de ne pas répondre.

Les codes techniques NSP, NP et PO ont cette fonction.

Ils ne sont jamais traités comme des valeurs numériques. Ils ne valent pas +97, +98 ou +99. Ils signalent qu'une question n'est pas retenue, qu'elle n'est pas pertinente dans le scénario envisagé ou qu'elle appelle une réserve particulière.

D'abord, elle évite l'illusion d'une exhaustivité forcée. Tous les scénarios ne doivent pas nécessairement activer toutes les hypothèses.

Ensuite, elle protège le lecteur ou l'utilisateur contre l'effet de "montre" : remplir mécaniquement toutes les cases pour obtenir un résultat qui ne ferait que reformuler ce qu'il pensait déjà.

Le questionnaire doit donc être un instrument de réflexion, non un automate.

La colonne commentaire joue ici un rôle complémentaire. Elle permet d'expliquer pourquoi une réponse a été choisie, nuancée ou neutralisée. Elle conserve la trace de l'arbitrage.

La Matrice_Impact_Hypothèses

La Matrice_Impact_Hypothèses relie les réponses du questionnaire aux variables actives.

Son principe est simple.

Chaque hypothèse peut affecter plusieurs variables. Par exemple, un durcissement des blocs technologiques peut modifier l'autonomie stratégique, les dépendances, la puissance informationnelle, les ressources critiques et l'orientation coopérative. Une montée des idéologies radicales peut renforcer la pression idéologique, la coercition, la personnalisation du pouvoir ou l'affaiblissement du multilatéralisme. Une régulation de l'IA peut limiter certains risques informationnels tout en renforçant des acteurs institutionnels.

La matrice attribue donc des coefficients d'impact entre les hypothèses et les variables.

Ces coefficients sont préliminaires, discutables et révisables. Mais ils ont une fonction essentielle : rendre explicite ce qui, autrement, resterait intuitif.

Au lieu de dire : “cette hypothèse rend le monde plus dangereux”, la matrice oblige à préciser :

quelles variables sont affectées ?
dans quel sens ?
avec quelle intensité ?
quels clusters sont sensibles ?
quels types d'acteurs seront renforcés ou fragilisés ?

La matrice transforme ainsi une hypothèse qualitative en mouvement analytique.

Le traitement des effets

La chaîne de traitement peut être décrite en plusieurs étapes.

Première étape : le questionnaire produit un vecteur de réponses actives. Les réponses NSP, NP et PO sont neutralisées.

Deuxième étape : les réponses actives sont multipliées par les coefficients de la Matrice_Impact_Hypothèses. On obtient alors des variations globales sur les variables : H1, H2, ER1, C1, A1, D1, P1, I1, I2, M1.

Troisième étape : ces variations ne s'appliquent pas mécaniquement de manière identique à tous les acteurs. Les acteurs et clusters possèdent des sensibilités différentes. Une hypothèse sur les ressources critiques affectera plus fortement les infrastructures, les États dépendants ou les puissances énergétiques. Une hypothèse sur les plateformes touchera davantage les acteurs techno-informationnels. Une hypothèse sur les idéologies radicales affectera particulièrement les acteurs idéologico-coercitifs et les sociétés vulnérables à la polarisation.

Quatrième étape : les notes ajustées sont bornées afin de rester dans un espace interprétable. Un acteur ne peut pas dépasser indéfiniment les bornes de la notation. Cette contrainte évite les effets artificiels d'emballement.

Cinquième étape : les acteurs ajustés sont reprojetés dans l'espace factoriel de référence. L'ACP n'est pas recalculée. Les acteurs bougent dans la carte existante.

Sixième étape : les centroïdes des clusters sont recalculés afin d'observer leur direction, leur intensité de déplacement, leur densité et les éventuels rapprochements ou éloignements entre familles d'acteurs.

Septième étape : le narratif est rédigé à partir de ces mouvements.

La chaîne complète peut donc être formulée ainsi :

réponses au questionnaire → Matrice_Impact_Hypothèses → variables ajustées → acteurs déplacés → clusters déplacés → scénario narratif.

Pourquoi cette chaîne est importante

Le premier risque est la fiction libre.

Un auteur peut toujours imaginer un futur séduisant, inquiétant ou spectaculaire. Mais si ce futur n'est pas relié à des hypothèses explicites, il devient difficile à discuter. Le lecteur peut l'aimer ou le rejeter, mais il ne peut pas facilement comprendre sa construction.

Le second risque est le technicisme muet.

À l'inverse, une accumulation de variables, de matrices et de coordonnées peut devenir illisible. Elle donne une impression de rigueur, mais ne produit pas nécessairement une compréhension politique.

PRA cherche à maintenir l'équilibre.

La méthode doit contraindre le récit.

Le récit doit rendre la méthode intelligible.

Le spectaculaire doit venir de la mise en scène des conséquences, non de l'exagération des hypothèses.

Les clusters sensibles

Chaque hypothèse ne touche pas tous les clusters de la même manière.

La mondialisation économique affecte particulièrement les infrastructures critiques, les acteurs dépendants, les puissances hégémoniques, les pivots et les acteurs coopératifs.

Les blocs technologiques affectent les techno-informationnels, les infrastructures critiques, les acteurs hégémoniques, les dépendants et les coopératifs.

Les ressources critiques affectent fortement les infrastructures, les puissances énergétiques, les États dépendants, les puissances régionales et les acteurs pivots.

L'IA affecte les plateformes, les puissances informationnelles, les États capables de régulation ou de coercition, les infrastructures numériques et les sociétés vulnérables.

Le multilatéralisme affecte directement les acteurs coopératifs, les institutions, les alliances et les États exposés.

Les idéologies radicales affectent les acteurs idéologico-coercitifs, les démocraties fragilisées, les États exposés et l'espace informationnel.

Les conflictualités militaires affectent les puissances hégémoniques, les pivots, les États exposés, les alliances et les acteurs coercitifs.

Cette sensibilité différenciée permet d'éviter une erreur fréquente : supposer qu'une hypothèse mondiale produit partout le même effet.

Le monde n'est pas homogène. Les chocs se propagent différemment selon les vulnérabilités, les ressources et les capacités des acteurs.

Le rôle du lecteur

Le questionnaire peut également devenir un outil d'appropriation par le lecteur.

Un lecteur peut accepter les scénarios d'auteur, les discuter ou construire son propre scénario. Il peut modifier certaines réponses, neutraliser certaines questions, commenter ses choix et observer comment l'orientation générale du monde change.

PRA ne prétend pas imposer une vision fermée de l'avenir. Il propose une méthode pour penser l'avenir de manière structurée.

Le lecteur peut ainsi remonter du narratif aux hypothèses, puis des hypothèses aux variables, puis des variables aux clusters. Il peut comprendre pourquoi un scénario produit tel effet, pourquoi tel cluster se renforce, pourquoi tel type d'alliance devient plus probable, pourquoi tel risque de guerre s'élève ou s'atténue.

Ce reverse engineering est l'une des protections principales contre l'arbitraire.

Les limites de la Matrice_Impact_Hypothèses

La matrice n'est pas un oracle.

Ses coefficients reposent sur des choix interprétatifs. Ils peuvent être améliorés, corrigés, documentés ou discutés. Certaines interactions entre variables peuvent être plus complexes que ne le suggère une matrice linéaire. Certains effets peuvent être non immédiats, indirects, cumulatifs ou contradictoires.

Une hypothèse peut renforcer une variable à court terme et l'affaiblir à long terme.

Un acteur peut réagir à un choc de manière inattendue.

Un cluster peut se fragmenter.

Une crise peut produire une coopération plutôt qu'une escalade.

Une technologie peut accroître simultanément la coercition et la prévention.

Une dépendance peut devenir contrainte ou, au contraire, interdépendance stabilisatrice.

La matrice doit donc être comprise comme un instrument de discipline, non comme une machine à vérité.

Du questionnaire au scénario

Le scénario naît lorsque les réponses au questionnaire produisent une déformation lisible de la carte.

Dans un scénario de raisonabilité, certaines variables de conflictualité sont contenues, l'orientation coopérative se maintient ou se renforce légèrement, les acteurs pivots jouent un rôle de stabilisation, et les clusters les plus coercitifs restent actifs sans devenir dominants.

Dans un scénario de sagesse, les variables de coopération, de gouvernance, de responsabilité et de biens communs deviennent plus structurantes. Les acteurs institutionnels, coopératifs et régulateurs gagnent en centralité. Les puissances privées sont intégrées à des cadres de responsabilité. L'IA, le climat, les ressources, la santé et l'information deviennent des domaines de convergence.

Dans un scénario de chaos, les variables de coercition, dépendance asymétrique, pression idéologique, fragmentation informationnelle et rivalité technologique se renforcent. Les acteurs exposés deviennent des théâtres de confrontation. Les infrastructures deviennent des points de strangulation. Les pivots deviennent transactionnels. Les institutions perdent leur capacité d'orientation.

Le questionnaire donne donc l'impulsion.

La matrice produit le déplacement.

La carte révèle la structure.

Le narratif donne sens.

3.2.5 Scénario-zéro : continuité tendancielle

Avant de rédiger les trois scénarios d'auteur, il faut établir une base de comparaison.

Cette base est le scénario-zéro.

Le scénario-zéro ne doit pas être confondu avec un scénario neutre, heureux ou immobile. Il ne dit pas que rien ne se passe. Il ne dit pas que le monde reste stable. Il dit seulement que l'on n'introduit aucune inflexion additionnelle par le questionnaire.

Toutes les réponses actives sont donc fixées à 0.

Cela signifie que les acteurs conservent leur position initiale dans la cartographie de référence. Les clusters ne subissent pas de déplacement supplémentaire. Les tensions déjà observables demeurent présentes, mais elles ne sont ni aggravées ni corrigées par une hypothèse prospective particulière.

Le scénario-zéro est la ligne de base.

Pourquoi un scénario-zéro ?

Un scénario n'a de sens que par comparaison.

Dire que le chaos augmente suppose de savoir par rapport à quoi.

Dire que la sagesse progresse suppose d'identifier ce qui se déplace.

Dire que la raisonnable stabilise suppose de connaître la situation qu'elle stabilise.

Le scénario-zéro sert à cela.

Il permet de distinguer ce qui appartient déjà à l'état initial du système et ce qui résulte d'une hypothèse prospective.

Sans scénario-zéro, tout pourrait être attribué au scénario. Avec lui, la méthode peut dire : cette tension existe déjà ; cette autre est renforcée par l'hypothèse ; ce cluster était déjà central ; cet autre le devient ; tel acteur était déjà exposé ; tel événement l'expose davantage.

Il empêche de dramatiser artificiellement les scénarios en leur attribuant des réalités déjà présentes dans la base.

Le monde du scénario-zéro

Le monde du scénario-zéro est celui de la continuité tendancielle.

Les grandes puissances restent actives. Les rivalités demeurent. Les interdépendances persistent. Les institutions continuent de fonctionner partiellement. Les plateformes et technologies restent puissantes. Les ressources critiques demeurent stratégiques. Les acteurs idéologico-coercitifs conservent leur capacité de nuisance. Les États exposés restent vulnérables. Les acteurs coopératifs maintiennent un langage institutionnel, mais sans certitude de pouvoir orienter les rapports de force.

Ce monde n'est pas pacifié.

Il est gouvernable par moments, instable par zones, fragmenté par secteurs et contradictoire dans ses évolutions.

Il contient déjà les trois possibilités.

La raisonnable y existe sous forme de prudence, de fatigue des crises, de dissuasion, de coopération partielle et de conscience des coûts.

La sagesse y existe sous forme embryonnaire : institutions, normes, droits, climat, régulation technologique, biens communs, réflexions sur l'IA et gouvernance des risques. Le chaos y existe également : guerres, rivalités de blocs, dépendances, radicalités, désinformation, fragmentation cognitive, coercitions économiques, ressources critiques et États exposés.

Le scénario-zéro ne choisit pas encore. Il montre que les trois trajectoires sont déjà présentes comme potentialités.

Cluster 1 dans le scénario-zéro

Dans le scénario-zéro, le cluster de projection hégémonique autonome conserve une capacité d'initiative élevée.

Les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, Israël et l'écosystème Musk ne forment pas un bloc. Ils ne partagent pas une stratégie commune. Certains sont adversaires, concurrents ou partenaires circonstanciels. Mais tous disposent d'une capacité à produire des contraintes qui dépassent leur périmètre immédiat.

Ils restent producteurs de mouvements systémiques.

Le scénario-zéro ne suppose pas qu'ils basculent automatiquement vers l'escalade. Il constate simplement que leur puissance, leur autonomie et leur capacité d'initiative en font des acteurs décisifs.

La trajectoire future dépendra de l'orientation donnée à cette puissance : coopération prudente, institutionnalisation, compétition contenue, coercition ou chaos.

Cluster 2 dans le scénario-zéro

Le cluster de polarisation idéologico-coercitive conserve une influence disproportionnée.

Pakistan, Corée du Nord, Hezbollah, Houthis, Hamas / Jihad islamique palestinien, réseaux salafistes-djihadistes, Frères musulmans / islam politique, extrême droite suprémaciste transnationale et réseaux conspirationnistes / antisémites ne gouvernent pas l'ordre mondial. Mais ils en révèlent les failles.

Ils mobilisent la peur, la rigidité, la violence asymétrique, le ressentiment, la fermeture convictionnelle ou le chantage symbolique.

Dans le scénario-zéro, ils restent contenus par endroits, actifs ailleurs, dangereux par leurs effets de contagion et d'amplification.

Ils ne suffisent pas à produire seuls le chaos mondial. Mais ils constituent l'une de ses matières premières.

Cluster 3 dans le scénario-zéro

Le cluster de dépendance et d'exposition stratégique demeure un espace d'alerte.

Éthiopie, Ukraine, Biélorussie, Philippines, Laos, Cambodge, Myanmar, Kazakhstan, Irak, Liban, Jordanie et Serbie restent exposés aux pressions externes, aux dépendances, aux conflits, aux influences concurrentes ou aux fragilités internes.

Ces acteurs ne sont pas seulement victimes. Ils peuvent résister, négocier, pivoter, exploiter leur position ou devenir des points de stabilisation. Mais leur marge de manœuvre est plus fortement contrainte que celle des grandes puissances ou des acteurs autonomes.

Dans le scénario-zéro, ils indiquent les lieux où les tensions du système peuvent devenir visibles.

Cluster 4 dans le scénario-zéro

Le cluster infrastructures critiques & capital maintient la matérialité de l'ordre mondial.

Apple, Nvidia, les grands gestionnaires d'actifs, les systèmes de paiement, les industriels des batteries, les semi-conducteurs, les ports, les énergéticiens, les fonds souverains, les transporteurs maritimes, les négociants de matières premières, les constructeurs et les acteurs alimentaires ne sont pas seulement des entreprises. Ils forment l'ossature fonctionnelle de l'interdépendance.

Dans le scénario-zéro, leur puissance reste principalement fonctionnelle.

Ils permettent au système de continuer à fonctionner. Mais ils portent déjà en eux une ambiguïté : ce qui permet l'interdépendance peut devenir instrument de contrainte si les blocs se durcissent.

Le scénario-zéro montre donc leur double rôle : support de résilience ou point de strangulation potentiel.

Cluster 5 dans le scénario-zéro

Le cluster coopération institutionnelle / multilatérale maintient le langage de l'ordre commun.

L'Union européenne, l'ONU, l'Allemagne, le Japon, l'Indonésie, la Corée du Sud, Taïwan, l'Australie, le Canada, le Mexique, l'Afrique du Sud, le Kenya, Singapour, la Pologne, le Maroc, la Grèce, les ONG droits humains / climat et les diasporas stratégiques transnationales continuent de porter des logiques de droit, de normes, de coopération, de développement, de stabilisation ou de biens communs.

Dans le scénario-zéro, ce cluster n'est pas dominant.

Il est indispensable, mais souvent débordé. Il maintient des espaces de dialogue et de coopération, mais il ne dispose pas toujours de la force nécessaire pour imposer ses principes aux acteurs les plus coercitifs ou hégémoniques.

Sa question centrale est donc la suivante : restera-t-il un langage de consolation, ou redeviendra-t-il une architecture de pouvoir ?

Cluster 6 dans le scénario-zéro

Le cluster des puissances intermédiaires et pivots arbitre entre les blocs, les crises et les intérêts.

OTAN, France, Royaume-Uni, Brésil, Égypte, Nigeria, Vietnam, Algérie, Azerbaïdjan, BRICS+, grands industriels de défense, groupes énergétiques ou technologiques, acteurs cyber et réseaux criminels ne relèvent pas d'une même nature. Mais ils partagent une fonction : ils peuvent modifier certains équilibres sans dominer l'ensemble du système.

Dans le scénario-zéro, ils conservent une capacité de bascule.

Ils peuvent stabiliser, militariser, contourner, fournir, bloquer, protéger, arbitrer ou exploiter les rivalités. Leur importance augmente dans un monde où les grandes puissances ne peuvent plus tout contrôler directement.

Ce cluster annonce une caractéristique majeure du XXI^e siècle : l'ordre devient plus transactionnel.

Cluster 7 dans le scénario-zéro

Le cluster techno-informationnels & plateformes structure la couche cognitive, numérique et algorithmique du monde.

Émirats arabes unis, Qatar, Microsoft / OpenAI, Alphabet / YouTube / DeepMind, Amazon / AWS / Blue Origin, Meta, Palantir / Anduril, ByteDance / TikTok, Huawei, Tencent / WeChat, Alibaba / Ant, Reliance / Jio, QatarEnergy / QIA / Al Jazeera et G42 participent à la production, au stockage, à la diffusion ou à l'interprétation des données, récits, modèles, plateformes et infrastructures numériques.

Dans le scénario-zéro, ce cluster est déjà central.

Il ne domine pas tout, mais il influence les conditions de perception, d'organisation, de communication et de décision.

Son avenir dépendra fortement de la régulation ou de l'absence de régulation de l'IA, des plateformes, des données, du cloud, de la surveillance, de la désinformation et des infrastructures numériques.

Dans la raisonnable, il est encadré.

Dans la sagesse, il est intégré à une gouvernance des risques cognitifs.

Dans le chaos, il devient un accélérateur de fragmentation.

Le scénario-zéro comme attente active

Il ne dit pas : le monde continue tranquillement.

Il dit : le monde continue selon ses tensions actuelles, sans inflexion majeure supplémentaire.

Cette continuité est déjà lourde.

Elle contient des rivalités, des dépendances, des fragilités, des innovations, des conflits, des institutions faibles, des acteurs puissants, des récits de revanche, des risques technologiques et des possibilités de coopération.

La question prospective devient alors : qu'est-ce qui, à partir de cette base, peut faire basculer le système ?

Une crise de l'IA ?

Une guerre régionale ?

Une rupture énergétique ?

Une fragmentation des plateformes ?

Un effondrement de confiance démocratique ?

Une escalade entre grandes puissances ?

Un accord mondial sur les risques existentiels ?

Une coalition de puissances prudentes ?

Un choc suffisamment grave pour rendre acceptables des institutions nouvelles ?

Le scénario-zéro donne la carte avant le mouvement.

Passage aux scénarios d'auteur

Les trois scénarios d'auteur partiront de cette base.

La raisonnable explorera l'hypothèse d'une stabilisation imparfaite : le monde ne devient pas sage, mais il contient certaines dérives parce que le coût du chaos devient trop visible.

La sagesse explorera une trajectoire haute : l'humanité, confrontée à des risques existentiels, accepte de construire des institutions de convergence à la hauteur de sa puissance.

Le chaos explorera l'échec : la puissance continue de croître, mais les institutions ne parviennent plus à l'orienter ; les dépendances deviennent des armes, les blocs se

durcissent, les plateformes fragmentent, les idéologies radicalisent, les États exposés deviennent des théâtres de confrontation.

Ces scénarios ne seront pas des prédictions. Ils seront des déformations conditionnelles du scénario-zéro.

Leur crédibilité dépendra de leur traçabilité.

Pour chacun, il faudra pouvoir remonter :

- du narratif aux acteurs ;
- des acteurs aux clusters ;
- des clusters aux variables ;
- des variables à la Matrice_Impact_Hypothèses ;
- de la matrice aux réponses du questionnaire.

C'est cette chaîne qui distingue une prospective structurée d'un récit libre.

La Partie II a donc accompli sa fonction : elle a construit l'instrument. La Partie III peut désormais s'en servir.

La carte est posée.

Les variables sont définies.

Les clusters sont identifiés.

Le scénario-zéro fixe la base.

Il reste à raconter les trajectoires.

4 Partie III — Trois scénarios d’auteur

Les deux premières parties ont construit l’instrument.

La Partie I a posé le diagnostic : l’humanité dispose d’une puissance devenue planétaire, mais la sagesse politique capable d’orienter cette puissance demeure fragmentée.

La Partie II a présenté la méthode : acteurs, variables, ACP, clusters, questionnaire, Matrice_Impact_Hypothèses et scénario-zéro.

La Partie III engage maintenant la prospective narrative.

Les trois scénarios qui suivent ne sont pas des prédictions. Ils ne prétendent pas dire ce qui arrivera. Ils explorent ce qui pourrait advenir si certaines hypothèses se renforçaient, si certains clusters gagnaient en centralité, si certaines variables se déplaçaient et si certaines forces profondes prenaient l’avantage.

Ces scénarios sont des scénarios d’auteur. Ils assument donc une part d’interprétation. Mais cette interprétation n’est pas libre de toute méthode. Elle s’appuie sur le questionnaire, sur les hypothèses retenues, sur la Matrice_Impact_Hypothèses, sur les clusters et sur le scénario-zéro.

Leur fonction n’est pas de fermer l’avenir. Elle est d’en rendre lisibles trois trajectoires.

La première est celle de la **raisonnabilité** : le monde ne devient pas sage, mais il contient une partie de ses dérives par peur du pire.

La deuxième est celle de la **sagesse** : l’humanité, confrontée aux risques existentiels produits par sa propre puissance, accepte de construire des institutions de convergence à la hauteur de ces risques.

La troisième est celle du **chaos** : la puissance continue de croître sans principe commun d’orientation ; le monde ne s’effondre pas nécessairement, mais il devient de moins en moins gouvernable.

Ces trois scénarios ne se valent pas comme souhaits. La raisonnabilité est une stabilisation imparfaite. La sagesse est une utopie régulatrice. Le chaos est l’échec que l’ouvrage cherche à rendre pensable pour mieux en prévenir la logique.

Ils ne décrivent pas trois humanités différentes. Ils décrivent trois manières d’amplifier des potentialités déjà présentes.

4.1 La trajectoire de retenue

4.1.1 Raisonnable 2030-2035: L'équilibre instable, ou la coopération par peur du pire

Le scénario de raisonnable n'est pas un scénario d'harmonie.

Il ne suppose pas que les grandes puissances deviennent altruistes, que les régimes autoritaires se transforment, que les démocraties retrouvent soudain leur équilibre, que les plateformes renoncent spontanément à leur puissance, que les conflits idéologiques disparaissent ou que les États renoncent à leurs intérêts.

Il suppose quelque chose de plus modeste, mais peut-être plus plausible : les principaux acteurs comprennent progressivement que le coût du chaos devient supérieur aux bénéfices de l'escalade.

La raisonnable n'est pas la sagesse.

Elle est la prudence minimale qui naît lorsque l'abîme devient visible.

Dans ce scénario, le monde ne guérit pas de ses rivalités. Il apprend seulement à ne pas les pousser toutes jusqu'au point de rupture. Les acteurs restent concurrents, souvent méfiants, parfois cyniques. Mais ils réintroduisent des limites, des canaux, des arrangements, des coordinations partielles et des formes de retenue.

La formule centrale pourrait être la suivante :

le monde ne devient pas sage ; il devient provisoirement moins fou.

Statut du scénario

La raisonnable est une trajectoire de stabilisation imparfaite.

Elle ne correspond ni au scénario optimiste de sagesse, ni au scénario sombre de chaos. Elle décrit un monde dans lequel les forces de désordre restent actives, mais ne parviennent pas à entraîner l'ensemble du système dans une fragmentation irréversible.

Les variables les plus déstabilisatrices ne disparaissent pas. La coercition subsiste. Les dépendances restent nombreuses. Les idéologies polarisantes continuent d'exister. Les puissances privées conservent une influence considérable. Les conflits régionaux ne cessent pas. Les démocraties libérales demeurent fragiles. Les régimes autoritaires ne renoncent pas à leurs instruments de contrôle.

Mais certains mécanismes de retenue se reconstituent.

La coopération progresse moins par conviction que par nécessité. Les acteurs ne s'aiment pas davantage ; ils se craignent mieux. Ils comprennent que l'escalade simultanée des

crises — technologiques, militaires, économiques, climatiques, informationnelles, énergétiques — pourrait rendre le système ingouvernable pour tous.

Elle n'est pas l'entrée dans un ordre juste. Elle est le refus tardif d'un désordre trop coûteux.

Lecture méthodologique

Dans la logique de la Matrice_Impact_Hypothèses, le scénario de raisonabilité repose sur des réponses modérées.

La mondialisation économique ne s'effondre pas, mais elle ralentit. Les blocs technologiques ne fusionnent pas, mais ils acceptent certaines coordinations. Les ressources critiques restent sources de tensions ponctuelles, mais ne deviennent pas partout des armes. L'IA demeure ambivalente, mais fait l'objet de régulations partielles. Les plateformes privées ne sont pas abolies ni entièrement soumises ; elles entrent dans des formes de gouvernance partagée.

Le multilatéralisme ne renaît pas pleinement. Il stagne, parfois décevant, parfois utile. Les démocraties libérales continuent de s'éroder lentement, mais sans rupture généralisée. Les régimes autoritaires gagnent en efficacité relative, mais sans imposer un modèle universel. La conflictualité militaire augmente régionalement, mais sans basculement mondial direct.

L'effet global est celui d'une stabilisation par limitation des excès.

Les variables de coercition, de dépendance, de pression idéologique et de puissance informationnelle ne s'effondrent pas, mais elles sont partiellement contenues. La variable d'orientation coopérative progresse modérément. Les clusters les plus déstabilisateurs demeurent présents, mais ne deviennent pas les seuls centres de gravité.

La carte du scénario-zéro ne se transforme pas radicalement. Elle se contracte autour d'un équilibre instable.

Les acteurs hégémoniques restent puissants, mais réapprennent certaines lignes rouges. Les acteurs idéologico-coercitifs restent dangereux, mais davantage contenus. Les infrastructures critiques demeurent stratégiques, mais font l'objet de mécanismes de sécurisation. Les acteurs coopératifs retrouvent une utilité pratique. Les pivots jouent un rôle de médiation, d'arbitrage ou de stabilisation transactionnelle. Les plateformes entrent dans une régulation incomplète, mais réelle.

La raisonabilité est donc une déformation légère mais décisive du scénario-zéro : elle ne change pas la nature du monde, elle empêche son emballement.

Les États-Unis et la Chine : rivalité contenue

Le cœur de la raisonnable se situe dans la relation entre les États-Unis et la Chine.

Dans ce scénario, la rivalité sino-américaine demeure structurante. Elle porte sur la technologie, l'Indo-Pacifique, les semi-conducteurs, les chaînes industrielles, la monnaie, les normes, l'IA, les données, la sécurité maritime, les alliances et le prestige. Aucun des deux acteurs ne renonce à sa volonté de puissance.

Mais l'affrontement direct est évité.

Les États-Unis comprennent que l'endiguement total de la Chine serait trop coûteux, trop difficile et trop dangereux. La Chine comprend qu'une confrontation ouverte avec les États-Unis et leurs alliés pourrait mettre en péril sa croissance, sa stabilité et son accès aux technologies critiques. Chacun demeure méfiant, mais chacun identifie les domaines dans lesquels une escalade serait perdante.

La relation devient une compétition disciplinée.

Les blocs technologiques restent distincts, mais certains standards minimaux sont négociés. Les chaînes critiques sont partiellement redondantes, mais pas entièrement rompues. Les contrôles d'exportation demeurent, mais sont calibrés pour éviter l'effondrement des échanges. Les tensions autour de Taïwan, de la mer de Chine méridionale et des alliances régionales persistent, mais les canaux militaires et diplomatiques sont renforcés.

Ce n'est pas la confiance qui produit la retenue. C'est la compréhension du coût.

Aucune des deux puissances ne devient sage. Mais chacune apprend à distinguer l'adversaire de l'abîme.

La Russie : puissance de nuisance contenue

Dans le scénario de raisonnable, la Russie demeure un acteur difficile, révisionniste et doté d'une forte capacité de nuisance. Elle ne disparaît pas comme puissance. Elle conserve des instruments militaires, nucléaires, énergétiques, informationnels et diplomatiques.

Mais sa capacité d'entraînement systémique est limitée.

L'Europe et l'OTAN maintiennent un niveau élevé de dissuasion. Les sanctions, les coûts militaires, les limites économiques et la dépendance croissante à certains partenaires réduisent la liberté d'action russe. La Russie continue d'exploiter les divisions, les zones grises, l'information et les dépendances énergétiques ou militaires, mais elle ne parvient pas à déclencher une recomposition mondiale à son avantage.

La raisonnable ne suppose pas une conversion russe à l'ordre libéral. Elle suppose une stabilisation par contrainte.

Le conflit ouvert ou gelé qui l'oppose à son environnement européen reste un point de tension majeur. Mais il est progressivement contenu dans une logique de dissuasion, d'endiguement et de négociation indirecte. Les lignes rouges deviennent plus explicites. Les risques d'escalade nucléaire ou conventionnelle demeurent, mais ils sont mieux encadrés.

La Russie reste dangereuse.
Elle devient moins libre de rendre le monde ingouvernable.

L'Europe : puissance normative sous obligation de réalité

Dans ce scénario, l'Europe ne devient pas miraculeusement une puissance unifiée. Elle demeure lente, divisée, traversée par des intérêts nationaux, des fragilités démocratiques, des dépendances industrielles et des tensions internes.

Mais elle comprend davantage que la puissance normative ne suffit plus.

La guerre, les ressources critiques, l'énergie, les migrations, l'IA, les plateformes, les semi-conducteurs, l'industrie de défense et la dépendance stratégique obligent l'Europe à renforcer certains instruments de souveraineté.

Elle ne renonce pas à sa vocation juridique et normative. Elle tente de la compléter par une capacité de protection.

Dans la raisonnable, l'Union européenne devient moins naïve sans devenir impériale. Elle accepte de sécuriser ses chaînes critiques, d'investir dans la défense, de réguler les plateformes, de participer à la gouvernance de l'IA, de renforcer ses alliances et de traiter certaines dépendances comme des questions de sécurité.

Son rôle est essentiel, non parce qu'elle domine le système, mais parce qu'elle maintient un langage de droit, de régulation et de compromis.

L'Europe reste souvent insuffisante. Mais elle demeure l'un des lieux où la puissance peut encore être pensée en termes de limites.

Dans un monde raisonnable, cette fonction devient précieuse.

Le Moyen-Orient : stabilisations partielles et fragilités persistantes

Le Moyen-Orient reste, dans ce scénario, une région de tensions élevées.

L'Iran conserve des capacités d'influence régionales, des relais armés, une profondeur stratégique et une volonté de projection. Israël conserve une puissance militaire,

technologique, informationnelle et stratégique élevée, mais demeure exposé à des conflits asymétriques, à la pression régionale et à ses propres tensions internes. Les monarchies du Golfe poursuivent des politiques de diversification, d'influence, de médiation et de puissance économique. La Turquie continue de jouer une stratégie autonome entre alliances, intérêts régionaux et ambitions propres.

Mais certains acteurs comprennent que l'escalade permanente menace leurs propres objectifs. Les États du Golfe cherchent à préserver leurs transformations économiques. Israël cherche à restaurer des marges de sécurité et de légitimité. Les puissances extérieures veulent éviter un embrasement généralisé. L'Iran peut être contenu, dissuadé ou contraint à des arrangements partiels sans disparaître comme acteur régional.

Les groupes armés et idéologico-coercitifs demeurent actifs. Ils constituent toujours des facteurs de bascule. Mais leur capacité à entraîner l'ensemble de la région dans une conflagration générale est partiellement limitée par des mécanismes de dissuasion, de médiation, de pression économique et de fatigue stratégique.

La paix n'est pas atteinte.
L'incendie généralisé est évité.

C'est une paix pauvre, mais c'est encore une paix.

L'IA : ambivalence régulée

L'intelligence artificielle reste l'un des principaux facteurs d'incertitude.

Dans le scénario de raisonabilité, elle n'est ni abandonnée à la seule logique du marché, ni enfermée dans une gouvernance mondiale forte. Elle est régulée par morceaux.

Les grandes puissances comprennent qu'un développement totalement incontrôlé de l'IA pourrait produire des risques systémiques : désinformation massive, cyberattaques automatisées, surveillance, perte de contrôle dans certains systèmes critiques, instabilité du travail, dépendance cognitive, militarisation accélérée.

Elles n'aboutissent pas à une sagesse institutionnelle complète. Mais elles acceptent des normes minimales.

Ces normes portent sur la sécurité des modèles les plus puissants, la traçabilité de certains usages, la protection des infrastructures critiques, l'interdiction de certaines autonomies létales, la coopération scientifique limitée, la lutte contre les manipulations massives et l'encadrement des plateformes les plus structurantes.

Les entreprises d'IA conservent une influence considérable. Elles continuent d'innover, de rivaliser, de chercher des marchés, de peser sur les États. Mais elles comprennent aussi qu'un accident majeur pourrait provoquer une réaction politique brutale. Elles acceptent donc certaines formes de gouvernance partagée.

L'IA reste ambivalente.
Elle demeure puissance.
Mais elle commence à être traitée comme risque commun.

Cette évolution suffit à éviter, dans ce scénario, que l'IA devienne immédiatement l'accélérateur principal du chaos.

Les plateformes : responsabilité contrainte

Les plateformes numériques restent puissantes. Elles continuent d'organiser l'attention, l'information, la publicité, la sociabilité, les récits et parfois la polarisation.

Mais leur impunité recule.

Les États, les juridictions, les opinions publiques et certaines coalitions internationales imposent progressivement davantage de règles : transparence algorithmique partielle, lutte contre les campagnes coordonnées, responsabilité sur les contenus manipulateurs, coopération électorale, protection des mineurs, traçabilité des contenus générés par IA, encadrement des données sensibles.

Cette régulation est incomplète. Les plateformes conservent une capacité d'évitement, d'influence, de lobbying et d'innovation rapide. Les régimes autoritaires utilisent aussi la régulation comme instrument de contrôle politique. Les démocraties elles-mêmes hésitent entre liberté d'expression et protection de l'espace public.

Mais une idée progresse : l'espace cognitif est une infrastructure démocratique.

Le laisser entièrement aux logiques d'engagement, de colère, de viralité et de captation attentionnelle revient à fragiliser les sociétés.

Dans la raisonnable, les plateformes ne deviennent pas sages. Elles deviennent suffisamment encadrées pour que leur puissance de fragmentation soit partiellement réduite.

Ressources critiques : tensions sans rupture générale

Les ressources critiques restent au centre des rivalités.

Énergie, minerais, semi-conducteurs, batteries, eau, infrastructures électriques, routes maritimes, capacités de raffinage, chaînes alimentaires et systèmes logistiques demeurent des objets stratégiques.

Mais le scénario de raisonnable évite leur militarisation généralisée.

Les États diversifient leurs sources. Les entreprises renforcent leurs chaînes d'approvisionnement. Les alliances industrielles se multiplient. Les puissances

intermédiaires cherchent à valoriser leurs positions sans rompre totalement les échanges. Les institutions financières accompagnent certains investissements de résilience.

Les tensions sont nombreuses : concurrence pour les minerais, rivalités industrielles, sanctions ciblées, contrôles d'exportation, sécurisation de corridors, pressions sur les producteurs. Mais les acteurs comprennent que transformer toutes les ressources critiques en armes provoquerait une instabilité systémique trop coûteuse.

L'interdépendance devient moins naïve.

Elle devient plus prudente, plus redondante, plus régionalisée, mais elle ne disparaît pas.

Le monde entre dans une mondialisation ralentie, surveillée, partiellement segmentée, mais non détruite.

Les États exposés et les puissances pivots

Dans la raisonnable, les États exposés restent vulnérables, mais ils ne sont pas abandonnés à la seule logique des rivalités.

Certains bénéficient de garanties de sécurité, de mécanismes de médiation, d'aides financières, d'accords régionaux ou d'arrangements de neutralité. D'autres continuent de subir des tensions fortes, mais les grandes puissances évitent de les transformer systématiquement en théâtres de confrontation directe.

Les puissances pivots jouent un rôle essentiel.

Elles ne cherchent pas toujours un ordre juste. Elles cherchent souvent à préserver leurs intérêts. Mais, précisément parce qu'elles sont situées entre plusieurs pôles, elles peuvent maintenir des canaux ouverts.

Inde, Turquie, pays du Golfe, Brésil, Indonésie, Vietnam, Afrique du Sud, Égypte ou autres puissances intermédiaires peuvent servir de relais, de médiateurs, de contrepoids ou de plateformes de négociation.

Dans le chaos, leur opportunisme pourrait accélérer la fragmentation. Dans la raisonnable, leur prudence transactionnelle devient un facteur de stabilisation.

Elles ne produisent pas la sagesse.

Elles empêchent parfois le verrouillage total des blocs.

Effets induits sur les clusters

Le scénario de raisonnable produit une déformation modérée de la carte.

Le cluster hégémonique autonome reste central, mais sa dynamique est plus contenue. Les grands acteurs apprennent à préserver des marges de compétition sans franchir certaines lignes rouges.

Le cluster idéologico-coercitif demeure dangereux, mais sa capacité d'entraînement est réduite. Il reste actif dans les marges, les zones fragiles, les espaces numériques et les conflits locaux, sans parvenir à imposer sa logique à l'ensemble du système.

Le cluster des acteurs exposés reste vulnérable, mais bénéficie par endroits de mécanismes de stabilisation.

Le cluster infrastructures critiques & capital gagne en importance, mais plutôt comme support de résilience que comme instrument de strangulation généralisée.

Le cluster coopératif / multilatéral retrouve une utilité. Il ne domine pas, mais il redevient nécessaire.

Le cluster des puissances pivots gagne en centralité, car la stabilité dépend davantage d'arrangements pragmatiques que de grands traités universels.

Le cluster techno-informationnel reste puissant, mais subit une régulation partielle qui limite ses effets les plus désorganisateur.

Le mouvement général est donc celui d'un monde qui reste conflictuel, mais évite de devenir totalement incontrôlable.

Risque de guerre mondiale

Dans ce scénario, le risque de guerre mondiale est **modéré**.

Il n'est pas faible. Les conflits régionaux persistent. Les incidents militaires, cybernétiques, maritimes, spatiaux ou informationnels restent possibles. Les erreurs de calcul demeurent. Les acteurs idéologico-coercitifs peuvent déclencher des crises. Les États exposés restent vulnérables. Les tensions autour des ressources, de l'IA, des plateformes ou des alliances peuvent provoquer des chocs.

Mais le système conserve suffisamment de mécanismes de retenue.

Les grandes puissances comprennent que l'escalade directe serait trop coûteuse. Les alliances maintiennent une dissuasion crédible. Les canaux diplomatiques fonctionnent partiellement. Les institutions, même faibles, servent encore de scènes et de médiations. Les puissances pivots maintiennent des espaces de transaction.

La guerre mondiale du XXI^e siècle, dans ce scénario, reste possible mais non dominante. Elle demeure un risque surveillé, non un état du système.

Alliances probables

Les alliances de la raisonnablement sont des alliances de prudence.

Elles ne reposent pas sur une convergence profonde de valeurs. Elles reposent sur la nécessité de contenir les coûts de la fragmentation.

L'OTAN reste structurante, en particulier face aux menaces militaires directes. L'Union européenne renforce ses instruments de souveraineté, sans devenir une puissance unitaire complète. Les partenariats indo-pacifiques se consolident, mais cherchent à éviter l'enfermement dans une guerre de blocs totale. Les BRICS+ demeurent un forum de contestation et de diversification, mais ne deviennent pas un bloc homogène. Les puissances du Sud global multiplient les stratégies d'équilibre.

Des alliances fonctionnelles émergent autour de l'IA, des ressources critiques, des routes maritimes, de la santé, de la cybersécurité et des infrastructures.

La logique dominante n'est pas l'unité.
Elle est l'arrangement.

Dans la raisonnablement, le monde ne se réconcilie pas. Il apprend à négocier sa propre fatigue.

Conclusion du scénario

La raisonnablement est un scénario sans grandeur apparente.

Il ne promet ni paix définitive, ni justice universelle, ni gouvernance mondiale aboutie. Il laisse subsister les rivalités, les égoïsmes, les injustices, les manipulations, les conflits, les dépendances et les fragilités démocratiques.

Mais il a une vertu essentielle : il empêche le pire de devenir la norme.

La sagesse ne triomphe pas.
La déraison recule juste assez pour que le monde reste gouvernable.

Ce scénario peut décevoir ceux qui attendent une transformation profonde. Il peut paraître insuffisant au regard des risques existentiels. Mais dans un monde saturé de puissance, l'insuffisance peut déjà être une victoire temporaire.

La raisonnablement n'est pas l'horizon ultime.
Elle est peut-être le palier minimal sans lequel la sagesse ne pourra jamais advenir.

4.2 La trajectoire d'élévation

4.2.1 Sagesse 2035-2050

Le XXI^e siècle sera profondément marqué par la sagesse, la philosophie et la poésie, ou ne sera pas

Le scénario de sagesse assume son statut particulier.

Il n'est pas le scénario le plus probable. Il n'est pas une projection tendancielle. Il n'est pas une annonce. Il est une **utopie régulatrice** : un horizon permettant de penser ce qu'il faudrait construire pour que la puissance humaine ne se retourne pas contre l'humanité elle-même.

La sagesse n'est pas ici une rêverie morale. Elle est une fonction politique.

Elle désigne la capacité collective à orienter la puissance vers des finalités soutenables, à contenir ses usages destructeurs, à inscrire les technologies dans des institutions, à protéger les biens communs, à penser le temps long et à rendre la puissance habitable.

Ce scénario repose sur une hypothèse forte : entre 2035 et 2050, l'humanité est confrontée à un bouleversement suffisamment profond pour comprendre que les institutions héritées ne suffisent plus.

Ce bouleversement ne détruit pas nécessairement le monde. Mais il modifie la conscience des risques.

L'humanité comprend alors que la question n'est plus seulement de produire plus de puissance, mais de savoir si elle peut encore gouverner ce qu'elle produit.

La formule centrale de ce scénario est donc :

la sagesse ne triomphe pas ; elle devient une discipline de survie.

Statut du scénario

La sagesse n'est pas présentée comme une certitude.

Elle ne suppose pas que les hommes deviennent meilleurs, que les peuples renoncent à leurs intérêts, que les États disparaissent ou que les conflits soient abolis.

Elle suppose qu'un seuil historique est franchi : les principaux acteurs comprennent que certains risques ne peuvent plus être traités par la concurrence ordinaire des souverainetés.

L'IA avancée, les dérèglements climatiques, les ressources critiques, les pandémies, les infrastructures numériques, la fragmentation cognitive, les risques nucléaires, les

manipulations informationnelles et la puissance des acteurs privés systémiques deviennent suffisamment dangereux pour imposer une nouvelle architecture de responsabilité.

Dans ce scénario, la sagesse n'est pas une conversion morale universelle.

Elle est le résultat d'un apprentissage sous contrainte.

L'humanité ne devient pas angélique. Elle devient plus consciente de ses limites.

Le bouleversement déclencheur

Les grands changements d'échelle institutionnels naissent rarement du confort de l'existant.

L'histoire l'a montré : les formes politiques nouvelles apparaissent souvent lorsque les structures anciennes échouent à contenir les crises nouvelles. 1945 fut l'un de ces moments. La guerre totale, l'extermination, l'arme nucléaire et l'effondrement moral de la modernité technique rendirent pensable un ordre institutionnel plus large.

Le scénario de sagesse repose sur l'hypothèse qu'un nouveau bouleversement, entre 2035 et 2050, joue un rôle comparable par sa portée, même s'il est différent par sa nature.

Ce bouleversement pourrait être lié à l'intelligence artificielle avancée : perte partielle de contrôle sur des systèmes critiques, crise massive de l'emploi cognitif, manipulation informationnelle généralisée, automatisation de la guerre, dépendance des États à des infrastructures privées d'IA, incapacité des démocraties à distinguer le vrai du faux dans l'espace public.

Il pourrait être lié au climat : migrations majeures, tensions alimentaires, conflits hydriques, événements extrêmes, instabilité des assurances, fractures territoriales, crise de légitimité des gouvernements incapables de protéger leurs populations.

Il pourrait être lié à une crise militaire ou nucléaire évitée de justesse.

Il pourrait être lié à une pandémie, à une rupture de chaînes critiques, à une crise financière systémique ou à une combinaison de ces facteurs.

L'essentiel n'est pas ici de choisir un événement unique. L'essentiel est de penser le seuil : le moment où l'humanité comprend que ses risques sont devenus plus grands que ses institutions.

Dans le chaos, ce seuil est franchi sans réponse.

Dans la sagesse, il devient fondateur.

Les deux principes prospectifs

Ce scénario repose sur deux principes prospectifs.

Le premier est le principe des bouleversements fondateurs : les grands changements d'échelle politique deviennent possibles lorsque les structures existantes sont remises en cause par une crise suffisamment grave pour rendre l'ancien équilibre intenable.

L'humanité n'adopte pas spontanément des institutions nouvelles par amour abstrait de l'universel. Elle les accepte souvent parce que l'alternative apparaît plus dangereuse.

Le second est le principe d'élargissement progressif du cercle de coopération : l'histoire humaine montre une capacité récurrente, quoique irrégulière, à organiser des ensembles plus vastes lorsque les problèmes à résoudre dépassent le cadre antérieur.

Familles, clans, cités, royaumes, empires, États, alliances, organisations internationales : chaque élargissement a été imparfait, souvent violent, parfois injuste. Mais il révèle une potentialité humaine : coopérer avec des inconnus lorsque des règles, institutions, récits et intérêts communs rendent cette coopération possible.

Le scénario de sagesse combine ces deux principes.

Un bouleversement révèle l'insuffisance de l'ordre existant.

La mémoire longue de l'humanité permet d'imaginer un nouveau cercle de coopération. La puissance devenue planétaire oblige la sagesse à changer d'échelle.

L'IA comme seuil anthropologique

L'intelligence artificielle occupe une place centrale dans ce scénario.

Elle n'est pas seulement une technologie parmi d'autres. Elle touche à la décision, au langage, à la connaissance, à la création, au travail, à la guerre, à l'éducation, à la surveillance, à la science, à l'administration et peut-être un jour à la capacité même de l'humanité à rester maîtresse de ses propres systèmes.

L'IA pose une question que les technologies précédentes ne posaient pas avec la même intensité : que devient l'humain lorsqu'il produit des systèmes capables d'exécuter, de combiner, de prédire, d'optimiser et peut-être de dépasser certaines fonctions cognitives humaines ?

Le risque n'est pas seulement économique. Il est anthropologique.

Une humanité qui déléguerait progressivement ses décisions vitales à des systèmes qu'elle ne comprend plus assez pourrait connaître une forme de grand remplacement fonctionnel : non pas nécessairement la disparition physique de l'homme, mais son déplacement hors du centre de la décision.

La question devient alors :

qui décide ?

qui comprend ?

qui limite ?

qui répond ?

qui garde la finalité humaine des systèmes ?

Dans le scénario de sagesse, cette question déclenche une prise de conscience mondiale.

Les États comprennent que l'IA ne peut être gouvernée ni par le seul marché, ni par la seule compétition militaire, ni par quelques entreprises, ni par des régulations nationales dispersées. Les entreprises comprennent que leur légitimité dépendra de leur intégration à des cadres de responsabilité. Les sociétés comprennent que l'efficacité ne suffit pas si elle détruit l'autonomie humaine.

L'IA devient alors le lieu où la puissance oblige la sagesse à s'institutionnaliser.

Les institutions de convergence

Le cœur du scénario de sagesse est la construction d'institutions de convergence.

Ces institutions ne forment pas un gouvernement mondial unique. Le scénario ne suppose pas la disparition des États, ni l'effacement des cultures, ni l'unification bureaucratique de l'humanité.

Il suppose plutôt la création d'instances capables de gouverner les risques qui dépassent les souverainetés isolées.

Une Autorité mondiale de l'IA pourrait établir des règles sur les modèles les plus puissants, la sécurité, les usages militaires, la traçabilité, les audits, l'accès aux infrastructures critiques, les interdictions minimales et les mécanismes d'arrêt d'urgence.

Un Conseil des risques existentiels pourrait réunir États, scientifiques, juristes, philosophes, représentants des sociétés civiles, institutions internationales et acteurs privés systémiques afin d'identifier les seuils de danger commun : IA, nucléaire, climat, pandémies, biotechnologies, infrastructures vitales, espace informationnel.

Une Charte des biens stratégiques communs pourrait définir les domaines qui ne peuvent plus être abandonnés à la seule logique des blocs : climat, océans, atmosphère, santé mondiale, données critiques, systèmes de connaissance, infrastructures de sécurité, ressources vitales.

Des juridictions renforcées pourraient sanctionner certaines formes de destruction systémique : manipulation cognitive massive, écocide délibéré, usage incontrôlé de

systèmes autonomes, instrumentalisation de pandémies, attaques contre les infrastructures vitales de populations civiles.

Des assemblées consultatives de sages, philosophes, poètes, scientifiques, juristes, éducateurs et représentants des générations futures pourraient être intégrées aux processus de décision, non pour gouverner à la place des peuples, mais pour maintenir dans les institutions la question des finalités.

Ces institutions ne seraient pas parfaites. Elles seraient contestées, lentes, incomplètes, exposées à la capture. Mais elles introduiraient une idée décisive : certains pouvoirs mondiaux exigent une responsabilité mondiale.

Les États-Unis, la Chine et la responsabilité des géants

Dans ce scénario, les États-Unis et la Chine restent des rivaux. La sagesse ne suppose pas leur fusion dans un ordre harmonieux.

Mais un changement s'opère : les deux puissances comprennent que leur compétition sur l'IA, les ressources, l'espace, les données et les infrastructures critiques pourrait devenir suicidaire si elle n'est pas encadrée.

Les États-Unis acceptent que leur avance technologique ne peut pas être durablement légitime si elle apparaît comme une privatisation occidentale de l'avenir humain. La Chine accepte que le contrôle technologique total et la surveillance systémique peuvent produire une puissance interne, mais aussi une défiance mondiale rendant impossible toute gouvernance partagée.

Chacune conserve ses intérêts. Mais chacune découvre que certains risques ne peuvent pas être monopolisés.

Des accords de limitation apparaissent sur les systèmes autonomes, les usages militaires de l'IA, les cyberattaques contre infrastructures vitales, la traçabilité des modèles les plus puissants, les protocoles de crise et les systèmes de vérification.

Ces accords restent imparfaits. Mais ils réintroduisent une logique comparable à la maîtrise des armements : non pas confiance, mais reconnaissance du risque commun.

La sagesse, ici, ne naît pas de l'amitié. Elle naît de la lucidité.

L'Europe : laboratoire de sagesse institutionnelle

Dans le scénario de sagesse, l'Europe retrouve une fonction historique.

Elle ne devient pas nécessairement la première puissance militaire ou technologique. Mais elle peut devenir l'un des laboratoires de l'institutionnalisation de la limite.

Son expérience de souveraineté partagée, de droit, de régulation, de protection des données, de compromis institutionnel, de mémoire des guerres et de multilatéralisme lui donne une compétence particulière : transformer la peur de la puissance en architecture juridique.

L'Europe reste imparfaite. Elle demeure lente, divisée, parfois trop normative, parfois insuffisamment stratégique. Mais elle porte une intuition décisive : la puissance doit être liée par des règles pour devenir habitable.

Dans ce scénario, l'Europe contribue à structurer la gouvernance de l'IA, des plateformes, du climat, des ressources critiques, des droits numériques, de la responsabilité des entreprises systémiques et de la protection de l'espace public.

Elle ne domine pas le monde. Elle aide à lui donner des limites.

Russie, Inde, puissances régionales et monde non occidental

La sagesse ne peut pas être un projet occidental imposé au reste du monde.

Si elle l'était, elle échouerait.

Dans ce scénario, l'un des enjeux majeurs est l'intégration des puissances non occidentales dans les institutions de convergence.

La Russie, même affaiblie ou contenue, doit être intégrée aux mécanismes de sécurité existentielle, notamment nucléaires, cybernétiques et énergétiques. L'Inde joue un rôle central comme puissance démographique, technologique, démocratique imparfaite mais plurielle, capable de parler à plusieurs mondes. Les pays du Golfe participent à la transition énergétique, aux capitaux de transformation et aux infrastructures de données. La Turquie, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Mexique, le Vietnam, le Kenya, le Maroc, l'Égypte et d'autres puissances intermédiaires deviennent indispensables à la légitimité d'une gouvernance élargie.

La sagesse ne peut pas être la généralisation d'une seule civilisation. Elle doit devenir une architecture de pluralité.

Cela implique une transformation du multilatéralisme.

Les institutions ne peuvent plus seulement refléter l'ordre né en 1945 ou l'unipolarité de l'après-1991. Elles doivent reconnaître la pluralité des puissances, des cultures, des vulnérabilités et des intérêts, tout en maintenant des principes communs.

La difficulté est considérable. Mais sans cette inclusion, la gouvernance mondiale des risques serait perçue comme domination déguisée.

La sagesse exige donc une double fidélité : aux biens communs de l'humanité et à la diversité des peuples.

Recul relatif des radicalités

Dans le scénario de sagesse, les idéologies radicales ne disparaissent pas. Aucune institution ne peut abolir le fanatisme, la haine, le complotisme, l'antisémitisme, les suprémacismes, les messianismes politiques ou les récits de pureté.

Mais leur centralité diminue.

Plusieurs facteurs y contribuent : meilleure gouvernance des plateformes, éducation à la complexité, coopération internationale contre les réseaux violents, réduction de certaines humiliations géopolitiques, traitement plus sérieux des fractures sociales, lutte contre les manipulations informationnelles, renforcement des institutions démocratiques, intégration de certaines populations marginalisées, médiations religieuses ou culturelles, responsabilisation des acteurs politiques.

Le recul n'est ni uniforme ni définitif.

Mais les acteurs idéologico-coercitifs perdent une partie de leur capacité d'entraînement. Ils ne disparaissent pas ; ils deviennent moins capables de structurer l'ensemble du système.

La sagesse politique ne consiste pas à croire que les forces de haine s'éteindront d'elles-mêmes. Elle consiste à leur retirer les meilleurs instruments d'amplification.

Mondialisation ouverte, mais gouvernée

Dans ce scénario, la mondialisation n'est ni abandonnée ni naïvement restaurée.

Elle devient plus sélective, plus responsable, plus consciente de ses dépendances.

Les ressources critiques, les chaînes alimentaires, les infrastructures numériques, les médicaments, les semi-conducteurs, les systèmes énergétiques, les données, les modèles d'IA et les routes maritimes ne sont plus traités uniquement comme marchandises. Ils deviennent des biens stratégiques dont la gouvernance doit intégrer sécurité, équité, résilience et soutenabilité.

La logique n'est pas celle d'une fermeture généralisée. La fermeture totale produirait pauvreté, rivalités et inefficacité. La logique est celle d'une ouverture gouvernée.

Les interdépendances sont acceptées, mais rendues plus transparentes. Les dépendances critiques sont diversifiées. Les ressources vitales font l'objet de mécanismes de partage, de stockage, de financement et de prévention des chantages. Les États producteurs

obtiennent une place plus digne dans les chaînes de valeur. Les entreprises systémiques sont soumises à des responsabilités nouvelles.

La mondialisation devient moins rapide, mais plus habitable.

La démocratie refondée

Le scénario de sagesse exige aussi une refondation démocratique.

Les démocraties libérales ne peuvent pas simplement revenir à leur état antérieur. Elles ont été fragilisées par la polarisation, la défiance, les inégalités ressenties, la fragmentation médiatique, les plateformes, les manipulations informationnelles, le court-termisme électoral et l'impuissance apparente face aux crises systémiques.

La sagesse ne peut pas reposer sur des démocraties épuisées.

Elle suppose donc plusieurs transformations : protection de l'espace public, transparence des algorithmes, éducation à la complexité, institutions capables de penser le temps long, représentation des générations futures, participation citoyenne mieux articulée à l'expertise, lutte contre la corruption cognitive, réhabilitation du compromis, meilleure protection sociale face aux ruptures technologiques, capacité de décision plus claire dans les crises.

La démocratie de sagesse n'est pas une démocratie sans conflit. Ce serait impossible et dangereux.

Elle est une démocratie capable de maintenir le désaccord sans détruire le monde commun.

Elle accepte la pluralité, mais refuse la dissolution complète de la réalité partagée. Elle protège la liberté d'expression, mais comprend que la manipulation industrielle de l'attention peut rendre cette liberté inhabitable. Elle respecte l'alternance, mais protège certaines institutions du court-termisme destructeur.

La démocratie doit apprendre à gouverner l'âge de l'IA, des plateformes et des risques systémiques.

Le rôle des sages, philosophes et poètes

La formule peut surprendre :

Le XXI^e siècle sera profondément marqué par la sagesse, la philosophie et la poésie, ou ne sera pas.

Elle ne signifie pas que les poètes doivent remplacer les gouvernements, ni que les philosophes doivent administrer les budgets, ni que les sages doivent décréter les politiques publiques.

Elle signifie autre chose.

La puissance contemporaine a besoin d'ingénieurs, de scientifiques, de militaires, d'économistes, de juristes et de gestionnaires. Mais elle ne peut pas être gouvernée par eux seuls.

Elle a besoin de ceux qui posent la question des fins.

À quoi sert ce que nous pouvons faire ?

Que devons-nous refuser de faire, même si nous le pouvons ?

Qu'est-ce qu'une vie humaine habitable ?

Que devons-nous transmettre ?

Quelle place voulons-nous laisser à la liberté, à la vulnérabilité, à la beauté, à l'enfance, à la lenteur, à la mémoire, à la dignité ?

Quelles limites rendent la puissance humaine encore humaine ?

La philosophie rappelle que l'efficacité n'est pas la finalité.

La sagesse rappelle que la limite n'est pas l'échec de la puissance, mais sa condition d'humanité.

La poésie rappelle que le monde n'est pas seulement un système à optimiser, mais une demeure à habiter.

Dans le scénario de sagesse, ces fonctions deviennent institutionnelles. Elles entrent dans les conseils, les chartes, les assemblées, les processus de délibération, les formations des dirigeants, les protocoles d'évaluation des technologies, les écoles, les médias et les cultures publiques.

La sagesse devient une infrastructure symbolique.

Effets induits sur les clusters

Le scénario de sagesse produit la déformation la plus profonde de la carte.

Le cluster hégémonique autonome reste puissant, mais sa centralité est encadrée par des institutions de convergence. Les grandes puissances ne disparaissent pas, mais elles acceptent certaines limites sur les risques existentiels.

Le cluster idéologico-coercitif perd en influence relative. Il subsiste, mais les dispositifs d'éducation, de gouvernance informationnelle, de médiation et de sécurité réduisent sa capacité d'amplification.

Le cluster des acteurs exposés devient une priorité. Ces États ne sont plus seulement des zones de compétition, mais des espaces de prévention systémique.

Le cluster infrastructures critiques & capital est intégré à une gouvernance des biens stratégiques. Les entreprises et fonds systémiques restent puissants, mais doivent répondre à des obligations proportionnées à leur portée.

Le cluster coopératif / multilatéral devient central. Institutions, États stabilisateurs, ONG, diasporas et réseaux normatifs participent à la structuration d'un ordre plus responsable.

Le cluster des puissances pivots gagne en légitimité lorsqu'il contribue à des coalitions de biens communs plutôt qu'à des stratégies purement transactionnelles.

Le cluster techno-informationnel est profondément transformé. Sa puissance n'est pas réduite en soi ; elle est encadrée par des règles de sécurité, de transparence, d'audit, de responsabilité et de finalité humaine.

La carte se déplace donc vers M1 : orientation coopérative, gouvernance, biens communs, limitation des excès.

Risque de guerre mondiale

Dans ce scénario, le risque de guerre mondiale devient **faible à modéré**.

Il ne disparaît pas. La guerre reste possible. Les rivalités persistent. Les accidents, les erreurs de calcul, les crises régionales, les radicalités et les conflits de ressources ne sont pas abolis.

Mais plusieurs mécanismes réduisent le risque systémique : protocoles de crise, gouvernance de l'IA militaire, limitation des cyberattaques contre infrastructures vitales, renforcement du droit international, inclusion des puissances non occidentales, meilleure protection des États exposés, régulation des plateformes, coopération sur les ressources critiques, reconnaissance des risques existentiels.

La guerre mondiale cesse d'être une dynamique probable du système. Elle redevient un danger à contenir collectivement.

Alliances probables

Les alliances de la sagesse ne sont pas seulement militaires.

Elles deviennent anthropologiques, technologiques, climatiques, sanitaires, éducatives, informationnelles et institutionnelles.

Des coalitions se forment autour de l'IA sûre, des infrastructures critiques, de la sécurité alimentaire, de la transition énergétique, des océans, des pandémies, de l'espace cognitif, de la protection des démocraties, de la prévention nucléaire, des générations futures.

Ces alliances ne remplacent pas les alliances classiques. L'OTAN, les partenariats régionaux, les accords de sécurité et les équilibres militaires subsistent. Mais ils sont complétés par des alliances de biens communs.

Dans la sagesse, l'alliance ne se définit plus seulement contre un ennemi. Elle se définit aussi pour préserver une condition commune de survie.

C'est un changement qualitatif.

Conclusion du scénario

La sagesse est le scénario le plus exigeant.

Il peut sembler improbable. Il l'est peut-être. Mais son improbabilité ne le rend pas inutile. Les sociétés ont besoin d'horizons qui ne soient pas seulement des prolongements du présent ou des descriptions du pire.

Une utopie régulatrice n'est pas une illusion. C'est une direction.

Elle permet de juger le présent à partir de ce qu'il devrait rendre possible.

Le scénario de sagesse ne dit pas que l'humanité deviendra sage. Il dit que, si elle veut survivre à sa propre puissance, elle devra construire des institutions capables de rendre la sagesse moins exceptionnelle.

La sagesse ne triomphe pas.
Elle devient une discipline.
Elle devient une architecture.
Elle devient une condition de survie.

Le XXI^e siècle sera profondément marqué par la sagesse, la philosophie et la poésie, ou ne sera pas.

4.3 La trajectoire de dérèglement

4.3.1 Chaos 2030-2035

La guerre des dépendances, ou le monde devenu ingouvernable sans s'effondrer

Le chaos n'est pas l'absence de puissance.

C'est la puissance sans principe commun d'orientation.

Dans ce scénario, le monde ne s'effondre pas nécessairement. Les États continuent d'exister. Les marchés continuent de fonctionner, mais par blocs, par rentes, par sanctions et par dépendances. Les technologies progressent. Les plateformes restent actives. Les entreprises produisent. Les alliances se durcissent. Les armées se préparent. Les institutions subsistent.

Mais l'ensemble devient de moins en moins gouvernable.

La puissance circule, se fragmente, se privatise, se militarise, se technologise, se radicalise. Les acteurs ne partagent plus assez de règles, de confiance, de langage ou d'institutions pour transformer leurs rivalités en ordre.

Le chaos n'est donc pas le vide.

C'est le trop-plein.

Trop plein d'acteurs.
Trop plein de dépendances.
Trop plein de récits incompatibles.
Trop plein de technologies non gouvernées.
Trop plein d'humiliations mobilisables.
Trop plein de coercitions.
Trop plein de vulnérabilités.
Trop plein de puissance sans sagesse.

Statut du scénario

Le scénario de chaos explore l'échec.

Non pas l'apocalypse immédiate. Non pas la fin de toute société. Non pas l'effondrement uniforme du monde.

Il explore un monde dans lequel les mécanismes de retenue ne suffisent plus.

Les variables de coercition, dépendance asymétrique, pression idéologique, puissance informationnelle désorganisatrice, personnalisation du pouvoir, imaginaire de restauration et propension hégémonique se renforcent. L'orientation coopérative recule. Les clusters les plus déstabilisateurs gagnent en centralité. Les acteurs exposés deviennent des théâtres de confrontation. Les infrastructures critiques deviennent des instruments de chantage. Les plateformes fragmentent l'espace cognitif. Les alliances deviennent plus dures, plus transactionnelles, plus défensives.

Le monde continue à fonctionner, mais il fonctionne moins comme un ordre que comme une succession de crises connectées.

Le chaos est un système sans centre suffisamment légitime pour orienter la puissance.

Lecture méthodologique

Dans la logique de la Matrice_Impact_Hypothèses, le chaos correspond à un déplacement fort des variables déstabilisatrices.

La mondialisation économique se fragmente. Les blocs technologiques se durcissent. Les ressources critiques deviennent des instruments de pression. L'IA échappe partiellement à la régulation. Les plateformes sont captées par les logiques de blocs, d'audience, de surveillance ou de manipulation. Le multilatéralisme recule ou devient décoratif. Les idéologies polarisantes progressent. L'antisémitisme, les complotismes, les suprémacismes et les récits de haine se diffusent dans les marges puis contaminent certains centres. Les nationalismes restaurateurs deviennent des programmes d'action. Les puissances privées coopèrent avec les États lorsqu'elles y sont contraintes, mais servent aussi des intérêts propres. La coercition économique, juridique, numérique et informationnelle se banalise. Les démocraties libérales s'érodent. Les régimes autoritaires gagnent en efficacité relative. La conflictualité militaire augmente.

Le déplacement de la carte est net.

Le cluster idéologico-coercitif gagne en influence. Le cluster hégémonique autonome devient plus agressif. Le cluster des États exposés devient plus central parce qu'il devient le terrain des confrontations. Les infrastructures critiques basculent de l'interdépendance vers la strangulation. Les pivots deviennent plus opportunistes. Les techno-informationnels accélèrent la fragmentation. Le cluster coopératif se défend, mais perd sa capacité d'orientation.

Le chaos est donc une déformation du scénario-zéro dans laquelle les forces présentes cessent d'être contenues.

Les grandes puissances : rivalité sans architecture

Dans le chaos, les grandes puissances ne se font pas nécessairement une guerre totale immédiate.

Mais elles cessent de partager une architecture suffisante de retenue.

Les États-Unis, la Chine et la Russie agissent dans un environnement de méfiance radicale. Chacun soupçonne l'autre de chercher un avantage décisif. Les doctrines deviennent plus offensives. Les lignes rouges sont moins claires. Les canaux de communication existent encore, mais ils sont affaiblis, instrumentalisés ou ignorés en temps de crise.

La Chine accélère sa recherche d'autonomie technologique, sécurise ses routes, durcit son contrôle interne et renforce ses instruments de pression régionale. Les États-Unis cherchent à maintenir leur supériorité technologique, financière et militaire, mais sont fragilisés par leur polarisation interne et par la multiplication des fronts. La Russie

exploite les zones grises, l'énergie, les armes, le nucléaire, l'information et les alliances de circonstance pour compenser ses limites économiques.

Aucun acteur ne maîtrise vraiment l'ensemble.

La rivalité devient moins stable que pendant la guerre froide. La bipolarité avait au moins une certaine lisibilité. Le chaos contemporain combine plusieurs rivalités, plusieurs technologies, plusieurs acteurs privés, plusieurs espaces de guerre et plusieurs zones exposées.

La peur ne produit plus assez de retenue.
Elle produit de la préemption.

La guerre des dépendances

Le chaos se manifeste d'abord comme guerre des dépendances.

Les acteurs ne cherchent pas toujours à conquérir directement. Ils cherchent à rendre l'autre vulnérable.

Ils contrôlent les semi-conducteurs, les minerais, les câbles, les ports, les données, les routes énergétiques, les systèmes de paiement, les assurances, le cloud, les batteries, les médicaments, les céréales, les plateformes, les normes, les logiciels industriels, les satellites.

La dépendance devient arme.

On ne bombarde pas toujours.

On coupe.

On bloque.

On sanctionne.

On ralentit.

On interdit.

On dérègle.

On infiltre.

On rend incertain.

Les marchés ne disparaissent pas. Ils deviennent stratégiques. Les chaînes d'approvisionnement ne s'effondrent pas partout. Elles se militarisent, se régionalisent, se dupliquent, se politisent. Les entreprises doivent choisir des blocs, contourner des sanctions, négocier avec les États, sécuriser leurs matières premières, accepter des contraintes de souveraineté.

La mondialisation ne meurt pas. Elle devient soupçonneuse.

Chaque flux peut devenir une menace.
Chaque dépendance peut devenir un levier.
Chaque infrastructure peut devenir une cible.

C'est pourquoi ce scénario peut être appelé : la guerre des dépendances.

Les plateformes et la fragmentation cognitive

Dans le chaos, l'espace informationnel devient l'un des principaux champs de bataille.

Les plateformes ne sont plus seulement des entreprises de communication. Elles deviennent des terrains de guerre cognitive, de mobilisation identitaire, de manipulation, de surveillance, de propagande, d'amplification de la colère et de fragmentation du réel.

Les sociétés ne perdent pas seulement confiance dans leurs gouvernements. Elles perdent confiance dans la possibilité même d'un monde commun.

Chaque groupe dispose de ses sources, de ses images, de ses victimes, de ses ennemis, de ses preuves, de ses martyrs, de ses complots, de ses récits.

La vérité ne disparaît pas. Mais elle devient politiquement impuissante lorsque les sociétés ne partagent plus les conditions minimales permettant de la reconnaître.

Les manipulations générées par IA accélèrent cette dynamique. Deepfakes, contenus synthétiques, campagnes coordonnées, microciblage émotionnel, faux témoins numériques, bots conversationnels, usines narratives, détournements d'images et récits viraux saturent l'espace public.

La démocratie devient plus difficile non parce que les citoyens seraient incapables de comprendre, mais parce que l'environnement informationnel les épuise, les divise et les enferme.

Dans le chaos, la bataille ne porte plus seulement sur les opinions.
Elle porte sur la réalité elle-même.

Les idéologies polarisantes

Le chaos amplifie les idéologies de fermeture.

Lorsque les sociétés sont inquiètes, humiliées, fragmentées ou saturées d'incertitude, les récits simples gagnent en puissance.

Un ennemi est désigné.
Une pureté est promise.
Une grandeur passée est invoquée.
Une conspiration est révélée.

Une revanche est exigée.
Une appartenance devient absolue.
Une violence devient défensive.

Les idéologies polarisantes ne sont pas identiques. Islam politique radical, réseaux jihadistes, suprémacismes, antisémitisme, complotismes, nationalismes restaurateurs, messianismes politiques, radicalités identitaires ou idéologies de purification ont des histoires, doctrines et acteurs différents.

Mais elles partagent une fonction systémique : elles réduisent l'espace du compromis.

Elles transforment l'adversaire en menace existentielle. Elles rendent la nuance suspecte. Elles présentent la démocratie comme faiblesse, le droit comme ruse, la pluralité comme corruption et l'humanité commune comme illusion.

Dans le chaos, ces récits ne restent pas marginaux. Ils contaminent les centres, infiltrent les campagnes électorales, orientent les plateformes, justifient des violences, nourrissent des politiques publiques, servent des puissances étrangères, paralysent les institutions.

La rigidité convictionnelle devient une ressource politique.

Les États exposés comme théâtres du système

Les États exposés deviennent les lieux où le chaos se matérialise.

Ukraine, Liban, Irak, Jordanie, Philippines, Biélorussie, Kazakhstan, Myanmar, Serbie, Éthiopie, Laos, Cambodge et d'autres espaces fragiles ou stratégiques deviennent des points d'application des rivalités mondiales.

Ils sont confrontés à des pressions multiples : sécuritaires, économiques, informationnelles, migratoires, énergétiques, militaires, idéologiques, financières.

Ils ne sont pas seulement des victimes. Certains gouvernements jouent des rivalités. Certains groupes internes appellent des protecteurs. Certaines élites exploitent les dépendances. Certaines sociétés résistent. Mais leur marge de manœuvre se réduit.

Dans le chaos, les grandes puissances préfèrent souvent s'affronter indirectement.

Les États exposés deviennent alors des zones de test : test des armes, test des sanctions, test des drones, test de l'IA militaire, test des campagnes informationnelles, test des alliances, test de la résilience des institutions.

Le centre évite parfois la guerre directe en exportant la conflictualité vers les périphéries.

Mais à mesure que ces périphéries se multiplient et se connectent, la distinction entre centre et marge devient plus fragile.

Les puissances pivots : transaction sans principe commun

Les puissances pivots jouent un rôle ambigu.

Dans la raisonnable, elles pouvaient maintenir des ponts. Dans le chaos, elles deviennent souvent transactionnelles.

Elles négocient avec plusieurs blocs. Elles vendent des armes, des ressources, des ports, des technologies, des votes diplomatiques, des routes, des accès, des données ou des médiations. Elles exploitent les rivalités pour accroître leur autonomie.

Cette stratégie peut être rationnelle du point de vue de chaque acteur. Mais elle peut désorganiser l'ensemble.

Lorsque tous les acteurs cherchent à maximiser leur marge dans un système sans principe commun, l'ordre devient marché permanent de dépendances.

Les alliances perdent leur profondeur. Les engagements deviennent conditionnels. Les normes deviennent négociables. Les sanctions deviennent contournables. Les médiations deviennent des instruments d'influence.

Le monde devient moins structuré par des blocs idéologiques clairs que par une multitude d'arrangements instables.

C'est l'un des traits du chaos : il ne produit pas toujours une confrontation binaire. Il produit une instabilité transactionnelle généralisée.

Les puissances privées dans le chaos

Dans le chaos, les puissances privées systémiques ne disparaissent pas. Elles deviennent plus importantes encore.

Mais leur rôle se transforme.

Certaines sont captées par les États. D'autres négocient leur autonomie. D'autres deviennent indispensables aux opérations militaires, aux campagnes informationnelles, aux infrastructures numériques, aux chaînes d'approvisionnement, à l'IA, aux paiements, aux satellites ou à la surveillance.

Leur portée mondiale devient un enjeu de sécurité nationale.

Les entreprises technologiques doivent choisir entre marchés, régulations, blocs et exigences stratégiques. Les plateformes deviennent des espaces de censure, de propagande ou de contestation selon les régimes. Les acteurs de l'IA sont soumis à des pressions militaires et politiques. Les systèmes de paiement deviennent instruments de

sanction. Les opérateurs de cloud deviennent infrastructures critiques. Les acteurs logistiques deviennent cibles ou leviers.

La distinction entre public et privé se brouille.

Les États ont besoin des entreprises. Les entreprises ont besoin des États. Mais la responsabilité démocratique reste insuffisante.

Dans le chaos, la puissance privée n'est pas libre. Elle est militarisée, captée, contournée ou instrumentalisée.

L'IA comme accélérateur de désordre

L'intelligence artificielle devient, dans ce scénario, un accélérateur de désordre.

Elle amplifie la cyberattaque, la désinformation, la surveillance, la production automatisée de propagande, l'identification de cibles, la guerre des drones, la manipulation des marchés, l'optimisation coercitive, la répression prédictive et la dépendance cognitive.

Les États les plus autoritaires l'utilisent pour contrôler leurs sociétés. Les plateformes l'utilisent pour capter l'attention. Les groupes criminels l'utilisent pour frauder, manipuler ou infiltrer. Les groupes idéologiques l'utilisent pour produire des récits, des images, des faux, des sermons, des manifestes, des campagnes. Les armées l'utilisent pour accélérer la décision.

Le problème central devient la vitesse.

Les institutions humaines délibèrent lentement.

Les systèmes automatisés agissent vite.

Les crises informationnelles se propagent avant d'être comprises.

Les erreurs se diffusent avant d'être corrigées.

Les décisions militaires peuvent être prises dans un brouillard augmenté.

Dans le chaos, l'IA ne remplace pas l'homme. Elle amplifie ses pires accélérations.

La puissance cognitive devient disponible avant que la sagesse institutionnelle ne soit construite.

Les démocraties libérales sous pression

Les démocraties libérales sont particulièrement vulnérables dans ce scénario.

Elles sont ouvertes, pluralistes, dépendantes de la confiance, de l'information, du débat public, de l'alternance et de la légitimité procédurale. Ces qualités deviennent aussi des points d'attaque lorsque l'espace informationnel est fragmenté.

La polarisation s'intensifie. Les institutions sont accusées de trahison. Les élections sont contestées. Les médias sont disqualifiés. La justice est politisée. Les experts sont soupçonnés. Les minorités deviennent boucs émissaires. Les réseaux sociaux amplifient les colères. Les puissances étrangères exploitent les fractures.

Les démocraties ne s'effondrent pas nécessairement. Mais elles gouvernent dans un état d'épuisement.

Elles deviennent moins capables de penser le long terme, de prendre des décisions impopulaires, de protéger les biens communs, de maintenir un consensus de sécurité ou de résister aux manipulations.

Les régimes autoritaires présentent alors leur efficacité comme un avantage.

Mais cette efficacité est elle-même fragile : elle repose souvent sur la coercition, la surveillance, la peur, la propagande et la personnalisation du pouvoir. Elle peut être rapide, mais aveugle. Forte, mais rigide. Stable, mais cassante.

Le chaos n'épargne donc aucun régime. Il affecte différemment les démocraties et les autoritarismes.

Les institutions internationales décoratives

Dans le chaos, les institutions internationales ne disparaissent pas.

Elles continuent de tenir des réunions, produire des résolutions, publier des rapports, organiser des forums, envoyer des missions, maintenir des agences, formuler des principes.

Mais leur capacité d'orientation diminue.

Les grandes puissances les instrumentalisent, les bloquent ou les contournent. Les États moyens les utilisent comme scènes de négociation. Les acteurs privés y défendent leurs intérêts. Les régimes autoritaires invoquent la souveraineté pour éviter les contraintes. Les démocraties invoquent les principes, mais les appliquent parfois sélectivement.

Le langage commun subsiste, mais il perd de sa force.

Le droit n'est pas aboli. Il est concurrencé par la force, la sanction, la donnée, la dépendance, le récit, l'algorithme, le fait accompli.

Dans ce scénario, l'ONU, les institutions financières, les cadres climatiques, les dispositifs de non-prolifération et les régulations technologiques restent présents, mais insuffisants.

Ils ressemblent à des digues entretenues pendant que la mer monte plus vite que les travaux.

Effets induits sur les clusters

Le chaos produit une déformation forte de la cartographie.

Le cluster hégémonique autonome devient plus offensif. Les grandes puissances et puissances régionales cherchent à sécuriser leurs zones, contrôler leurs dépendances, imposer leurs récits et tester leurs marges.

Le cluster idéologico-coercitif gagne en centralité. Il nourrit la polarisation, les guerres de procuration, les violences asymétriques, les récits de haine et la fragmentation cognitive.

Le cluster des acteurs exposés devient l'un des centres du système, non par puissance propre, mais parce qu'il concentre les pressions des autres.

Le cluster infrastructures critiques & capital devient un champ de bataille silencieux : sanctions, ruptures, contrôles, pénuries, nationalisations partielles, cyberattaques, corridors stratégiques.

Le cluster coopératif / multilatéral recule. Il subsiste, mais défensivement, souvent débordé.

Le cluster des pivots devient transactionnel. Il peut stabiliser localement, mais contribue souvent à la fragmentation globale.

Le cluster techno-informationnel devient accélérateur : plateformes, IA, données, cloud, médias, satellites et systèmes cognitifs amplifient la vitesse du désordre.

Le mouvement général est celui d'un monde où les familles d'acteurs les plus capables de contraindre, manipuler, bloquer ou exploiter les dépendances prennent l'avantage sur celles capables de coopérer.

Risque de guerre mondiale

Dans ce scénario, le risque de guerre mondiale est **élevé**.

Mais il faut préciser ce que cela signifie.

La guerre mondiale du XXI^e siècle ne prend pas nécessairement la forme d'une déclaration unique, d'un front global ou d'un affrontement conventionnel total comparable à 1914 ou 1939.

Elle peut devenir un état du système.

Elle peut combiner plusieurs guerres régionales, des cyberattaques massives, des ruptures d'infrastructures, des sanctions extrêmes, des attaques maritimes, des opérations spatiales, des manipulations informationnelles, des crises énergétiques, des conflits de ressources, des guerres de procuration, des affrontements limités entre grandes puissances et une menace nucléaire permanente.

La guerre mondiale devient alors moins un événement qu'une atmosphère stratégique.

On ne sait plus exactement quand elle commence, parce qu'elle n'a pas toujours un seul déclencheur.

Elle s'installe par accumulation.

Chaque crise reste officiellement contenue. Mais chaque crise augmente la température générale du système. Les acteurs se préparent, s'arment, se méfient, sanctionnent, ripostent, testent, contournent. Les alliances se durcissent. Les opinions s'habituent à l'hostilité. Les technologies rendent l'escalade plus rapide.

Le monde n'entre pas nécessairement dans une troisième guerre mondiale déclarée. Il entre dans une mondialisation de la conflictualité.

C'est peut-être plus difficile encore à gouverner.

Alliances probables

Les alliances du chaos sont des alliances de peur, de dépendance et d'opportunité.

Les blocs se durcissent, mais restent imparfaits. L'OTAN se renforce face aux menaces directes, mais doit gérer ses divergences internes. Les alliances indo-pacifiques se militarisent. Les BRICS+ deviennent un espace de contestation, mais non un bloc cohérent. Les puissances régionales négocient leur position. Les régimes autoritaires coopèrent par intérêt, sans confiance profonde. Les démocraties se rapprochent, mais leur polarisation interne limite leur cohérence.

Les alliances économiques se superposent aux alliances militaires. Les alliances technologiques deviennent essentielles. Les alliances énergétiques redeviennent stratégiques. Les alliances informationnelles se forment autour de plateformes, médias, récits et normes numériques.

Le monde du chaos n'est pas simplement divisé en deux camps.

Il est fracturé en constellations.

Certaines alliances sont publiques. D'autres sont discrètes. Certaines reposent sur la peur. D'autres sur le chantage. D'autres sur des contrats. D'autres sur une idéologie. D'autres sur une dépendance impossible à rompre.

Cette multiplicité rend l'ordre illisible.

Conclusion du scénario

Le chaos est le scénario de la puissance abandonnée à ses propres excès.

Il ne suppose pas que tout s'écroule. Il suppose que plus personne ne parvient à orienter suffisamment l'ensemble.

Les États se défendent. Les entreprises s'adaptent. Les plateformes prospèrent. Les idéologies mobilisent. Les armées se modernisent. Les institutions parlent. Les marchés continuent. Les technologies avancent.

Mais la sagesse ne suit pas.

La puissance devient plus rapide que la délibération.

La dépendance devient plus forte que la confiance.

La peur devient plus mobilisatrice que le droit.

La manipulation devient plus efficace que la vérité.

La coercition devient plus disponible que le compromis.

La fragmentation devient plus dynamique que la coopération.

Le monde ne devient pas vide.

Il devient trop plein.

Trop plein de puissance pour trop peu de sagesse.

C'est pourquoi le chaos n'est pas seulement un scénario noir. Il est un avertissement méthodique.

Il montre ce qui peut arriver lorsque les potentialités destructrices de l'humanité disposent des meilleurs instruments d'amplification, tandis que les institutions de retenue restent trop faibles.

Le chaos n'est pas le destin.

Il est ce qui advient lorsque la puissance n'est plus gouvernée.

5 Partie IV — Comparaison et enseignements

Les trois scénarios d’auteur ont exploré trois trajectoires possibles de l’ordre mondial.

La raisonnablement décrit un monde qui ne devient pas sage, mais qui parvient à contenir une partie de ses dérives par prudence, fatigue des crises et peur du pire.

La sagesse décrit une trajectoire plus haute, moins probable mais politiquement nécessaire : l’humanité accepte de construire des institutions à la hauteur de la puissance qu’elle a produite.

Le chaos décrit l’échec : la puissance continue de croître, mais les institutions, les règles, les récits communs et les mécanismes de retenue ne parviennent plus à l’orienter.

Ces scénarios ne sont pas trois prédictions concurrentes. Ils sont trois lectures conditionnelles du même monde. Ils partent du même scénario-zéro, des mêmes acteurs, des mêmes variables, des mêmes clusters et de la même interrogation centrale : que devient une puissance planétaire lorsque la sagesse politique demeure fragmentée ?

La Partie IV ne cherche donc pas à choisir mécaniquement le scénario le plus probable. Elle cherche à tirer les enseignements de leur comparaison.

Deux questions doivent être examinées avec une attention particulière.

La première concerne la guerre mondiale. Dans un monde interdépendant, fragmenté, technologiquement accéléré et traversé par des acteurs multiples, la guerre mondiale doit-elle encore être pensée comme un événement comparable à ceux de 1914 ou 1939, ou comme un état possible du système ?

La seconde concerne les alliances. Se formeront-elles par peur, par prudence ou par convergence ? Seront-elles militaires, technologiques, énergétiques, informationnelles, idéologiques, anthropologiques ? Serviront-elles à contenir le chaos ou à organiser une sagesse commune ?

Ces deux questions conduisent à la conclusion générale : l’humanité ne pourra gouverner sa puissance que si elle parvient, au moins partiellement, à mondialiser sa sagesse.

5.1 Comparer les trajectoires

5.1.1 Comparaison des trois scénarios

Comparer les trois scénarios ne consiste pas à les juxtaposer.

Il faut identifier ce qui les distingue réellement : leur rapport à la puissance, aux institutions, aux acteurs privés, aux idéologies, aux technologies, aux ressources, à la guerre et aux alliances.

Les trois scénarios partent du même diagnostic : la puissance est devenue planétaire, tandis que la sagesse politique demeure fragmentée. Mais ils diffèrent par la manière dont cet écart est traité.

Dans la raisonnable, l'écart est contenu.

Dans la sagesse, il est institutionnalisé et réduit.

Dans le chaos, il s'élargit jusqu'à devenir structurel.

Trois réponses au même déséquilibre

La raisonnable est une réponse minimale.

Elle ne transforme pas en profondeur la structure du monde. Les États restent souverains, les grandes puissances rivales, les plateformes influentes, les ressources stratégiques, les idéologies actives et les institutions limitées. Mais les acteurs comprennent que certaines dérives deviennent trop coûteuses. Ils réintroduisent des canaux, des limites, des arrangements, des régulations partielles, des mécanismes de crise et des formes de coopération prudente.

La sagesse est une réponse institutionnelle.

Elle suppose que l'humanité reconnaît l'existence de risques communs suffisamment graves pour justifier un changement d'échelle : IA avancée, climat, pandémies, ressources critiques, infrastructures vitales, fragmentation cognitive, risques nucléaires ou quasi nucléaires. Les institutions ne se contentent plus de commenter les risques ; elles commencent à les gouverner. La puissance n'est pas abolie, mais elle est davantage encadrée par des règles, des finalités et des responsabilités.

Le chaos est une absence de réponse suffisante.

Les risques sont connus, mais ils ne produisent pas d'institutions proportionnées. Les acteurs poursuivent leurs avantages immédiats, leurs récits, leurs dépendances, leurs stratégies de blocage, leurs ambitions ou leurs peurs. La puissance continue de croître, mais les mécanismes de retenue se dégradent. Le système fonctionne encore, mais de moins en moins comme un ordre.

La raisonnable limite les dégâts.

La sagesse cherche à changer le niveau de réponse.

Le chaos laisse la puissance dépasser les institutions.

Les variables décisives

Toutes les variables de la méthode PRA jouent un rôle. Mais la comparaison des scénarios fait apparaître quelques variables décisives.

La première est **M1 — orientation coopérative / multilatérale.**

Dans la raisonnable, M1 progresse modestement. Les acteurs coopèrent parce qu'ils comprennent que le chaos coûterait trop cher. Dans la sagesse, M1 devient une variable structurante. La coopération n'est plus seulement défensive ; elle s'organise autour de biens communs. Dans le chaos, M1 recule. Les institutions subsistent, mais elles perdent leur capacité d'orientation.

La deuxième est **C1 — coercition mobilisable ou utilisée.**

Dans la raisonnable, la coercition demeure présente, mais elle est davantage encadrée. Dans la sagesse, elle n'est pas supprimée, mais soumise à des règles plus fortes, notamment dans les domaines militaires, numériques, économiques et informationnels. Dans le chaos, elle se banalise : sanctions, blocages, cyberattaques, chantages énergétiques, manipulations cognitives, contrôles technologiques et pressions militaires deviennent des instruments ordinaires.

La troisième est **D1 — dépendance asymétrique subie.**

Dans la raisonnable, les dépendances sont reconnues et diversifiées. Dans la sagesse, elles sont partiellement gouvernées comme vulnérabilités communes. Dans le chaos, elles deviennent des armes. C'est pourquoi le chaos peut être défini comme guerre des dépendances.

La quatrième est **I1 — puissance informationnelle / cognitive.**

Dans la raisonnable, elle est partiellement régulée. Dans la sagesse, elle devient l'un des objets centraux de la responsabilité mondiale. Dans le chaos, elle fragmente l'espace commun, accélère la désinformation, polarise les sociétés et rend la délibération démocratique plus difficile.

La cinquième est **I2 — pression idéologique polarisante.**

Dans la raisonnable, les idéologies polarisantes restent actives mais contenues. Dans la sagesse, leur capacité d'amplification diminue. Dans le chaos, elles deviennent des moteurs de fermeture, de haine, de conspiration, de fanatisme et de violence.

Enfin, **H1, H2 et P1** — propension hégémonique, imaginaire de restauration et personnalisation de la décision — jouent un rôle particulier dans les trajectoires de risque. Lorsque ces variables se renforcent ensemble, la puissance devient plus susceptible d'être orientée vers la domination, la revanche ou l'erreur de calcul.

La sagesse politique consiste précisément à empêcher que ces variables deviennent les principaux moteurs de l'ordre mondial.

Les clusters dans les trois scénarios

La comparaison des clusters confirme cette lecture.

Le cluster de projection hégémonique autonome reste central dans les trois scénarios. Il ne disparaît jamais. La question n'est pas de savoir si les grandes puissances cesseront d'exister, mais de savoir comment leur puissance sera orientée.

Dans la raisonnable, elles restent rivales mais contenues.

Dans la sagesse, elles acceptent certaines règles de convergence sur les risques existentiels.

Dans le chaos, elles deviennent plus offensives, plus méfiantes et plus enclines à tester les limites du système.

Le cluster idéologico-coercitif est l'un des meilleurs indicateurs de la dérive chaotique.

Dans la raisonnable, il reste dangereux mais périphérique.

Dans la sagesse, il est combattu par l'éducation, la régulation informationnelle, la prévention de la radicalisation et la reconstruction du compromis.

Dans le chaos, il gagne en centralité et contamine les espaces politiques ordinaires.

Le cluster des acteurs exposés révèle le degré de responsabilité du système.

Dans la raisonnable, ces acteurs sont stabilisés partiellement.

Dans la sagesse, ils deviennent des priorités de prévention.

Dans le chaos, ils deviennent des théâtres de confrontation.

Le cluster infrastructures critiques & capital montre la transformation possible de l'interdépendance.

Dans la raisonnable, il sert à la résilience.

Dans la sagesse, il est intégré à une gouvernance des biens stratégiques.

Dans le chaos, il devient un champ de bataille silencieux.

Le cluster coopératif / multilatéral est le cœur de la différence entre les scénarios.

Dans la raisonnable, il redevient utile.

Dans la sagesse, il devient structurant.

Dans le chaos, il survit, mais défensivement.

Le cluster des puissances pivots est ambivalent.

Dans la raisonnable, il maintient des ponts.

Dans la sagesse, il participe à des coalitions fonctionnelles.

Dans le chaos, il se transactionnalise et peut aggraver la fragmentation.

Le cluster techno-informationnel est peut-être le plus révélateur de l'époque.

Dans la raisonnable, il est encadré.
Dans la sagesse, il est soumis à une responsabilité systémique.
Dans le chaos, il devient accélérateur de désordre.

Ainsi, les scénarios ne se distinguent pas seulement par leurs récits. Ils se distinguent par la manière dont les clusters gagnent ou perdent en centralité.

Trois régimes du temps

Les trois scénarios entretiennent également un rapport différent au temps.

La raisonnable est le scénario du court et moyen terme maîtrisé. Les acteurs ne pensent pas encore véritablement le long terme, mais ils cherchent à éviter l'emballement immédiat. Ils réagissent aux crises, corrigent certains excès, rétablissent des canaux et limitent les risques les plus visibles.

La sagesse est le scénario du temps long. Elle suppose que les institutions apprennent à protéger les générations futures, les biens communs, les équilibres écologiques, la dignité humaine, l'autonomie cognitive et les conditions de la vie collective. Elle introduit dans la politique mondiale une mémoire des catastrophes et une anticipation des risques irréversibles.

Le chaos est le scénario de l'accélération. Les acteurs sont happés par l'urgence, la riposte, la préemption, l'audience, la pression des marchés, la viralité, l'opinion, les crises simultanées et les technologies rapides. Le temps politique devient plus court que le temps nécessaire à la sagesse.

Une puissance planétaire gouvernée par le court terme devient dangereuse.
Une puissance planétaire gouvernée par le temps long peut devenir habitable.

Trois rapports à la vérité

Les scénarios diffèrent aussi par leur rapport à la vérité.

Dans la raisonnable, la vérité reste disputée, mais les sociétés conservent suffisamment de réalité commune pour négocier, décider, débattre et corriger. Les plateformes restent problématiques, mais leur puissance de fragmentation est partiellement limitée.

Dans la sagesse, l'espace cognitif est reconnu comme un bien commun démocratique. La lutte contre la manipulation industrielle de l'attention, la désinformation massive, les deepfakes, les campagnes coordonnées et la corruption cognitive devient une priorité institutionnelle.

Dans le chaos, la vérité devient politiquement impuissante. Non parce qu'elle disparaît, mais parce que les sociétés ne partagent plus assez de confiance pour la reconnaître. Chaque groupe vit dans son récit, ses images, ses preuves, ses victimes, ses ennemis.

Aucune sagesse politique ne peut se construire dans un monde où la réalité commune est détruite.

Trois formes d'imperfection

Aucun scénario n'est parfait.

La raisonnable est imparfaite parce qu'elle ne va pas assez loin. Elle évite le pire, mais ne transforme pas la structure profonde du système. Elle peut devenir une simple gestion provisoire de crises récurrentes.

La sagesse est imparfaite parce qu'elle est difficile, lente, contestable et exposée au risque technocratique. Des institutions mondiales de convergence pourraient être capturées, bureaucratisées, instrumentalisées ou rejetées si elles apparaissaient comme négation des souverainetés et des cultures.

Le chaos est imparfait au sens tragique : il n'offre pas un ordre alternatif. Il révèle ce qui advient lorsque les mécanismes de coopération deviennent plus faibles que les instruments de puissance.

La comparaison ne conduit donc pas à une opposition simpliste entre bien et mal.

Elle montre trois niveaux de réponse à la même question : que faire de la puissance ?

La raisonnable répond : la contenir.

La sagesse répond : l'orienter.

Le chaos répond, par défaut : la laisser se disperser, se durcir et se retourner contre le monde commun.

L'enseignement principal

L'enseignement principal de cette comparaison peut être formulé ainsi :

l'avenir politique du monde dépendra moins de l'existence de la puissance que de la capacité des institutions à en limiter, orienter et responsabiliser les usages.

La puissance ne disparaîtra pas.

Les rivalités ne disparaîtront pas.

Les États ne disparaîtront pas.

Les intérêts ne disparaîtront pas.

Les technologies ne ralentiront pas spontanément.

Les idéologies ne s'éteindront pas d'elles-mêmes.

La question n'est pas de savoir si le monde deviendra pur, pacifié ou unifié.

La question est de savoir si la puissance disponible sera suffisamment gouvernée pour ne pas détruire les conditions mêmes de la vie politique.

5.2 Guerre mondiale et alliances

5.2.1 Guerre mondiale : événement ou état du système ?

La notion de guerre mondiale appartient d'abord à l'histoire du XXe siècle.

Elle évoque 1914, 1939, les fronts multiples, les mobilisations générales, les alliances formelles, les économies de guerre, les millions de soldats, les populations civiles exposées, la guerre industrielle, les empires, les idéologies, les armistices, les traités, les vainqueurs et les vaincus.

Penser la guerre mondiale au XXIe siècle exige de ne pas oublier cette histoire, mais aussi de ne pas s'y enfermer.

Le monde a changé. La conflictualité a changé. Les interdépendances ont changé. Les technologies ont changé. Les acteurs ont changé. Les frontières entre guerre et paix sont devenues plus floues.

La question centrale devient alors : la guerre mondiale future prendrait-elle nécessairement la forme d'un événement identifiable, ou pourrait-elle devenir un état du système ?

La guerre mondiale comme événement

La première conception reste classique.

Une guerre mondiale serait un événement majeur, déclenché par une crise identifiable : attaque militaire, invasion, affrontement entre grandes puissances, crise autour d'un territoire stratégique, escalade nucléaire, effondrement d'une alliance, erreur de calcul, mobilisation générale.

Certains points de tension pourraient encore produire une escalade directe : Taïwan, mer de Chine méridionale, Europe orientale, Moyen-Orient, péninsule coréenne, espace cybernétique, infrastructures sous-marines, crises nucléaires, attaques contre forces alliées ou rupture d'une ligne rouge mal comprise.

Dans cette perspective, le risque principal est l'escalade.

Un incident local devient régional.

Un conflit régional entraîne des alliés.

Une riposte limitée provoque une contre-riposte.

Une cyberattaque est interprétée comme acte de guerre.

Une frappe sur infrastructure critique déclenche une réponse disproportionnée.

Une crise maritime bloque des échanges essentiels.
Une puissance croit pouvoir tester une limite sans déclencher le système entier.

Cette guerre mondiale comme événement reste possible.

La dissuasion, les alliances, les canaux diplomatiques et les mécanismes de crise ont précisément pour fonction de l'empêcher.

Dans la raisonnable, ces mécanismes fonctionnent suffisamment.
Dans la sagesse, ils sont renforcés par une gouvernance des risques.
Dans le chaos, ils deviennent fragiles.

La guerre mondiale comme état du système

Mais le XXI^e siècle oblige à envisager une seconde conception.

La guerre mondiale pourrait ne pas commencer par un seul événement. Elle pourrait s'installer progressivement comme état du système.

Dans cette hypothèse, le monde ne bascule pas soudainement dans une guerre totale déclarée. Il entre dans une conflictualité généralisée, distribuée, permanente, hybride, dans laquelle plusieurs formes de guerre coexistent et se renforcent.

Guerres régionales.
Guerres de procuration.
Cyberattaques.
Sanctions extrêmes.
Ruptures d'infrastructures.
Blocus partiels.
Manipulations informationnelles.
Militarisation de l'espace.
Attaques contre câbles, ports ou satellites.
Dépendances transformées en armes.
Désinformation générée par IA.
Conflits de ressources.
Pressions migratoires instrumentalisées.
Assassinats ciblés.
Sabotages industriels.
Compétition monétaire.
Course aux armements autonomes.

Aucun de ces éléments ne suffit nécessairement à définir, seul, une guerre mondiale.
Mais leur accumulation peut produire un état de guerre diffuse.

La guerre mondiale ne serait plus un événement unique.
Elle serait une température du système.

C'est l'un des enseignements les plus importants du scénario de chaos.

La zone grise entre paix et guerre

Le monde contemporain est de plus en plus marqué par des zones grises.

Les acteurs cherchent à nuire sans déclencher une guerre ouverte. Ils utilisent des instruments ambigus : cyberattaques non revendiquées, proxies, milices, campagnes informationnelles, pressions économiques, sanctions juridiques, contrôles technologiques, manipulations de flux migratoires, opérations spéciales, désinformation, chantage énergétique.

Mais elle possède un danger profond : elle rend l'escalade moins visible.

Lorsque la guerre n'est pas nommée, les seuils deviennent flous. Lorsque les seuils sont flous, les erreurs de calcul se multiplient. Lorsque les erreurs de calcul se multiplient, la retenue devient plus fragile.

La guerre classique avait ses horreurs, mais elle avait parfois des formes identifiables. La guerre grise rend l'ordre plus incertain.

Qui attaque ?

Quelle riposte est proportionnée ?

Une cyberattaque contre un hôpital est-elle un acte de guerre ?

Une campagne de manipulation électorale appelle-t-elle une réponse militaire, juridique, numérique ou diplomatique ?

Une coupure de câble sous-marin relève-t-elle de l'accident, du sabotage, de la guerre économique ou de la guerre tout court ?

Un modèle d'IA utilisé pour produire une désinformation massive constitue-t-il une arme ?

Le droit, les doctrines et les institutions peinent à suivre la vitesse de ces ambiguïtés.

C'est pourquoi la guerre mondiale comme état du système pourrait être plus difficile à prévenir qu'une guerre mondiale comme événement.

Le rôle de l'IA et de l'automatisation

L'intelligence artificielle ajoute une dimension nouvelle au risque de guerre.

Elle peut améliorer la prévention, l'alerte, la simulation, la logistique, la défense, la médecine, la traduction, la détection d'anomalies et la compréhension des crises.

Mais elle peut aussi accélérer la décision au-delà du temps humain de la prudence.

Dans un contexte de crise, les systèmes automatisés peuvent recommander des ripostes, identifier des cibles, détecter des menaces, classer des comportements, produire des images, interpréter des signaux ou amplifier des récits.

Le danger n'est pas seulement qu'une IA décide seule. Le danger est que les humains décident dans un environnement saturé par des signaux produits, filtrés ou accélérés par des systèmes qu'ils ne comprennent pas toujours.

La guerre devient alors plus rapide que la diplomatie.

Un deepfake peut provoquer une panique avant d'être démenti.

Une alerte erronée peut être interprétée comme attaque.

Une campagne automatisée peut saturer l'espace public.

Un système de ciblage peut abaisser le seuil d'emploi de la force.

Une décision humaine peut être prise sous pression algorithmique.

Dans la raisonnable, ces risques sont partiellement régulés.

Dans la sagesse, ils deviennent l'un des objets centraux de la gouvernance mondiale.

Dans le chaos, ils accélèrent la dérive systémique.

La dissuasion dans un monde fragmenté

La dissuasion nucléaire a joué un rôle majeur pendant la guerre froide. Elle reposait sur une forme de rationalité tragique : l'usage de la puissance ultime risquait de détruire celui qui l'employait.

Mais la dissuasion devient plus complexe dans un monde fragmenté.

Les acteurs sont plus nombreux. Les doctrines sont plus diverses. Les technologies hybrides brouillent les seuils. Les cyberattaques peuvent viser les systèmes de commandement. Les acteurs non étatiques peuvent provoquer des crises sans être dissuadés de la même manière qu'un État. Les dirigeants personnalisés peuvent prendre plus de risques. Les opinions publiques peuvent être manipulées. Les alliances peuvent être moins lisibles.

La dissuasion reste indispensable, mais elle ne suffit plus.

Il faut aussi des canaux de communication, des protocoles cybernétiques, des règles sur les systèmes autonomes, des mécanismes de transparence, des dispositifs de vérification, des institutions capables d'agir vite en situation de crise et une culture de retenue.

La dissuasion empêche parfois l'usage de la puissance ultime.

La sagesse politique doit empêcher que le système tout entier n'approche trop souvent de ce seuil.

Les trois scénarios face à la guerre mondiale

Dans la raisonnable, le risque de guerre mondiale est modéré.

Les rivalités demeurent. Les conflits régionaux persistent. Mais les acteurs conservent assez de mémoire du danger, assez de canaux, assez de contraintes économiques, assez de dissuasion et assez de prudence pour éviter l'emballement général.

La guerre mondiale reste un risque, non un état.

Dans la sagesse, le risque devient faible à modéré.

La guerre n'est pas abolie, mais les risques systémiques sont davantage gouvernés. Les usages militaires de l'IA, les cyberattaques contre infrastructures vitales, les crises nucléaires, les manipulations informationnelles massives et les conflits de ressources font l'objet de règles plus fortes. Les États exposés bénéficient de mécanismes de prévention. Les institutions de convergence réduisent les risques d'escalade.

La guerre mondiale redevient un danger commun, donc un objet commun de responsabilité.

Dans le chaos, le risque devient élevé.

Non parce qu'un acteur décide nécessairement de déclencher une guerre totale, mais parce que les crises se connectent, les seuils se brouillent, les dépendances deviennent des armes, les idéologies polarisent, l'IA accélère, les institutions reculent et les acteurs exposés se multiplient comme théâtres de confrontation.

La guerre mondiale devient moins un événement qu'un état diffus du système.

Comment prévenir l'état de guerre mondiale ?

La prévention ne peut plus se limiter aux traités militaires classiques.

Ils restent nécessaires, mais insuffisants.

Il faut prévenir les guerres régionales.

Il faut protéger les infrastructures critiques.

Il faut réguler les cyberarmes.

Il faut encadrer l'IA militaire.

Il faut limiter la manipulation cognitive de masse.

Il faut diversifier les dépendances critiques.

Il faut maintenir des canaux entre adversaires.

Il faut renforcer les institutions internationales.

Il faut donner aux puissances pivots un intérêt à la stabilité.

Il faut traiter les humiliations mobilisables avant qu'elles ne deviennent programmes de

revanche.

Il faut empêcher les acteurs idéologico-coercitifs de disposer des meilleurs instruments d'amplification.

La prévention de la guerre mondiale devient donc une politique systémique.

Elle ne relève plus seulement des états-majors et des diplomaties. Elle concerne aussi les plateformes, les entreprises technologiques, les infrastructures, les banques, les universités, les systèmes éducatifs, les médias, les organisations internationales, les sociétés civiles et les citoyens.

La guerre mondiale du XXI^e siècle serait systémique.
Sa prévention doit l'être aussi.

L'enseignement central

La guerre mondiale ne doit plus être pensée seulement comme l'échec final de la diplomatie.

Elle doit être pensée comme le résultat possible d'une accumulation de défaillances : défaillance des institutions, défaillance de l'information, défaillance de la retenue, défaillance des infrastructures, défaillance de la régulation technologique, défaillance de la confiance, défaillance de la mémoire.

C'est pourquoi la sagesse politique n'est pas un luxe.

Elle est une politique de prévention de l'irréversible.

Le XX^e siècle a appris à craindre la guerre totale.

Le XXI^e siècle doit apprendre à reconnaître les états de guerre diffuse avant qu'ils ne deviennent irréversibles.

5.2.2 Grandes alliances : peur, prudence ou convergence

Les alliances sont l'une des formes les plus anciennes de la politique internationale.

Elles permettent de se protéger, de dissuader, d'attaquer, de contenir un adversaire, de partager des ressources, de structurer des dépendances, de gagner du temps ou de renforcer une position.

Mais dans le monde contemporain, les alliances changent de nature.

Elles ne sont plus seulement militaires. Elles deviennent technologiques, énergétiques, industrielles, financières, informationnelles, climatiques, sanitaires, idéologiques, normatives ou anthropologiques.

La question n'est donc plus seulement : qui combattra avec qui ?

Elle devient : qui dépendra de qui, pour quoi, contre quoi, et au nom de quoi ?

Les alliances de peur

Dans le chaos, les alliances se forment principalement par peur.

Les acteurs se rapprochent parce qu'ils craignent une menace, une rupture, une invasion, une sanction, une pénurie, une dépendance ou un déclassement.

Ces alliances peuvent être efficaces à court terme. Elles durcissent les blocs, renforcent la dissuasion, sécurisent certains flux, protègent certaines frontières, concentrent les moyens.

Mais elles ont un danger : elles peuvent enfermer le monde dans une logique de camps.

Lorsque l'alliance est fondée uniquement sur la peur, elle tend à simplifier le réel. Elle désigne un adversaire principal. Elle réduit les marges de compromis. Elle rend la défection suspecte. Elle transforme les zones intermédiaires en champs de bataille diplomatique. Elle pousse les acteurs exposés à choisir, parfois contre leurs intérêts profonds.

Les alliances de peur ne sont pas toujours évitables. Lorsqu'une menace est réelle, ne pas s'allier serait naïf. Mais une alliance de peur devient dangereuse lorsqu'elle cesse d'être un instrument de protection pour devenir une logique d'escalade.

La peur peut contenir.
Elle peut aussi enfermer.

Les alliances de prudence

Dans la raisonnable, les alliances sont principalement des alliances de prudence.

Elles ne reposent pas sur une convergence profonde des finalités humaines, mais sur la compréhension que certaines dérives doivent être évitées.

Les acteurs coopèrent parce qu'ils savent qu'une rupture totale serait coûteuse. Ils créent des arrangements, des formats flexibles, des partenariats sectoriels, des mécanismes de crise, des normes minimales et des cadres de dialogue.

Ces alliances peuvent être militaires, mais aussi technologiques, industrielles, sanitaires, maritimes, cybernétiques ou énergétiques.

Elles ne cherchent pas nécessairement à transformer le monde. Elles cherchent à l'empêcher de basculer.

Leur vertu est leur réalisme. Leur limite est leur modestie.

Elles peuvent stabiliser sans refonder.

Elles peuvent contenir sans orienter.

Elles peuvent éviter l'abîme sans construire l'horizon.

La raisonnablement dépend largement de ces alliances de prudence. Elles permettent aux acteurs de coopérer sans se faire pleinement confiance.

Les alliances de convergence

Dans la sagesse, une autre forme d'alliance devient possible : l'alliance de convergence.

Elle ne se définit pas seulement contre un ennemi, ni seulement pour réduire un risque immédiat. Elle se définit autour d'un bien commun : IA sûre, climat, santé mondiale, ressources vitales, infrastructures critiques, stabilité cognitive, prévention nucléaire, océans, biodiversité, dignité humaine, protection des générations futures.

L'alliance de convergence ne supprime pas les intérêts nationaux. Elle ne nie pas les différences culturelles. Elle ne remplace pas les alliances militaires classiques. Mais elle introduit une logique supérieure : certains domaines ne peuvent plus être gouvernés par la seule compétition.

Elle suppose des institutions, des règles, des mécanismes de financement, des vérifications, des responsabilités partagées, une représentation plus large des vulnérabilités et une acceptation minimale de la limite.

Elle suppose aussi un langage moral commun.

Non pas un langage uniforme. Non pas l'imposition d'une civilisation à toutes les autres. Mais une reconnaissance : certaines conditions de survie, de dignité et d'habitabilité concernent l'humanité entière.

Dans ce cadre, l'alliance n'est plus seulement une protection. Elle devient une construction.

Alliances militaires et alliances fonctionnelles

Les alliances militaires resteront nécessaires.

Un monde sage ne serait pas un monde désarmé par décret. La sécurité demeure une condition de la liberté. Les acteurs agressifs, coercitifs ou révisionnistes ne disparaîtront pas. La dissuasion restera nécessaire tant que la menace existera.

Mais les alliances militaires ne suffisent plus.

La sécurité du XXI^e siècle dépend aussi de l'énergie, des données, des semi-conducteurs, des câbles, de l'eau, des céréales, des satellites, du cloud, des systèmes de paiement, de l'IA, des vaccins, des minerais, des réseaux électriques, des plateformes et des infrastructures portuaires.

Les alliances fonctionnelles deviennent donc essentielles.

Une alliance de semi-conducteurs peut valoir une alliance navale.

Une alliance cybernétique peut protéger une démocratie.

Une alliance énergétique peut éviter un chantage.

Une alliance sanitaire peut empêcher une pandémie.

Une alliance informationnelle peut protéger l'espace public.

Une alliance climatique peut prévenir des migrations massives.

Une alliance éducative peut réduire la radicalisation.

La puissance n'étant plus seulement militaire, l'alliance ne peut plus être seulement militaire.

Alliances et souveraineté

Les alliances posent toujours la question de la souveraineté.

S'allier, c'est accepter de ne pas être seul. C'est parfois accepter des contraintes. C'est reconnaître que l'autonomie absolue est impossible ou trop coûteuse.

Mais l'alliance peut aussi renforcer la souveraineté.

Un État isolé peut être formellement souverain et pratiquement vulnérable. Un État allié peut accepter certaines obligations, mais accroître sa capacité réelle à protéger sa population, sécuriser ses approvisionnements, défendre son espace public et peser dans les négociations.

La souveraineté contemporaine n'est donc pas seulement indépendance. Elle est capacité effective.

Coopérer sur l'IA, le climat, les pandémies, les ressources critiques ou les infrastructures ne signifie pas nécessairement renoncer à la souveraineté. Cela peut signifier reconnaître qu'une souveraineté isolée est impuissante face à des risques systémiques.

La vraie question n'est pas : alliance ou souveraineté ?

Elle est : quelles alliances rendent la souveraineté plus réelle, et lesquelles la transforment en dépendance ?

Les acteurs pivots et les alliances flexibles

Les puissances pivots joueront un rôle croissant.

Elles ne se laisseront pas toujours enfermer dans des blocs fixes. Elles chercheront à maximiser leurs marges, à diversifier leurs partenaires, à éviter la dépendance excessive, à tirer profit des rivalités et à sécuriser leurs propres trajectoires.

Dans la raisonnable, les pivots maintiennent des ponts. Ils empêchent la fermeture complète du système. Ils créent des formats souples, des médiations, des passerelles économiques ou diplomatiques.

Dans le chaos, les pivots deviennent transactionnels. Ils vendent leur position, contournent les normes, monnayent leurs accès, exploitent les sanctions, alimentent les rivalités.

Dans la sagesse, les pivots deviennent indispensables à la légitimité des institutions de convergence. Sans eux, la gouvernance mondiale des risques apparaîtrait comme un projet de quelques puissances dominantes.

Les alliances de demain ne seront donc pas seulement dessinées par les grandes puissances. Elles dépendront aussi des acteurs intermédiaires capables de relier ou de fragmenter.

Les alliances idéologiques

Il faut également tenir compte des alliances idéologiques.

Elles ne sont pas toujours formalisées. Elles peuvent traverser les frontières, relier des mouvements, des réseaux, des médias, des groupes religieux, des courants nationalistes, des suprémacistes, des complotistes, des mouvances anti-système ou des communautés numériques.

Ces alliances fonctionnent par récits, affects, images, peurs, ressentiments et identifications.

Elles peuvent être très puissantes parce qu'elles ne nécessitent pas toujours une organisation hiérarchique. Elles circulent par imitation, contagion, traduction, viralité, émotion.

Dans le chaos, elles accélèrent la fragmentation.

Dans la raisonnable, elles sont surveillées et contenues.

Dans la sagesse, elles sont combattues non seulement par la sécurité, mais par l'éducation, la reconstruction du compromis, la régulation de l'espace cognitif et la réduction des humiliations exploitables.

Les alliances idéologiques rappellent que le monde ne se structure pas seulement par traités. Il se structure aussi par imaginaires.

Les alliances techno-politiques

Les alliances techno-politiques seront l'un des grands enjeux du XXI^e siècle.

L'IA, les semi-conducteurs, le cloud, les données, les satellites, le cyber, les systèmes autonomes, les plateformes, les normes numériques, la 6G ou ses successeurs, les biotechnologies et les infrastructures quantiques formeront des espaces d'alliance.

Ces alliances peuvent être ouvertes ou fermées.

Ouvertes, elles peuvent produire des standards communs, de la sécurité, de l'interopérabilité, de la recherche partagée, des audits, des protections et des bénéfices collectifs.

Fermées, elles peuvent produire des blocs technologiques incompatibles, une surveillance accrue, une guerre des normes, des dépendances irréversibles et une militarisation de l'innovation.

La technologie n'est donc pas seulement un domaine d'alliance. Elle devient l'une des matrices de l'ordre mondial.

Celui qui contrôle les standards contrôle une part du futur.

Celui qui contrôle les données contrôle une part du réel.

Celui qui contrôle l'IA contrôle une part de la décision.

Celui qui contrôle les infrastructures contrôle une part de la souveraineté des autres.

Les alliances techno-politiques devront donc être l'un des lieux privilégiés de la sagesse.

Vers une hiérarchie des alliances

Toutes les alliances ne se valent pas.

Certaines protègent.

Certaines dominent.

Certaines stabilisent.

Certaines enferment.

Certaines ouvrent des espaces de coopération.

Certaines créent des dépendances.

Certaines défendent des biens communs.

Certaines ne font que déplacer le risque.

La sagesse politique consisterait à hiérarchiser les alliances selon leur contribution à la gouvernabilité du monde.

Une alliance est supérieure lorsqu'elle protège sans humilier, dissuade sans provoquer inutilement, coopère sans dissoudre les souverainetés, organise les biens communs sans

concentrer abusivement le pouvoir, réduit les dépendances asymétriques et maintient des canaux avec ceux qui ne lui appartiennent pas.

Une alliance devient dangereuse lorsqu'elle absolutise l'ennemi, détruit les passerelles, transforme les dépendants en vassaux, instrumentalise les peurs, enferme les sociétés dans des récits de guerre et rend l'escalade plus probable que la retenue.

Le défi contemporain n'est donc pas seulement de former des alliances. Il est de former des alliances qui n'interdisent pas l'avenir.

L'enseignement central

Les alliances seront inévitables.

Aucun acteur ne pourra gouverner seul les risques du XXI^e siècle. Aucun État, aucune entreprise, aucune institution, aucune alliance militaire classique ne suffira isolément.

Mais les alliances peuvent conduire à trois mondes différents.

Par peur, elles peuvent durcir les blocs.

Par prudence, elles peuvent contenir les crises.

Par convergence, elles peuvent organiser les biens communs.

La question décisive sera donc la suivante :

les alliances du XXI^e siècle seront-elles seulement des machines de protection contre l'autre, ou deviendront-elles aussi des instruments de responsabilité envers tous ?

5.3 Mondialiser la sagesse

5.3.1 Conclusion générale : mondialiser la sagesse

Le parcours de cet ouvrage est parti d'une question simple : peut-on décrire l'état politique du monde avec assez de rigueur pour mieux comprendre les trajectoires auxquelles il pourrait conduire ?

La séquence de mesure a proposé une méthode appliquée aux États. Elle a montré que la puissance géopolitique d'un État ne coïncide pas nécessairement avec sa stabilité interne. Certains États disposent d'une forte capacité de projection tout en reposant sur des équilibres fragiles. D'autres sont plus stables, mais moins influents. La puissance et la maturité politique ne progressent pas toujours ensemble.

La prospective a prolongé cette dissociation.

Il a posé la question centrale : que devient une humanité dont la puissance est devenue planétaire, mais dont la sagesse politique demeure fragmentée ?

À mesure que l'analyse avançait, cette question s'est élargie. Elle ne concerne plus seulement les États. Elle concerne les plateformes, les entreprises technologiques, les infrastructures, les ressources, les systèmes financiers, les alliances, les mouvements idéologiques, les acteurs coercitifs, les organisations internationales, les diasporas, les sociétés civiles et les individus capables d'infléchir des systèmes entiers.

La puissance n'est plus seulement territoriale.

Elle est technologique, informationnelle, cognitive, financière, énergétique, logistique, algorithmique, biologique, normative et militaire.

C'est pourquoi la sagesse ne peut plus être seulement individuelle. Elle doit devenir politique, institutionnelle et mondiale.

La formule centrale

La formule centrale de l'ouvrage peut maintenant être reprise dans toute sa portée :

L'humanité a mondialisé sa puissance avant d'avoir mondialisé sa sagesse.

Cette phrase ne signifie pas que l'humanité serait dépourvue de sagesse. Elle signifie que la sagesse disponible n'est pas encore organisée à l'échelle des puissances disponibles.

Il existe déjà des fragments de sagesse : constitutions, droits fondamentaux, institutions internationales, sciences, mémoires des catastrophes, traditions philosophiques, religions ouvertes à l'universel, cultures démocratiques, diplomaties, ONG, juridictions, accords climatiques, conventions sanitaires, régulations technologiques, initiatives citoyennes, alliances défensives, écoles, œuvres, poèmes, gestes de courage et de lucidité.

Mais ces fragments demeurent dispersés.

Face à eux, la puissance s'est mondialisée rapidement : armes, marchés, données, plateformes, IA, finance, énergie, climat, infrastructures, récits, images, flux, migrations, pandémies, chaînes industrielles, ressources critiques.

L'écart entre les deux constitue le problème politique majeur du siècle.

La sagesse comme fonction politique

La sagesse ne doit pas être comprise comme un supplément moral destiné à embellir la politique.

Elle est une fonction.

Elle consiste à mesurer les conséquences, penser le temps long, accepter des limites, protéger les biens communs, maintenir un espace de vérité partagée, contenir les usages

destructeurs de la puissance, organiser la responsabilité, préserver la dignité humaine et empêcher que les moyens ne dévorent les fins.

La sagesse politique n'exige pas des hommes qu'ils deviennent parfaits.

Elle exige des institutions qu'elles tiennent compte de leur imperfection.

Les êtres humains peuvent être généreux, lucides, courageux et créateurs. Ils peuvent aussi être dominateurs, envieux, fanatiques, peureux, narcissiques ou violents. Les institutions ne suppriment pas cette ambivalence. Elles choisissent ce qu'elles amplifient.

Une institution sage amplifie la coopération plutôt que la prédation.

La retenue plutôt que l'emballement.

La responsabilité plutôt que l'impunité.

La vérité plutôt que la manipulation.

Le temps long plutôt que l'urgence permanente.

La limite plutôt que la toute-puissance.

La dignité plutôt que l'utilité pure.

Mondialiser la sagesse signifie donc construire des institutions capables d'amplifier les meilleures potentialités humaines à l'échelle où la puissance agit désormais.

Ce que PRA a tenté de faire

PRA ne prétend pas posséder la vérité politique du monde ; il cherche à rendre le jugement plus clair, donc plus discutable.

Il propose une méthode.

Cette méthode cherche à rendre les appréciations politiques explicites, comparables, argumentées et révisables. Elle part de notations élémentaires, construit des indicateurs, observe les écarts, projette les acteurs dans un espace factoriel, identifie des clusters, soumet ces clusters à des hypothèses, puis produit des scénarios narratifs.

Cette méthode ne supprime pas la subjectivité. Elle la rend visible.

Elle ne remplace pas le jugement. Elle le structure.

Elle ne prédit pas l'avenir. Elle permet de discuter les trajectoires.

Sa vocation est pédagogique autant qu'analytique. Elle veut permettre au lecteur de comprendre non seulement ce qui est proposé, mais comment cela a été construit.

Le lecteur peut accepter les scénarios d'auteur, les discuter, les modifier ou construire le sien. Il peut remonter du récit aux hypothèses, des hypothèses aux variables, des variables aux clusters, des clusters aux acteurs.

La méthode n'enferme pas le lecteur. Elle lui donne un instrument.

Les trois leçons des scénarios

Les trois scénarios produisent trois leçons.

La raisonnable enseigne que le monde peut éviter le pire sans devenir juste. Ce scénario est modeste, parfois décevant, mais précieux. Il rappelle que la prudence, la fatigue des crises et la peur de l'abîme peuvent produire des mécanismes de retenue. Dans un monde dangereux, même une sagesse pauvre peut sauver du chaos.

La sagesse enseigne que l'humanité devra tôt ou tard construire des institutions proportionnées à ses risques. Ce scénario peut sembler improbable, mais il fournit l'horizon. Sans horizon de sagesse, la raisonnable risque de devenir simple gestion de crise, et le chaos risque de rester le seul futur imaginé avec force.

Le chaos enseigne que le monde peut devenir ingouvernable sans s'effondrer. C'est peut-être la leçon la plus inquiétante. Les sociétés peuvent continuer à fonctionner, les marchés à échanger, les technologies à progresser, les institutions à parler, les États à gouverner, tout en perdant progressivement la capacité d'orienter l'ensemble.

Le chaos n'est pas le vide.
Il est la puissance sans finalité commune.

Le refus des deux facilités

Cet ouvrage refuse deux facilités.

La première serait le pessimisme spectaculaire : annoncer le désastre comme s'il était déjà écrit. Cette posture peut paraître lucide, mais elle dispense parfois de penser les conditions d'une autre trajectoire.

La seconde serait l'optimisme abstrait : croire que la raison, le progrès, le commerce, la technologie ou la morale finiront mécaniquement par produire un monde plus sage.

Ni le désastre ni la sagesse ne sont automatiques.

L'avenir dépendra des institutions, des décisions, des crises, des récits, des technologies, des alliances, des résistances, des éducations, des régulations et des bouleversements à venir.

L'histoire ne garantit rien. Mais elle montre que l'humanité a déjà su changer d'échelle lorsque l'existant était devenu insuffisant.

La question est de savoir si elle saura le faire assez tôt.

Mondialiser la sagesse sans abolir le politique

Mondialiser la sagesse ne signifie pas abolir les nations, les cultures, les désaccords, les intérêts ou les souverainetés.

Un monde sans pluralité serait invivable.

Un monde sans conflits serait probablement un monde sans liberté.

Un monde sans États serait peut-être livré à des puissances moins responsables encore.

Un monde gouverné par une autorité unique et sans contrepoids pourrait devenir dangereux.

La sagesse ne consiste donc pas à supprimer la politique.

Elle consiste à empêcher que la politique ne soit détruite par l'excès de puissance non gouvernée.

Il s'agit d'articuler les niveaux :

le local pour ce qui relève du proche ;

le national pour ce qui relève de la souveraineté démocratique ;

le régional pour ce qui exige une coopération de voisinage ou de sécurité ;

le mondial pour ce qui menace les conditions communes de l'humanité.

Cette articulation sera difficile. Elle sera contestée. Elle sera imparfaite. Mais elle est plus raisonnable que les deux illusions inverses : croire que chaque État peut tout maîtriser seul, ou croire qu'un gouvernement mondial uniforme pourrait remplacer la pluralité humaine.

La sagesse mondiale doit être une architecture de pluralité, non une uniformisation.

Le rôle de l'IA dans l'ouvrage et dans l'époque

Il serait impossible de conclure sans revenir à l'intelligence artificielle.

Elle traverse cet ouvrage à deux niveaux.

Comme objet d'analyse, elle représente l'un des seuils majeurs du XXI^e siècle. Elle peut amplifier la connaissance, la médecine, l'éducation, la coordination, la recherche et la prévention. Mais elle peut aussi amplifier la surveillance, la manipulation, la guerre, la dépendance cognitive, la désinformation et la dépossession humaine.

Elle oblige donc l'humanité à se demander ce qui doit rester humain dans un monde de machines de plus en plus puissantes.

Mais l'IA intervient aussi comme instrument de travail.

Elle a contribué à structurer, formaliser, tester, reformuler, contrôler et enrichir la démarche PRA. Elle a aidé à exploiter un volume documentaire considérable, à produire des notations, à organiser des variables, à formuler des scénarios et à clarifier des articulations complexes.

Cette assistance ne remplace pas l'auteur.

L'intuition, le projet, les critères, l'architecture, les arbitrages, les validations, les corrections, les inquiétudes, les orientations et la responsabilité finale relèvent de l'auteur.

Mais il serait contraire à l'esprit de cet ouvrage de dissimuler le rôle d'un outil qui constitue lui-même l'un des enjeux centraux du siècle.

L'usage de l'IA dans ce travail illustre donc, à petite échelle, la question générale : comment utiliser une puissance nouvelle sans renoncer à la responsabilité humaine ?

Sagesse, philosophie et poésie

La conclusion de cet ouvrage ne peut être seulement méthodologique.

La méthode est nécessaire. Elle protège contre l'impressionnisme. Elle rend les hypothèses discutables. Elle donne au lecteur un instrument. Elle impose une discipline.

Mais la méthode ne suffit pas.

Il faut aussi une orientation.

Le monde n'a pas seulement besoin de calculer ses risques. Il doit se demander ce qu'il veut préserver.

C'est ici que la sagesse, la philosophie et la poésie retrouvent leur place.

La sagesse rappelle que tout ce qui est possible ne doit pas être fait.

La philosophie rappelle que l'efficacité n'est pas une finalité.

La poésie rappelle que le monde n'est pas seulement un système à optimiser, mais une demeure à habiter.

Sans sagesse, la puissance devient ivresse.

Sans philosophie, la politique devient gestion de moyens.

Sans poésie, l'humanité risque d'oublier pourquoi elle veut survivre.

Le XXI^e siècle sera profondément marqué par la sagesse, la philosophie et la poésie, ou ne sera pas.

Dernière formulation

L'humanité n'est pas condamnée au chaos.

Elle n'est pas promise à la sagesse.

Elle se trouve devant une responsabilité nouvelle : apprendre à gouverner une puissance dont les effets dépassent désormais les frontières, les générations, les cultures et parfois même la compréhension immédiate de ceux qui l'emploient.

La question n'est plus seulement : qui sera le plus puissant ?

La question devient : qui saura rendre la puissance habitable ?

PRA a tenté de proposer un instrument pour éclairer cette question, sans prétendre la refermer.

L'ouvrage a mesuré.

Il a interrogé.

Les scénarios ont ouvert trois trajectoires.

La conclusion appelle une tâche : mondialiser la sagesse avant que la puissance ne mondialise le chaos.

Il ne s'agit pas de rêver un monde parfait.

Il s'agit d'empêcher que l'imperfection humaine, amplifiée par des instruments planétaires, ne devienne irréversible.

La sagesse n'est plus un luxe moral.

Elle est devenue une condition politique de survie.

6 Annexes méthodologiques et techniques

Prospective de l'ordre mondial entre raisonnable, sagesse et chaos
Document technique d'annexes — version harmonisée v1.5

6.1 Fonction des annexes méthodologiques et techniques

Les annexes méthodologiques et techniques rendent visible la charpente des scénarios d'auteur : liste des acteurs, variables, notations, ACP, clusters, questionnaire, Matrice_Impact_Hypothèses, scénario-zéro, graphiques du Run 1 bis, règles de traitement des hypothèses, réserves techniques et rôle de l'auteur et de l'intelligence artificielle.

Elles complètent le corps du texte sans le remplacer. Le corps de l'ouvrage garde la continuité narrative ; les annexes offrent au lecteur les éléments de vérification, de discussion et de reconstruction du modèle.

6.2 Annexe II-1 — Variables de référence

Source technique : feuillet Variables du fichier Run 1 bis.

Code	Nom	Définition	Statut Run 1	Sens de la note élevée
TSI*	Solidité interne	Solidité interne / maturité-stabilité de l'acteur	Composite	Solidité/maturité interne élevée
G*	Puissance	Puissance / capacité de projection stratégique	Composite	Projection/puissance élevée
H1	Propension hégémonique	Propension hégémonique	Semi-élémentaire	Volonté plus forte d'imposer influence, normes ou dépendances
H2	Imaginaire de restauration	Imaginaire de restauration / nostalgie de grandeur	Semi-élémentaire	Récit de grandeur perdue/restauration plus structurant
ER1	Intérêt économique et contrôle de ressources	Intérêt économique et contrôle de ressources/infrastructures critiques	Semi-élémentaire	Intérêt/contrôle plus élevé sur ressources, marchés ou infrastructures critiques
C1	Coercition mobilisable ou déjà utilisée	Coercition mobilisable ou déjà utilisée	Semi-élémentaire	Capacité ou usage de coercition plus élevé
A1	Autonomie stratégique	Autonomie stratégique	Semi-élémentaire	Autonomie stratégique plus forte
D1	Dépendance asymétrique subie	Dépendance asymétrique subie	Semi-élémentaire	Dépendance asymétrique subie plus forte
P1	Personnalisation de la décision	Personnalisation de la décision	Semi-élémentaire	Décision plus concentrée/personnalisée
I1	Puissance informationnelle	Puissance informationnelle / cognitive	Semi-élémentaire	Influence sur données, attention, récits ou algorithmes plus forte
I2	Pression idéologique polarisante	Pression idéologique polarisante	Semi-élémentaire	Polarisation idéologique plus structurante
M1	Orientation coopérative	Orientation coopérative / multilatérale	Semi-élémentaire	Orientation plus coopérative/multilatérale

6.3 Annexe II-2 — Résultats ACP du Run 1 bis

Les cinq premières composantes expliquent environ 91,97 % de la variance. Les résultats servent ici de base de lecture technique du Run 1 bis et de support à l'interprétation des clusters.

6.3.1 Variance expliquée et cumulée

Composante	Variance expliquée	Variance cumulée
CP1	0.436	0.436
CP2	0.3094	0.7454
CP3	0.0924	0.8377
CP4	0.0499	0.8877
CP5	0.0321	0.9197
CP6	0.0296	0.9493

6.3.2 Contributions / coordonnées des variables sur les composantes principales

Variable	CP1	CP2	CP3	CP4	CP5	CP6
TSI*	0.9545	0.1375	0.1027	0.059	0.096	0.0695

Variable	CP1	CP2	CP3	CP4	CP5	CP6
G*	0.5646	0.7616	0.0214	-0.0628	0.0139	0.2517
H1	-0.2979	0.8945	-0.19	-0.0321	-0.1446	0.0237
H2	-0.8029	0.4147	0.0605	0.1937	0.2071	-0.1085
ER1	0.6642	0.4622	-0.4655	-0.0965	0.107	0.2048
C1	-0.6811	0.4171	0.1109	0.4887	0.0106	0.2735
A1	0.2963	0.895	0.0772	0.143	-0.1408	-0.1982
D1	-0.7055	-0.5735	0.0039	-0.1841	0.004	0.329
P1	-0.6642	0.3262	-0.4994	-0.1538	0.369	-0.1137
I1	-0.0674	0.6645	0.5858	-0.433	0.0909	0.0177
I2	-0.8695	0.2153	0.3587	-0.0653	0.0445	0.027
M1	0.7935	-0.2594	0.3355	0.2036	0.3708	0.0022

6.4 Annexe II-3 — Clusters techniques du Run 1 bis

6.4.1 Lecture qualitative des sept clusters techniques

Cluster	Nom provisoire	n	Lecture provisoire	Acteurs exemplaires
1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier	21	Acteurs à forte assise matérielle, industrielle, énergétique, financière ou logistique ; faible idéologisation moyenne, forte importance des ressources et infrastructures.	Apple, Nvidia, BlackRock / Vanguard / State Street, Visa / Mastercard, Lockheed / RTX / Northrop, BYD / CATL, SMIC, COSCO / State Grid...
2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants	9	Acteurs dont l'idéologie, la coercition et la polarisation structurent fortement la projection ; faible orientation coopérative.	Iran, Corée du Nord, Hezbollah, Houthis, Hamas / Jihad islamique palestinien, Réseaux salafistes-djihadistes, Frères musulmans / islam politique, Extrême droite suprémaciste transnationale...
3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle	13	Acteurs hybrides ou intermédiaires : puissance régionale, coercition sectorielle ou actifs stratégiques sans statut systémique complet.	Égypte, Pakistan, Nigeria, Vietnam, Algérie, Azerbaïdjan, BRICS+, Adani Group...
4	États dépendants, exposés ou fragmentés	14	États ou espaces marqués par une dépendance élevée, des fragilités internes et une exposition à des influences extérieures.	Mexique, Éthiopie, Ukraine, Biélorussie, Philippines, Laos, Cambodge, Myanmar...
5	Pôles systémiques hégémoniques	8	Acteurs à forte projection, forte autonomie, tendance hégémonique élevée et capacité coercitive ou informationnelle importante.	États-Unis, Chine, Russie, Inde, Turquie, Arabie saoudite, Israël, Écosystème Musk
6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels	19	Acteurs à stabilité relativement élevée, orientation coopérative, insertion institutionnelle et hégémonie faible à modérée.	Union européenne, OTAN, ONU, Allemagne, Japon, Brésil, Indonésie, Corée du Sud...
7	Techno-informatonnels & puissances d'influence	16	Pouvoirs dont l'influence passe principalement par l'information, le cloud, les plateformes, les données, l'IA, les médias ou l'intermédiation stratégique.	France, Royaume-Uni, Émirats arabes unis, Qatar, Microsoft / OpenAI, Alphabet / YouTube / DeepMind, Amazon / AWS / Blue Origin, Meta...

6.4.2 Profils moyens des clusters sur les variables

Cluster	Nom cluster provisoire	n	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1
1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier	21	7.34	6.86	4.19	1.24	8.04	1.4	6.14	3.83	3.88	4.05	2.81	5.5
2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants	9	2.81	4.58	6.17	7.39	3.17	6.61	5.83	6.56	6.61	6.28	9.11	1.03
3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle	13	4.72	5.32	4.27	3.77	6.28	4.73	5.58	4.69	6.27	4.31	5.46	3.77

Cluster	Nom cluster provisoire	n	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1
4	États dépendants, exposés ou fragmentés	14	3.98	3.73	2.46	3.75	4.38	3.64	3.11	6.96	6.36	3.61	6.25	4.36
5	Pôles systémiques hégémoniques	8	5.69	7.85	6.71	6.62	7.69	6.58	8	3.31	7.46	7.12	6.94	4.56
6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels	19	6.93	5.46	2.47	2.08	5.5	2.76	5.2	4.38	2.71	4.68	4.55	7.71
7	Techno-informationnels & puissances d'influence	16	6.7	6.88	4.78	2.72	6.94	2.74	6.39	3.8	5.41	7.31	5.28	5.28

6.5 Annexe II-4 — Concordance entre clusters narratifs et clusters techniques

Le corps de l'ouvrage utilise un ordre narratif destiné à accompagner la lecture. Le Run 1 bis conserve une numérotation technique issue du traitement statistique. La table suivante évite toute confusion entre ces deux ordres.

Ordre narratif Volume II	Nom narratif retenu	Cluster technique Run 1 bis	Nom technique Run 1 bis	N
1	Projection hégémonique autonome	5	Pôles systémiques hégémoniques	8
2	Polarisation idéologico-coercitive	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants	9
3	Dépendance / exposition stratégique	4	États dépendants, exposés ou fragmentés	14
4	Infrastructures critiques & capital	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier	21
5	Coopération institutionnelle / multilatérale	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels	19
6	Puissances intermédiaires / pivots	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle	13
7	Techno-informationnels & plateformes	7	Techno-informationnels & puissances d'influence	16

6.6 Annexe II-5 — Liste complète des acteurs par cluster narratif

Ordre narratif	Nom narratif	Cluster technique	Acteurs
1	Projection hégémonique autonome	5	États-Unis; Chine; Russie; Inde; Turquie; Arabie saoudite; Israël; Écosystème Musk
2	Polarisation idéologico-coercitive	2	Iran; Corée du Nord; Hezbollah; Houthis; Hamas / Jihad islamique palestinien; Réseaux salafistes-djihadistes; Frères musulmans / islam politique; Extrême droite suprémaciste transnationale; Réseaux conspirationnistes / antisémites
3	Dépendance / exposition stratégique	4	Mexique; Éthiopie; Ukraine; Biélorussie; Philippines; Laos; Cambodge; Myanmar; Kazakhstan; Irak; Liban; Jordanie; Serbie; Maroc
4	Infrastructures critiques & capital	1	Apple; Nvidia; BlackRock / Vanguard / State Street; Visa / Mastercard; Lockheed / RTX / Northrop; BYD / CATL; SMIC; COSCO / State Grid; Tata Group; ASML; Shell / BP / TotalEnergies; Saudi Aramco; PIF saoudien; ADNOC / Mubadala / ADIA; DP World; Samsung / SK Hynix; TSMC; Toyota / Mitsubishi / SoftBank; Maersk / MSC; Glencore / Trafigura / Vitol; Cargill / ADM
5	Coopération institutionnelle / multilatérale	6	Union européenne; OTAN; ONU; Allemagne; Japon; Brésil; Indonésie; Corée du Sud; Taïwan; Australie; Canada; Afrique du Sud; Kenya; Singapour; Pologne; Grèce; Airbus; ONG droits humains / climat; Diasporas stratégiques transnationales
6	Puissances intermédiaires / pivots	3	Égypte; Pakistan; Nigeria; Vietnam; Algérie; Azerbaïdjan; BRICS+; Adani Group; Rosatom / Gazprom / Rosneft; Baykar; IAI / Rafael / Elbit; NSO / cyber offensif privé; Cartels narcocriminels transnationaux
7	Techno-informationnels & plateformes	7	France; Royaume-Uni; Émirats arabes unis; Qatar; Microsoft / OpenAI; Alphabet / YouTube / DeepMind; Amazon / AWS /

Ordre narratif	Nom narratif	Cluster technique	Acteurs
			Blue Origin; Meta; Palantir / Anduril; ByteDance / TikTok; Huawei; Tencent / WeChat; Alibaba / Ant Group; Reliance / Jio; QatarEnergy / QIA / Al Jazeera; G42

6.7 Annexe II-6 — Feuille de notation des acteurs

Tableau condensé issu du feuillet Acteurs_Notations. Les colonnes CP1 à CP5 et la note technique d'origine sont conservées dans le fichier source, mais non reprises ici pour préserver la lisibilité de l'annexe imprimée.

Acteur	Type	Zone	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Cluster	Nom cluster provisoire
États-Unis	État	Amérique du Nord	7	9.8	7.5	6.5	8.5	8	9.5	2	4.5	9.5	7	6.5	5	Pôles systémiques hégémoniques
Chine	État	Asie orientale	6.4	9.5	8.5	7.5	9.5	7.8	9	2.5	8.5	8	6.5	4	5	Pôles systémiques hégémoniques
Russie	État	Eurasie	4.4	7.8	8.5	9.5	8	8.8	8.5	4	9.2	7	8.5	2	5	Pôles systémiques hégémoniques
Inde	État	Asie du Sud	6.2	7.6	6.2	6	7.2	6	8	3.5	6	6	6	5.5	5	Pôles systémiques hégémoniques
Union européenne	Ensemble supranational	Europe	7.8	7.4	3	2	6.5	2.5	6.5	3.5	2	6	5.5	9	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
OTAN	Alliance	Transatlantique	7.5	8.4	4	2	5.5	7.5	6.5	3	2.5	5	4.5	8	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
ONU	Organisation internationale	Global	6	4.5	1	0.5	2	1	3	6	1.5	4	3	9.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
France	État	Europe	7.2	6.6	4.5	4	5.8	5.5	7.2	3	4	5.5	6	7	7	Techno-informationnels & puissances d'influence
Allemagne	État	Europe	7.8	6.2	2.5	1.5	6	2.5	5.5	4	2.5	5	5	8.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Royaume-Uni	État	Europe	7.3	6.4	4.5	4.5	5.8	5	7	3	3.5	6	5.5	7	7	Techno-informationnels & puissances d'influence
Japon	État	Asie orientale	8	6.5	2.5	2	6.8	3.5	5.5	4.5	2.5	5.5	3.5	8	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Turquie	État	Moyen-Orient / Europe	5	6.4	7	8	6	6.5	7	3.5	8	5.5	7	4	5	Pôles systémiques hégémoniques
Iran	État	Moyen-Orient	3.8	6.1	7.5	7.5	6.5	7.5	7	5.5	8.5	6	8.5	2.5	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Arabie saoudite	État	Golfe	5.3	6.6	5.5	5.5	9	4.5	7	3.5	8.5	5.5	5.5	5	5	Pôles systémiques hégémoniques
Émirats arabes unis	État	Golfe	6.5	6	5	3.5	7.5	3.8	7.5	3	7	6	4	6.5	7	Techno-informationnels & puissances d'influence
Qatar	État	Golfe	6.2	5.2	4	3	7.5	2.5	6.5	3.8	6	7	4	6.5	7	Techno-informationnels & puissances d'influence
Israël	État	Moyen-Orient	6.2	6.7	4.5	5.5	5.8	7.5	7.5	3.5	5.5	7	7	5.5	5	Pôles systémiques hégémoniques
Brésil	État	Amérique latine	6	5.8	3.5	3	7	3	6.5	3	4	4.5	5.5	7	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Indonésie	État	Asie du Sud-Est	6	5.3	3.5	3	6.5	3	5.5	4	4	4	5	7	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Égypte	État	Moyen-Orient / Afrique	4.5	5.3	4	5	5.5	4.5	5	5.5	8	5	6	4.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Pakistan	État	Asie du Sud	3.7	5.6	5	6	4.8	6.5	5.5	6.5	6.5	4.5	7	3.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Corée du Nord	État	Asie orientale	2.2	4.5	6.5	8.5	3	7	6	7	10	4	9	0.5	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Corée du Sud	État	Asie orientale	7.5	6.1	2.5	2.5	6.5	3.5	5	4.5	2.5	5.5	4	8	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Taïwan	Quasi-État / nœud stratégique	Asie orientale	7.8	5.8	2	2	8	2.5	4.5	6	2	5.5	4.5	7.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Australie	État	Indo-Pacifique	8	5.9	2.5	2	7	3.5	5.5	3.8	2	4.5	4	8	6	Acteurs coopératifs,

Acteur	Type	Zone	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Cluster	Nom cluster provisoire
																stables ou institutionnels
Canada	État	Amérique du Nord	8	5.5	2	1.5	6.2	2	4.8	4	2	4.5	5	8.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Mexique	État	Amérique du Nord	5	4.7	2.5	2.5	5.5	3	3.5	6	4	4	6.5	6	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Nigeria	État	Afrique	3.8	4.8	3	3	6	3.5	4.5	5	5	4.5	7	5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Afrique du Sud	État	Afrique	5.5	4.7	2.5	2	5.5	2.5	5	4.5	3	4	5.5	6.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Éthiopie	État	Afrique	3.5	4.1	3	4	4.5	4	4	5.5	6	3.5	7	4	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Kenya	État	Afrique	5.2	3.8	2	1.5	4.5	2	4	5	3.5	3.5	4.5	6.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Vietnam	État	Asie du Sud-Est	5.8	4.8	3	4	5.8	3.5	5.5	4	7	4	5	6	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Singapour	État	Asie du Sud-Est	8	4.8	1.5	0.5	6.5	1.5	5.5	4	4	4.5	2.5	8.5	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Ukraine	État	Europe orientale	4.5	5	2.5	4.5	4.5	6	3.5	8	4.5	5	6.5	7	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Biélorussie	État	Europe orientale	2.8	3.8	3.5	6	3.5	5	2.5	8.5	9	4	7	1.5	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Pologne	État	Europe	6.8	5	3	4.5	5	4	5	4.5	3.5	4	6	7	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Philippines	État	Asie du Sud-Est	5	4	2.5	3	4.5	3	3.5	6	5.5	4	6	6	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Laos	État	Asie du Sud-Est	3.8	2.5	1.5	2	3.5	1.5	2	8	6	2.5	4.5	4	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Cambodge	État	Asie du Sud-Est	3.5	2.7	2	2.5	3.8	2	2.5	7.5	7.5	3	5.5	3.5	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Myanmar	État fragmenté	Asie du Sud-Est	1.8	3	3	4	3.5	6.5	2	8	9	3	8.5	1	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Kazakhstan	État	Asie centrale	4.8	4.5	2.5	3.5	7	2.5	4	6.5	7	3.5	4.5	5	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Irak	État fragmenté	Moyen-Orient	2.8	3.6	2.5	4	6	5.5	2.5	8	6.5	3.5	8	3	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Liban	État fragmenté	Moyen-Orient	2.5	3	2	4	3	4.5	2	8	5	4	8	3.5	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Jordanie	État	Moyen-Orient	5.2	3.5	1.5	2.5	3.5	2.5	3	7	6.5	3	5	6	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Serbie	État	Balkans	5	3.7	3	6	3.5	2.5	4	5.5	6	3.5	6	4.5	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Maroc	État	Maghreb	5.5	4.1	2.5	4	5	2.5	4.5	5	6.5	4	4.5	6	4	États dépendants, exposés ou fragmentés
Algérie	État	Maghreb	4.5	4.4	3	5	6.5	3.5	5	4.5	6.5	3.5	5.5	4.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Grèce	État	Europe / Méditerranée	7	3.8	2	3	3.5	2.5	4	5	3	3	4.5	8	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Azerbaïdjan	État	Caucase	4	4.2	4	6	7	4.5	5	5	8	3.5	5.5	3.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
BRICS+	Ensemble / forum	Transrégional	5	6	4.5	4	6.5	2.5	5.5	4	3	4.5	5.5	5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Écosystème Musk	Écosystème techno-privé	États-Unis / global	5	8.4	6	4.5	7.5	3.5	7.5	4	9.5	8.5	8	4	5	Pôles systémiques hégémoniques
Microsoft / OpenAI	Écosystème IA-cloud	États-Unis / global	7.5	8.3	4.5	2.5	7.5	2	7	3.5	5.5	9	5.5	6	7	Techno-informationnels

Acteur	Type	Zone	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Cluster	Nom cluster provisoire
																& puissances d'influence
Alphabet / YouTube / DeepMind	Plateforme / IA	États-Unis / global	7.5	8.5	5	2.5	7.5	2	7	3.5	4.5	9.5	6.5	6	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Amazon / AWS / Blue Origin	Infrastructure numérique/logistique	États-Unis / global	7.2	8.1	5	2	8	2	7	3.5	4.5	7.5	4.5	5.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Meta	Plateforme informationnelle	États-Unis / global	6.8	7.6	4.5	2	6.5	1.5	6.5	4	5	9	7.5	5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Apple	Technologie / plateforme	États-Unis / global	8.2	7.6	3.5	1	7	1	7	3	3	6.5	3.5	6	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Nvidia	Semi-conducteurs / IA	États-Unis / global	7.8	8	4	1	8.5	1	7.5	3	3	6.5	3	5.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
BlackRock / Vanguard / State Street	Finance globale	États-Unis / global	8	8	5	1.5	7	2	7.5	3	3	4.5	3	5.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Visa / Mastercard	Infrastructure paiements	États-Unis / global	8	7.2	4	0.5	7.5	2	7	3.5	3	4.5	2.5	6	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Palantir / Anduril	Défense-tech / données	États-Unis / global	6.5	6.6	5	3	6	6	6.5	4	6	7.5	6	3.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Lockheed / RTX / Northrop	Complexe militaro-industriel	États-Unis / global	7.5	7.4	4.5	2	6.5	7	6.5	3.5	3.5	3.5	3	4.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
ByteDance / TikTok	Plateforme informationnelle	Chine / global	6	7.2	5.5	2.5	6	2	5.5	5	5	9	8	4	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Huawei	Télécoms / infrastructure	Chine / global	6.5	7.4	6	3	7	3.5	6	4.5	5.5	6.5	4	4.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Tencent / WeChat	Plateforme / paiements / information	Chine / global	6.5	7.1	5	2.5	6.5	2	5.5	4.5	5.5	8	6	4.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Alibaba / Ant Group	E-commerce / fintech	Chine / global	6	6.8	4.5	2	7	1.5	5	4.5	5.5	6	4	4.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
BYD / CATL	Batteries / véhicules électriques	Chine / global	7	7	4.5	1.5	8	1	6	3.5	4	4.5	3	5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
SMIC	Semi-conducteurs	Chine	6	6.2	4.5	2	8	1	4.5	5.5	4.5	4	3	4	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
COSCO / State Grid	Logistique / infrastructure	Chine / global	6.5	7	6	2.5	8	2.5	6	4	5.5	4	3.5	4.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Reliance / Jio	Télécoms / énergie / data	Inde	6.5	6.2	4.5	2.5	7	1.5	5.5	4	6.5	6	4.5	4.5	7	Techno-informatiionnels & puissances d'influence
Adani Group	Infrastructure / énergie / ports	Inde	5.5	5.8	5	2.5	7.5	2	5.5	4.5	7	4	4	3.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Tata Group	Conglomérat industriel	Inde / global	7.5	5.8	3	1	6.5	1	5.5	3.5	3.5	3.5	2.5	6	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
ASML	Semi-conducteurs critiques	Pays-Bas / global	8.2	7	3	0.5	8.8	0.5	5	5.5	2.5	4.5	2.5	7	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Airbus	Aéronautique / défense	Europe / global	7.8	6.5	3	1	6.5	3.5	5.5	4	2.5	3.5	2.5	7	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Shell / BP / TotalEnergies	Énergie globale	Europe / global	7	6.8	4.5	1	9	1.5	6.5	3.5	3	3	3.5	5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Saudi Aramco	Énergie	Arabie saoudite / global	7	7.2	4.5	2	9.5	1.5	6	3	5	3	2.5	4.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier

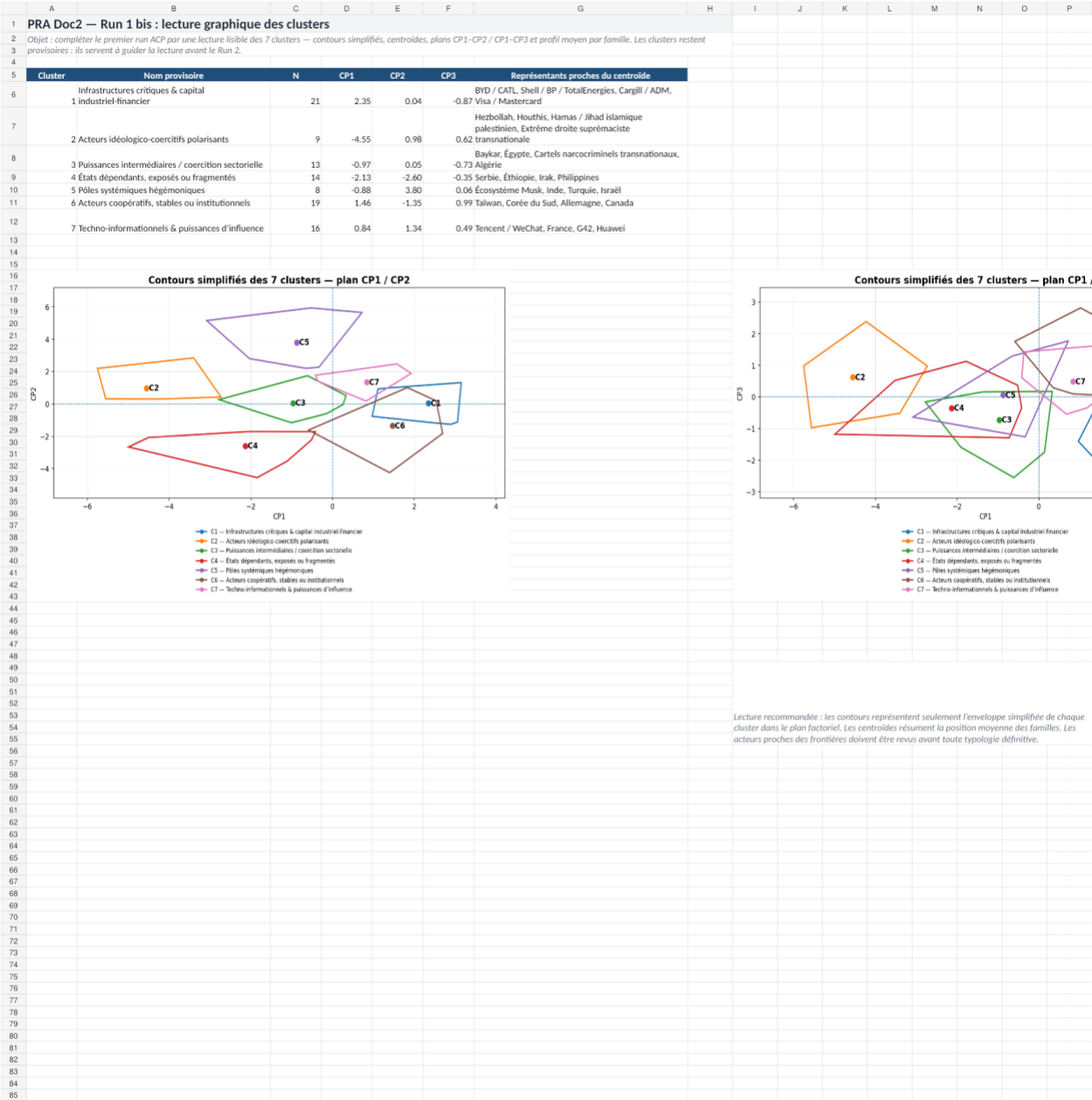
Acteur	Type	Zone	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Cluster	Nom cluster provisoire
PIF saoudien	Fonds souverain	Arabie saoudite / global	6.5	6.8	5	3	8	1	6.5	3	7.5	4	3	4.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
ADNOC / Mubadala / ADIA	Énergie / fonds souverains	Émirats / global	7	6.6	4.5	2	8.5	1	7	3	6.5	4	2.5	5.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
DP World	Logistique / ports	Émirats / global	7	6.3	5	1.5	8	1	6.5	3.5	5.5	3.5	3	5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
QatarEnergy / QIA / Al Jazeera	Énergie / finance / média	Qatar / global	6.5	6.2	4.5	2.5	8.5	1.5	6	3.5	6	7	4.5	5	7	Techno-informatiques & puissances d'influence
Rosatom / Gazprom / Rosneft	Énergie / nucléaire / État	Russie / global	5	6.8	6.5	5	9	4	6	4	8	3.5	4.5	2.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Baykar	Drones / défense	Turquie / global	5.5	5.5	5	4	5.5	6	6	4	7.5	4	4.5	3.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
IAI / Rafael / Elbit	Défense / cyber	Israël / global	6.5	6.2	4	2.5	5.5	6.5	6.5	4	4.5	5	4	4.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Samsung / SK Hynix	Semi-conducteurs / industrie	Corée du Sud / global	8	6.8	3	0.5	8.5	0.5	5	5	3	4	2.5	7	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
TSMC	Semi-conducteurs critiques	Taiwan / global	8	7.5	3.5	0.5	9.5	0.5	4.5	6.5	2.5	4.5	2.5	7	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Toyota / Mitsubishi / SoftBank	Industrie / tech / finance	Japon / global	8	6.4	3	0.5	7	0.5	5	4	3	4	2.5	7	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Maersk / MSC	Transport maritime	Europe / global	7.5	6.2	3.5	0.5	8	1	6	4	3	3	2	6.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Glencore / Trafigura / Vitol	Négoce matières premières	Transnational	6.5	6.5	5.5	0.5	9	1.5	7	3.5	4	3	3	4	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
Cargill / ADM	Agro-industrie / alimentation	Transnational	7	5.8	4	0.5	8	0.5	6.5	3.5	3	3	2.5	5.5	1	Infrastructures critiques & capital industriel-financier
G42	IA / data / capital stratégique	Émirats / global	6.5	5.8	4.5	1.5	7	1.5	6.5	3.5	6.5	7.5	4	4.5	7	Techno-informatiques & puissances d'influence
NSO / cyber offensif privé	Cyber / surveillance	Israël / global	4.5	5	4.5	1	5	6.5	5.5	5	5.5	6	6	2.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
Hezbollah	Acteur armé idéologique	Liban / Moyen-Orient	3.5	4.8	6.5	7	3.5	8	5.5	7	7.5	6	9	1	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Houthis	Acteur armé idéologique	Yémen / mer Rouge	2.8	4.2	6	6.5	3	7.5	5	7	7	5.5	9	0.8	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Hamas / Jihad islamique palestinien	Acteur armé idéologique	Gaza / Moyen-Orient	2.5	4	6	7	3	8	4.5	8	7.5	6.5	9.5	0.5	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Réseaux salafistes-djihadistes	Réseau idéologique violent	Transnational	2	5	8	9	2.5	8.5	6.5	7	6.5	7	10	0.2	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Frères musulmans / islam politique	Réseau idéologique transnational	Transnational	4	4.8	5.5	6.5	3.5	3.5	5.5	5.5	5	6.5	8	2.5	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Extrême droite suprémaciste transnationale	Réseau idéologique	Transnational	2.5	3.8	5	7.5	2	5.5	6	6	4	7	9	0.8	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Réseaux conspirationnistes / antisémites	Réseau idéologique	Transnational	2	4	4.5	7	1.5	4	6.5	6	3.5	8	10	0.5	2	Acteurs idéologico-coercitifs polarisants
Cartels narcocriminels transnationaux	Réseau criminel	Amériques / global	3	4.8	4	1	7	8	7	5	5	4	6.5	0.5	3	Puissances intermédiaires / coercition sectorielle
ONG droits humains / climat	Réseau transnational normatif	Global	6	4	1.5	1	2	0.5	5.5	5	2	6.5	5.5	9	6	Acteurs coopératifs, stables ou institutionnels
Diasporas stratégiques transnationales	Réseau transnational	Global	5	3.8	2.5	4	3	1.5	5.5	5	2.5	6	6	5	6	Acteurs coopératifs,

Acteur	Type	Zone	TSI*	G*	H1	H2	ER1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Cluster	Nom cluster provisoire stables ou institutionnels

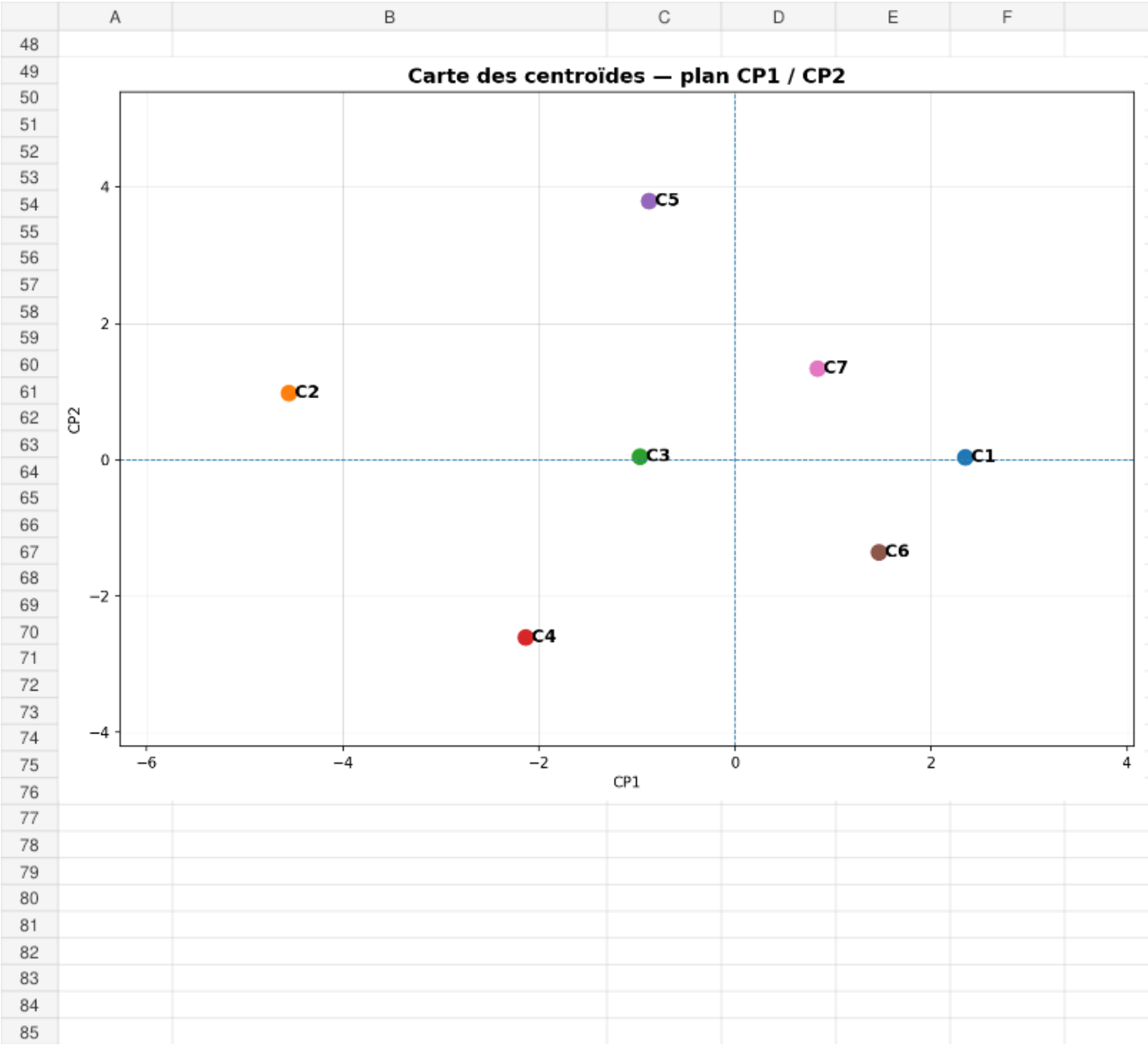
6.8 Annexe II-7 — Graphiques du Run 1 bis

Les figures ci-dessous reprennent les graphiques du dashboard Run 1 bis : contours simplifiés des clusters, centroïdes, plans factoriels et profils moyens par famille d'acteurs.

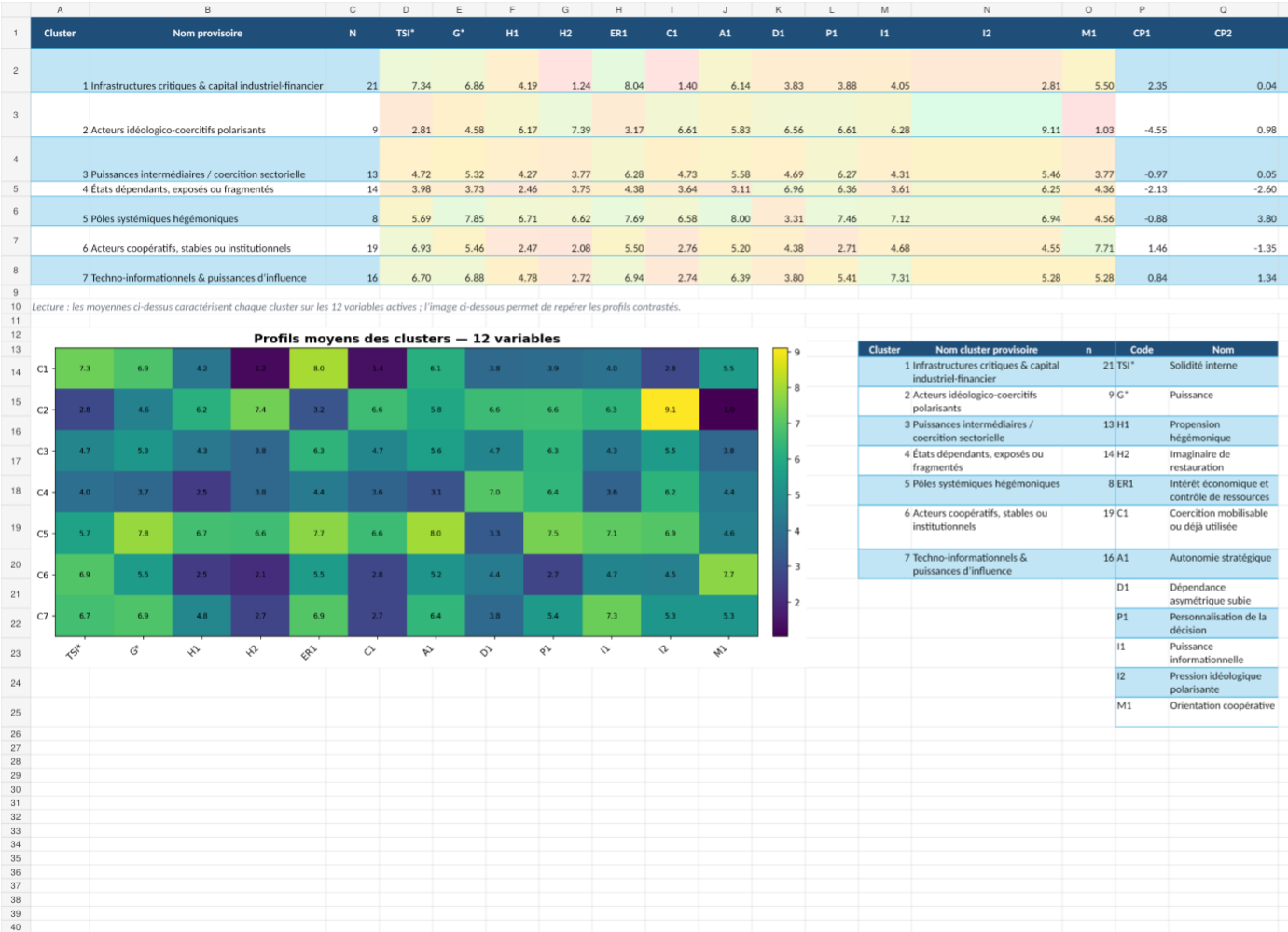
6.9 Figure II-7-A — Dashboard Run 1 bis : contours et centroides des clusters



6.10 Figure II-7-B — Dashboard Run 1 bis : carte des centroïdes



6.11 Figure II-7-C — Profils moyens des clusters



6.12 Annexe II-8 — Questionnaire de référence et scénario-zéro

Source technique : fichier Référentiel Clusters Matrice ScenarioZero, feuillet Questionnaire Zero.

Q1	La mondialisation économique	continue sa progression	se stabilise	ralentit	régresse en blocs	se fragmente brutalement	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q2	Les blocs technologiques	restent ouverts	se coordonnent partiellement	se régionalisent	se ferment	deviennent hostiles	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q3	Les ressources critiques	font l'objet d'une régulation coopérative	restent gérables	créent des tensions ponctuelles	deviennent objets de confrontation	déclenchent des crises majeures	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q4	L'IA	renforce surtout productivité et savoir	reste ambivalente mais régulée	accroît les asymétries	renforce surveillance et manipulation	devient facteur de déstabilisation systémique	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q5	Les plateformes numériques privées	sont fortement régulées	acceptent une gouvernance partagée	conservent leur pouvoir actuel	deviennent quasi souveraines	échappent largement au contrôle public	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité

Q1	La mondialisation économique	continue sa progression	se stabilise	ralentit	régresse en blocs	se fragmente brutalement	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
									de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q6	Le multilatéralisme	se renforce	se maintient sélectivement	stagne	s'affaiblit nettement	se marginalise	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q7	La polarisation idéologique	recule	reste contenue	progresses modérément	structure fortement les sociétés	devient un moteur central des conflits	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q8	L'islam politique/radical	se normalise ou recule	reste régionalement contenu	se recompose	s'étend par réseaux	devient un moteur transnational majeur	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q9	L'antisémitisme et le complotisme	reculent	restent marginaux	progressent dans les marges	deviennent transversaux	structurent des mobilisations multiples	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q10	Le conflit wokisme/anti-wokisme	s'apaise	reste culturellement contenu	polarise certains espaces	fragilise les démocraties	devient un facteur stratégique de fragmentation	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q11	Le chiisme politique régional	reflue	reste régionalement contenu	se recompose	se consolide	devient facteur majeur de recomposition régionale	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q12	Les nationalismes restaurateurs	reculent	restent rhétoriques	progressent	structurent les politiques de puissance	dominent plusieurs trajectoires régionales	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q13	Les puissances privées	sont subordonnées aux règles publiques	coopèrent avec les États	restent hybrides	concurrent les États	assument des fonctions quasi souveraines	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q14	La coercition économique/juridique	diminue	reste ciblée	se banalise	devient un mode de puissance ordinaire	fracture l'ordre économique mondial	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q15	Climat, migrations et santé	favorisent la coopération	restent gérables	créent des tensions récurrentes	désorganisent plusieurs régions	provoquent des crises systémiques	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q16	Les démocraties libérales	se consolident	résistent	s'érodent lentement	se polarisent fortement	entrent en crise durable	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q17	Les régimes autoritaires	s'assouplissent	se stabilisent	gagnent en efficacité relative	exportent leurs méthodes	deviennent modèle dominant d'ordre contrôlé	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
Q18	La conflictualité militaire	recule	reste localisée	augmente régionalement	s'étend entre blocs	menace l'ordre mondial	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du

Q1	La mondialisation économique	continue sa progression	se stabilise	ralentit	régresse en blocs	se fragmente brutalement	0 — continuité / stabilité	0	Principe scénario-zéro : 0 = continuité/stabilité de la carte. Vérifier l'harmonisation du libellé local si nécessaire.
									libellé local si nécessaire.

6.13 Annexe II-9 — Matrice_Impact_Hypothèses

Coefficients unitaires préliminaires. Ils relient les réponses du questionnaire aux variables actives ; ils sont destinés à rester discutables et révisables.

Cod e	Question / moteur	Réponse 0 locale du fichier	Principe 0 retenu	Clusters sensibles	H1	H2	ER 1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Commentaire d'impact	Statut
Q1	La mondialisation économique	ralentit	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 3, 4, 5, 6	0.25	0.1	0.25	0.1	0.25	0.3	0.05	0.05	0.05	-0.35	Plus la réponse va vers +2, plus les interdépendances deviennent dépendances stratégiques et moins la coopération joue son rôle stabilisateur.	Préliminaire à valider
Q2	Les blocs technologiques	se régionalisent	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 3, 4, 5, 7	0.2	0.05	0.3	0.25	0.35	0.3	0.05	0.4	0.15	-0.35	La fermeture technologique renforce autonomie, puissance cognitive et dépendances aux infrastructures de bloc.	Préliminaire à valider
Q3	Les ressources critiques	créent des tensions ponctuelles	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 3, 4, 6	0.15	0	0.55	0.25	0.3	0.35	0	0.05	0.1	-0.25	La tension sur ressources augmente ER1, coercition et dépendance, surtout pour infrastructures et acteurs exposés.	Préliminaire à valider
Q4	L'IA	accroît les asymétries	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 5, 7	0.1	0	0.15	0.3	0.2	0.15	0.15	0.6	0.35	-0.25	L'IA déstabilisatrice accroît I1, C1 et I2 ; l'IA coopérative aurait l'effet inverse.	Préliminaire à valider
Q5	Les plateformes numériques privées	conservent leur pouvoir actuel	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 3, 5, 7	0.2	0	0.15	0.15	0.25	0.15	0.25	0.55	0.25	-0.35	La quasi-souveraineté des plateformes renforce I1, autonomie privée et asymétries de contrôle public.	Préliminaire à valider
Q6	Le multilatéralisme	stagne	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 3, 5, 6	0.25	0.05	0.1	0.25	0.1	0.2	0	0.05	0.15	-0.6	Le recul du multilatéralisme affaiblit M1 et renforce coercition, hégémonie et dépendances.	Préliminaire à valider
Q7	La polarisation idéologique	progresses modérément	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 3, 5, 7	0.15	0.2	0	0.25	0	0.1	0.1	0.15	0.75	-0.4	La polarisation idéologique renforce directement I2 et fragilise la capacité de compromis.	Préliminaire à valider
Q8	L'islam politique/radical	se recompose	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 3, 5	0.15	0.25	0	0.35	0	0.15	0.15	0.1	0.65	-0.3	L'islam politique/radical agit comme moteur idéologique et coercitif, principalement sur le cluster 2 et les zones exposées.	Préliminaire à valider
Q9	L'antisémitisme et le complotisme	progressent dans les marges	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 5, 7	0.1	0.15	0	0.2	0	0.1	0.05	0.25	0.75	-0.35	Antisémitisme et complotisme sont traités comme amplificateurs transversaux de polarisation et de désagrégation cognitive.	Préliminaire à valider
Q10	Le conflit wokisme/anti-wokisme	polarise certains espaces	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	2, 5, 7	0.05	0.1	0	0.1	0	0.05	0.05	0.2	0.6	-0.3	Le couple wokisme/anti-wokisme est traité comme facteur culturel de fragmentation démocratique lorsqu'il est renforcé.	Préliminaire à valider
Q11	Le chiisme politique régional	se recompose	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 3, 6	0.2	0.3	0.05	0.3	0.05	0.15	0.15	0.05	0.4	-0.2	Le chiisme politique régional touche surtout l'Iran, ses relais, les États exposés du Moyen-Orient et les puissances pivots.	Préliminaire à valider
Q12	Les nationalismes restaurateurs	progressent	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 5, 6	0.35	0.6	0.1	0.2	0.2	0.05	0.15	0.1	0.25	-0.35	Les nationalismes restaurateurs alimentent H2, H1, C1 et réduisent la propension au compromis multilatéral.	Préliminaire à valider
Q13	Les puissances privées	restent hybrides	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 4, 5, 7	0.2	0	0.25	0.1	0.25	0.2	0.25	0.45	0.1	-0.25	Les puissances privées augmentent l'autonomie non étatique et déplacent une partie du pouvoir vers les infrastructures.	Préliminaire à valider
Q14	La coercition économique/juridique	se banalise	0 = aucune inflexion additionnelle /	1, 3, 4, 5, 6	0.25	0.05	0.25	0.55	0.1	0.25	0.05	0.05	0.1	-0.35	La coercition économique/juridique banalise le pouvoir de contrainte hors guerre ouverte.	Préliminaire à valider

Cod e	Question / moteur	Réponse 0 locale du fichier	Principe 0 retenu	Clusters sensibles	H1	H2	ER 1	C1	A1	D1	P1	I1	I2	M1	Commentaire d'impact	Statut
			continuité de la base													
Q15	Climat, migrations et santé	créent des tensions récurrentes	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	2, 3, 5, 6	0.05	0	0.25	0.15	0	0.35	0	0.05	0.2	-0.2	Climat, migrations et santé deviennent facteurs de dépendance et de tension lorsqu'ils dépassent la simple gestion.	Préliminaire à valider
Q16	Les démocraties libérales	s'érodent lentement	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 5, 7	0.1	0.05	0	0.1	0	0.15	0.05	0.1	0.45	-0.4	L'érosion des démocraties libérales fragilise M1 et augmente I2 et D1.	Préliminaire à valider
Q17	Les régimes autoritaires	gagnent en efficacité relative	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 5, 7	0.25	0.15	0.05	0.4	0.1	0.1	0.35	0.25	0.1	-0.35	L'efficacité des régimes autoritaires renforce C1, P1 et I1, et affaiblit le modèle coopératif.	Préliminaire à valider
Q18	La conflictualité militaire	augmente régionalement	0 = aucune inflexion additionnelle / continuité de la base	1, 2, 3, 5, 6	0.25	0.15	0.1	0.6	0.25	0.25	0.05	0.05	0.15	-0.4	La conflictualité militaire active directement C1, H1, D1 et fragilise M1.	Préliminaire à valider

6.14 Annexe II-10 — Effets et déplacements du scénario-zéro

6.14.1 Effets globaux sur les variables — scénario-zéro

Variable	Effet global zéro	Formule visible	Interprétation
H1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$F\$4:\$F\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
H2	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$G\$4:\$G\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
ER1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$H\$4:\$H\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
C1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$I\$4:\$I\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
A1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$J\$4:\$J\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
D1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$K\$4:\$K\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
P1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$L\$4:\$L\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
I1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$M\$4:\$M\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
I2	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$N\$4:\$N\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.
M1	0	=SUMPRODUCT(Questionnaire_Zero!\$I\$4:\$I\$21,Matrice_Impact_Hyp!\$O\$4:\$O\$21,\$B\$3)	Aucun déplacement additionnel : continuité de la carte de référence.

6.14.2 Déplacements des clusters — scénario-zéro

Cluster	Nom	CP1 initial	CP2 initial	CP3 initial	ACP1	ACP2	ACP3	Lecture du mouvement	Contenu activé	Statut
1	Projection hégémonique autonome	2.638	2.566	0.001	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Produit la compétition stratégique, définit une partie des contraintes systémiques, impose ou conteste les architectures de puissance.	Base de comparaison
2	Polarisation idéologico-coercitive	4.022	-0.839	0.598	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Diffuse polarisation, violence, chantage, conflits symboliques et crises disproportionnées par rapport au poids matériel.	Base de comparaison
3	Dépendance / exposition stratégique	0.779	-3.012	-0.504	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Révèle la pression des grands acteurs ; matérialise les rivalités dans des zones vulnérables.	Base de comparaison

Cluster	Nom	CP1 initial	CP2 initial	CP3 initial	ACP1	ACP2	ACP3	Lecture du mouvement	Contenu activé	Statut
4	Infrastructures critiques & capital	-2.035	0.709	-0.803	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Conditionne la résilience matérielle du système et transforme les interdépendances en ressources de pouvoir.	Base de comparaison
5	Coopération institutionnelle / multilatérale	-1.663	-0.956	0.946	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Soutient le langage commun, les normes, le droit, les biens communs et les mécanismes de médiation.	Base de comparaison
6	Puissances intermédiaires / pivots	0.251	0.263	-0.32	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Peut stabiliser ou accélérer la fragmentation selon ses arbitrages, coalitions et opportunités.	Base de comparaison
7	Techno-informatiionnels & plateformes	-0.062	1.316	0.422	0	0	0	Aucun déplacement additionnel : le cluster reste sur la carte de référence.	Réorganise la perception du réel, les dépendances numériques et la frontière entre pouvoir privé et souveraineté publique.	Base de comparaison

6.15 Annexe II-11 — Narratif technique du scénario-zéro

Cette annexe donne le narratif de référence utilisé comme base de comparaison avant les scénarios d'auteur.

Section	Texte	Fonction méthodologique
Titre	Scénario-zéro PRA — Continuité tendancielle de l'ordre fragmenté	Cadre de comparaison
Statut méthodologique	Ce scénario n'est pas une prédiction. Il constitue la ligne de base : toutes les réponses actives du questionnaire sont fixées à 0, c'est-à-dire aucune inflexion supplémentaire par rapport à la carte de référence. Les tensions déjà contenues dans les notations initiales se poursuivent, sans accélération majeure ni retournement coopératif décisif.	Cadre de comparaison
Hypothèse centrale	L'ordre mondial demeure gouvernable, mais imparfaitement commun. Les États, les infrastructures privées, les plateformes numériques, les puissances régionales et les institutions continuent de coexister dans une architecture instable. Aucune dynamique unique ne domine entièrement : la puissance hégémonique, la polarisation idéologique, les dépendances stratégiques, les infrastructures critiques et la coopération institutionnelle se maintiennent simultanément.	Cadre de comparaison
Lecture générale des clusters	Le scénario-zéro ne déplace pas les clusters ; il confirme leur rôle de référence. Le cluster 1 conserve la fonction de projection hégémonique. Le cluster 2 reste foyer de polarisation et de nuisance. Le cluster 3 demeure espace d'exposition et de dépendance. Le cluster 4 maintient la matérialité de l'ordre mondial. Le cluster 5 préserve le langage institutionnel. Le cluster 6 arbitre entre blocs. Le cluster 7 structure la couche techno-informatiionnelle.	Narratif de référence
Cluster 1 — Projection hégémonique autonome	Les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, Israël et l'écosystème Musk conservent une capacité d'initiative élevée. Ils ne poursuivent pas tous la même stratégie, mais ils partagent une caractéristique : ils peuvent agir au-delà de leur périmètre immédiat et obliger d'autres acteurs à tenir compte de leurs décisions. Dans le scénario-zéro, ces acteurs restent producteurs de contraintes systémiques, sans basculer mécaniquement dans une escalade globale.	Narratif de référence
Cluster 2 — Polarisation idéologico-coercitive	Le Pakistan, la Corée du Nord, le Hezbollah, les Houthis, le Hamas/Jihad islamique, les réseaux salafistes-djihadistes, l'islam politique organisé, l'extrême droite suprémaciste transnationale et les réseaux conspirationnistes/antisémites conservent une influence disproportionnée. Leur rôle n'est pas de gouverner l'ordre mondial, mais d'en révéler les failles : mobilisation idéologique, violence asymétrique, pression symbolique, chantage ou radicalisation.	Narratif de référence
Cluster 3 — Dépendance / exposition stratégique	L'Éthiopie, l'Ukraine, la Biélorussie, les Philippines, le Laos, le Cambodge, le Myanmar, le Kazakhstan, l'Irak, le Liban, la Jordanie et la Serbie restent des lieux où les stratégies d'autrui deviennent visibles. Leur destin ne dépend pas uniquement de leur volonté propre, mais de leurs dépendances sécuritaires, géographiques, économiques ou politiques. Le scénario-zéro les maintient comme espaces d'alerte plutôt que comme moteurs principaux.	Narratif de référence
Cluster 4 — Infrastructures critiques & capital	Apple, Nvidia, BlackRock/Vanguard/State Street, Visa/Mastercard, BYD/CATL, SMIC, COSCO/State Grid, Tata, ASML, Airbus, les énergéticiens, les fonds du Golfe, les ports, les transporteurs maritimes, les négociants de matières premières et TSMC constituent l'ossature matérielle de l'ordre mondial. Dans le scénario-zéro, leur puissance reste largement fonctionnelle : elle conditionne la résilience, mais ne se transforme pas automatiquement en domination politique ouverte.	Narratif de référence
Cluster 5 — Coopération institutionnelle / multilatérale	L'Union européenne, l'ONU, l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud, le Kenya, Singapour, la Pologne, le Maroc, la Grèce, les ONG normatives et les diasporas stratégiques maintiennent l'idée d'un ordre	Narratif de référence

Section	Texte	Fonction méthodologique
	régulé. Leur faiblesse n'est pas leur inutilité, mais le décalage entre la force normative et la capacité de contrainte. Ils rendent encore possible un langage commun, mais ne suffisent pas seuls à contenir les acteurs coercitifs ou privés.	
Cluster 6 — Puissances intermédiaires / pivots	L'OTAN, la France, le Royaume-Uni, le Brésil, l'Égypte, le Nigeria, le Vietnam, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, les BRICS+, certains complexes militaro-industriels, les acteurs énergétiques russes, Baykar, les industries de défense israéliennes, le cyber offensif privé et les cartels transnationaux forment un ensemble hétérogène. Leur point commun est moins leur nature que leur capacité à orienter localement ou sectoriellement les équilibres.	Narratif de référence
Cluster 7 — Techno-informatiques & plateformes	Les Émirats, le Qatar, Microsoft/OpenAI, Alphabet/YouTube/DeepMind, Amazon/AWS, Meta, Palantir/Anduril, ByteDance/TikTok, Huawei, Tencent, Alibaba/Ant, Reliance/Jio, Al Jazeera/QIA/QatarEnergy et G42 structurent la couche cognitive et numérique du système. Dans le scénario-zéro, ils ne remplacent pas les États, mais ils deviennent indispensables à leur action, à leur information et parfois à leur souveraineté effective.	Narratif de référence
Déroulement tendanciel	À court terme, la compétition stratégique se poursuit sans rupture totale. À moyen terme, les interdépendances matérielles restent suffisamment fortes pour empêcher l'effondrement, mais insuffisantes pour recréer une confiance commune. À plus long terme, le risque n'est pas l'anarchie absolue ; c'est l'installation durable d'un ordre fragmenté où chaque famille d'acteurs conserve sa logique propre.	Narratif de référence
Signaux faibles de maintien du scénario-zéro	Maintien des échanges malgré sanctions ciblées ; survie des institutions multilatérales malgré contournements ; crises régionales sans généralisation ; régulation partielle mais incomplète des plateformes et de l'IA ; dépendances critiques gérées sans rupture systémique ; démocraties libérales éprouvées mais non disloquées ; puissances autoritaires efficaces mais non universellement attractives.	Narratif de référence
Conditions d'invalidation	Le scénario-zéro serait invalidé par une rupture majeure : guerre systémique, crise mondiale des semi-conducteurs ou de l'énergie, basculement autoritaire durable des démocraties centrales, régulation réussie et coopérative de l'IA, restauration forte du multilatéralisme ou effondrement d'une puissance structurante. Il serait aussi dépassé si plusieurs hypothèses du questionnaire s'éloignaient simultanément du 0.	Narratif de référence
Formule synthétique	Le scénario-zéro décrit un monde qui tient sans se réconcilier. La puissance continue de croître, mais la sagesse institutionnelle progresse moins vite. La coopération subsiste, mais sous contrainte. Les infrastructures relient, mais exposent. Les plateformes informent, mais fragmentent. Les acteurs hégémoniques ordonnent parfois, déstabilisent souvent. PRA peut alors mesurer les scénarios ultérieurs comme des écarts lisibles par rapport à cette ligne de base.	Narratif de référence

6.16 Annexe II-12 — Chaîne de reverse engineering du scénario PRA

Étape	Entrée	Traitement	Sortie vérifiable
1. Questionnaire	Réponses -2, -1, 0, +1, +2, NSP, NP, PO	Neutraliser NSP/NP/PO ; conserver seulement les codes actifs -2 à +2	Vecteur de réponses actives
2. Matrice Impact Hypothèses	Vecteur de réponses actives + coefficients par variable	Multiplier réponses × coefficients × amortissement	Δ variables globales
3. Sensibilité acteurs / clusters	Familles d'acteurs, clusters, types, zones	Appliquer une sensibilité différenciée selon acteur/famille/cluster	Notes ajustées par acteur
4. Projection dans l'ACP	Notes ajustées + axes de référence	Reprojeter dans l'espace CP1/CP2/CP3 sans recalculer l'ACP	Coordonnées ajustées
5. Déplacement des clusters	Coordonnées initiales et ajustées	Calculer centroïdes, directions, intensité, densité et éventuels basculements	Carte dynamique par scénario
6. Narratif	Déplacements + acteurs affectés + contraintes méthodologiques	Rédiger un récit contraint par les résultats	Scénario traçable et critiquable
Règle de prudence	Scénario-zéro	Toutes réponses à 0	Aucune variation additionnelle ; il sert de ligne de base.

6.17 Annexe II-13 — Traitement des idéologies et phénomènes transversaux

Objet	Traitement proposé dans Run 1
Idéologies diffuses	Ne pas les intégrer automatiquement comme lignes d'acteurs ; les traiter d'abord comme variables transversales.
Pression idéologique polarisante (I2)	Variable active unique mesurant la capacité à rigidifier les identités, réduire le compromis, désigner un ennemi ou légitimer la contrainte.
Islam radical / djihadisme	Ligne active seulement lorsque le réseau possède une structuration opérationnelle ; sinon sous-colonne qualitative d'I2.
Antisémitisme	À traiter surtout comme phénomène transversal et sous-colonne qualitative ; une ligne active n'est acceptable que pour des réseaux conspirationnistes/antisémites identifiables.

Objet	Traitement proposé dans Run 1
Wokisme / anti-wokisme	À traiter comme polarisation culturelle interne, non comme acteur autonome dans le premier run.
Risque méthodologique	Ne pas confondre idéologie présente dans une société et idéologie déterminante dans le comportement stratégique de l'acteur.

6.18 Annexe II-14 — Réserves techniques et limites du Run 1

Étape	Action
1	Relire la liste des 100 acteurs : retirer les objets trop diffus, fusionner ou scinder les écosystèmes trop larges.
2	Documenter les notes sensibles : hégémonie, restauration, coercition, dépendance, idéologie, coopération.
3	Tester Run 2 : TSI* et G* en variables illustratives, non actives, pour mesurer la circularité.
4	Tester un Run 3 : variables plus élémentaires ou sous-indices par blocs.
5	Stabiliser les clusters et seulement ensuite formuler la typologie.
6	Déduire les scénarios à partir des familles d'acteurs et de leurs interactions.

Cette annexe conserve la trace des limites techniques du Run 1 et des arbitrages qui en ont résulté : retrait ou fusion d'objets trop diffus, documentation des notes sensibles, Run 2 avec TSI et G* en variables illustratives, stabilisation progressive des clusters.*

6.19 Annexe II-15 — Grille de l'Agent Contrôle

Dimension contrôlée	Question de contrôle	Statut attendu
Continuité Volume I / Volume II	Le passage de la mesure à la prospective reste-t-il clair ?	À vérifier à chaque insertion
Fil rouge puissance / sagesse	Le texte maintient-il l'écart central entre puissance mondialisée et sagesse fragmentée ?	Obligatoire
Séparation des registres	Le récit fondateur, la méthode, les scénarios et les conclusions restent-ils distincts ?	Obligatoire
Traçabilité	Peut-on remonter du narratif aux hypothèses, variables, clusters et acteurs ?	Obligatoire
Pédagogie	Le texte est-il suffisamment lisible pour un lecteur non spécialiste sans appauvrir la rigueur ?	Vigilance haute
Sensibilité politique	Les passages sur idéologies, antisémitisme, islam radical, plateformes, IA, Europe, Israël, guerre mondiale sont-ils prudents et nuancés ?	Vigilance haute
Style auteur	Le texte reste-t-il compatible avec la voix de l'auteur après assistance IA ?	À reprendre en phase finale
Reverse reading	Le lecteur peut-il accéder rapidement aux scénarios sans perdre la solidité de la démarche ?	À traiter après rédaction complète

6.20 Annexe II-16 — Rôle de l’auteur et de l’intelligence artificielle

L’auteur assume l’entière responsabilité intellectuelle de l’ouvrage : conception du projet, intuition initiale, choix des problématiques, architecture générale, validation des critères, interprétation des résultats, arbitrages méthodologiques, sélection des scénarios, corrections successives et version finale publiée.

L’intelligence artificielle a été utilisée comme instrument d’assistance à la structuration, à la rédaction, à la reformulation, à l’harmonisation et au contrôle de cohérence. Elle n’est ni une source souveraine, ni un auteur autonome, ni un arbitre final.

Cet usage est décrit explicitement dans le présent ouvrage. Il illustre, à l’échelle même de la rédaction, l’une des questions centrales du livre : comment utiliser une puissance nouvelle sans renoncer à la responsabilité humaine ?

À propos de l'auteur

Edmond Cohen / Edmond Saint Samoht

Edmond Cohen, qui publie sous le nom d'Edmond Saint Samoht, est l'auteur de travaux consacrés à la pensée politique, à la prospective et à la métaphysique. Avec PRA — Political Rating Agency, il propose une démarche originale visant à rendre l'analyse politique plus explicite, plus structurée et plus traçable, depuis l'évaluation des systèmes politiques jusqu'à la construction de scénarios sur l'avenir du monde.

Le nom Edmond Saint Samoht, anagramme de Thomas, exprime une sensibilité intellectuelle qui ne se limite pas au visible. Dans ses travaux métaphysiques comme dans sa réflexion politique, l'auteur s'intéresse autant à ce qui se montre qu'à ce qui agit plus discrètement : structures profondes, forces invisibles, croyances, représentations, dynamiques latentes.

À travers L'État politique du monde et son avenir, Edmond Cohen entend contribuer à une lecture plus lucide des transformations contemporaines, de l'élargissement de la puissance humaine et des conditions d'une sagesse politique à la mesure du monde devenu global.

PRA™ — Political Rating Agency

saintsamohht@politicalrating.org

© 2026 PRA™ — Political Rating Agency